

PLUS DE 50 ADRESSES

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°226 - 227
JANVIER 1998

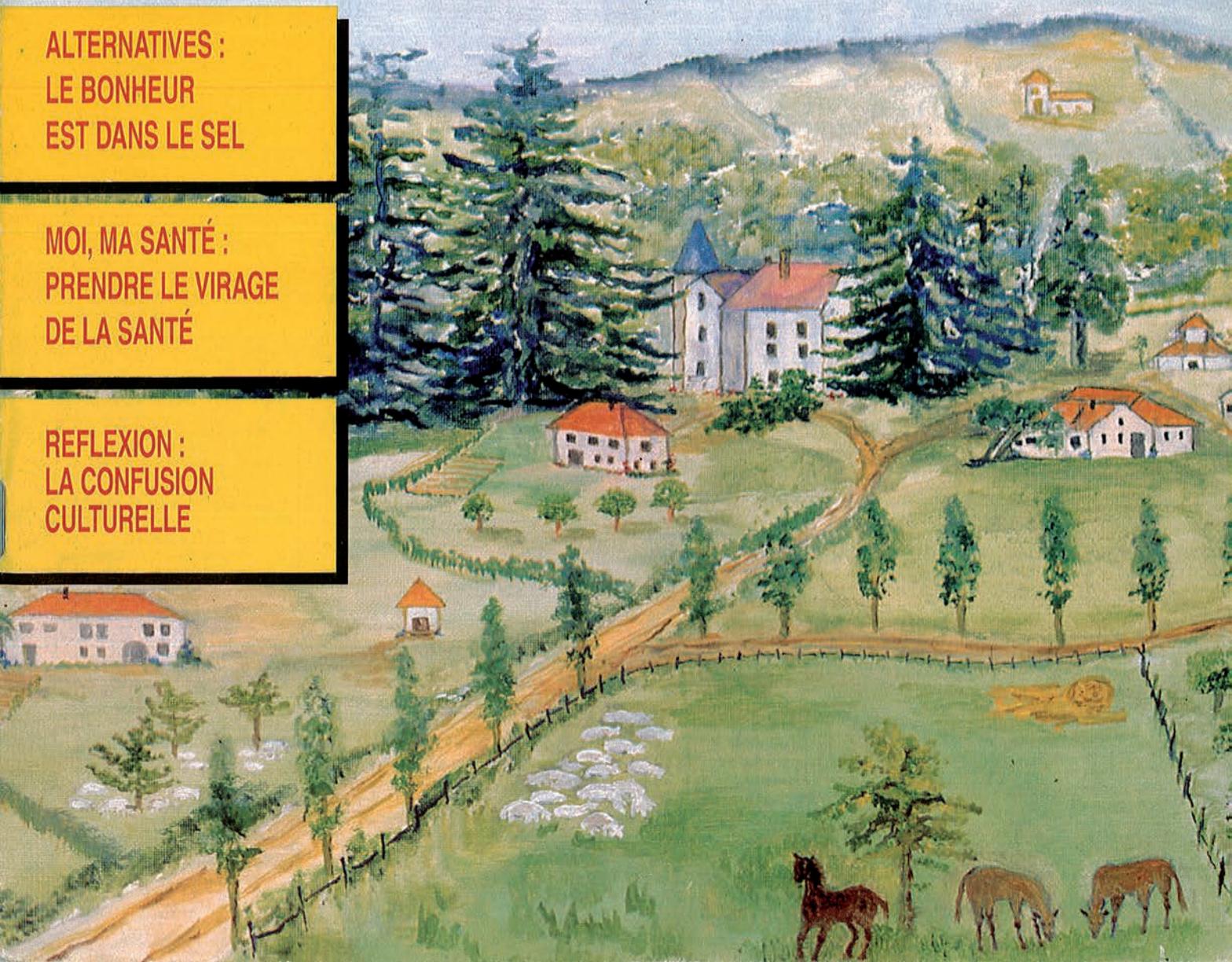
38 FF - 230 FB - 10 FS

VIVRE ENSEMBLE

ALTERNATIVES :
LE BONHEUR
EST DANS LE SEL

MOI, MA SANTÉ :
PRENDRE LE VIRAGE
DE LA SANTÉ

REFLEXION :
LA CONFUSION
CULTURELLE



Sommaire

Vivre ensemble :

- Fermes communautaires libres de Froidevaux ... page 4
- Ruralis : le domaine de Boussac page 8
- Ecolonie page 11
- Paradis Tuj page 14
- La communauté de Bois-Gérard page 16
- Terre d'Enneille page 20
- Collectif de la Valette page 24
- La Batailleuse page 27
- Le Bio-Lopin page 30
- Le Cun du Larzac page 33
- Contacts et projets ... page 37 de Michel Bernard

- Alternatives page 40
- Synergies entre entreprises alternatives
 - Système d'échange local : le procès attendu

Alternatives :

- Le bonheur est dans le SEL**
de Saga Mackeprang page 42

- Santé page 44

- Alternative Santé
- Mercure : empoisonnement dentaire
- Transgéniques

Moi ma santé :

- Prendre le virage de la santé**
de Serge Mongeau page 46

- Société page 49

- Les 35 h et l'emploi

Transports :

- Vingt mauvaises raisons de ne pas promouvoir le vélo**
de Frédéric Héran page 50

- Environnement page 52

- Dioxines : jusqu'à six fois trop !
- Vers des villes sans voitures

Alternatives :

- Fermiers biologiques à vélo** page 55

- Nucléaire page 56

- Conseil de l'ordre et nucléaire
- Déchets : dossier enfoui

- Energies page 57

- SNCF : productrice d'électricité

Essais nucléaires :

- L'héritage de Moruroa**
de Patrice Bouveret page 58

- Femmes page 61

- Que lisent les femmes ?

- Nord-Sud page 62

- Annonces page 62

- Politique page 63

- Greenpeace en mutation

Réflexion :

- La confusion culturelle**
d'Alain-Claude Galtié page 64

- Livres page 68
Courrier page 70

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 28 novembre 1997.

Vu de l'intérieur..

ENQUETE LECTEURS

En 1988 et 1993, nous avions fait une enquête auprès des lecteurs pour un peu mieux savoir qui nous sommes. Cinq ans se sont écoulés et nous pensons qu'il est de nouveau temps de renouveler l'enquête. Mais cette fois, le cadre est un peu particulier. Comme nous préparons un colloque sur l'écologisme, la comparaison entre les trois enquêtes et la comparaison avec d'autres enquêtes disponibles (en particulier sur l'électorat des Verts) doit faire l'objet d'une intervention pendant le colloque. Comme cela est un gros travail, nous allons bénéficier de l'aide de Mimmo Pucciarelli, l'auteur de l'excellent livre "Le rêve au quotidien" et qui a déjà réalisé une enquête similaire du côté des libertaires. Le questionnaire sera inclus dans notre numéro de février et devra nous être retourné dans les deux mois. Il demande un peu de temps pour répondre car il y a des questions ouvertes. Non seulement, nous aimerions que le maximum d'abonnés y répondent, mais également les lecteurs occasionnels : n'hésitez donc pas à photocopier le questionnaire et à le donner à des personnes autour de vous qui lisent Silence par-dessus votre épaules.

HORS-SERIE SUR LES SEL

Concernant les textes, nous avons plutôt abondance de biens : on en a récupéré une trentaine (dont une petite moitié a été publiée dans Silence). Notre problème concerne les photos : on en manque cruellement. Donc si chez vous, il y a des activités SEL et que des personnes ont fait des photos, merci de leur demander de nous en envoyer des tirages.

HORS-SERIES REGIONAUX

Quelles seront les prochains hors-séries régionaux de Silence ? Nous ne le savons pas encore avec précision, mais nous avons des pistes plus ou moins avancées dans les régions suivantes (qui comme on le remarquera n'ont pas toujours à voir avec les régions administratives) : Agen, Cévennes, Bretagne, Limousin, Paris, Plateau des Millevaches, Lyon... Si vous

voulez participer à l'une de ces réalisations régionales ou si vous voulez vous occuper d'autres régions, vous pouvez prendre contact avec nous.

RECORDS D'ABONNEMENTS

L'année 1997 aura été très bonne pour nous. Grâce à l'Opération Découverte — donc grâce à vous — nous avons gagné presque 300 abonnements dans l'année pour finir à un peu moins de 2300 abonnés. Comme notre équilibre financier se situe aux alentours de 2000 abonnés, depuis le mois de septembre, nous avons vu fondre notre dette chez l'imprimeur.

NOUVEAU PAPIER ?

Nous avons profité de la réalisation du dossier Gandhi en couleur pour tester un nouveau papier recyclé. Celui-ci nous semble plus agréable à l'œil, est 100 % recyclé, blanchi sans chlore et "couché" mat. Nous nous sommes renseignés sur ce que veut dire "couché" : il s'agit, lorsque la pâte à papier est encore humide, d'y inclure en surface une couche de kaolin. Le kaolin est une argile blanche aussi utilisée pour faire la porcelaine. Ce traitement permet d'obtenir un papier plus lisse et donc assure une meilleure lisibilité. Le kaolin est ensuite fixé par une pression du papier et un séchage. A priori, nous n'avons pas trouvé d'inconvénient à ce procédé. Si vous en connaissez, faites-nous le savoir... car nous étudions la possibilité de l'utiliser comme papier habituel de la revue.

RECHERCHE PUB EDF

En vue de la réalisation d'une étude sur les publicités EDF, nous cherchons des publicités passées dans la grande presse ou dans la presse spécialisée. Si vous en avez — des récentes ou des anciennes —, nous avons besoin d'avoir la page découpée (et non pas photocopiée) et de plus, nous avons besoin de l'avoir sur un bon papier (style Télérama) pour pouvoir ensuite la reproduire. Et comme la direction d'EDF est abonnée, si vous nous lisez, n'hésitez pas à nous envoyer de bonnes reproductions de vos publicités. Merci.

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorica - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1er trimestre 1998

Tirage : 3700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité et abonnements : Michel Janu
Relations commerciales : Eve Malafosse
Rédaction : René Hamm

Sylviane Poulenard
Francis Veigier
Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Pérois
André Picot

Dessinateurs : Altho
Cyril
Lasserpe
Mulo

Iconographie : Déborah Gaudin
Loïc Gaudin
Madeleine Nutchey
Xavier Sérédine
Myriam Travostino
Chantal Grosmondard

Correcteurs : Raymond Vignal
Christiane Chapon
Claude Crolet

Expédition : Elise Dumont
Christian Hubuis
Maloin

Vincent Martin
Olivier Montmagnon
Bernard Pérez
Christian Rony
Suzanne Vignal

Correspondants : Georges David
Alain-Claude Galtié
José Oria
Mireille Oria
Perline

Et pour ce numéro : Jean-Luc Thierry
Patrice Bouveret
Frédéric Héran
Gérard Lyon

Saga Mackeprang
Serge Mongeau
Aurélien Tiberghien

Venez nous voir !

N°228 - Février

Comité de clôture des articles
samedi 20 décembre à 14 h

(clôture brèves : vendredi 9 janvier à 12 h)

Expédition

vendredi 23 janvier à 18 h

N°229 - Mars

Comité de clôture des articles
samedi 31 janvier à 14 h

(clôture brèves : vendredi 6 février à 12 h)

Expédition

vendredi 20 février à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin
d'abonnement
page 71

Le mois de *LASSERPE*



EDITORIAL

Biodiversité

Laquelle tu préfères ? me demande-t-on régulièrement à propos des expériences de vie collective que je visite. Quelle importance : nous n'avons ni la même vie, ni les mêmes envies.

Ce que je préfère, c'est le courage de ces personnes qui ont fait un saut dans leur vie quotidienne, prennent le risque de se placer en décalage avec le discours dominant et qui offrent une expérience qui amène ses joies et ses déceptions, ses ouvertures et ses limites.

A l'opposé d'un parti politique — quel qu'il soit — qui essaie toujours de ramener la pensée à un "programme", ces expériences offrent une multitude de chemins, que chacun est libre d'emprunter, pour un jour, pour un mois, pour une vie.

L'écologie scientifique nous apprend que plus un milieu est différent et plus la coopération est grande et plus ce milieu peut s'adapter aux variations qu'il subit. En développant ces expériences de vie différente et en communiquant entre elles, elles ouvrent un espace de liberté, des îlots de survie face à une société qui, elle, est en train de sombrer dans les problèmes qu'elle-même croit insolubles.

Si vous rêvez de vous inscrire dans une telle démarche, il vous faudra du temps pour choisir. Mais si vous commencez déjà à simplifier votre vie (1), vous deviendrez vite riche en temps, donc disponible pour cultiver des relations, et enfin, collectivement, suffisamment forts pour faire les quelques pas de côté que signifie le démarrage de cette nouvelle vie.

Michel BERNARD

(1) Voir le dossier "Simplifier sa vie" dans Silence n°224.



VIVRE ENSEMBLE

FERMES COMMUNAUTAIRES LIBRES DE FROIDEVAUX

A deux pas de la frontière française, côté Jura suisse, se sont développées, depuis 1980, une puis deux fermes communautaires d'inspiration écologiste, antimilitariste, biodynamique...

Le père de Jacques Froidevaux, horloger dans la région, avait acheté la première ferme en 1957 parce qu'il trouvait original d'habiter dans une commune qui portait le même nom que lui. Le lieu se trouve dans la boucle du Doubs qui passe en Suisse, à 700 m d'altitude.

Quand le projet a démarré, le village ne comptait plus qu'une dizaine d'adultes. Jacques et sa sœur Michelle ont d'abord cherché à racheter la ferme en 1980 pour y lancer un projet d'élevage de brebis. L'exploitation fait 58 hectares dont 28 de forêts et se prolonge par des pâturages. Ils connaissent alors

toutes les difficultés que peuvent rencontrer des urbains qui font le retour à la campagne : méconnaissance des techniques et surtout énormes difficultés de financement.

Comme ils sont les premiers à faire du mouton dans une région à vaches, ils sont très vite surnommés "les Bergers de Froidevaux". De nombreuses demandes d'aides financières sont alors refusées car le projet est jugé non rentable. En 1983, une association des "Amis des bergers de Froidevaux" se met en place avec des personnalités politiques et professionnelles essentiellement du canton du Jura qui estiment que l'expérience a son intérêt. C'est à la même époque qu'ils récupèrent un peu par hasard le matériel d'un tanneur qui part à la retraite. La tannerie artisa-

nale qui est alors mise en place permettra de dégager quelques revenus supplémentaires. C'est encore cette année, grâce à un chantier international réalisé par des volontaires du Mouvement Chrétien de la Paix, que sera construite la bergerie.

Progressivement, les visites se transforment en installation et la question se pose de créer un véritable lieu communautaire. Une longue réflexion s'engage sur la question de la propriété de la terre vis-à-vis de celui qui la travaille : comment faire en sorte que ceux qui rejoignent le projet ne se sentent pas les employés de ceux qui seraient arrivés plus tôt ? Comment éviter une hiérarchie artificielle par la propriété de la terre ? Leur rencontre à cette époque avec la Banque Communautaire Libre qui est une banque alternative anthroposophe (1) en Suisse (l'équivalent de la NEF en France, mais en plus développé) va permettre de faire déboucher la réflexion par la création en 1989 de deux structures : une Fondation qui est propriétaire des lieux. Une association qui en est locataire.

Une fondation propriétaire

La Fondation se donne pour buts *"de donner la possibilité à des enfants, des stagiaires, des personnes en difficulté, sans distinction d'origine, de race ou de croyance, de vivre dans un milieu agricole sain, en harmonie avec la nature, afin de soutenir leur évolution intellectuelle, spirituelle, créatrice, corporelle, et de leur donner l'occasion d'approfondir leurs connaissances pratiques. Le groupe vivant au domaine de Froidevaux développe un idéal social et culturel et encourage la devise "Fraternité, égalité, liberté" afin de permettre à l'humain une élévation vers une conscience plus universelle. La Fondation n'a pas de buts lucratifs et, de par sa constitution et ses buts, s'interdit toute tentative d'opérations spéculatives sur ses propriétés foncières. La Fondation loue la totalité des terres au groupe exploitant et a charge de faire respecter le cahier des charges des producteurs biologiques de Suisse. L'exploitation doit être la plus diversifiée possible en respectant les connaissances de la biologie et de l'écologie".* La Fondation est gérée par un conseil de gestion d'au minimum trois personnes dont la majorité doit travailler et vivre au moins six mois par an au domaine. Les trois premiers membres de la Fondation ont été Jacques, sa sœur Michèle et sa compagne Irène. Au départ la Fondation a racheté l'exploitation avec ses dettes et hypothèques

(350 000 FS) grâce à un emprunt à la Banque Communautaire libre. L'emprunt est remboursé progressivement par le loyer calculé chaque année pour couvrir les frais de la Fondation. Le bail est un "bail à ferme" d'une durée de 9 ans renouvelables. La Fondation touche ce loyer de l'association exploitante.

Celle-ci dénommée "Les bergers de Froidevaux" est composée des personnes qui vivent sur place depuis plus de six mois. L'association prévoit dans ses statuts qu'elle fonctionne en agriculture bio-dynamique (méthode Steiner donc), que les décisions se prennent à l'unanimité, qu'une personne peut partir en l'annonçant six mois à l'avance, qu'une personne peut être exclue si au moins deux tiers des adhérents sont d'accord (cette dernière mesure n'a jamais été utilisée à ce jour). Dès son arrivée, une personne participe à toutes les réunions, peut s'y exprimer mais ne peut pas prendre de décision avant d'être entré dans l'association. Au sein de l'association, il n'y a aucune hiérarchie, mais un partage des tâches administratives qui peut être remis en question si certains veulent changer de responsabilités. C'est notamment le cas lorsque de nouvelles activités voient le jour. Concrètement on observe qu'une personne qui est responsable de son secteur va généralement être la personne qui va animer le débat sur cette responsabilité et faire des propositions : s'il y a un pouvoir, c'est donc celui de faire.

Dix à douze adultes vivent alors sur place et ce nombre va se maintenir jusqu'à aujourd'hui. Les gens qui arrivent sont souvent des personnes en recherche qui sortent d'une période de voyage. Certains restent quelques jours, d'autres quelques mois, d'autres prennent racines. L'accueil des nou-

veaux n'est pas structuré : il y a toujours du travail à faire et on commence par faire du boulot en échange du logement et de la nourriture. Au bout de six mois, on peut demander à être dans l'association.

En 1991, la Fondation a pu, grâce un nouvel emprunt, acheter une ferme d'alpage de 75 hectares avec une maison d'alpage et une écurie, sur la commune de Rossinière, plus au sud, pour un montant de 210 000 FS.

Les activités

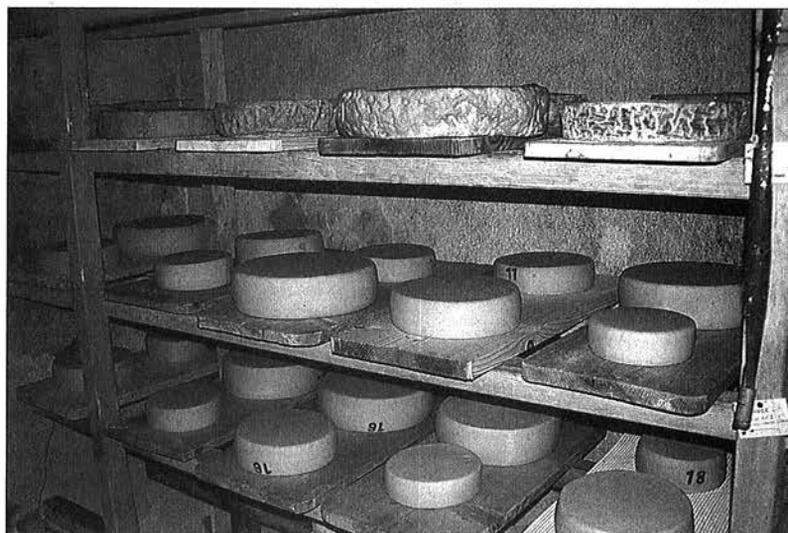
Différentes activités se développent sur place : d'abord un troupeau de moutons qui compte aujourd'hui 400 têtes, mais aussi quelques vaches d'une race en voie de disparition ("Hinterwalden"), des cultures de céréales et de fourrage, un jardin cultivé en spirale, une basse-cour avec une dizaine de poules, cinq ânes. Une activité tannerie s'est développée à partir des peaux des bêtes. Enfin, l'entretien des pâturages, des clôtures, de la forêt représente une grosse occupation qui se fait parfois avec l'aide de personnes extérieures.

Le jardin assure une bonne partie des légumes. Même si certains sont végétariens, les bêtes fournissent aux autres de la viande.

La grosse activité est l'élevage des brebis qui partent l'été en alpages, passent les saisons intermédiaires dans des prairies le long du Doubs et l'hiver dans une immense bergerie où se fait l'agnelage.

La laine n'est plus aujourd'hui rentable, mais elle est troquée à une coopérative de Longo Mai qui se trouve de l'autre côté de la frontière (2). La Suisse n'étant pas dans l'Europe, le passage de la frontière, même pour du troc, n'est pas évident.

La fromagerie d'Epidaure



(1) Les anthroposophes sont des personnes qui se reconnaissent dans une des branches de l'écologie fondée au début du siècle par Rudolf Steiner et qui a développé des pratiques dans de multiples domaines : finances, agriculture biologique, éducation, social et politique.

(2) Les coopératives de Longo Mai ont été présentées dans le n°193 de Silence. Pas spécialement écologique au départ, elles se sont beaucoup ouvertes à ces idées depuis.

La situation suisse pour les agriculteurs est assez favorable puisqu'ils touchent des subventions par bête, mais également parce qu'ils sont en bio.

Le projet

Il n'y a pas de doctrine proprement dite mais le projet comporte trois clauses précises : l'écologie, la vie en communauté et une limitation à 1/3 temps maximum du travail salarié à l'extérieur.

L'écologie se traduit par une culture pratiquée en biodynamie mais l'objectif n'est pas atteint dans tous les domaines : ainsi si une réflexion est faite sur la traction animale, ils ont choisi pour le moment de fonctionner avec des tracteurs et du matériel agricole moderne, matériel souvent récupéré auprès de paysans qui se modernisent : ça a l'avantage de ne pas coûter cher, mais cela tombe souvent en panne et comme le dit Claudia "les problèmes techniques sont souvent source de colère". De même, la gestion des déchets n'est pas parfaite : l'idéal serait qu'il n'y en ait pas, mais malgré les efforts, il y a en toujours qui sont portés à la déchetterie de La Chaux-de-Fonds, à plusieurs dizaines de kilomètres de là. Pareil pour les vaccinations des bêtes : les vaches ne sont pas vaccinées car c'est une race rustique résistante, par contre, les brebis, plus fragiles, nécessitent parfois des traitements "durs". L'homéopathie est pratiquée au maximum, mais les vermifuges restent nécessaires. L'écologie passe par la recherche d'apprendre à vivre en consommant moins. Cela passe par un refus au maximum des objets électriques (par exemple le frigo est ici remplacé par une cave).

Concernant la vie communautaire, les bâtiments et l'ensemble des

terres sont sous le contrôle de l'association. La gestion de l'argent est collective : tout l'argent est mis dans une caisse commune (ventes, subventions, allocations familiales...), chacun bénéficiant du logement, de la nourriture et après son acceptation dans l'association d'argent de poche (actuellement 150 FS soit 700 FF par mois).

La vente de la viande se fait prioritairement en vente directe avec des clients qui se déplacent pour venir acheter. Ce qui n'est pas écoulé en vente directe est, par choix, vendu à des structures sociales (SDF, handicapés) à des conditions avantageuses. Ils vendent également sur le marché du village voisin.

Chaque semaine, le lundi matin, le planning de la semaine est élaboré en commun. Certaines personnes travaillent à l'extérieur, notamment pour des travaux agricoles chez les voisins. A l'inverse la ferme reçoit des aides de groupes de jeunes qui viennent faire des stages ou des chantiers : avec le SCI, service civil international pour les gros chantiers, avec le WWF pour étudier des méthodes de débroussaillage qui soient, le plus possible, respectueuses de la nature, avec des élèves des écoles Steiner pour le jardinage et les cultures... Les réunions du lundi matin se font avec toutes les personnes de passage qui peuvent s'informer sur le passé des fermes grâce à des livres manuscrits reliés "maison" : un livre présente les fermes avec de nombreux dessins ; un autre donne le compte-rendu des décisions du groupe. De manière irrégulière, un journal est réalisé pour publier les écrits de chacun. Enfin, l'arrivant pourra lire un travail de Véronique Froidevaux, l'une des sœurs de deux des fondateurs, qui en 1993 a réalisé un travail de recherche sur les Fermes communautaires libres pour le

compte de l'Institut d'études sociales de Genève. Ce travail publie notamment les statuts des différentes structures, mais également les extraits de la littérature de Rudolf Steiner qui ont le plus influencé la création de ce lieu.

Globalement le travail se fait en groupe complet le matin et par groupes d'intérêts l'après-midi (chantier, jardin, bois, tannerie...) mais il y a des exceptions (comme pendant les foins). Les repas de midi sont pris en commun.

Des fêtes sont organisées pour le départ et le retour de l'alpage ou lorsqu'une personne souhaite marquer un événement.

L'arrivée dans l'association ne nécessite pas d'apport de capital, et à l'inverse le départ d'une personne n'a pas de conséquence financière puisque c'est l'association qui a la gestion des lieux et la Fondation qui reste propriétaire quels que soient les adhérents du moment. Cette souplesse permet d'accueillir des gens à titre provisoire. Cela permet également à une personne de prendre le temps de réfléchir avant de s'investir dans le groupe.

Les enfants

Ils sont toujours entre 6 et 10 depuis le début. La plupart ont moins de dix ans. Ils vivent avec leurs parents, chaque famille disposant d'un lieu privé lorsque l'installation s'annonce de longue durée (au delà de six mois). La question de l'espace privée a été longtemps un problème : des personnes habitaient dans une roulotte, en tipie. La création de la deuxième ferme a permis de bénéficier de nouveaux espaces. Les adultes ont entre 25 et 40 ans.

Les enfants sont scolarisés à l'école du village, à 4 km de là. Un ramassage scolaire est organisé. En Suisse, les enfants n'ont école que le matin sauf deux jours par semaine. L'après-midi, ils participent aux activités du groupe, pas forcément avec leurs parents, selon leurs envies : agnelage, jardin, traite, transhumance, préparation des repas... Il y a un problème pendant la période d'alpage qui couvre plus que les vacances d'été : il faut négocier avec les autorités scolaires au coup par coup pour obtenir que les enfants puissent cesser leur saison scolaire plus tôt.

Autre problème qui est apparu : la peine des enfants quand des personnes qu'ils aiment s'en vont. Au début, les adultes n'avaient pas fait attention à cette question, mais ils se sont rendu compte que les nombreuses arrivées et départs provoquaient des sentiments souvent douloureux pour les enfants. Mais quelle est la solution ?

Un projet d'école au niveau du hameau a été envisagé (il y avait une

Le troupeau de Froidevaux



école dans le temps, mais actuellement tous les enfants sont de la communauté). Le projet n'a pas vu le jour.

Relations extérieures

Au début, la situation était assez conflictuelle dans le village avec les paysans traditionnels. Notamment parce que Jacques Froidevaux, réfractaire à l'armée, menait des actions à chaque fois que l'armée essayait de le condamner : il descendait avec son troupeau au tribunal en distribuant de la nourriture aux gens de rencontre. La situation a évolué quand Claudia, l'une des premières arrivées à la ferme s'est mise en couple avec le fils d'un paysan voisin. Depuis l'intégration dans le village s'est réalisée.

Par contre plus loin, il y a toujours une certaine méfiance. Ainsi, la douane volante interpelle régulièrement les véhicules qui se rendent à la ferme, surtout quand le look du conducteur n'est pas conventionnel. Le mythe des communautés de drogués a encore de beaux jours devant soi, mais la douane est toujours restée sur sa faim.

En 1995, avec Greenpeace, ils ont bloqué une route qui menait à un projet de stockage de déchets chimiques côté Suisse, stockage qui menaçait directement de polluer le Doubs côté français. Après intervention des autorités françaises, ils ont obtenu gain de cause.

La même année, leur réflexion sur une "agriculture écologique" s'est concrétisée par leur participation à l'"Année européenne de la nature" où ils ont décroché le premier prix dans la catégorie agricole.

Autre militantisme : dénoncer la déprise agricole. En 1996, ils sont allés faucher huit hectares de pâturages côté français dans une exploitation abandonnée dont la propriétaire, grande bourgeoise, leur a demandé le nom de leur avocat pour négocier ! Il n'y a pas eu de plaintes, mais un simple rappel de la notion de "propriété privée". Cette action a lancé un vaste débat des deux côtés de la frontière, dans les milieux agricoles. Ils demandent simplement qu'une coupe annuelle soit réalisée pour que les prairies ne soient pas perdues.



La tannerie de Froidevaux

Dans l'ensemble, le militantisme n'est pas spécialement un objectif. Comme le dit Jacques : "*le militantisme travaille surtout dans l'urgence alors qu'un projet communautaire travaille dans le temps*".

Cela n'exclut toutefois pas la solidarité. La vie simple permettant de dégager des bénéfices, il est chaque année décidé de ce que l'on fait de ce qui reste après paiement du loyer à la fondation. Une partie est investie dans l'amélioration de l'habitat, mais une autre partie est dégagée pour des actions de solidarité comme par exemple le don d'une trentaine de brebis pour aider une autre communauté à démarrer.

Perspectives

Plus récemment, en 1995, en empruntant à nouveau, la Fondation a permis l'achat d'une deuxième ferme à Epidaure et le groupe s'est divisé en deux. La nouvelle ferme est végétarienne et s'est plus tournée vers la production fromagère. Elle comprend pour le moment trois personnes permanentes et jusqu'à une dizaine de personnes de passage. La première ferme en comporte à peu près le même nombre. Les deux fermes ont souvent des activités

communes. La deuxième a également intégré dans son projet l'accueil de personnes en difficulté lorsque la rénovation des bâtiments sera achevée.

Les difficultés du quotidien ont mis de fait un bémol aux volontés affichées à l'origine. Ainsi, il y avait au départ un projet d'école avec postes mixtes agriculture/enseignement et accueil d'enfants en difficulté. Mais le projet s'est heurté à l'impossibilité de trouver des professeurs.

La plupart des personnes viennent de la ville, beaucoup après une expérience de squatt. Ils se sont tous formés sur le tas. Seule Claudia a suivi une formation spécifique en agriculture bio-dynamique. Au départ, ils ont bénéficié de la spécificité du Jura suisse : une région fortement antimilitariste (le canton est le seul à avoir voté lors d'un référendum pour la suppression de l'armée suisse !), où l'on retrouve aujourd'hui encore de nombreux groupes libertaires, espérantistes... Par contre, l'écologie n'y est pas spécialement représentée. Des manifestations contre un projet d'autoroute leur ont permis d'ouvrir le dialogue sur le thème "Pour la transhumance à quatre pattes, contre la transjurane à quatre voies".

Il y a deux autres exploitations libres dans les environs et la Fondation pourrait encore emprunter pour acheter ces fermes, mais il n'y a actuellement pas assez de candidats pour se répartir dans plus de lieux. La structure mise en place semble assez bien fonctionner et donc l'accueil de nouvelles personnes, même avec des projets un peu différents, est envisageable. Au départ, les autorités suisses faisaient la gueule devant la présence d'étrangers et leur limitaient les visites à trois mois. Aujourd'hui, il y a une tolérance, les fermes communautaires étant perçues comme non-violentes.

Contacts :

- Bergers de Froidevaux, CH 2887 Soubey, (00 41) (0) 32 95 512 53
- Epidaure, Essertfallon, CH 2886, Epiquerez, tél : 32 95 513 37.

RURALIS : LE DOMAINE DE BOUSSAC

(1) Les Communautés de l'Arche ont été présentées dans le numéro 193 de Silence.

Pierre Gevaert est l'inspirateur de ce projet. Aujourd'hui âgé de 70 ans, il est issu d'une famille d'artiste (son père étant un peintre flamand renommé). Une famille nombreuse (11 enfants) et engagée politiquement. A 22 ans, on lui annonce qu'il souffre d'une maladie incurable. Ceci va l'amener à effectuer une recherche spirituelle et à la rencontre avec

Victime de son succès, il estime, en 1978, que l'usine est devenue trop grande et cherche à favoriser l'émergence d'usines similaires plutôt que de croître encore. Ceci provoque un conflit avec certains administrateurs et cadres qui préfèrent poursuivre croissance et expansion, ce qui devait rendre la société vulnérable aux OPA, ce qui, en 1988, n'a pas manqué de se produire. Ceci conduira progres-

Situé dans le Lot-et-Garonne, Ruralis est une tentative de village écologique, qui comme les "Oasis en tout lieu" de Pierre Rabhi, veut prouver qu'il est aujourd'hui possible d'organiser l'exode urbain.

Georges Ohsawa, un maître japonais de médecine orientale qui lui apprendra l'intérêt de toujours avoir une approche dialectique entre la pensée et la pratique. Ceci l'amène à s'intéresser à l'alimentation et donc à l'agriculture biologique. Il se lancera alors dans la transformation de produits bios : la firme Lima comptera jusqu'à 115 salariés. Il s'investit tout autant au niveau des agriculteurs en introduisant de nouvelles cultures (riz, sésame, soja) qu'au niveau de la recherche industrielle (transformation) qu'au niveau du public (éducation).

Sa renommée viendra des bienfaits que procurent ses produits. La firme va être également une source de revenus pour les écologistes : de nombreux dons seront faits au mouvement antinucléaire belge.

sivement au départ de Pierre Gevaert de Lima qui depuis a subi de nombreuses péripéties et dont la filiale française est devenue Danival sous le contrôle du fils de Pierre Gevaert.

En 1978, Pierre Gevaert fait un premier essai de village écologiste. Sa motivation est de recréer un lieu qui soit à l'opposé de l'anonymat de l'urbanisation. Pour lui, la vie de village permet de développer des solidarités plus réelles que celle d'un Etat-providence.

Depuis la fin de la guerre, il a suivi d'innombrables tentatives communautaires en Belgique, toujours sur le thème "vivre et travailler ensemble" et a constaté que c'est souvent un échec car ce sont quelques personnes qui font tout avec autour des personnes qui profitent de l'initiative. Dans les

rares cas où cela arrivait à se maintenir, c'est lorsqu'il y a avait une foi religieuse, comme dans le cas de l'Arche de Lanza del Vasto (1).

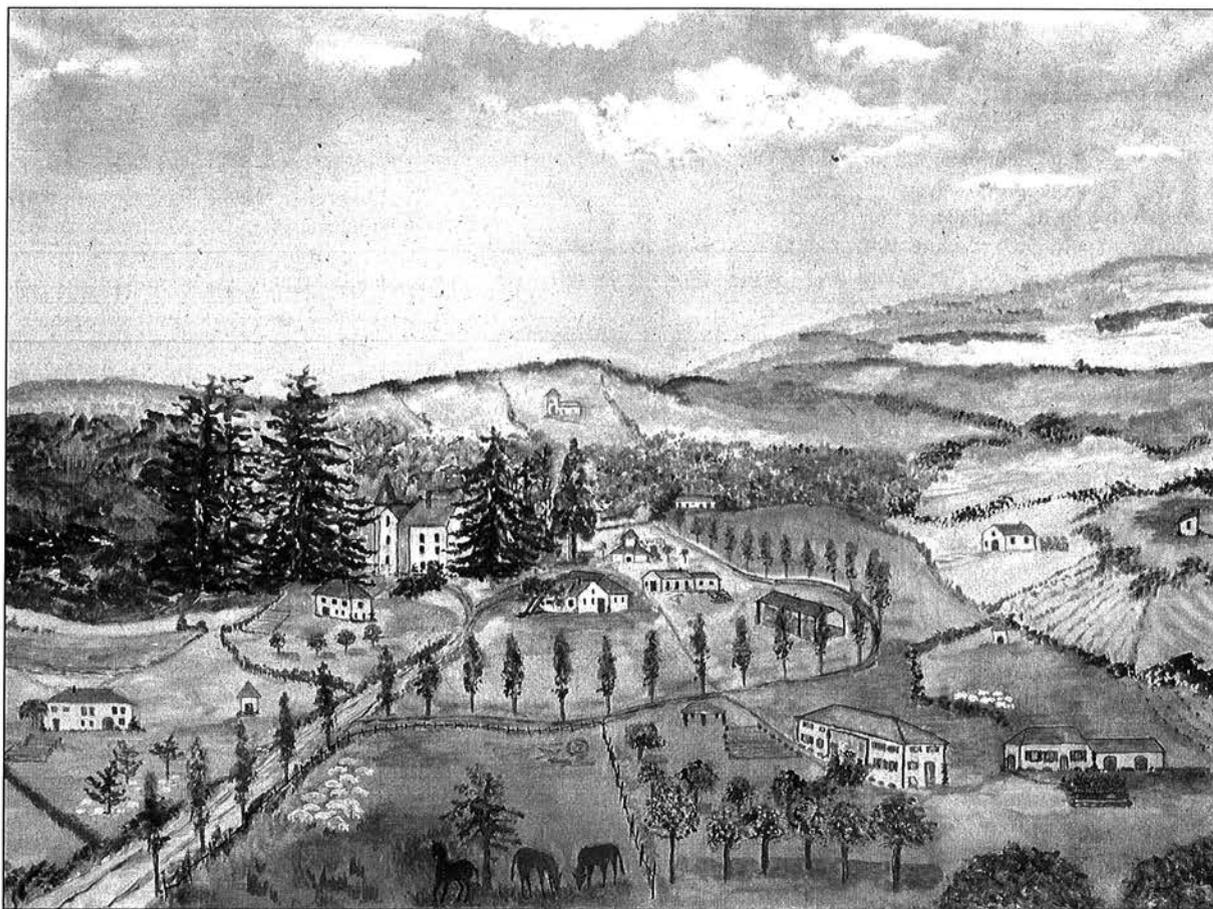
En 1978, il vend sa maison en Flandres et achète un domaine dans le Lot-et-Garonne. Il fait alors un appel pour recruter des partenaires autour d'activités de menuiserie, de poterie, d'agrobiologie, de scierie... Il est propriétaire des lieux et les personnes présentes n'ont qu'un faible loyer à payer. Son activité industrielle lui permet d'assurer un mécénat, lequel s'avère être une mauvaise chose : il trompe les gens sur la réalité des contraintes d'un retour à la vie dans un village. L'essai s'arrête avec l'arrêt du mécénat.

Le domaine de Boussac

En 1993, il publie "L'avenir sera rural", un livre qui provoque immédiatement un vif débat autour d'un projet appelé "Ruralis" et qui se veut donc un nouveau projet de village. Mais là, plus question d'avoir un mécène au-dessus des autres. Il cherche des personnes prêtes à acheter ensemble un domaine agricole assez vaste où les terres, les bois, l'eau et les chemins sont collectifs et où chacun dispose d'une habitation privée avec un demi-hectare de jardin.

La diffusion de ce livre permet de rencontrer un grand nombre de personnes, de développer un fort soutien moral, mais ne résout pas une question : comment peut-on commencer ? Après de multiples discussions, il a suffi que deux familles se jettent à l'eau pour que l'effet d'entraînement fonctionne et que s'enclenche le processus du village : un an après, le projet était sur les rails.

La rencontre avec Patrick et Florence de Kochko va être déterminante. Patrick est ingénieur agronome et travaille alors à la CEE à Bruxelles. Il est prêt à quitter son travail et dispose d'un petit capital. Ils recherchent ensemble un domaine à acheter. Le choix se fait sur celui de Boussac, à côté de Port-Sainte-Marie, pour plusieurs raisons : il est déjà entouré de cinq autres fermes cultivées en biologie, ce qui peut permettre une aide au niveau des outils, il comprend de nombreuses dépendances autour d'un château qui peuvent faire autant d'habitations pour amorcer le futur village. Il a un inconvénient : les terres argilo-calcaires sont lourdes et nécessitent une bonne connaissance pour les travailler.



En avril 1995, le domaine est acheté pour 2,8 millions de francs. Il fait 88 hectares dont 17 en bois. Il comprend donc 6 métairies et un château. L'achat se fait sous plusieurs formes juridiques : le château est acheté sous forme de SCI, société civile immobilière, une formule qui doit permettre aux nouveaux habitants d'y prendre des parts. De même, les terres et les bois sont sous forme de GFA, groupement foncier agricole, l'équivalent agricole de la SCI, pour la même raison. Par contre, il est négocié avec le notaire que les métairies seront des propriétés individuelles que les nouveaux arrivants achèteront en arrivant et qu'ils pourront ensuite revendre s'ils repartent, de même qu'ils pourront revendre les parts de SCI et de GFA qui financent les parties collectives.

Pierre Gevaert explique dans ses livres l'importance qu'il attache à la beauté dans ses réalisations : *"la beauté est l'énergie de la matière"*. C'est pourquoi, dans le village de Boussac, malgré le prix que cela représente, le groupe a décidé de profiter des travaux d'adduction d'eau pour enterrer les lignes électriques.

La sélection des candidats à l'achat de ces métairies nécessite un long débat : seront évités ceux qui

veulent perpétuer leurs habitudes de consommation urbaines, et ceux qui ne semblent que de beaux parleurs, ceux qui ont des modes de vie trop stricts ce qui semblent souvent aller de pair avec une certaine intransigeance vis-à-vis des autres. Des critères hautement subjectifs comme on peut le voir. Enfin, il y a une barrière financière pour les premiers occupants : les six premières familles doivent acheter chacun une maison et faire la preuve qu'elles ont les ressources pour y faire les travaux nécessaires. Cette sélection par l'argent est le résultat de l'échec du premier village : le projet prévoit bien d'accueillir des personnes moins aisées par la suite, mais une fois le bouclage financier suffisamment avancé pour éviter que le manque d'argent condamne l'expérience au départ, moment qui demande le plus d'investissements.

Les premiers à s'installer sont, outre les deux premières familles déjà citées :

- Brigitte avec ses deux enfants, venue de Saint-Chamond dans la Loire après un passage en Dordogne. Médecin homéopathe, elle a repris un cabinet à Aiguillon à 7 km du domaine.

- Myriam et Benoit Willock et leurs trois enfants. Elle est architecte et lui élagueur-paysagiste. Ils viennent

de la région de Lille. Lui a suivi un cours d'agriculture biologique pour être agriculteur sur le domaine. Myriam aura la charge de l'accueil au château (celui-ci étant destiné à offrir 3 appartements, 5 chambres d'hôte, une table d'hôte, 3 salles de conférences, un magasin).

- Patrick et Jacqueline Bijcart-Galindo et leurs deux enfants. Lui, ex-formateur à l'ANPE, développe une activité de plantes médicinales et aromatiques ; elle est institutrice dans une école du village d'à-côté.

Deux couples sont venus puis déjà repartis après des difficultés d'entente. Les départs ont été faits à l'amiable. Dans les deux cas, les maisons ont été remises en vente par la voie la plus classique, ce qui a tout de suite posé un problème que n'avaient pas prévu les fondateurs : étant propriétaires, les partants peuvent revendre à n'importe qui. L'une des maisons s'est revendue à un couple, la famille Penet, qui devait s'installer peu après notre passage, avec 2 enfants. L'autre maison est en vente et pour éviter l'arrivée de n'importe qui, une pancarte explicative a été placée à l'entrée du chemin expliquant que la maison se trouvait au sein d'un domaine où était en cours un projet collectif et invitant un éventuel acheteur à se

PROJET DE CHARTE

Le village a commencé à fonctionner sans règles de fonctionnement. Ce n'est que progressivement que celles-ci sont apparues pour donner un "projet de charte" que l'on retrouvera en intégral dans le livre "L'exode urbain" paru en septembre 1997. Quelques extraits néanmoins. Elle commence ainsi : "tout document, toute charte, tout règlement sont forcément partiels, imparfaits et souvent réducteurs (...) Aucune règle ne nous a protégés contre les extraordinaires déviations de notre temps. Si l'individu ne change pas, aucun règlement, aucune charte ne nous protégera de ses dégâts. Certaines règles élaborées avec les meilleures intentions peuvent donner lieu à diverses interprétations et engendrer d'elles-mêmes des effets dévastateurs (...) Pour que le village vive, ses habitants peuvent essayer de définir des objectifs plus que son règlement.

Objectif 1 : changer notre état d'esprit individuel pour cesser de nous comporter en maîtres exploitants de la Nature mais plutôt réaliser que nous ne sommes que des invités reconnaissant par là les droits non seulement des Hommes, mais aussi de la Nature, de la Terre, le droit à la Vie et au libre développement des espèces vivantes.

Objectif 2 : favoriser la communication, l'échange et la convivialité (...).

Objectif 3 : participer au développement d'un système économique local basé non sur l'exploitation des ressources, mais sur la prospérité de chacun (...).

Objectif 4 : limiter le gaspillage et à terme le faire disparaître, limiter les pollutions et à terme les faire disparaître (...).

Objectif 5 : s'abstenir de toute forme de recrutement idéologique, religieux, politique, de tout prosélytisme, afin d'éviter les dérives communautaires qui ne sont qu'entreprises d'appauvrissement systématique ou de sectarisme. "

renseigner sur le projet avant de faire son choix. Enfin, Françoise et François Vittoz-Malaganne et leur fille Agnès habitent pour le moment dans le château en attendant d'auto-construire leur ferme dans le sud du hameau.

Même si les voisins sont déjà fortement sensibles à ce type d'expérience (la densité de l'agriculture biologique est impressionnante dans l'immédiat voisinage), un problème s'est tout de suite posé : celui de la chasse. Comme le village ne souhaite pas se

couper de son environnement, il a été négocié que le domaine serait une "réserve de chasse", c'est-à-dire un lieu de reproduction pour le gibier mais sans autorisation de chasse.

Autre choix, il n'y a pas de projet d'école sur le domaine. Tous les enfants sont scolarisés dans les écoles existantes. Par contre, les parents y sont actifs pour essayer de faire adopter l'alimentation biologique au niveau de la cantine.

La part du collectif

La première année, la gestion agricole a été tentée sous forme collective, mais cela s'est avéré pesant et maintenant le travail est partagé entre ceux qui ont une activité agricole et chacun est responsable de ses cultures. De fait, outre l'achat collectif des terres et du château, les autres moments collectifs sont les réunions pour décider de la conduite du village et de l'activité centrale du château, et une journée commune certains samedis qui peut être un chantier d'intérêt collectif (plantation d'arbres par exemple) ou de solidarité si quelqu'un en fait la demande (avec une comptabilisation virtuelle de l'échange comme dans les SEL, systèmes d'échanges locaux) soit simplement une fête si le calendrier en laisse le temps.

Cette région du Lot-et-Garonne est habituée à l'arrivée de migrants depuis fort longtemps et l'intégration dans la région n'a pas posé de problème. Les résultats agricoles des premières années, tout de suite bons (à l'exception des pruniers) a impressionné les agriculteurs chimiques.

Ruralis est entré en contact avec Pierre Rabhi dont le projet "Oasis en tout lieu" est très proche. Globalement, il y a encore de la place pour installer de nouvelles familles : une maison en vente, ainsi que trois appartements à rénover dans le château. En tenant compte des terrains constructibles et des maisons enclavées, à terme, il est possible d'envisager la présence d'une trentaine de familles, soit de quoi faire revivre un vrai village.

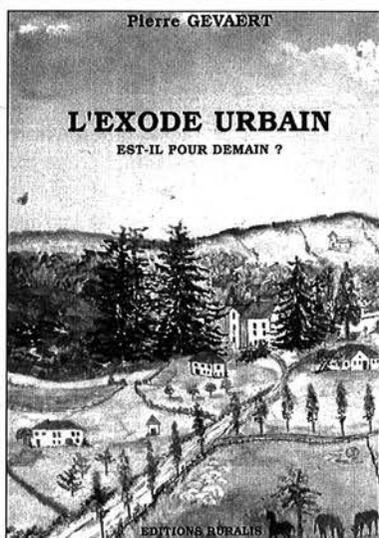
Actuellement, il y a beaucoup de candidatures, mais les discussions sont longues pour être acceptées : chaque candidat doit présenter un projet de vie qui respecte la terre et les gens, et pour que son projet soit viable, il faut qu'il dispose d'un capital de départ.

Le Troc'O SEL 47 qui existe dans la région — le deuxième à exister en France — est l'un des plus développés et compte plus de 200 personnes. Ruralis est partie prenante dans ce SEL et cherche à développer ce genre d'échanges avec les gens de la région. La solidarité n'est pas un vain mot : quand nous sommes passés, une ferme voisine venait d'être détruite par un incendie et le couple d'agriculteurs était relogé au château dans la partie restaurée.

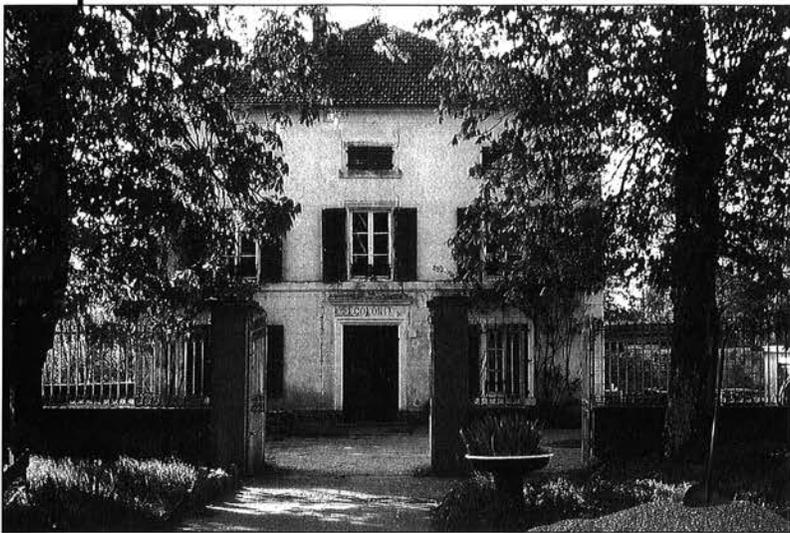
Ruralis recherche tout particulièrement des personnes capables de favoriser l'autonomie énergétique du village : développement de tracteur fonctionnant à l'huile de tournesol, électricité solaire ou par biomasse, un forgeron pour l'entretien des outils... Enfin, l'association Ruralis compte prochainement lancer un appel à souscription, ou donation, pour permettre l'achat, au centre du hameau, d'un petit local pouvant assurer une permanence d'accueil et d'information détaillée sur le hameau de Boussac et les projets similaires. Ce local, équipé d'un petit logement, permettra de donner quelques boissons et aliments bio aux nombreux visiteurs, ceci car actuellement les possibilités d'accueil sont quasi-inexistantes (2).

Contact : Ruralis, BP 23, 47130 Port-Sainte-Marie, tél : 05 53 67 41 42.

Livre disponible auprès de Silence.



(2) C'est prévu pour le printemps 1998.



VIVRE ENSEMBLE

ECOLONIE

Au pied des Vosges, un groupe d'écologistes hollandais a décidé de se lancer dans la réalisation d'un village écologiste. Ils se sont installés pour cela dans une ancienne colonie de vacances des Houillères de Lorraine.

Dans les années 80, un groupe d'écologistes se réunit régulièrement aux Pays-Bas pour essayer de concevoir ce que serait une ville écologique. Comme il semble impossible de partir d'une ville existante, il est alors envisagé de construire une ville verte à partir de zéro. La densité de population aux Pays-Bas laisse bien peu de place à la mise en place de telles structures alternatives. Après réflexion, il est donc envisagé de lancer ce projet en France. Les réunions se succèdent. Si les idées à long terme sont assez claires, les moyens d'y parvenir restent flous. Certains décident alors d'être pragmatiques en commençant à chercher un lieu. Parmi le groupe se trouvait un couple qui habitait une maison dans les environs de Hennezel. Il proposait de venir camper sur leur terrain et d'en profiter pour visiter différents lieux en

vente dans les Vosges. Ils ont pris connaissance de la mise en vente d'un site de colonie de vacances appartenant au comité d'entreprise des anciennes Houillères de Lorraine. Le site était en vente depuis 1984 et ne trouvait pas d'acheteurs. Sur six hectares, on comptait une ancienne maison bourgeoise, quelques bâtiments annexes et d'afreux bâtiments en préfabriqués qui servaient de dortoirs pour 250 enfants. Le tout avait été soigneusement pillé et était donc dans un état lamentable.

En 1989, quelques personnes viennent visiter et planter la tente pendant une semaine sur place pour "sentir" le lieu : si les bâtiments ne sont pas terribles, par contre la nature est jolie avec un étang, des terres cultivables et de la forêt. Hendrike, seule du groupe à parler français, prend contact par téléphone avec le notaire et demande le prix : 330 000 F. Après avoir raccroché,

ils calculent combien cela fait en florins, et trouvent le prix tellement bas qu'ils rappellent pour être sûrs de ne pas avoir mal compris. Mais c'est bien ça.

Une discussion s'engage à leur retour aux Pays-Bas avec le groupe de réflexion. Majoritairement, le groupe trouve que c'est trop petit pour le projet de ville verte. Une scission a lieu entre ceux qui veulent encore discuter et ceux qui veulent passer à la pratique. A défaut de ville, pourquoi ne pas commencer par un village ? A trois, Bart et Rein, deux universitaires, et Hendrike, ils pataugent un moment dans la législation française puis créent deux structures : une SCI, société civile immobilière qui sera propriétaire des lieux et une association qui sera occupante. Le projet est présenté dans un premier temps aux élus du coin qui donnent leur feu vert. La SCI voit le jour en octobre 1990 avec des parts de 20 000 F. Dix personnes souscrivent. L'association voit le jour sous le nom de "Centre écologique international" et le lieu est rebaptisé "Ecolonie".

Le problème réel est alors d'être international. Dès le départ, la volonté est d'avoir en permanence au moins des Néerlandais, des Allemands et des Français. Mais s'ils ont une bonne connaissance des réseaux aux Pays-Bas, ils ne savent pas comment entrer en contact avec les autres nationalités.

Le projet

Au départ, il s'agissait donc d'amorcer un processus vers un village (puis vers une ville). Pour cela, il était prévu que les personnes qui s'installent devaient avoir un métier et que, pour aider aux investissements de départ, des cours seraient donnés à des personnes extérieures. Concrètement, il a été facile de trouver des personnes qui viennent pour donner des cours, très difficile de trouver des gens qui restent sur place pour amorcer le village.

Un problème provient du choix du lieu qui est difficilement accessible autrement qu'en voiture et qui est assez isolé.

L'aménagement des lieux

Il a été décidé de transformer la maison centrale en maison d'accueil confortable avec au rez-de-chaussée des parties communes (cuisine, salle à manger, salon, administration) et aux étages, des chambres pour les personnes qui viennent passer leurs vacances et suivre des cours. Rien que la mise en conformité de cette maison aux normes de sécurité a coûté 500 000 F. Les bâtiments annexes ont été transformés pour partie



L'équipe actuelle d'Ecolonie

en logements privés pour ceux qui vivent sur place et en ateliers pour ceux qui ont commencé à avoir des activités permanentes. Là les travaux ont été plus restreints. Pour le moment, les anciens dortoirs (au toit en amiante-ciment !) ont été adaptés et sont utilisés en partie comme chambres pour les bénévoles, également pour des ateliers et en partie comme dortoirs pendant l'été quand il y a beaucoup de monde.

A l'extérieur, un parking a été aménagé le plus loin possible des habitations pour que la voiture ne pénètre pas à l'intérieur du site... mais cela ne marche guère : les visiteurs français ayant la fâcheuse habitude d'aller en voiture le plus près possible des maisons. Un grand jardin a été mis en place, cultivé en biologie, avec une serre. Comme c'est surtout en été qu'il y a du monde avec de multiples stages, le jardin assure une bonne partie de l'alimentation à ce moment-là. Il n'est pas destiné à la vente à l'extérieur pour le moment, mais si une deuxième personne voulait y travailler, cela serait possible. Outre son côté utilitaire, il sert également de lieu de démonstration pour des formations en agriculture biologique et plus généralement de lieu de détente pour se détresser.

Un camping de 25 places a été conçu près du lotissement et le reste de la propriété est laissé en l'état à part quelques sentiers de promenade.

Les premiers habitants

Aujourd'hui cinq adultes vivent sur place, tous néerlandais. Hendrike s'est installée en février 1996, après avoir fait la navette entre la France et les

Pays-Bas pendant plusieurs années. Elle s'occupe de l'accueil, de la publicité et d'une bonne partie des problèmes administratifs. Elle avait déjà une expérience communautaire : de 1981 à 1990, elle vivait dans une communauté installée en ville dans 5 appartements collectifs. Klaas a la charge plus particulièrement de la rénovation des bâtiments et l'association bénéficie de l'aide de CES (contrat d'emploi solidarité) qui sont cette fois des Français qui travaillent avec Klaas. Mineke, la plus jeune, a la responsabilité du jardin et participe à la cuisine. Elle est d'abord venue en 1990 pour des vacances, puis elle est revenue plusieurs fois avant de s'installer définitivement en 1994. Anton, le doyen, 70 ans, aide à l'accueil et à ouvert un petit magasin pour ceux qui viennent suivre des cours où l'on trouve différents produits écologiques (papier recyclé, aliments bios, etc.). Depuis octobre, deux Fran-

çais se sont installés à Ecolonie : Véronique, responsable du ménage et de la cuisine, et son fils Sébastien.

Rein, l'un des fondateurs, vient aider un jour par semaine mais n'habite pas sur place. Il est architecte et habite à 7 km de là. Jürgen, un autre membre de l'association n'habite pas sur place non plus. Christa, allemande, a commencé à vivre ici puis s'est installée à proximité pour développer une activité autour des plantes médicinales. Elle utilise encore les lieux : ses séchoirs ont été placés dans un des greniers des bâtiments.

D'autres personnes habitent là mais n'ont pas encore de responsabilités soit parce qu'elles sont là depuis trop peu de temps, soit parce qu'elles ne sont là que pour donner un cours de manière ponctuelle.

Il y a un grand nombre de visiteurs qui viennent "essayer les lieux" mais comme le dit Hendrike : "les gens qui passent arrivent stressés, repartent décontractés mais ne restent pas". Dans les faits, l'idée de colonie de vacances reste ancrée dans la tête des visiteurs et cela se traduit par une arrivée massive de gens pendant l'été (jusqu'à 500 visiteurs) et par le seul petit groupe de permanents pendant les longues soirées d'hiver. Mais le projet financier a également besoin de ce côté "accueil et loisirs".

Un couple est parti après un essai à cause de l'école pour leurs enfants. Ayant découvert ce qu'était l'école française, ils ont cherché s'il existait un projet d'école différente dans la région et n'en ont pas trouvé. Un projet d'école sur place n'est pas exclu mais c'est un problème pour arriver à créer un noyau suffisant.

Depuis septembre, un nouveau couple, dans la trentaine, s'est installé, qui donne des cours sur l'année dans différents domaines artistiques mais qui ne fait pas encore partie du collectif.



Il y a encore de la place pour d'autres familles.

Le fonctionnement collectif

L'argent est géré de manière collective par l'association. Il n'y a pas de salaires pour les habitants permanents, par contre les interventions extérieures sont rémunérées. Les gens sont nourris et logés.

L'association comprend plusieurs types de membres : toute personne qui passe une nuit sur les lieux devient nécessairement adhérent, ce qui ne lui donne le droit que de bénéficier de l'usage des lieux. Ce sont les usagers. Une deuxième catégorie de gens sont les membres, c'est-à-dire les personnes résidents en permanence ou régulières (environ 25 personnes, entre autres celles qui animent des cours). Ce sont les résidents qui prennent les décisions au consensus lors d'une réunion hebdomadaire chaque mardi matin en présence de quelques personnes régulières. Enfin, il y a les bienfaiteurs qui sont des gens extérieurs (actuellement une soixantaine) qui sont invités à des réunions plus générales trois fois par an, qui apportent une aide financière et bénéficient d'une revue qui les tient au courant de l'évolution du projet et des décisions qui sont prises.

Lorsqu'une personne manifeste son désir de s'installer sur place, elle doit d'abord rester au moins six mois comme "amis" puis si le groupe est d'accord, il peut devenir membre et "habitant d'essai". Il faut au minimum être végétarien, manger bio et ne pas fumer à l'intérieur, et alors prendre au moins un quart de part de la SCI (une part vaut 24 000 F, les parts sont récupérables en cas de départ). Elle doit s'engager sur un métier précis avec un côté production vers Ecolonie et un côté formation tourné vers l'extérieur.



Différentes activités à Ecolonie

Perspectives

La rénovation des bâtiments — déjà bien engagée — a nécessité d'énormes entrées d'argent. Pour cela, il a été mis l'accent sur les cours qui sont immédiatement rentables. Mais cela donne une mauvaise image du projet écologique car les gens viennent en consommateurs d'alternatives et non en partenaires. Quand on voit ce qui a été fait en cinq ans, on peut penser que la situation ira en s'améliorant. Reste maintenant à trouver des personnes intéressées pour y développer d'autres activités. Sont particulièrement attendues des personnes jeunes, avec enfants, un(e) spécialiste des énergies renouvelables, un(e) maraicher(e), etc. Les candidats doivent toutefois être au moins bilingues.

Pour essayer de trouver des Français intéressés, Ecolonie est entré en contact avec les groupes écologistes locaux, notamment en tenant un stand à la foire de Taon-les-Vosges. Cela a au moins permis de présenter un peu plus

largement leur projet et de faire cesser, comme chaque fois qu'un projet collectif se met en place, l'inévitable rumeur de la secte.

De fait, cela a amené des Français, mais les groupes viennent surtout lorsqu'ils ont besoin d'une salle de réunion ou de fête, les individus, eux, viennent pour faire de la randonnée dans la région.

Certains projets se sont aussi heurtés à la législation française particulièrement complexe. Ainsi, un projet d'assainissement par filtrages à travers des roseaux des eaux usées a été refusé. Il a été possible d'installer des toilettes sèches... mais en extérieur. Il a été demandé l'autorisation de remplacer les toits en amiante-ciment par des toits végétaux, mais c'est pour le moment en négociation : les toits végétaux doivent être assez plats pour maintenir les végétaux, ce qui est contraire à la norme qui impose une pente pour éviter l'accumulation de la neige.

Contact : Ecolonie, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 00 27.

VIVRE ENSEMBLE

PARADIZO TUJ

Paradizo Tuj (prononcer touille), c'est de l'espéranto et ça signifie "le paradis, immédiatement" par opposition aux chrétiens qui nous promettent le paradis dans un autre monde. C'est la reprise du titre d'un spectacle de Living Theatre "Paradise Now". Cette troupe, dans la mouvance hippie des années 60, a essayé de promouvoir un théâtre d'improvisation où les spectateurs pouvaient participer et proposer d'autres scénarios à partir d'un sujet donné. Présent après 68 au festival d'Avignon où leur spectacle était le seul gratuit, il a fortement interpellé René Damarin dit Renato à l'origine de Paradizo Tuj.

coïn non urbanisé ni colonisé par les vignobles. Il a été choisi de se mettre pas trop loin de Bordeaux pour pouvoir garder le contact avec la militance libertaire de cette capitale régionale.

Accueillir des enfants, plutôt que d'en faire

Le projet de départ est de faire une communauté d'accueil pour des enfants proposés par Terre des Hommes, dans un esprit libertaire. La communauté se fixe comme base quelques limites : non-fumeur et végétarienne. L'objectif est d'assurer au maximum l'autosubsistance par le maraîchage. Il

Depuis 1979, cette communauté est en sommeil, mais la maison commune de 350 m2 et les 6000 m2 de terrain située au sud de Bordeaux attendent toujours qu'un groupe vienne s'y installer sur la base d'une vision libertaire, espérantiste et végétarienne.

Renato a exercé différents métiers après la guerre : d'abord dans une confiserie à Lyon puis comme peintre à Nîmes puis à Bordeaux où il arrive en 1963. Militant libertaire et espérantiste, il milite au sein de Terre des Hommes qui, à l'époque mène campagne pour l'accueil à vie d'enfants du Sud. A la différence de l'adoption, l'accueil à vie se fait en conservant la nationalité d'origine de l'enfant.

Le projet de Paradizo Tuj est né dans l'effervescence de 68 et des multiples tentatives communautaires de retour à la terre. Un terrain de 6000 m2 est acheté par Renato et sa compagne Annie, grâce à quelques économies, à Léognan, à une quinzaine de kilomètres au sud de Bordeaux, dans un

est alors prévu l'adoption de 8 enfants pour autant d'adultes. Le nombre d'enfants doit permettre d'animer une école libertaire sur place.

Ce projet d'accueil d'enfants est dans la lignée d'une démarche politique remontant à l'entre-deux-guerres lorsque la libre pensée (qui regroupe des athées) dénonce le risque démographique et propose la stérilisation et l'adoption des enfants abandonnés. En 1930, un célèbre procès a eu lieu à Bordeaux contre des personnes qui s'étaient stérilisées. Accusées de mutilation volontaire, elles ont été acquittées. Aujourd'hui encore, alors que la stérilisation est chose courante dans les pays anglo-saxons, elle reste assez peu développée en France.

Renato aime bien les petites phrases : on en trouve écrites un peu partout dans la maison. Concernant ce refus de faire des enfants, on peut ainsi lire : "Faire des enfants est à la portée de la plus inconsciente des brutes. S'en abstenir nécessite la liberté de l'homme à la conscience évoluée" de Manuel Devaldès, 1875-1956. Ou encore "Croître et multiplier, c'est la guerre" Hen Day.

"La souffrance des enfants est effroyable" explique Renato. En faire c'est une bouche de plus à nourrir. Nous sommes trop, le problème n'est pas à l'échelle nationale, il est mondial. Nous pillons le dit "tiers-monde" pour notre superflu au détriment de son nécessaire. Ce n'est pas la France qui manque de bébés; c'est les autres pays qui en ont trop. Ils sont là, n'ont rien que la mort qui vient, et un enfant ça met longtemps pour mourir. Tout en luttant et soutenant les femmes de ces pays — qui ont pris conscience — il faut les aider à faire moins d'enfants (contraception surtout masculine).

Ayant vu les arrivées de ces enfants, au cours de notre activité à Terre des Hommes, ayant vu l'immense détresse de ces mêmes (avec à l'époque Solange Fernex), je ne peux cesser de penser à cette misère qui ne cesse pas. Trouverai-je enfin des Humains qui voudront bien venir faire revivre Paradizo Tuj ? Je comprends très bien qu'une nana ait envie de vivre la maternité. Mais quelle responsabilité de mettre une vie nouvelle dans ce monde à la dérive".

Quatre ou cinq adultes vivent au départ ensemble formant une famille dans laquelle les mœurs sexuelles sont très libres. En 1969, un premier enfant vietnamien est confié par Terre des Hommes, puis un deuxième en 1971. Les ennuis commencent en 1973 lorsqu'une association laotienne propose deux enfants. Quand ceux-ci arrivent à la communauté, les militants libertaires découvrent qu'il s'agit en fait d'enfants de notables qui sont placés là pour acquérir les connaissances occidentales mais dont le destin est déjà tout tracé au niveau des instances dirigeantes du pays. La communauté demande et obtient alors le retrait de ces enfants.

Pendant ce temps, les membres de la communauté n'arrivant pas à être autosuffisants font un travail à l'extérieur à temps partiel. La compagne de Renato continue son travail d'enseignante dans un institut pour sourds. Lui-même fait des chantiers de peinture quand les finances ne suivent pas. Le reste du temps, ils commencent la construction d'une maison collective de belle taille et cultivent le jardin, en biologie et avec le recours à la traction animale.

En 1975, une femme arrive qui va s'éprendre de la compagne de Renato. Cela provoque des jalousies et un conflit gonfle progressivement qui va faire dégenerer le projet communautaire. Les gens s'éloignent et en 1979, quand les deux femmes finissent par partir en emmenant avec elles les deux enfants vietnamiens, Renato va se retrouver seul.

Il s'interroge sur l'avenir du projet et essaie alors de s'intégrer dans une autre communauté libertaire qui vient de se créer dans les Hautes-Alpes : la communauté de Jansiac (1). Il y passe deux mois. Si l'ambiance libertaire lui plaît, son jardin lui manque. Après dix ans de jardinage, il a appris à connaître les moindres variations du sol, les précautions à prendre. A Jansiac, à 1000 mètres d'altitude, il lui faudrait tout réapprendre et il ne se sent pas le courage de repartir à zéro. Il revient alors en région bordelaise.

Il se réinstalle dans la maison de Paradizo Tuj. Comme la vague de contestation soixante-huitarde s'éteint peu à peu. Il essaie de relancer le projet en passant des annonces dans la Gueule Ouverte, le Pont et Libération. Cela provoque alors un nouveau démarrage avec un couple et leur enfant, une autre femme et Renato. Le chantier de la maison redémarre, le jardin aussi. Les annonces amènent beaucoup de visiteurs, souvent indécis, paumés, et cela provoque de passionnantes discussions mais ne dynamise pas le projet.

L'angoissante question de la propriété

La construction de la maison a été financée par un emprunt commun avec son ex-compagne et celle-ci va demander à être remboursée. L'affaire s'envenime et se termine devant les tribunaux. Renato ne peut justifier d'aucun revenu, ayant fait ses chantiers au noir le plus souvent, et la décision de justice est implacable : elle estime que seule sa compagne, qui justifie d'un salaire de l'éducation nationale, a financé la maison et que donc celle-ci lui appartient.



En 1984, après le jugement, Renato voit alors le moment où il va quitter son paradis. Il retarde les échéances au maximum, mais finalement son ex-compagne obtient la vente aux enchères du lieu. En octobre 1987, c'est le propriétaire d'un hôtel-restaurant du village qui se porte acquéreur et un avis d'expulsion est prononcé pour le printemps 1988. Renato dispose à cette époque d'un héritage de 200 000 F. Il lance un appel à solidarité dans la presse espérantiste qui va lui rapporter autant, crée une association avec des copains et cette dernière va contracter un emprunt de 200 000 F. Avec cette somme, il peut racheter les lieux en septembre 1988.

Le remboursement de l'emprunt, 2000 F par mois jusqu'en 2008 crée un poids financier qui n'arrange pas les choses. Progressivement les gens du groupe se détachent à nouveau, certains s'installant plus "bourgeoisement" dans le coin et restent de fidèles partisans du lieu.

La maison reste en plan : seul le rez-de-chaussée est aménagé, sobrement. Le jardin fournit suffisamment à Renato pour lui assurer de quoi vivre de manière frugale. Avec l'âge, il arrête progressivement les chantiers à l'extérieur. Il assure les quelques besoins financiers qui restent indispensables en animant des stages sur la conduite d'un jardin bio et la traction animale.

En 1990, il fait une nouvelle tentative en passant des annonces dans Ecologie-Infos. Cela provoque l'arrivée de personnes d'abord intéressées par les stages, puis, en 1993, sur l'arrivée d'un groupe de cinq personnes qui vont tenter de relancer la communauté. Isabelle, l'une de ces personnes va convaincre Renato de faire valoir ses droits à la retraite, ce qui lui permet alors de bénéficier du minimum vieillesse. Cette somme lui permet alors de rembourser sans problème l'emprunt pour finir de payer la maison et de couvrir les 300 F de dépenses mensuelles. Mais cela va provoquer



Renato présente ses artichauts



La soupe d'ortie du jardin



Tika, la jument et Beline la chèvre.

aussi un malaise car le groupe de jeunes profite des lieux sans participer à son financement, estimant que la retraite de Renato suffit à tout le monde. Si les jeunes n'avaient pas de revenus, cela pourrait se justifier, mais ceux-ci font des animations à l'extérieur, et après un été où ils sont partis comme animateurs de colonies de vacances, Renato leur demande de participer financièrement (300 F par mois chacun), ce qu'ils refusent, disant que la maison appartient de fait à Renato.

Depuis, les stages continuent et Renato se retrouve seul une nouvelle fois. Mais malgré son âge, il reste vert et espère toujours arriver à mettre en place une structure durable. Son jardin est un modèle pour les amateurs d'agriculture biologique. Les 6000 m² sont exploités grâce à l'aide de Tika, une jument de trait et une chèvre, Beline qui assure le rôle de la débroussailluse. Le visiteur s'étonnera du nom du chat "Tampax" mais ce n'est après tout qu'un trait de l'humour irrésistible de Renato.

Contact : Paradizo Tuj, Le Barbut, 33850 Léognan, tél : 05 56 89 07 74.

(1) Cette communauté a été présentée dans le n°192-193 de Silence.

LA COMMUNAUTÉ DE BOIS GERARD

Au départ, Jacques et Odile ont lancé un appel dans "Les nouvelles de l'Arche" suite à une expérience dans des communautés de l'Arche (1). Dans ces dernières, après différentes étapes, il faut pour être admis définitivement dans la communauté, prononcer des vœux comme dans les communautés religieuses. Jacques n'ayant pas s'engager par vœux car ne croyant pas en Dieu, il n'a pas poursuivi son expérience dans les communautés "régulières". D'où l'idée de créer un nouveau lieu et dans sa définition, l'introduction d'une dimension sociale plus importante, orientée vers l'accueil d'enfants en difficulté.

Si dans cette orientation est bien retenu l'accueil d'enfants en difficulté, cela n'a toutefois rien à voir avec un lieu de vie. Ici, la structure communautaire doit permettre de "retrouver une démarche de solidarité naturelle". A la fin de ce processus, en juin 1992, quatre couples et une célibataire se retrouvent pour passer à la phase suivante : la recherche d'un lieu. Ils passent pour cela des annonces.

Une famille engagée à ATD-Quart-Monde voit l'annonce dans Témoignage Chrétien. Ils connaissent déjà Jacques et Odile et leur signalent qu'ATD-Quart-Monde va libérer pendant l'été un centre de vacances à

Deux activités se sont développées pour améliorer l'autonomie de la communauté et favoriser les ressources financières : la vente de produits bio (pain et paté végétal vendu sous l'annagramme de "Regards Bio"), et un spectacle de marionnettes itinérant et qui sert également sur place : une salle de spectacle a été installée dans les sous-sols du château.

Alors qu'au départ l'accueil d'enfants devait venir dans un deuxième temps, dans les faits, les résidents vont être sensibles à une campagne de l'association Equilibre qui propose l'accueil de familles bosniaques au moment du conflit yougoslave. Cet accueil va en entraîner d'autres : un centre d'accueil de Troyes leur proposant de prendre des familles en accueil pendant les vacances, des adolescents en rupture sous contrôle judiciaire... Cet accueil a permis de vivre des expériences positives d'accompagnement de mères seules avec leurs enfants. Par contre, cela va poser des problèmes sur la définition du projet au niveau de l'articulation "vie communautaire - accueil".

Règles de fonctionnement

Plus contraignant que le consensus (où tout le monde accepte une position collective même si tout le monde n'est pas d'accord, mais au moins comprend la décision), ils adoptent, comme dans les communautés de l'Arche, la règle de l'unanimité dans les décisions (non seulement la décision collective est acceptée, mais tout le monde est responsable de cette décision). Pour arriver à prendre une telle décision, il est d'abord procédé à un premier tour de parole où chacun donne son avis. Puis un deuxième tour a lieu où l'on s'exprime en fonction de l'avis de chacun. S'il y a accord général, la décision est prise. Sinon, la décision est remise à plus tard. Concrètement, le plus tard nécessaire souvent la recherche d'une nouvelle solution. Le point positif,

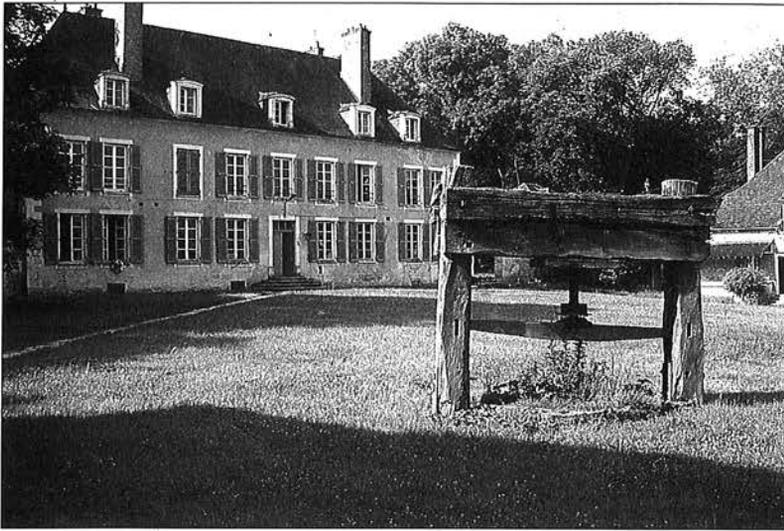
Inspirée des communautés de l'Arche, la communauté de Bois Gérard s'est créée dans un esprit moins religieux et plus axé vers le social. Située au sud de Troyes, elle a toutefois bien du mal à se développer.

Quelques personnes ayant répondu à l'appel, une rencontre d'une semaine est organisée en août 1991 en Mayenne pour essayer de définir un projet. Cette première semaine provoque le départ de quelques uns mais permet aussi de commencer à souder un groupe. Dès le départ, Christine et Jean-Martin, qui étaient stagiaires à la communauté de l'Arche de Saint-Antoine, sont partie prenante et sont toujours là aujourd'hui.

Pendant une année, plusieurs autres rencontres vont être organisées pour prendre le temps de se connaître (Toussaint, Noël, Pâques) et progressivement se met en place une charte pour définir le projet et des règles de vie. Il s'agit de définir une orientation de vers quoi on doit chercher à se rapprocher.

Bois-Gérard, dans l'Aube. Ce centre comporte un ancien château, ses dépendances et des bâtiments plus récents. Les bâtiments récents étaient des dortoirs pour les enfants, le château servait à l'administration du centre et à différentes activités. Le domaine fait 10 hectares dont 6 de bois. En septembre 1992, un accord est passé entre la communauté naissante et ATD-Quart-Monde sur l'utilisation des lieux et dès ce moment deux familles s'installent. Les autres familles ne pouvant se libérer de leur profession les rejoindront en juillet 1993. Il y a alors neuf adultes. Comme il faut de l'argent pour vivre, et malgré la présence d'un important potager, il est prévu que chaque personne cherche un travail à mi-temps à l'extérieur.

(1) Voir la présentation des communautés de l'Arche dans Silence n°193.



c'est que généralement cette nouvelle solution est meilleure que les positions qui s'opposent au départ. Le point négatif, ce que parfois, on ne trouve pas cette nouvelle solution.

Autre objectif du départ : *"vivre simplement pour que d'autres simplement vivent"*, une phrase de Gandhi qui a longtemps été affichée dans la salle commune. Plus qu'un simple "refus" de la consommation, il s'agit de consommer avec discernement et pas seulement dans le domaine des consommations alimentaires : cela vaut aussi pour la culture, les transports, etc. *"C'est aussi veiller à la provenance des choses. Est-ce que la façon dont on le fabrique est en cohérence avec nos choix de vie ? Notre "vivre ensemble" permet, par la partage des biens, de l'argent, mais aussi, par le partage de la parole, d'être plus fort sur le chemin de la simplification de la vie"* nous dit Christine.

Cet objectif de vie simple a aussi un autre but : en vivant simplement, on a besoin de moins travailler et donc cela laisse plus de temps pour passer du temps ensemble et donc pour vivre.

Enfin, cet objectif a un troisième intérêt : montrer aux personnes de passage (souvent en difficultés sociales donc) qu'un mode de vie simple permet de vivre bien en ayant peu d'argent.

Les liens avec l'Arche

Officiellement, il n'y en a aucun de formel. Mais dans les faits, toutes les personnes de Bois Gérard font partie du "Mouvement" de l'Arche, c'est-à-dire des Amis et des Alliés qui sont des personnes ne vivant pas dans les communautés, mais les soutenant. Elles se retrouvent donc sur les mêmes valeurs. Ils participent à la coordination des actions non-violentes de l'Arche.

Sinon, à part les vœux qui n'existent pas ici, il y a beaucoup de

ressemblances : réduction des besoins, partage des repas, du travail et de l'argent, temps spirituel, fêtes et approfondissement personnel.

Au niveau spirituel, c'est plus accessible à des non-croyants car les textes de présentation de Bois-Gérard ne font pas de références à Dieu, mais aux valeurs de la non-violence, à l'amour, à la paix, le respect de la création...

Pour entrer dans le groupe

Il n'y a pas de processus strict. Ils se sont inspirés de la Communauté de la Poudrière, qui, à Bruxelles, est née autour des compagnons d'Emmaüs. Théoriquement, l'entrée est progressive : d'abord la personne qui arrive participe aux tâches communes, mais n'assiste pas aux réunions, puis sa présence silencieuse est acceptée, puis elle a le droit d'émettre son avis puis lorsqu'elle entre définitivement dans la communauté, son avis devient l'égal des autres

et donc elle s'intègre dans le processus de prise de décision à l'unanimité.

Dans la pratique, les familles qui arrivent en urgence ou les personnes en recherche communautaire n'ont pas la même approche.

Les premières ressentent le besoin d'être intégrées. Elles sont presque tout de suite acceptées dans la prise de décision au niveau de la vie quotidienne... ce qui est risqué car le groupe est petit et se trouve face à des familles qui sont parfois en crise. Par contre, elles sont souvent étonnées du mode de décision qui est utilisé dans le groupe, d'autant plus qu'ils ont souvent un vécu qui ne facilite pas l'entrée dans un tel processus.

Pour ceux qui veulent venir, en recherche communautaire, et donc pour une longue période, le processus ci-dessus est appliqué plus strictement. Il s'agit là de prendre le temps de savoir si l'on peut s'engager ensemble.

Les familles actuelles insistent sur la nécessité de "lâcher prise" avec les anciennes habitudes. C'est dans les faits extrêmement difficile et cela peut expliquer pour une bonne part les problèmes d'intégration de nouvelles personnes.

Pour sortir du groupe

Dans les faits, au départ, ils s'étaient fixé un niveau d'équilibre autour d'une dizaine d'adultes (ce qui était presque le cas), mais des départs ont eu lieu et aujourd'hui, il n'y a plus que 5 adultes, ce qui est limite.

Il est toujours difficile de savoir exactement ce qui motive le départ d'une famille. La lenteur de la mise en place du projet, un manque de confiance dans le groupe qui entraînait un problème d'autorité, la lourdeur de la vie de groupe... peuvent être des explications.

L'équipe lors de l'année scolaire 1995-1996.





En haut : Repas d'anniversaire pour Arielle entourée de ses enfants.
En bas : La fête des lutins dans la salle de spectacle

Ces départs ont généralement été bien négociés, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas été douloureux. Dans la communauté, les revenus sont partagés, mais chacun conserve à l'extérieur les biens propres qu'il avait en entrant dans la communauté. Cette règle a été décidée pour éviter des inégalités dans le groupe et pour favoriser la transparence. Dans le cas de ceux qui repartent, cela leur permet de retrouver leurs biens là où ils les avaient laissés en arrivant.

Ce qui reste privé dans la communauté, ce sont un appartement, l'éducation des enfants, la vie familiale. Aujourd'hui, les enfants ont entre 3 et 11 ans et sont tous scolarisés dans les villages voisins. Deux enfants adolescents vivent en dehors de la communauté.

Relations avec l'extérieur

Comme tous, ils ont dû expliquer qu'ils n'étaient pas une secte. Les élus locaux se sont montrés assez froids sur le projet et ils n'ont pas apprécié la venue des familles bosniaques.

Ce qui a amélioré cela, ce sont les présences sur quelques marchés locaux pour y vendre les produits bios et le pain. "Ceci a permis de mettre en place des relations privilégiées qui se poursuivent aujourd'hui par la livraison à domicile du pain biologique et par des visites à Bois-Gérard des voisins ou promeneurs qui viennent acheter du pain ou du pâté végétal" nous dit Odile.

Ils sont dans une région où il y a très peu d'associations. On se trouve dans une zone de grosse agriculture intensive. L'association Nature & Progrès qui regroupe des agriculteurs bios et dont ils sont adhérents se développe difficilement.

Comme autres relations à l'extérieur, il faut signaler une bonne entente avec la paroisse, quelques artisans et un voisin agriculteur avec qui s'est instaurée une pratique d'échanges de service. Ils sont aussi en contact avec les Verts de l'Aube et ont participé avec eux à la campagne contre la reprise des essais nucléaires en 1995.

Christine et Jean-Martin font des spectacles de marionnettes notamment par le biais des comités d'entreprise.

Spiritualité

Tous la jugent importante, mais elle est fort différente pour chacun d'eux. Dans le bois qui entoure les habitations, ils ont mis en place un chemin de méditation où sont placés sur des petits panneaux en bois des phrases de réflexion. Des temps de silence se font sur ce chemin qui nécessite une vingtaine de minutes pour en faire le tour. Chaque journée se commence et se termine par un "temps d'unité" avec un moment de silence autour d'une phrase proposée par quelqu'un puis les gens se donnent la main et chacun dit ce qu'il va faire ou a fait dans la journée.

Le mot central de cette spiritualité est sans doute celui de "non-violence". Des personnes de passage qui travaillaient avec des personnes en difficulté leur ont fait prendre conscience que ce lieu est un lieu de silence. "Silence, mais aussi regard des autres sur soi, deux chemins parallèles qui obligent au regard sur soi. C'est pourquoi nous disons que ce que nous vivons offre une occasion pour qui veut une croissance intérieure. Et n'est-ce pas là le chemin spirituel principal pour chaque homme ?" interroge Christine.

Les membres de la communauté aujourd'hui

Christine et Jean-Martin avaient depuis longtemps le désir de vivre autrement le rapport au travail et la vie familiale. Ils ont d'abord vécu dans un appartement collectif mais avec seulement un couple et deux célibataires. Christine a travaillé dix ans dans un centre social de banlieue. Elle a fait un stage dans les Réseaux Espérance puis à l'Arche avant de rencontrer ce projet.

La journée de pain d'Odile



Jacques et Odile sont originaires de Caen. Jacques qui a suivi une formation de prof a déjà créé une communauté en 1974 alors qu'il n'avait que 22 ans. Celle-ci a tenu dix ans avec sept jeunes adultes dont Odile. Objecteur insoumis, Jacques ne pourra plus entrer dans l'Education nationale. Il crée alors une entreprise intermédiaire pour favoriser la création d'emplois pour des jeunes en voie de marginalisation. Mais ce secteur subventionné le gêne : il ne le trouve pas assez radical. Avec Odile, ils s'essaient à l'Arche, mais Jacques n'accroche pas sur l'engagement religieux. La maturation débouchera sur le projet de Bois Gérard.

Françoise, originaire d'Annecy, est là pour un an, avec ses deux filles. Elle est surtout venue là pour prendre du recul sur sa vie, mais n'envisage pas de rester au-delà. Elle cherche actuellement une activité liée aux projets du CIEPAD de Pierre Rabhi (2)... mais si ça ne marche pas, elle n'exclue pas de rester.

D'autres personnes passent : beaucoup de familles en difficulté ; qui restent plus ou moins longtemps sur place.

Qu'est-ce qui est prioritaire ?

Après de nombreux départs, en mars 1997, ils ont failli tout arrêter. Ils sont actuellement dans une phase de redémarrage.

Des différends sont apparus sur l'importance relative entre la communauté et l'accueil. Par exemple, si la communauté est prioritaire, alors les repas sont végétariens car ils désirent que cela fasse partie de l'engagement communautaire. Si l'accueil est prioritaire, on ne peut imposer le végétarisme à des familles en difficulté pour qui le manque de viande est perçu comme un facteur d'exclusion. Pour le moment, les repas sont entre les deux : il est possible de manger végétarien, mais on y trouve aussi de la viande.

De même, si la communauté est prioritaire, on doit favoriser la caisse commune, alors que si l'accueil prime, les gens tournent trop rapidement pour que la confiance nécessaire à cette pratique puisse s'instaurer.

Autre exemple : la phrase de Gandhi citée précédemment était affichée en gros dans la salle commune. C'est une phrase clé pour définir l'objectif communautaire, mais certaines personnes trouvaient que cela manquait d'humilité de l'afficher ainsi.

L'une des spécificités de la communauté et de l'unanimité est la nécessité de multiplier les réunions. Actuellement, on a des réunions de partage où s'expriment les états d'âme de chacun,



En haut : forage d'un puits pour le jardin
En bas : chargement de bois pour le chauffage

des réunions de maison avec les personnes accueillies où s'échangent informations et partage du travail, des réunions parents-enfants où se discutent les questions que posent les enfants, des réunions enfants où les enfants discutent entre eux, enfin des réunions décisionnelles où sont prises les grandes orientations. Les rythmes communautaires sont donc un rythme lent : les décisions mûrissent lentement, chacun écoute les autres... alors que l'accueil d'urgence nécessite souvent des décisions rapides.

La différence de vécu entre les fondateurs — qui donc ont tous une expérience de l'Arche — et des nouvelles personnes qui n'ont pas forcément une grosse connaissance de la vie communautaire et qui donc ne comprennent pas le sens de certaines règles pose la question de savoir comment transmettre l'histoire d'un groupe afin d'éviter de refaire toujours les mêmes erreurs.

Perspectives

Pour avoir un effet sur l'extérieur, ils ne croient plus au militantisme effréné, mais désirent toujours avoir une action sociale sur la durée. Ainsi, après avoir accueilli une réunion du REAS (3), ils ont décidé d'entrer dans le réseau des EPI (4) pour montrer à des jeunes à la recherche d'un projet ce que peut être une alternative rurale.

Ils se retrouvent dans les écrits d'auteurs comme Edgar Maurin, Bernard Ginisty qui vont dans le sens de redéfinir une politique de civilisation. Ils restent persuadés aujourd'hui que la société amènera chacun, peu à peu, à faire les choix de vie qu'ils font aujourd'hui : simplification de la vie, écologie, croissance intérieure, solidarité naturelle, convivialité.

Contact : Communauté de Bois Gérard, 10130 Chessy-les-Prés, tél : 03 25 70 67 09.

(2) Voir présentation du CIEPAD dans le hors-série "Les métiers de l'écologie".

(3) REAS : réseau pour une économie alternative et solidaire. Voir article dans Silence n°202.

(4) EPI : Espaces Pépinières Initiatives, voir présentation dans Silence n°222.



VIVRE ENSEMBLE

TERRE D'ENNEILLE

Au sud de la Belgique, Terre d'Enneille est l'amorce d'un village "écologique et planétaire" qui se construit autour d'une réserve naturelle.

Terre d'Enneille se définit comme "une coopérative d'habitat convivial et d'amis de la nature, un village écospirituel sans croyances ou doctrines collectives (...) Nous nous voyons comme un lieu de rencontre et d'expérimentation rassemblant des personnes ayant des recherches et pratiques spirituelles différentes. Nous croyons qu'en nous alignant aux valeurs reprises dans notre charte et nous "entredonnant" nous pouvons créer un style de vie qui respecte l'individu, le collectif et l'environnement. Nous nous considérons chacun en charge de nous-même et d'un espace de planète à gérer le plus écologiquement possible pour préserver la nature et sa diversité". Ce lieu offre une vue panoramique sur la Famenne. Il comprend six hectares dont 4 vont être classés en réserve naturelle à la demande de la coopérative. Cette réserve naturelle est une prairie humide et des bois.

Terre d'Enneille dispose d'une charte assez précise sur son fonctionnement et sur les valeurs qu'elle met en avant. Par exemple, elle oppose le terme "entredonner" cité ci-dessus au terme habituellement utilisé d'"entreprendre". Christina qui a connu de nombreuses expériences communautaires estime que si de nombreux projets tombent à l'eau, c'est d'abord parce que les gens y viennent pour "prendre" quelque chose et non pour "donner" quelque chose d'où l'importance de ce mot dans la charte. De même, elle définit clairement le vocabulaire qu'elle utilise. Lorsque les décisions se prennent au **consensus**, cela signifie qu'"une décision est prise quand tous les membres peuvent la soutenir positivement, pour le bien de l'ensemble, même si tous ne choisissent pas cette option". Elle propose de favoriser l'**écoute intérieure** en la définissant ainsi : "s'ouvrir au-delà des émotions

et du mental à une Sagesse qui dépasse notre égo". Enfin, elle prône l'**harmonisation** qu'elle définit ainsi "s'ouvrir et rechercher l'unité avec les autres et avec l'environnement" en particulier avant d'entamer une discussion. Ça commence donc de manière bien intellectuelle, alors rendons-nous sur le terrain pour en savoir plus.

Un village en construction

Lorsque l'on arrive dans la région, vers Marche, au Sud de la Belgique (Luxembourg belge), on a du mal à imaginer que l'on va pouvoir trouver un lieu agréable tant la densité des constructions est imposante. Et pourtant, c'est au bord d'une route qui longe un vallon encore à l'état sauvage, qu'un lotissement a commencé à voir le jour depuis avril 1992, à proximité du village de Grande-Enneille (d'où le nom de l'éco-village).

Le lotissement est prévu sur une surface d'un hectare pouvant accueillir à terme une dizaine de chalets, chacun pouvant être habité par une famille ou partagé entre plusieurs personnes. Le sixième chalet était en construction lors de notre passage, durant l'été 97.

L'ensemble est géré sous forme d'une société coopérative. Les personnes qui y viennent choisissent de ne plus être propriétaires du sol ni des constructions, mais d'en être les "gardiens". Ils doivent s'engager au niveau financier et pour cela prendre des parts sociales. Chacun a le gardiennage individuel d'un jardin privatif de 10 ares et d'une maison (ou d'une part de maison) mais aussi des parties collectives : la réserve naturelle et un potager collectif. Le nouveau coopérant doit être d'accord avec le fonctionnement présenté ci-dessus. "Les mots ont de l'importance, se définir comme le gardien de la terre au lieu de propriétaire induit progressivement un regard et ensuite un comportement différent vis-à-vis de l'environnement qui nous accueille. C'est aussi un travail intérieur qui va modifier nos habitudes culturelles et nous amener à être plus écologique et donc respectueux de la terre, de la faune, de la flore, en faisant bon usage de ce qui est mis à notre disposition. De plus, par le biais de la coopérative, cette terre restera une et indivisible et à l'abri de la spéculation".

Le capital de la coopérative est également ouvert à des personnes qui n'habitent pas sur place (parts à 2000 FB soit environ 350 FF) et ces apports servent à financer l'achat de la réserve naturelle. Déjà plus de 80 personnes ont pris des parts à ce jour.

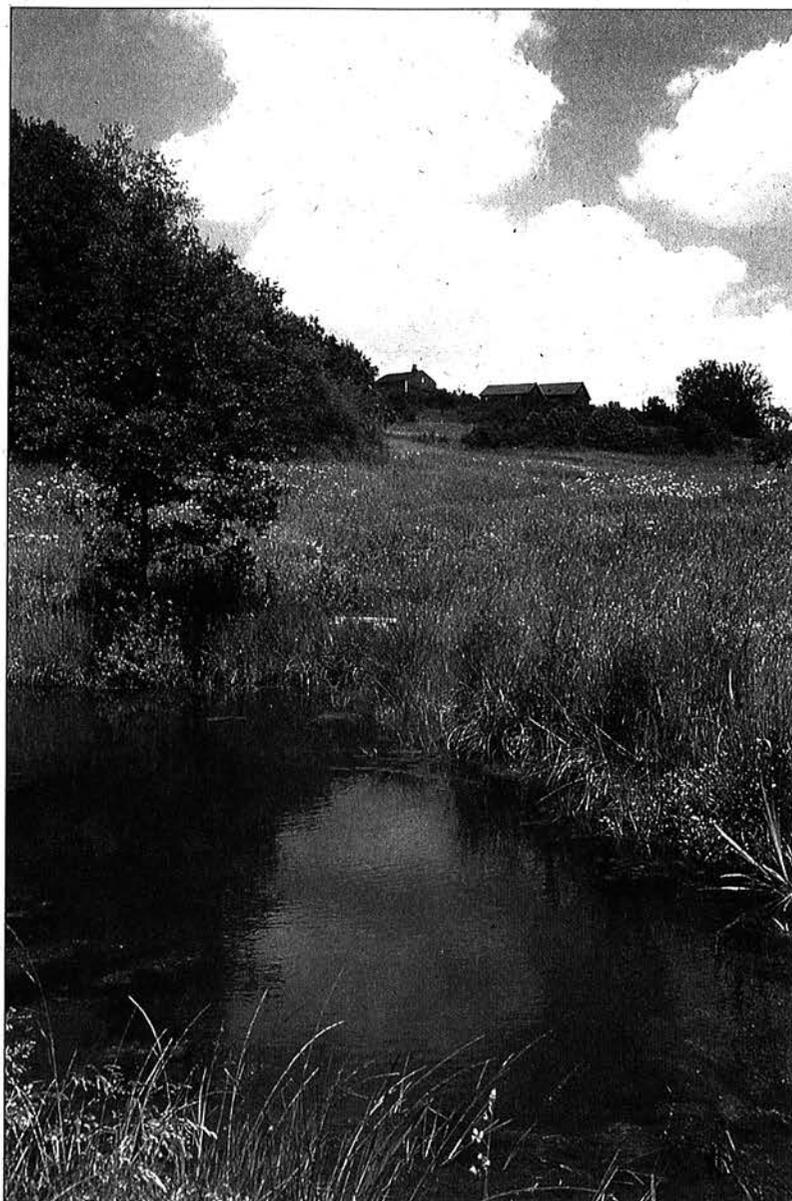
Les habitants du village

Au départ, ils sont deux : Christina et Benoit. Christina a une histoire particulière : ses parents avaient la charge de la gestion d'un parc naturel au Zaïre et elle a grandi en pleine nature. Dans les années 70, Benoit et Christina ont vécu dans une communauté ensemble. Puis ils se sont un peu perdus de vue. Christina a vécu longtemps à Findhorn, en Ecosse, une communauté qui a aujourd'hui 30 ans d'ancienneté et qui prône que l'homme pourra se réconcilier avec la Terre s'il effectue une démarche spirituelle correcte. Benoit, qui est resté en contact avec elle, lui rend plusieurs visites là-bas.

Il y a quelques années, ils ont eu envie de mettre en place un projet de village écologique qui soit ouvert à la spiritualité, mais sans dogme. Ils commencent alors à chercher un lieu avec entre autres critères : ne pas entendre le bruit d'une autoroute... ce qui dans le nord de l'Europe n'est pas si évident que cela. Un jour, ils entendent parler par hasard du lieu : un promoteur, qui espérait que le coin soit transformé en base de loisirs, avait acheté le terrain pour y faire un lotissement classique. Mais les lois sur la protection de l'environnement font échouer le projet et il se retrouve avec un terrain à bâtir au bord de ce qui pour lui n'est rien : des champs et des bois. L'occasion rêvée : en dix jours, la décision est prise. Benoit vend sa maison, Christina récupère ses économies et cela permet de signer l'achat pour le moment. Benoit qui a l'habitude professionnelle d'aider les gens à monter des projets coopératifs met sur pied la structure et ils concrétisent leurs idées dans une charte.

André et Marie-Noëlle sont les premiers à rejoindre le couple. Des réunions sont données de-ci de-là pour inviter les gens à venir voir le lieu et à venir discuter. Michéline qui va être à la retraite les rejoint rapidement, puis d'autres...

Benoit qui milite également à Ecolo (les Verts belges) a de bonnes connaissances en habitat sain et ils choisissent de construire des maisons ayant toute le même aspect, libre à chacun d'ensuite aménager l'intérieur comme il lui plaît (mais avec un souci écologique et social). Les maisons sont en ossature bois, avec de multiples innovations liées aux techniques de l'habitat sain. Par exemple, un double circuit d'eau permet d'utiliser l'eau courante pour tous les usages, un deuxième circuit passe par un épurateur qui donne l'eau pour la consommation. Autre



Vue sur la réserve naturelle avec au fond les maisons du village.

exemple : pour limiter les effets néfastes des champs électriques, au lieu d'avoir les interrupteurs à l'entrée des pièces, ils sont sur les culots des ampoules et on les actionne de l'entrée par une ficelle (100 mètres de câbles en moins par maison !). Les murs sont faits d'un mélange paille-papier qui forme un excellent isolant, protégé à l'extérieur par du bois. Les greniers sont isolés en laine de roche...

Autre amélioration écolo : les eaux usées sont collectées dans des bassins de lagunage avant de servir à arroser le jardin collectif. Ils ont mis en place leur propre déchetterie et les déchets ménagers sont compostés par lombriculture : les vers de terre mangent également le papier et le carton et leurs déjections servent d'engrais pour le jardin.

Si Terre d'Enneille est un lieu d'habitation, ce n'est par contre pas un lieu de travail à proprement parler.

Mais dans les faits, ils sont souvent sur place : Benoit et Christina ont des emplois en bonne partie à domicile, André, suite au lourd handicap de son fils, a obtenu une retraite anticipée, Marie-Noëlle travaille comme secrétaire à l'extérieur... dans la société qui construit les maisons. Deux autres personnes sont retraitées. Enfin, les trois dernières sont plus souvent à l'extérieur : une, française, est infirmière, une autre travaille dans une agence de voyages et une autre est conteur dans un "théâtre vagabond".

Arrivée au sein du groupe

L'arrivée au sein du groupe est bien structurée. Il faut d'abord préciser que Benoit et Christina, en plus de leur travail extérieur, ont à leur charge la tenue de l'"hébergement", un bâtiment qui compte 4 chambres individuelles et 3

Quelques Vécus

"Un défi de plus de Présence à moi-même et de ce fait aux autres et à la nature dans sa divinité" André.

"La vie au village a initié chez moi une meilleure connaissance des mécanismes qui sous-tendent mes comportements, et ce, grâce aux reflets des personnes et des événements" Marie-Noëlle

"J'ai trouvé le temps de prendre le temps. Regarder, entendre, comprendre, respecter, recevoir... aimer : la beauté, les joies, les tristesses, les silences, de ma mère la Terre et de ses hommes. Re-connaître ces réalités m'aide à réaliser l'objectif "cheminement vers l'Etre" que j'avais décidé en venant à Terre d'Enneille" Maguy.

"J'ai trouvé ici le vrai silence, la beauté d'une nature encore vierge et la chaleur de frères et de sœurs qui m'aident à vivre dans la vérité parfois avec exigence et force mais toujours avec amour"

Micheline.

"Terre d'Enneille est comme un "jardin d'enfants". J'y découvre, apprends et réconcilie la vie et la mort, la volonté et le lâcher-prise, le plaisir et la souffrance"

Benoit.

"J'aime vivre à Terre d'Enneille parce que j'y vis le partage, des joies et des difficultés, du cheminement vers un même idéal incarné dans des valeurs et des attitudes ouvrant vers de nouvelles façons d'être ensemble. C'est sentir l'énergie qui dépasse la somme de nos individualités, qui nous porte et nous inspire" Christina.

"Ce terre me ré-unifie, cette terre nous rassemble. Un village, dix réalités. Je vais pas à pas vers l'unité, vers cette force unie, l'âme du village, par l'épanouissement de mes spécificités et l'accueil des différences de chacun"

Bruno.

"Ce n'est pas un but, c'est un chemin, Terre d'Enneille m'apparaît comme un laboratoire de recherches. Recherches de relations généreuses avec les êtres, recherche d'une attitude attentive avec la Nature, recherches d'alternatives au marasme d'une société en décomposition. Terre d'Enneille m'est aussi un lieu de ressourcement nécessaire par rapport à un métier exigeant. Mais ce métier de conteur vagabond me permet aussi de rayonner les valeurs de Vie que nous explorons ici" Joël.

chambres à deux lits. Les visiteurs y sont accueillis, que ce soit pour une visite de curiosité, une rencontre ou une phase d'essai avant de s'engager plus avant. Les chambres permettent aussi aux nouveaux arrivants d'avoir tout de suite une chambre à eux avant de s'installer définitivement dans leur maison...

Le nouvel arrivant va commencer par rencontrer les différentes personnes déjà installées qui lui disent chacune ce qu'elle fait, individuellement et collectivement, pourquoi elle a choisi d'habiter là. Le nouvel arrivant va lui aussi dire ce qu'il cherche. Ceci va l'amener à définir son projet au sein du groupe par un processus de maturation qui peut durer de 3 à 9 mois. Le premier engagement est purement symbolique : prendre une part dans la coopérative (2000 FB donc).

Après 3 mois minimum, il peut demander à faire le "jeu de la transformation". Ce jeu de développement personnel a été mis au point à Findhorn et permet de faire entrer en ligne de compte aussi bien l'émotionnel, le physique, le mental que le spirituel. Le jeu se joue avec tous les habitants du village et c'est un moment fort qui aide à voir clair. Le jeu propose des situations aléatoires qui vont obliger les gens à négocier entre eux, dialoguer, s'exprimer et donc à faire plus ample connaissance. La partie dure assez longtemps (jusqu'à une journée) et se termine par un repas commun au restaurant. Il permet souvent de mieux comprendre les non-dits et surtout de repérer ce qui n'est pas "clôturé" dans le passé du nouvel arrivant. Il favorise l'intuition face à l'égo. Ce jeu se retrouve dans de nombreuses sessions de formation au développement personnel et est commercialisé.

Après cela, la personne dit si elle veut ou non rentrer dans le groupe. Et inversement, le groupe dit s'il l'accepte ou non. Il est possible qu'un délai supplémentaire soit accordé. Commencent alors les choses concrètes, à savoir la construction d'une maison. Contrairement à la vie de tous les jours, même une personne sans capital peut se faire construire sa maison : des coopérateurs sympathisants investissent dans des parts sociales qui leur seront remboursées sur 15 ans par un versement mensuel du bénéficiaire, qui, au bout de ce temps, se retrouvera en possession de toutes les parts correspondant à la maison dont il a le droit d'usage. Et les maisons, bien que saine, ne coûtent pas cher : un chalet double coûte 2,5 MFB (450 000 FF).

A l'inverse, si quelqu'un veut partir, les parts de sa maison doivent être mises en vente. La coopérative a deux ans pour proposer un nouvel oc-

cupant. Si au bout de cette date, aucun repreneur ne s'est manifesté, l'ancien "gardien" peut vendre à l'extérieur de la coopérative, ce qui signifierait que le projet s'effiloche et qu'il manque de souffle. Pour le moment, il y a eu deux départs et deux nouvelles personnes ont repris dans l'esprit du village.

Activités communes

Si le processus d'entrée peut sembler long, ensuite, il y a une grande liberté dans la vie de tous les jours. Des événements communs sont proposés, mais presque aucune activité n'est obligatoire. Le potager commun est, par exemple, géré par ceux qui le souhaitent. Par contre, chacun, dans la mesure de son temps et de ses talents, a choisi une fonction dans les différentes tâches communes à accomplir : entretien des chemins, entretien du lagunage, recyclage, comptabilité de la coopérative, etc.

Il y a un lieu de méditation : une petite rotonde située en bordure de la réserve, sous les arbres, un peu à l'écart du lotissement. Deux fois par semaine, les personnes sont invitées, sans obligation, à s'y rendre. C'est un lieu de silence : aucune parole n'y est échangée pour ne pas influencer la spiritualité de l'autre. La seule ligne directrice en matière de spiritualité est le respect de la Nature.

Chaque lundi, un repas est pris ensemble, préparé à tour de rôle dans l'une des maisons. A la belle saison, cela se fait sous forme d'un pique-nique à l'extérieur. Les lundis prennent un aspect de fête lorsqu'il y a un anniversaire dans la semaine (et plus il y a de gens et plus il y a de fêtes). Ainsi, Magui, l'une des retraitées, qui a découvert le village lors d'une conférence de Christina, est venu partager ces repas du lundi pendant 6 mois avant de décider de venir habiter sur place. Le matin avant de partir au travail, il est de coutume de passer chez les voisins pour dire bonjour. Certains prennent leurs petits déjeuners ensemble.

Le jardin collectif est aussi un lieu de rencontre. Une partie de la réserve naturelle est constituée d'anciennes prairies qui comportent une flore spécifique. Après consultation des associations de protection de la nature, il a été conseillé de faucher ces prairies une fois par an pour entretenir la richesse de la flore. Les foins se font ensemble et avec des amis, comme le travail est pénible, les plus âgés préparent à cette occasion les repas communs. En relation avec l'association des réserves ornithologiques de Belgique, il est envisagé d'acheter d'autres terres pour

agrandir progressivement la réserve. Il est à noter que pour préserver la tranquillité des animaux sauvages — et des habitants — il est souhaité que chiens et chats soient en liberté surveillée.

Enfin, une fois par mois, se tient une réunion de la coopérative pour les questions administratives et une fois par an une grande assemblée générale où sont invités tous les souscripteurs extérieurs.

Par contre, il n'y a pas de "militantisme" commun. Certains ont de multiples activités extérieures : Benoit en tant qu'administrateur de Triodos (la banque alternative belge) est très impliqué dans des projets sociaux en relation avec le quart-monde. Magui s'investit dans l'aide au Restos du Cœur. Le sud de la Belgique, moins densément peuplé, devient une zone de concentration des SDF qui essaient souvent d'y vivre en caravane et les problèmes sociaux y sont nombreux.

L'"hébergement" n'est pas un lieu de stage, mais un lieu de repos. Des gens viennent y passer un moment de détente. Ils font passer pour cela de la publicité dans Agenda Plus, un des multiples magazines gratuits que l'on trouve dans les magasins diététiques.

Comment est perçue Terre d'Enneille

Les élus locaux ont pour certains bien pris le projet, visiblement satisfaits



de voir des Belges s'installer là, tant le moindre coin de nature est convoité par les voisins hollandais. Mais un député du coin s'est forgé sa réputation sur la lutte contre les sectes et évidemment, il a immédiatement perçu Terre d'Enneille comme un de ces groupes sulfureux.

André a fait des recherches dans les milieux ésotériques pendant de nombreuses années et a même publié

deux ouvrages sur la connaissance de soi. Benoit et Christina animent une association qui publie un bulletin sur la pensée holistique (qui signifie que tout est lié). Christina vient de Findhorn. Rien de cela ne ressemble à une secte. Nous avons au contraire été plutôt étonnés par le peu de "collectif" de gens qui se respectent, qui vivent en partie ensemble, mais qui gardent une proportion importante de "vie privée". Ce député n'a rien trouvé de mieux que de les glisser dans un rapport publié à la suite des massacres de l'Ordre du Temple Solaire. Comme en France, l'enquête parlementaire s'est contentée de lister 189 noms sans aucune vérification. Evidemment, tout de

suite repris par les médias (1). Un journaliste du "Soir", grand quotidien belge, est venu faire un reportage sur place. Manifestement avec intention de nuire. Benoit qui milite à Ecolo, a fait intervenir des députés Verts pour contrecarrer le coup. Mais cela leur a indéniablement fait du mal et à la manière dont cela est revenu dans nos discussions, on sent que cela a été très douloureux pour tous.

La rumeur de la secte semble être indissociablement liée avec un projet collectif de vie. On peut se demander ce qui gêne autant les gens à un moment où pourtant tout le monde regrette les solidarités villageoises d'antan.

Pour notre part, nous avons vu un projet très mature qui a su tirer profit de nombreuses expériences communautaires précédentes : un collectif existant, mais pas trop pesant. Un grand respect de l'autre. Dans une réunion, lorsqu'une personne coupe l'autre, on lui dit "tu retiens ce que tu voulais dire" et la personne qui s'est fait interrompre peut finir de parler jusqu'au bout de son idée. Le respect des différences est notable : il est clair que Christina et Benoit ont un engagement militant intense alors que les retraités sont plutôt là parce que cela a un goût de paradis. Le village est encore en devenir.

Contact : Terre d'Enneille, 94-102 Grande-Enneille, 6940 Durbuy, tél : 086 32 34 56.

(1) Le parallèle avec la France est frappant : une longue définition de ce qu'est une secte puis une liste publiée sans aucune vérification. En France, le mouvement anthroposophe (Steiner) avait fait les frais d'une telle liste au début des années 80. "Longo Mai" également lors d'un rapport de 1996.

Intérieur de la rotonde de méditation



VIVRE ENSEMBLE

COLLECTIF DE LA VALETTE

Le collectif de la Valette est issu d'un squatt à Belleville, dans le 19^e arrondissement de Paris. Ce squatt occupait un ancien bâtiment datant de l'exposition universelle de 1900. Lorsqu'un promoteur a demandé leur expulsion, le groupe est entré en contact avec celui-ci pour connaître le projet immobilier. Comme il était prévu de démolir le bâtiment ac-

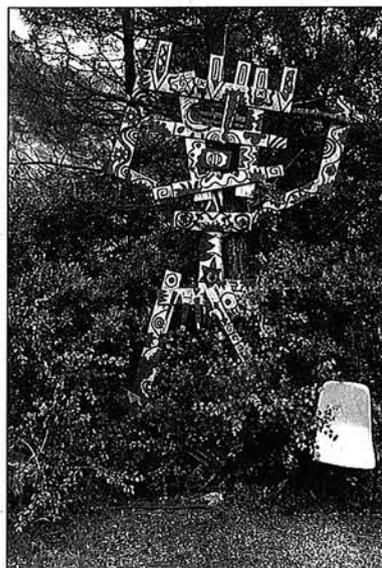
Pour assurer le logement de départ, d'anciens véhicules des services publics, notamment un car de gardes mobiles qui a l'avantage d'être équipé en couchettes et d'avoir un coin toilettes. Celui-ci placé à l'entrée d'un ancien terrier marquant le début du village, provoque un certain choc pour le visiteur qui peut croire à une descente des forces de l'ordre.

Quand un squatt urbain fait le projet de se lancer dans la création d'un village alternatif, ce n'est pas forcément facile ; mais avec la volonté et le temps on peut arriver à suppléer le manque d'argent. C'est ce que réalise le collectif de la Valette, au nord du Gard.

tuel, les squatteurs ont proposé au promoteur de faire la démolition du lieu ce que le promoteur a accepté. Résultat : le groupe a récupéré de l'argent et des matériaux.

Une personne du groupe connaissait l'existence du hameau de la Vieille Valette, un hameau abandonné depuis une trentaine d'années dans une ancienne vallée minière du Gard. Le hameau est fait d'une dizaine de maisons en pierre. L'argent récupéré à Paris a alors servi à acheter la maison la moins en ruines et à transporter les matériaux récupérés.

En 1992, le collectif s'installe dans le village. Celui-ci regroupe une petite dizaine d'habitations potentielles mais seuls les murs sont encore debout.



Le flèche du village est fait de manière très artistique

Une dizaine de personnes de moins de trente ans s'installent alors ici. Le groupe reste extrêmement fluctuant du fait de nombreux passages en provenance d'autres squatts. En été, le groupe gonfle.

**Essayer d'amorcer
une société
en dehors du système**

Dans un texte datant de 1996, le Collectif a essayé de définir sa démarche : *"Nous, Articulteurs, cherchons des réponses globales aux questionnements de notre société. Nous voulons nous affranchir des valeurs creuses de notre civilisation, des pouvoirs arbitraires, de l'atomisation des relations, de la solitude, de l'angoisse, du chômage et de la déresponsabilisa-*

Restauration d'un four à pain



tion et de la démotivation. Nous voulons être acteurs de notre autonomie alimentaire, énergétique et individuelle. Nous développons un mode de fonctionnement collectif qui laisse s'exprimer les potentialités, afin d'acquiescence, confiance et maîtrise de soi. Notre société se préoccupe d'insertion. Dans le contexte politique et économique national, la Vieille Valette se propose d'être une zone d'expérimentation sociale".

L'idée de départ étant d'essayer de vivre dans une société telle que l'on aimerait la vivre, il n'y a pas d'activités commerciales ni d'accueil payant. Il s'agit de pouvoir accepter tout le monde sans que l'argent puisse constituer un obstacle. Les ressources sont de fait extrêmement faibles : les personnes qui désirent entrer dans le collectif doivent s'engager à mettre un tiers de leurs ressources dans le collectif. De fait, la plupart des personnes disposent de très peu d'argent (certaines ont le RMI, d'autres vont faire des travaux ponctuels en dehors du collectif).

L'argent sert pour partie à assurer la vie du groupe (principalement la nourriture qui est prise en commun), mais l'essentiel sert actuellement à essayer de reconstruire le village. La priorité a été donnée à la maison dont ils sont propriétaires. Ils ont également réaménagé le captage des sources pour résoudre la question de l'approvisionnement en eau, ils ont installé des capteurs solaires photovoltaïques pour assurer le minimum en électricité : éclairage et musique. Ils débroussaillent patiemment les anciennes terrasses abandonnées pour y refaire des potagers selon les techniques de l'agriculture biologique.

Une importance particulière est attribuée à la fête qui est un moyen important de développer la convivialité dans le groupe de résidents mais aussi avec les gens de passage. Plusieurs personnes du groupe ayant et étant toujours membres de groupes musicaux ou artistiques, ils ont également utilisé l'organisation de fêtes pour se faire connaître. Ces fêtes sont gratuites. Elles sont organisées sur place en liaison avec la mouvance squatt. Mais des concerts de soutien ont également eu lieu dans des squatts urbains.

Sur place, un chapiteau en bois a été construit en 1996 mais il n'a pas résisté à la neige de l'hiver 97. Plusieurs groupes d'artistes sont passés sur place et ont contribué à donner un look particulier aux lieux, ce qui les a fait surnommer parfois "les articulateurs" : on trouve autour des sources, des décorations de mosaïques, des souches d'arbres ont été peintes pour les faire



Un village de très belle facture mais qui nécessite d'énormes travaux.

apparaître comme des chimères ; des constructions en bois réalisées à partir d'anciennes palettes colorées indiquent au visiteur le chemin. Plein de petits détails qu'il faut prendre le temps de découvrir, mais qui choquent également les autorités locales.

Fonctionnement interne

La cogestion du site est assurée par une réunion hebdomadaire tous les samedis. Les décisions se prennent au consensus. Chacun peut y présenter ses propres projets et s'il le désire proposer une association avec d'autres membres. Il n'y a aucune hiérarchie ni entre les personnes, ni entre les projets. Les projets peuvent porter sur tous les domaines du moment qu'ils entrent dans le cadre général qui doit favoriser l'expérience humaine, sociale et écolo-

gique. Cela passe par la peinture, l'agriculture, la cuisine, la musique, la maçonnerie, le jardinage, la poésie, l'architecture, etc... Des formes de compagnonnage peuvent se faire en fonction des demandes et des savoirs des personnes.

Pour les tâches collectives indispensables, elles sont partagées par tous, à tour de rôle, mais pour chacune une réflexion a été menée pour qu'elle soit le plus source de plaisir et non de contrainte. De plus, la notion de temps est très souple et les tâches contraignantes limitées au maximum pour permettre à chacun de consacrer du temps à la réflexion, l'écoute, le jeu, le rêve... Pour cela, il a été choisi de vivre le plus simplement possible.

Pour ces tâches quotidiennes, il n'y a évidemment aucune comptabilité interne, la base de l'échange étant le don.



Tout autour des maisons, les terrasses ont été débroussaillées pour laisser place à des jardins biologiques.

Une association a été officiellement déclarée "Résonnances" qui a été créée dès le début de la réflexion sur ce projet en 1989. C'est en son nom que s'est fait l'achat de la première maison ainsi que de 5000 m² de terrains.

Cette maison associative est destinée à être la maison commune avec une cuisine, une salle polyvalente, une bibliothèque, un bureau, des ateliers, salle de bains et une salle de musique et de vidéo.

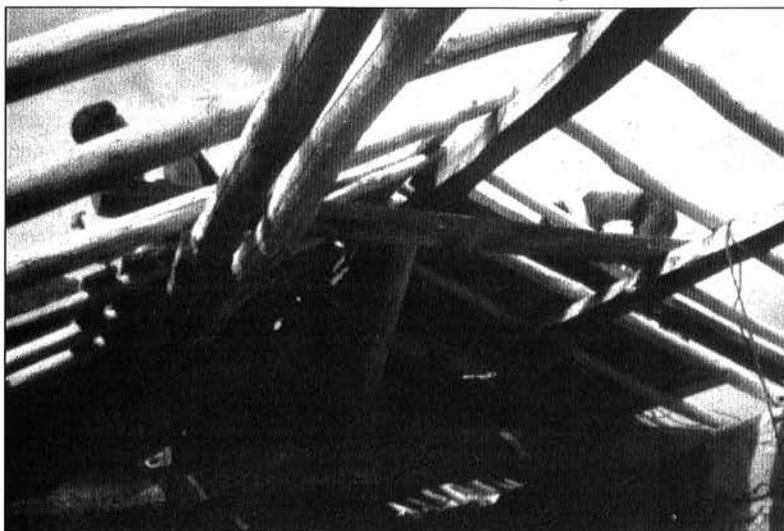
Autour de cette maison commune, chaque résident est invité à élaborer son propre habitat autonome après l'avoir présenté au collectif : il y a actuellement une personne qui habite dans une maison reconstruite, une autre qui vit sous un tipi.

Des chantiers collectifs sont proposés chaque semaine : aménagement de la maison commune, redressement de murettes, débroussaillage...

Conflit avec les autorités

Les rapports avec la mairie sont extrêmement tendus. Le maire a demandé à la préfecture l'envoi d'une commission de sécurité sur place et celle-ci a décidé que la zone était insalubre car les risques d'incendie étaient trop importants. Un arrêté d'expulsion a été émis qui précise par exemple qu'il n'y avait pas de téléphone pour appeler les pompiers, il y en a toujours eu un. Des toilettes aux normes ont été construites. Progressivement les buissons reculent pour laisser la place à un jardin biologique. Par contre toute une partie du village reste inaccessible car les risques d'éboulement persistent. Depuis l'été 96, ils savent qu'ils peuvent être expulsés. Mais ils ne se laissent pas abattre et poursuivent la rénovation des lieux.

Un village en reconstruction...



Une maison isolée proche du village a été rachetée comme résidence secondaire. Bizarrement, celle-ci n'a pas été déclarée insalubre alors qu'elle est aussi bien entourée de garrigues et tout aussi difficile d'accès. Deux poids, deux mesures qui montrent bien que ce ne sont pas les raisons de sécurité invoquées qui justifient les emmerdements provoqués par la mairie.

Autre embrouille de la part de la mairie : des terres ont été mise en vente à côté du hameau. Après discussion, le collectif s'est porté acquéreur pour y lancer un projet de ferme autogérée. Ce projet prévoyait la restauration d'une oliveraie, la création de grands jardins gérés collectivement, la mise en place d'un chantier expérimental d'arboriculture permettant de respecter la nature avec des arbres cultivés le plus "doucement" possible. La mairie est alors intervenue en faisant valoir son droit de préemption et a racheté les terrains... maintenant à l'abandon. Derrière la mairie, se trouvent les chasseurs qui sont ravis de voir les terres retourner à l'état de garrigues et donc devenir des aires de jeu pour leurs petits meurtres entre amis.

Perspectives

La situation reste précaire après cinq ans de présence. Les travaux avancent lentement. Les ressources via le RMI ne sont pas garanties dans l'avenir. La recherche d'autonomie se heurte aux autorités.

Le conflit mange de l'énergie, bloque des projets. Peu habitués à négocier de par leurs origines squatters, le problème risque de perdurer longtemps. Rien n'est pire dans la société actuelle que les questions de propriété. Comme de nombreux jeunes tentés par le retour à la ruralité, ils se heurtent à des mentalités totalement fermées à des projets dérangeants.

La durée joue toutefois pour eux, car plus les gens viennent visiter les lieux, s'installer un moment et plus la solidarité sera vive en cas de tentative de coup de force de la part des autorités. Potentiellement, il y a douze autres maisons dans le village et 35 hectares de terres agricoles sont récupérables, enfin, il y a 80 hectares de forêts qui appartiennent à l'ONF. Les péripéties avec les autorités ont attiré l'attention des associations locales qui commencent à s'intéresser au projet.

Contact : Collectif de la Valette, Hameau de la Vieille Valette, 30160 Rochessadoule, tél : 04 66 25 32 62.

VIVRE ENSEMBLE

LA BATAILLEUSE



Le projet est né en 1980 dans le cadre des CLAJ, clubs de loisirs et d'action de la jeunesse. Les CLAJ remontent à l'après-guerre quand se sont développés les mouvements de loisirs populaires à l'initiative de "cathos de gauche" (JOC) avec la création d'un premier centre de loisirs au Cap d'Ail, au milieu des maisons de luxe, avec un certain goût de la provocation. Ces centres de loisirs gérés par de jeunes ouvriers et apprentis se sont développés un peu partout, ils font partie des mêmes réseaux que les Auberges de Jeunesse.

Il est alors décidé d'associer le centre de loisirs avec une activité agricole qui permette de vivre sur place le reste de l'année. Dans un lieu où les agriculteurs sont en voie de disparition, c'est un pari un peu fou. Comme les jeunes ont envie de s'exprimer, il est également prévu une troisième activité : une imprimerie. Comme ils ne disposent pas d'un sou, ils organisent alors des souscriptions. Celles-ci permettront de collecter plus de 220 000 F, ce qui permet de chercher une ferme à retaper. Il faudra un an pour la trouver. Ce ne sont pas les bâtiments qui n'exis-

La semaine, les premiers occupants essaient de lancer l'activité agricole sans que personne ait fait une formation. On rentre du bois et du foin pour l'hiver. Pour cela, on récupère de vieux outils agricoles abandonnés. Dès l'hiver 80-81, une partie de la ferme est utilisable en centre d'accueil et les premières rentrées d'argent peuvent avoir lieu : c'est un stage des employés CFDT de l'hôpital de Besançon qui inaugure les lieux.

Pour le premier hiver, les premiers habitants n'élèvent alors que 7 lapins et un cochon. Des dons faits par des familles de Belfort. Deux premières vaches sont achetées en "location-vente" : comme ils n'ont pas de sous, ils remboursent sous forme de lait. Il faut apprendre à traire. Un éleveur du Doubs venu visiter leur donne trois chèvres et un bouc... une originalité sur ce plateau à vaches. Ils bêchent également devant chez eux pour faire un jardin avant que le voisin ne leur signale que c'est chez lui. Les paysans du coin les regardent avec une certaine condescendance et leur donnent quelques conseils (à tirer des critiques qu'ils entendent).

Tout doucement, les choses prennent tournure. Ils adhèrent à l'une des fruitières de la région qui produit du comté. Alors qu'au départ les gens du village sont favorables à l'installation d'une nouvelle ferme dans le village, ils vont progressivement prendre leurs distances : d'une part ils sont intrigués par le fonctionnement collectif (qui contrairement aux autres fermes permet à chacun d'avoir des vacances)

Née des mouvements populaires, la ferme collective "La Batailleuse" réunit une quinzaine de personnes autour de deux activités destinées aux jeunes : une ferme pédagogique et un centre de loisirs.

A Rochejean, près de Mouthe, dans le massif du Jura, dans la vallée du haut Doubs surnommée la "petite Sibérie" du fait des températures hivernales les plus basses de France, il existait un de ces centres de loisirs. Le centre de loisirs de l'époque est une vieille ferme retapée depuis le début des années 70 où entre 100 et 300 jeunes principalement issus des cités ouvrières se retrouvaient chaque été pour la randonnée, chaque hiver pour le ski, le tout complété par des activités culturelles diverses ("ne pas bronzer idiot"). C'est là que lors d'une discussion, une trentaine de jeunes se sont interrogés sur la possibilité d'utiliser le centre de loisir non plus pour seulement les congés scolaires mais pour en faire un lieu de vie collectif toute l'année.

tent pas, ce sont les problèmes financiers qui sont souvent insolubles (héritiers qui s'entredéchirent, vente par miettes, etc.). Enfin, une ferme est trouvée dans le centre de Rochejean avec seulement 10 ares de terrain.

Un nouvel appel est lancé aux jeunes : "si vous n'avez pas d'argent, vous pouvez venir nous aider". Des terres sont louées et en août 80, la ferme commence ses activités : tous les week-ends des chantiers sont organisés avec des jeunes et des ouvriers qui viennent parfois de fort loin.



mais aussi par les engagements militants du groupe de jeunes qui reçoit des visites plutôt "révolutionnaires".

Alors que la ferme de Rochejean se développe, en dix ans, trois exploitations arrêtent dans la commune. Cela crée des jalousies entre ceux qui n'arrivent plus à vivre seuls et des jeunes qui, parce qu'ils ont couplé l'activité d'une ferme collective avec l'accueil via un centre de loisirs, s'en sortent de mieux en mieux.

La situation s'est beaucoup dégradée aussi au niveau électoral. Cela se traduit par une crispation dans les votes : sur 117 électeurs dans la commune, en 1997, 39 ont voté le candidat FN et 17 pour le candidat de De Villiers !

La réussite de cette expérience qui, dès le départ, s'est positionnée comme une alternative solidaire à la société capitaliste, tient pour une bonne part à une certaine discipline de vie : l'élevage nécessite une présence tous les jours et toute l'année, la traite commence à 5 h 45. Mais le travail collectif permet de disposer pour chacun d'une journée hebdomadaire de repos plus une ou deux soirées libres.

Été 86 : deux drames

Le 22 juin, deux personnes de l'équipe, toutes deux prénommées Stéphane de 18 et 19 ans, se tuent en voiture en rentrant de la fête de la musique.

Le 10 août, un incendie ravage la ferme et les deux bâtiments mitoyens. Cécile 17 ans périt asphyxiée.

Ce sont les vaches et les chèvres qui ont alors sauvé le projet... car le soir-même il a bien fallu les traire et tous les jours ensuite.

La ferme était alors dans le villa-

ge. Que devenait le projet. Après de nombreuses réflexions, il a été décidé de reconstruire sur l'ancienne ferme uniquement un centre de loisirs plus spacieux et de transférer la ferme sur un autre lieu avec des bâtiments neufs. Avantage de ce choix : les nouveaux bâtiments seront spécialement conçus pour y favoriser le côté pédagogique.

Tout va très vite : la solidarité s'organise et le 13 septembre, le nouveau projet de ferme est présenté devant une centaine de personnes. Un terrain est trouvé à quelques centaines de mètres du village au lieu-dit "La Batailleuse" : ce sera le nom de la ferme. Le bâtiment est conçu afin de faciliter la circulation des enfants : dans les étables, les vaches sont placées cul à cul pour que les enfants les voient de face en passant sur un couloir circulaire. De l'autre côté de ce même couloir se trouvent les cages à lapins. Au-dessus de l'étable se trouve une salle de classe d'où l'on peut voir à travers des baies le travail de ceux qui s'occupent des bêtes à l'étage en dessous. La salle de transformation du lait en fromage est elle-même conçue avec des vitres basses pour que les enfants puissent voir le travail sans que cela pose des questions d'hygiène. Le bâtiment sera construit pendant l'année 1987. C'est une réussite !

Parallèlement, sur le terrain de l'ancienne ferme, un nouveau centre d'accueil est entièrement reconstruit. Dès 1988, les activités d'accueil (loisirs et fermes) sont de nouveau opérationnelles.

La Batailleuse aujourd'hui

Le collectif de la ferme de la Batailleuse, au statut d'association, est au-

jourd'hui propriétaire du centre d'accueil (50 places en cinq salles), de la ferme et des deux hectares qui l'entourent et ils louent 110 hectares dont la moitié sont des communaux. Il y a 60 chèvres dont le lait est transformé sur place, 24 vaches (150 000 kg de lait par an vendus dans une fruitière du village voisin), 12 cochons (abattage à la ferme autorisé dans le cadre d'une ferme pédagogique), de nombreuses volailles, lapins, une quinzaine de poneys et de chevaux (pour promener les enfants : à toutes les vacances scolaires, une colonie est organisée autour d'un thème qui concerne les animaux de ferme).

Les liens avec les syndicats ouvriers ont faibli en même temps que ces derniers ont eux-mêmes faibli. Par contre, le collectif est aujourd'hui adhérent à la Confédération paysanne et ponctuellement, ils mènent des actions de solidarité avec des luttes, comme récemment en 1995 pendant les grèves des cheminots.

Les liens extérieurs se sont faits pendant un moment via un bulletin "Contre-Courant" édité en offset par l'imprimerie, mais cette dernière ne s'est jamais vraiment développée et aujourd'hui le bulletin "Les amis de la Batailleuse" est fait en photocopie.

Fonctionnement

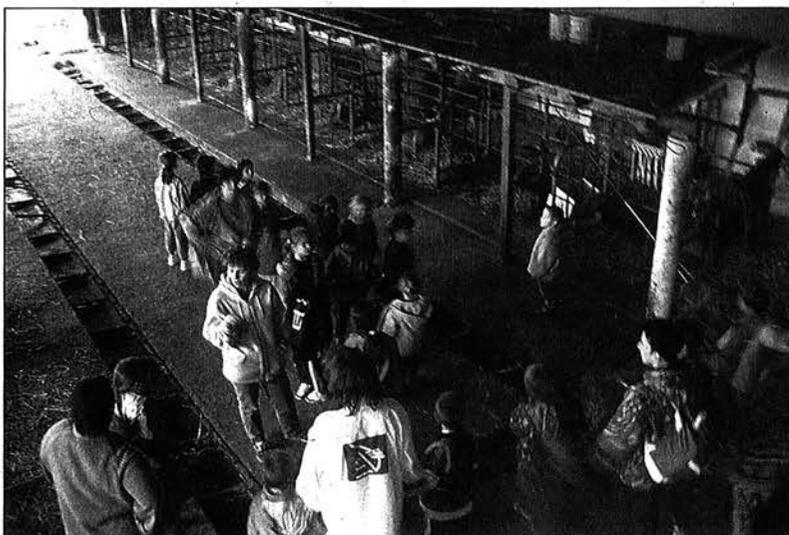
Il y actuellement 13 personnes salariées — la plupart à temps partiel — dans le collectif, dont la plupart sont là depuis fort longtemps, ce qui explique une certaine homogénéité des âges : beaucoup ont dans la trentaine. Le contrat de travail prévoit actuellement le logement, la nourriture, 1200 F par mois et les congés payés.

Chaque personne ou famille dispose d'un espace privatif et des logements ont été loués pour cela dans le village. Tout le monde se retrouve le matin au petit déjeuner (après la traite pour ceux qui s'y collent) et à midi pour un repas commun. Le lundi matin est consacré à élaborer le planning de la semaine. Le principe du planning est de s'assurer d'une rotation des tâches afin de dégager au minimum une journée libre et une soirée libre pour chacun.

Les décisions sont prises le plus souvent au consensus. Pour les décisions matérielles, des votes à la majorité sont parfois organisés ; par contre pour les décisions touchant à la vie du collectif, ils essaient de pousser les discussions jusqu'au bout.

En cas de conflit interpersonnel, il n'y a pas vraiment de méthode. Lorsque l'on constate que cela arrive à bloquer le groupe, il a parfois été choisi que certaines personnes prennent une

Visite des étables par une classe scolaire



année sabbatique. Globalement, aujourd'hui, un fonctionnement non hiérarchisé et une plus grande habitude du fonctionnement de la ferme crée moins de stress et les conflits sont moindres.

Arrivée d'une personne

Lorsque des personnes arrivent, elles sont intégrées dans le planning, même si elles ne font pas partie du collectif. Il y a d'ailleurs régulièrement des personnes qui viennent en renfort pendant les périodes des vacances pour soutenir dans tous les secteurs, en particulier des animateurs. Ils n'ont alors par le même statut (bénévoles, ils disposent de deux jours de congés). Il n'y a dans les faits pas de règles écrites. A un moment donné, le groupe donne son acceptation pour l'entrée dans le collectif.

En cas de départ, il n'y a rien de prévu : on arrive sans rien, on repart sans rien.

Solidarité internationale

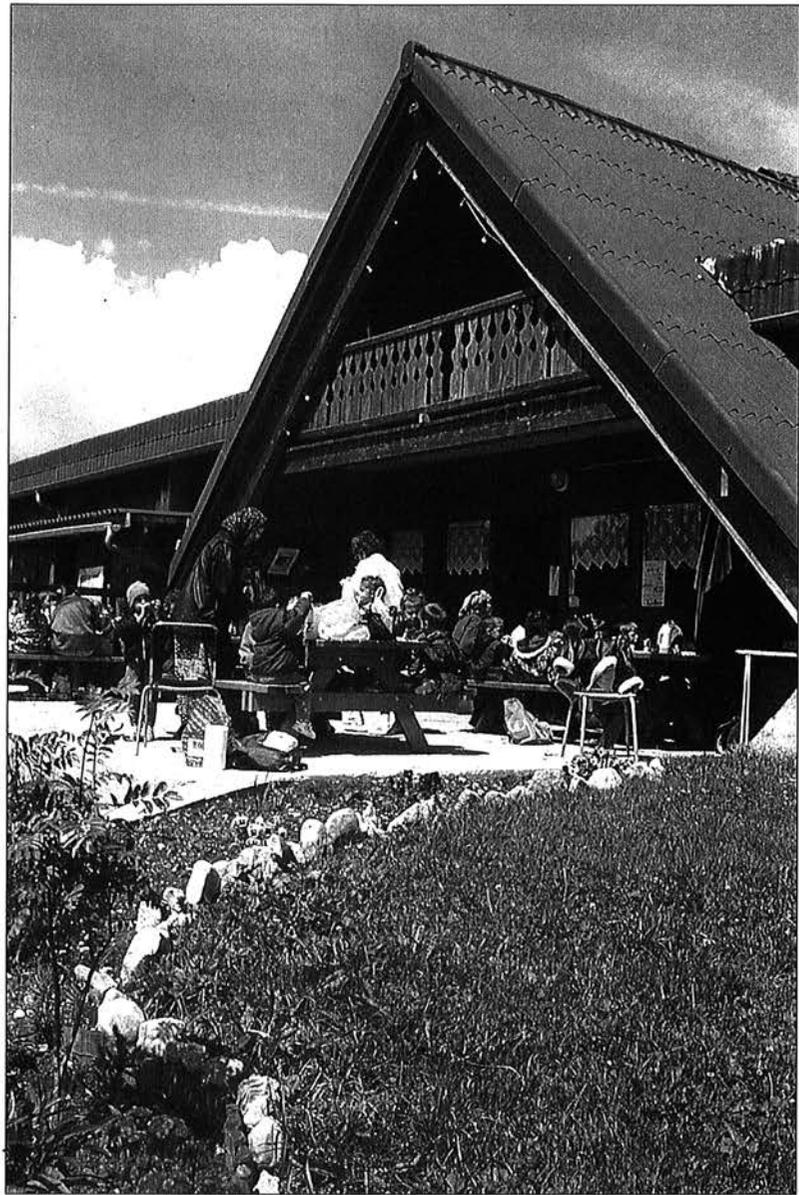
Le travail en équipe leur permet de détacher des personnes du groupe pour aller en délégation dans d'autres lieux et les voyages à partir de la ferme sont nombreux.

Certains des voyages se font dans la région : visite des fermes communautaires de Froidevaux, visite au Biolopin... D'autres se font beaucoup plus loin.

Ainsi, des liens ont été tissés entre le CLAJ et le gouvernement révolutionnaire du Bénin dès 1974 et ils se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui. Une délégation de la ferme a participé à une ferme internationale de la Jeunesse au Bénin de 1991 à 1993. Des échanges de permanents ont également eu lieu pendant deux ans pour les aider à démarrer des projets de ferme collective par groupe d'une dizaine de personnes, mais le choc culturel a été énorme et l'expérience de la Batailleuse s'est révélée non transposable. De plus, c'est la ferme d'ici qui devait supporter le poids financier du projet et au bout de deux ans, ils ne pouvaient plus tenir le coup. Le choc culturel a porté sur la religion en particulier (le Bénin est plutôt animiste) avec en particulier le rôle des femmes.

Des voyages ont été organisés en Andalousie (Espagne) pour échanger avec le SOC, un syndicat de paysans sans terre qui organise des occupations de grandes propriétés.

Plusieurs voyages ont été effectués en URSS car à l'époque ils avaient



Une ferme moderne qui reçoit de très nombreuses visites

une certaine croyance dans les perspectives des gouvernants communistes. En 1989, en pleine perestroïka, ils sont intervenus dans une université d'été et ont proposé la création d'une "ferme verte" qui aurait fait la promotion de l'écologie dans la région de Moscou, mais le projet n'a pas abouti.

Des Cubains et des Zapatistes sont également venus en visite à la ferme.

Marxisme et écologie

A l'origine, l'une des originalités du lieu était l'organisation régulière de formation au marxisme. Il y avait encore une grande croyance dans les possibilités de l'idéal communiste. Si aujourd'hui, certains lisent encore l'Humanité, on sent que l'idéologie du groupe est plus plurielle. D'une part, il y a beaucoup d'interrogations sur l'écologie et ses rapports à la gauche ;

il y a aussi beaucoup d'interrogations sur les communistes libertaires (rencontrés via les Zapatistes).

Concernant l'écologie, ils se sont penchés sur le recyclage des déchets, ils font des essais dans le sens de l'agriculture biologique avec notamment le développement du compostage et une baisse progressive de l'usage des engrais. Ils ont aussi des liens d'amitié avec l'association des Bergères et Bergers et Amis du Jura, une association franco-suisse, qui depuis plusieurs années se bat contre les projets d'aménagement destructeurs auxquelles la région n'échappe pas (1).

La batailleuse, c'est le pari réussi d'une ferme à contre-courant, fonctionnant en propriété collective, avec des rapports sociaux différents.

Contact : Ferme de la Batailleuse, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 15.

(1) Association des Bergères et Bergers et Amis du Jura, La Petite Echelle, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 93 40.

VIVRE ENSEMBLE

LE BIO-LOPIN

Pendant quinze ans, dont dix sous forme de GAEC (Groupeement agricole d'exploitation en commun), Alain Richard travaille avec son frère sur la ferme familiale. Pour diverses raisons, le GAEC est dissous en 1985. Alain Richard se retrouve avec 25 hectares, très peu de matériel, et une compensation financière. Sur ces terres, il n'y a aucun bâtiment.

complètent entre elles, sont source d'efficacité, de rentabilité, et d'harmonie".

Pour démarrer ce que sera le Bio-Lopin, il a construit une grange et un local de vente des produits biologiques du terroir près de chez lui qui valorise ainsi au mieux les productions et crée un débouché supplémentaire pour les agrobiologistes de la région.

N'ayant aucun autre bâtiment, il cherche à faire une maison bioclima-

tique autonome. C'est alors qu'il assiste à une conférence de François Tanguay, animateur radio québécois, qui a publié plusieurs ouvrages sur l'habitat écologique comme le "Petit manuel de l'Autoconstruction". Sa démarche générale, ses conseils en construction, vont enthousiasmer Alain Richard. Cela répondait exactement à ce qu'il cherchait : murs en bois cordé, toit végétal, toilettes à composter, filtres à eaux usées, plancher chauffant, serre solaire, capteurs solaires pour l'eau, électricité par photopiles... Les photopiles coûtaient moins cher qu'un branchement EDF, en site isolé et elles comblent les besoins en éclairage et en petits appareils ménagers (une cave enterrée économise déjà le frigo). Un groupe électrogène de 3 kWh fait tourner les outils d'atelier. La prise de force du tracteur est aussi utilisée pour certains travaux. En 1991, l'AJENA (1) l'a aidé à installer un séchoir solaire pour les fruits qui lui permet de commercialiser des fruits séchés. (2)

En facilitant l'autoconstruction, le projet de village écologique du Bio-Lopin connaît un succès certain, mais les difficultés dans l'application du fonctionnement collectif posent aujourd'hui bien des problèmes.

... au village éco-biologique

Le succès de cette habitation en bois cordé va progressivement amener de plus en plus de visiteurs sur l'exploitation et, naturellement, Alain Richard va être amené à organiser des stages de formation pour ceux et celles qui veulent à leur tour construire leur

(1) Association du Jura pour les énergies alternatives, 195 route de Besançon, 39000 Lons, tél : 03 84 24 76 60.
(2) Pour en savoir plus sur les techniques utilisées sur le site du Bio-Lopin, nous vous renvoyons au reportage déjà publié dans le hors-série de Silence "Les métiers de l'écologie".

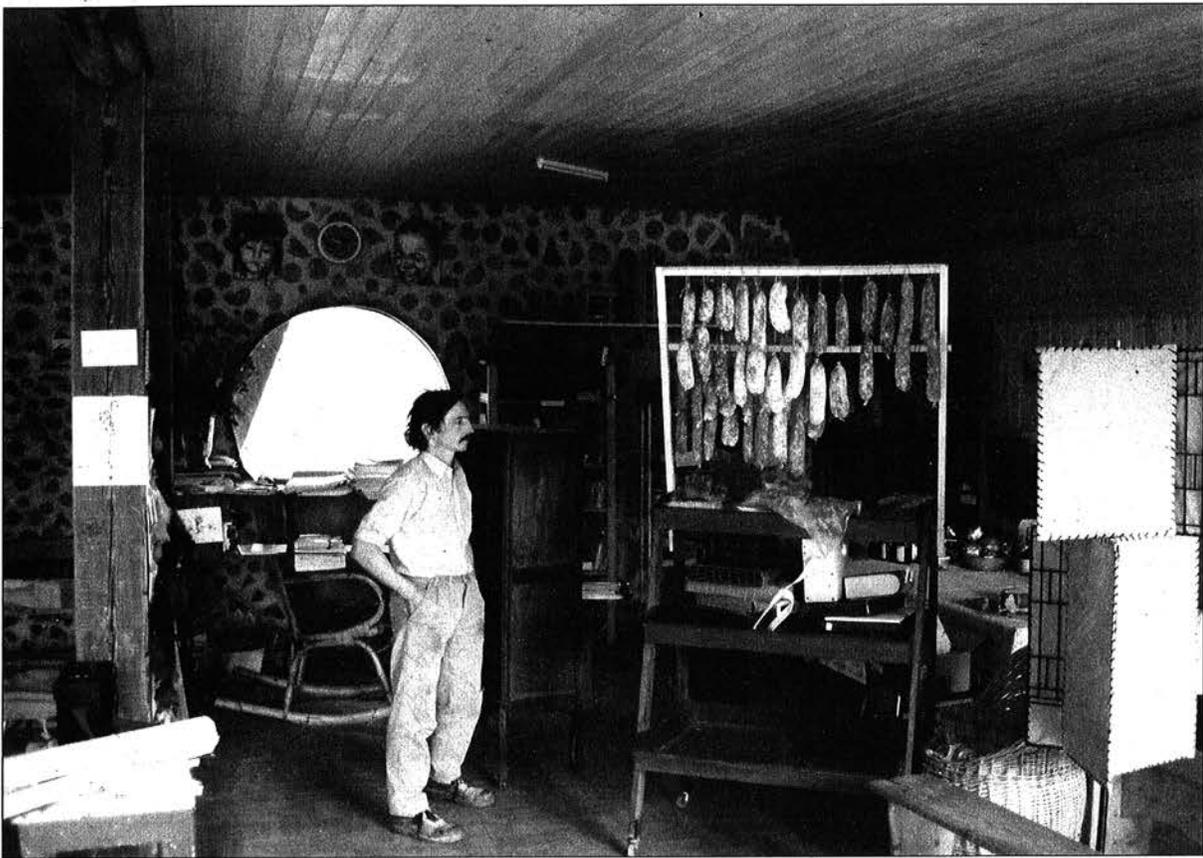
Alain Richard cherche alors à "combiner un projet alliant agriculture et énergie. Voir la ferme non plus uniquement comme une unité de production de biens alimentaires, mais comme la base matérielle du développement de plein d'activités, d'un milieu rural vivant, alliant le culturel au culturel, à l'artistique, au social, à l'artisanal, à l'accueil touristique..." Alain Richard va chercher à développer une alternative aux problèmes actuels de surproduction, de revenus de misère pour les agriculteurs, de désertification de plusieurs petites régions jurassiennes.

Promouvoir l'agriculture biologique, les énergies douces et renouvelables, la santé de l'habitat... Tendre à l'autonomie... Innover, expérimenter... Très vite, Alain Richard va lancer l'idée d'un projet collectif sous forme d'un village écologique.

Du démarrage individuel...

Persuadé qu'il n'y a pas d'autonomie sans agriculture, il mise d'abord sur des productions diversifiées en agrobiologie : "la spécialisation est l'envers de l'agrobiologie et de l'écologie, alors que plusieurs productions se





Le premier magasin à l'origine du Bio-Lopin

maison. Ces stages présentent plusieurs techniques naturelles : outre le bois cordé, les techniques de bardages ou de mur en paille sont mis en pratique... Alain Richard en profitant au passage pour agrandir progressivement ses bâtiments. En passant des annonces dans la presse militante, Alain Richard va ainsi rencontrer des personnes aux motivations multiples. Beaucoup d'entre elles resteront au stade du rêve mais la technique se développe : pendant les sept premières années, il aide à la construction d'une centaine de maisons en bois cordé et le bon vieillissement de la maison d'Alain Richard ne peut qu'encourager d'autres personnes à le suivre sur cette voie.

Alain Richard s'impliquant de plus en plus dans des activités extra-agricoles, il manque de temps. Constatant qu'il y avait un fort potentiel d'activités à développer dans le domaine écologique, il lance l'idée de développer autour de chez lui un lotissement éco-biologique. Pour cela, il crée avec quelques amis une société civile de lotissement et achète, en 1992, un terrain de deux hectares bien exposé à côté de chez lui où il est possible de construire d'autres maisons bio-climatiques. Le projet prévoit que l'ensemble des habitations seront autonomes pour l'électricité (avec des photopiles) même si cela coûte moins cher d'amener un transfor-

mateur EDF sur place. Concernant l'eau, une conduite amène l'eau sur place et il est prévu l'installation en aval d'une station d'épuration par lagunage.

Les premiers arrivants

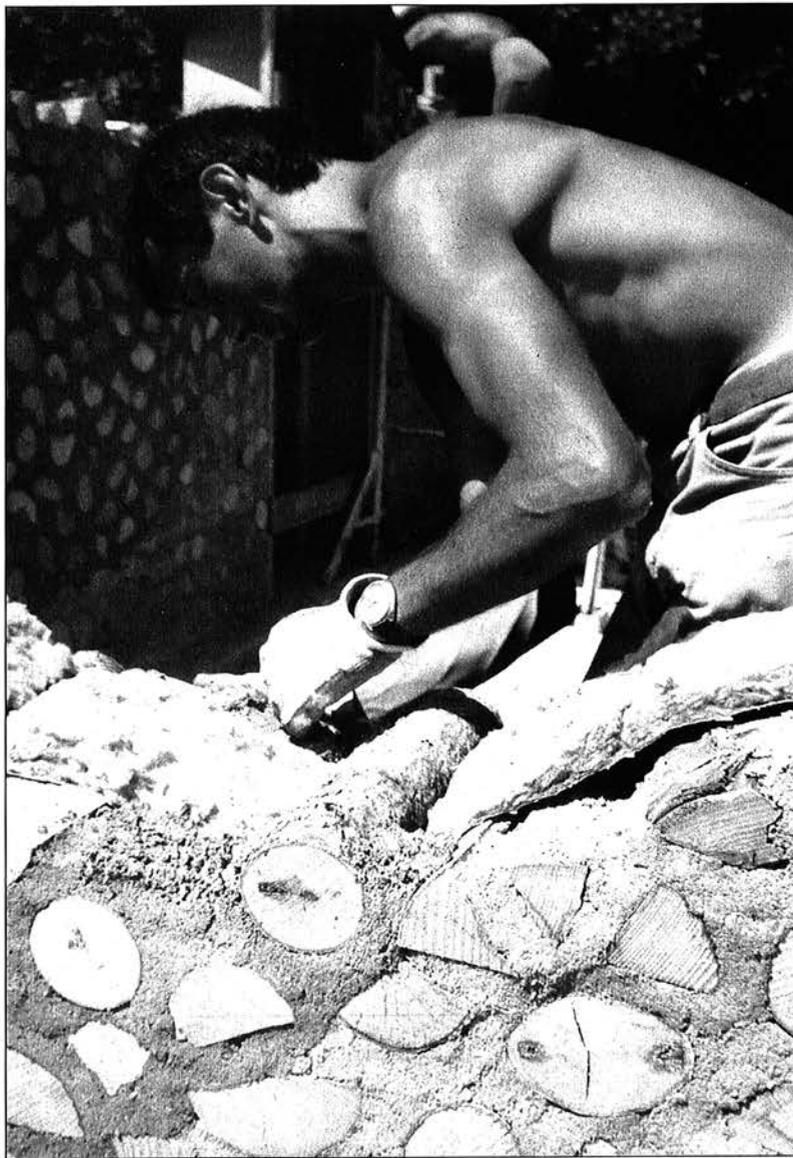
A partir du printemps 1993, des personnes commencent à s'installer. Les premiers sont Daniel Morgan et Valérie Maffre. Lui étant thermicien de formation, il développe un bureau de conseil en énergie à Moirans-en-Montagne qui travaille avec les associations de promotion des énergies renouvelables bien implantées dans le Jura. Valérie Maffre travaille à Lons puis elle a aidé à la mise en place d'une crèche municipale à Moirans. Restés pendant trois ans et demi au Bio-Lopin, ils finiront en fait par s'installer à Moirans. Les autres personnes qui ont investi dans la société civile ne viendront pas : il y a loin du rêve à la réalisation et l'absence de sécurité financière est le frein le plus important.

Ce sont donc d'autres personnes qui vont venir s'installer au Bio-Lopin... et pas sur le terrain acheté par la société civile. Des stagiaires conquis par le lieu et surtout la possibilité d'essayer de vivre autrement vont s'installer soit dans des caravanes soit dans de

petites pièces construites l'une après l'autre. En dessous de 20 m² pas besoin de permis de construire : une simple autorisation suffit. Dans le cas du Bio-Lopin, comme l'ensemble finit par faire un grand bâtiment, il aurait théoriquement fallu à chaque fois des permis de construire, mais dans les faits, cela n'a pas toujours été fait. Aujourd'hui, il y a trois logements de 30 à 45 m² habitables, une caravane, et une chambre (17 m²).

A partir de 1995, Jean-Luc Botti, menuisier de formation, travaille au Bio-Lopin et participe à l'activité construction, en tant qu'employé de Spirale, une société mise en place pour assurer l'encadrement des chantiers extérieurs. Alain Richard travaille également dans cette société. Par petites annonces dans la presse écolo, Alain Richard trouvera des gens pour venir reprendre chez lui l'exploitation agricole et aussi pour développer d'autres activités. Également en 1995, Marie-Christine va venir s'installer sur place pour animer un atelier de sculpture.

Les stages d'autoconstruction sur place permettent à chaque fois de construire de nouvelles pièces qui se transforment ensuite en chambres d'hôtes, en ateliers... Comme il ne faut qu'une semaine pour installer une pièce supplémentaire, il est donc très facile d'accueillir des gens nouveaux.



Très connu pour ses chantiers d'auto-construction en bois cordé, le Bio-Lopin a plus de mal à gérer sa croissance intérieure.

Mais tout cela ne définit pas un projet. Il y a souvent un choc pour les arrivants qui n'ont souvent jamais expérimenté avant ce qu'est une vie collective ni ce que sont les contraintes d'une exploitation agricole qui reste quand même le point central du projet. Il y a également un flou sur les prises de décision lié à l'histoire du lieu : il y a une différence notable de statut entre Alain Richard, propriétaire des terrains, d'une bonne partie du matériel et des jeunes qui arrivent souvent sans rien. Il est donc rapidement apparu, malgré toute la bonne volonté d'Alain Richard, une faille entre lui et les autres.

Problème de structures

Depuis maintenant quelques années, une réflexion a été engagée pour trouver un moyen de passer de la propriété individuelle à la propriété collective, mais les notaires du coin ne semblent pas

très chauds pour aider à mettre en place un tel projet et malgré des rencontres avec des notaires de plus en plus éloignés, il n'a pas été trouvé de solutions administratives à ce problème qui de fait finit par pourrir les relations entre les gens.

Il est bien envisagé de monter une société civile propriétaire des terrains et des bâtiments dans laquelle Alain Richard apporterait au départ ses terres et le construit comme capital et les arrivants pourraient alors devenir copropriétaires en prenant des parts progressivement dans cette société, mais cela laisse un problème : du fait de l'importance de ce qu'amènerait Alain Richard, il sera toujours et pour longtemps le principal actionnaire de cette société. Il est donc nécessaire de mettre en place une deuxième structure qui soit le collectif des habitants du Bio-Lopin, qui soit "locataire" de la société et dans laquelle des règles de fonctionnement prévoieraient un échange équitable.

Alain Richard a une grande confiance dans les gens et a toujours essayé de fonctionner sans règle formelle. Ceci rend de fait les conflits — inévitables dans un groupe — impossibles à régler. Conséquence : les gens s'installent, s'investissent beaucoup au début, découvrent les difficultés de fonctionner de manière alternative, se lassent et souvent s'en vont.

Aujourd'hui, on assiste donc à une juxtaposition de petits groupes qui fonctionnent assez bien, mais le collectif fait cruellement défaut. Ceci a, par exemple, conduit Jean-François et Fatima, arrivés en mars 1996, après la lecture d'un article dans "Nature & Progrès" à avoir fait le choix d'avoir un logement à l'extérieur et à ne venir au Bio-Lopin que pour y travailler (dans le jardin bio). Pour eux, il est important d'assurer ce qui marche pour le moment : un lieu de travail avec des gens intéressants et de multiples formes d'alternatives qui cohabitent. La vie collective étant pour le moment en recherche, ils restent à l'écart pour "éviter le poids de l'affectif". De fait, si Alain Richard est censé habiter sur place, il a lui aussi choisi de privilégier le travail (stages d'autoconstruction à l'extérieur) ce qui rend parfois difficile les rapports entre ceux qui restent et ceux qui ont des activités externes.

Ils ont tous conscience de la présence d'un cercle vicieux : les remises en cause du projet font que les gens ne restent pas. Le fait que les gens ne restent pas entraîne l'impossibilité de faire progresser le projet.

Si l'autoconstruction et d'autres techniques alternatives sont un excellent moyen de faire face aux questions financières qui souvent gênent les projets collectifs, cela reste des moyens et non un but.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer plusieurs personnes qui étaient parties du Bio-Lopin. La critique est toujours la même : la difficulté de passer du projet d'Alain Richard à un projet collectif. Mais tous sont au moins d'accord sur un point : quand on passe au Bio-Lopin, on en sort "grandi" : on apprend au moins ce que sont les difficultés de vivre ensemble.

Pendant les longues soirées d'hiver, les discussions se poursuivent pour essayer d'améliorer ce fameux projet. Même si cela n'avance pas vite, cela a le mérite d'exister et comme le dit Marie-Christine : "D'habitude je serais partie, mais là je reste car je ressens quand même une influence positive".

Contact : "Le Bio-Lopin", Saint-Maur, 39570 Lons-le-Saunier, tél : 03 84 44 23 92.

VIVRE ENSEMBLE

LE CUN DU LARZAC

Acette époque, les mouvements non-violents étaient traversés par un débat très dur entre les tenants de la vie communautaire et spirituelle et ceux de l'action politique. Chacune de ces tendances excluait la valeur de l'autre. C'est dans ce contexte que le Cun a voulu montrer qu'elles n'étaient pas incompatibles. Car si il y avait une certaine pertinence du discours sur la résistance non-violente dans les situations de conflits internationaux, si les modes non-violents d'intervention publique étaient bien dé-

Le projet du Cun du Larzac est né pendant la lutte contre l'extension du camp militaire en 1975. L'équipe qui lance ce projet est composée de cinq personnes dont quatre objecteurs insoumis à l'ONF. Trois parmi ces cinq sont proches de l'Arche de Lanza del Vasto, une autre proche des Comités de Lutte Objecteurs, la cinquième vient de passer 5 mois en paroisse, dans les Cévennes, comme pasteur. Ils se rencontrent sur le plateau et formulent l'idée de se solidariser, en tant qu'objecteurs, à la résistance des Paysans du Larzac. Il

Le Cun du Larzac existe depuis plus de 20 ans. Dès l'origine, son option pour la non-violence active intégrait la recherche de cohérence entre la fin et les moyens de l'action. La vie communautaire représentait donc un champ d'application et d'expérimentation directe et quotidien de la résolution non-violente des conflits.

veloppés, par contre rien n'avait été réellement développé, au delà des bonnes intentions autogestionnaires ou communautaires, concernant la problématique du partage du pouvoir, le rôle du leader, ou les fondements de l'autorité.

Pour autant la démarche du Cun n'était pas facile et cette expérience a été semée d'embûches. Mais elle n'a jamais été remise en cause et par delà les difficultés, c'est précisément cette dimension communautaire qui a attiré toutes les personnes qui se sont engagées dans le projet. Elle fait partie de ce pari formidable, que par delà les peurs, les différences entre personnes, et les contraintes d'un projet novateur, il y a toujours la place pour une dynamique puissante, celle du groupe, dès lors que chacun a pu exprimer et cheminer dans un climat de confiance et de respect.

s'agit de créer un "centre de recherche et de formation sur la défense civile et populaire non-violente" selon le jargon militant de l'époque

Le Cun est donc fondé dans une ferme, acquise par l'armée squattée en Octobre 1975, et située dans le sud du périmètre d'extension. Une association est créée au printemps 76. Ses habitants en sont chassés fin octobre 76. La première communauté éclate. Le projet redémarre dans un hameau tout proche en décembre 76. En Août 77 une Société Civile Immobilière est créée pour acheter un terrain et construire un nouveau centre d'accueil, dans le nord du périmètre d'extension cette fois. Travaux entrepris sans permis, interruption, condamnation... En juin 1979 le Cun déménage sur le terrain où il est encore aujourd'hui, et s'installe... sous

la tente. Octobre 1979, construction très rapide d'une maison en bottes de paille pour loger les permanents et la bibliothèque. Mars 1981, reprise illégale des travaux du centre d'accueil. Novembre 1981 : les dernières fenêtres sont posées. En 1983, régularisation du permis de construire et du camping. Travaux d'agrandissement et d'équipement (citernes, traitement des eaux usées) jusqu'en 1987. 1991: électrification par éolienne (et deuxième prix départemental de l'environnement en 1992). 1994 : installation chauffage central au bois dans le centre d'accueil... La SCI compte plus de 1700 copropriétaires, l'association est locataire des lieux, le groupe communautaire des permanents a beaucoup évolué.

Conflit entre projet politique et projet communautaire

La vie en communauté ne posait aucun problème à la première équipe : par choix, par conviction, par nécessité, celle-ci reposait sur des principes simples. Caisse commune (et 100 F mensuels d'argent personnel), partage des revenus et des tâches quotidiennes, chambre individuelle, lieux et outils (véhicule...) communs... Le premier conflit important s'est cristallisé autour de la place de la vie communautaire dans le projet : la priorité est-elle donnée à la vie communautaire des résidents ou au projet d'accueil et de formation. Ce n'était pas contradictoire en principe mais cela avait des conséquences immédiates sur la répartition des locaux. Dans la mesure où les lieux restent imbriqués par nécessité ou par choix, c'était une source de tensions. Ce conflit donne alors l'occasion de rédiger différents textes d'orientations pour le projet. C'est finalement l'orientation "priorité au projet politique" qui est retenue par le Conseil d'Administration de l'époque. Mais l'expulsion manumilitari en octobre 76 remet en cause le fragile consensus construit dans cette première équipe : les membres de la communauté se dispersent. Le redémarrage peut se faire dans une perspective clarifiée : la vie communautaire de l'équipe permanente est une des dimensions du projet politique, un des aspects de la recherche de cohérence chère à Gandhi, mais pas le centre du projet.

Beaucoup plus tard, en 1987, l'arrivée d'un couple a provoqué un nouveau conflit, mais dans le sens inverse : ce dernier venait avec une démarche très professionnelle pour développer l'activité "accueil". Cette démarche, juste au fond, mais trop brusque dans la forme, remettait en cause trop de comportements individuels (exigence de responsabilité) et d'équilibre entre "professionnalisme" et "communautarisme".

Aujourd'hui encore, cette tension demeure. Une certaine concurrence entre la logique communautaire (res-

Hervé Ott. Après des études de théologie, il obtient le statut d'objecteur mais s'in-soumet à l'affectation à l'ONF (1975) et rejoint les Paysans du Larzac. Après la période de la lutte et de "normalisation" (1975-1985) il intervient fréquemment dans la Pacifique Sud (Nouvelle-Calédonie et Polynésie), en Afrique... pour faire de la formation à l'Approche Constructive des Conflits (non-violence) (1985-1995). Depuis 1995, il intervient plus en banlieue parisienne et a développé des stages internationaux de formation professionnelle (formation d'entraîneurs à l'intervention civile, à la pédagogie interculturelle...). Il portera à partir de 98 la responsabilité "solidarités et partenariats"

Isabelle Denoix arrive en juillet 1994 comme permanente. Elle a auparavant enseigné les maths, le yoga, puis a travaillé dans des organismes de gestion (en particulier à la Boutique de gestion de Grenoble). Elle a depuis plusieurs années une démarche de développement personnel (Analyse transactionnelle, programmation neuro-linguistique, écoute psycho-énergétique) et à la notion de soutien mutuel. Elle est venue au Cun parce qu'elle était intéressée par la démarche communautaire. Elle porte au Cun la responsabilité de la formation, de la gestion. et anime les vécus.

Brigitte Cassette arrivée au Cun en 1991 après avoir voyagé cinq années dans le monde de l'alternatif, Brigitte Cassette développe le secteur jeune au Cun. Responsable de la communication au sein de l'association, elle est passionnée par la recherche dans l'éducation à la paix au sens large (paix avec soi, les autres et l'environnement). Licenciée en sciences de la nature et de la Terre, elle était enseignante et animatrice avant d'arriver au Cun.

Valéry Borraz, arrivé au Cun au départ comme volontaire pour effectuer une étude de gestion en juin 1993, il choisit après quelques volontariats d'y effectuer, son service civil (1995/1996) en travaillant à l'accueil et à la construction, en militant pour l'objection de conscience avec un investissement particulier pour la réunion internationale de l'ICOM 96 qui s'est déroulé au Tchad. Ces vingt mois de service terminés, il pose sa candidature pour devenir permanent de l'association, responsable de l'activité accueil. Vivre et travailler ensemble était pour lui un pari qui semble aujourd'hui gagné ; notamment en brisant les sphères relationnelles de vie professionnelle et de vie privée, en considérant son investissement au Cun comme une activité et non pas comme un travail.

Guillaume Groulard, objecteur au Cun depuis septembre 96. Son projet est de développer des animations jeunes intégrant l'éducation à la paix et l'éducation à l'environnement. Intéressé par la démarche communautaire du Cun, très différente de celle qu'il a déjà connue, notamment dans le pari du Cun de la vivre au-delà du simple partage du travail avec un roulement fréquent des personnes.

Corinne Lebland est responsable du jardin, travaillé en permaculture, et de la cuisine donc de la politique alimentaire du Cun : produits issus d'un commerce équitable, peu ou pas de viande, équilibre et économie des repas...

pecter le rythme des personnes, intégrer les enfants...) et les contraintes professionnelles n'a pas disparue. Rangement et propreté sont les deux maelles des conflits d'espace et de responsabilités ! Mais elle est mieux vécue, peut-être parce que perçue comme essentielle au projet : le choix de ne pas couper la vie quotidienne de l'équipe permanente d'avec l'accueil du public en séjour a été réaffirmée récemment.

Des statuts et procédures de candidatures

A partir de 1980 il y a tentative de clarifier les statuts des personnes. Jusque là, toute personne engagée pour un an ou plus fait partie de la communauté et à ce titre prend part à toutes les décisions concernant le quotidien et l'avenir. Pourtant il y a un mal vécu pour le-s plus anciens par rapport aux personnes qui arrivent : sont-elles légitimes à prendre des décisions dont elles n'assumeront pas les conséquences ? On distingue alors les permanents (après deux ans de présence et un engagement dans le long terme) et les stagiaires. Mais il est vrai que cette distinction reste formelle dans la mesure où ne sont pas clarifiés dans le détail les responsabilités qui incombent aux permanents. Et...où il n'y a de fait qu'un seul permanent... Il a été fait remarquer plus tard que faire attendre deux ans pour pouvoir prendre vraiment des décisions revenait à attendre que la nouvelle personne épouse bien le moule. Que s'il l'on voulait intégrer du sang neuf et de nouvelles approches en prise avec l'évolution de la société, il fallait donner la possibilité d'être responsable plus vite (il a alors été fixé une fourchette de 3 mois à 2 ans).

Ce n'est qu'en 87-88 que cette démarche a abouti réellement, après le grave conflit qui s'est soldé par le départ du couple venu pour l'accueil.

Ce fut aussi l'occasion de repréciser toutes les procédures de candidatures pour faire partie de l'équipe. Et le constat a pu être fait que chaque conflit autour d'une candidature s'est mal réglé parce que la procédure définie n'avait pas été respectée. Il est aussi acquis depuis cette époque que si en cas de conflit, une personne de l'équipe demande une médiation extérieure, celle-ci ne peut pas être refusée. D'autres améliorations ont été apportées, d'autres le seront sans doute encore. Mais le conflit dynamique demeure entre respect des procédures et respect des personnes...

Après une longue période de remise en cause de cette distinction dans les statuts pour cause de non pertinence, elle a été réaffirmée tout récemment à partir d'une définition de responsabilité dans le travail : les permanents assument les responsabilités centrales du projet, les stagiaires ont des responsabilités ponctuelles ou sont accompagnés par les permanents.

De l'organisation

En 83-84 est entreprise une grande remise à plat du projet. C'est une époque où il y a une certaine stabilité de l'équipe composée de 5 couples, où vont naître 3 enfants. Il est fait appel à un intervenant extérieur (Gérard Rousset de Culture et Liberté) pour aider à démêler l'écheveau. Après débattage, il propose de distinguer ce qui relève de l'organisation, de la structuration — en faisant appel à Charles Maccio — et ce qui relève des relations.

C'est à cette occasion qu'est mis à nu un processus constitutif des phénomènes de leadership : alors que tous les membres font le bilan de leur mal vécu, évoquent des émotions, il est fait remarquer qu'Hervé Ott n'a pas fait de bilan, mais a proposé des solutions. Ce qui ne fait qu'accentuer l'impression de distance, l'image de la locomotive qui tire tout ce qu'elle peut et des wagons qui freinent parce que ça va trop vite.

L'intervention de Charles Maccio va permettre d'entreprendre :

- une mise en forme structurelle des orientations communautaires-autogestionnaires ;

- une réorganisation du travail par secteur d'activités, indépendants et coordonnés ;

- une redéfinition des orientations contenues dans le Projet d'Orientation toujours en vigueur. En clarifiant les champs de pouvoir et les responsabilités cette organisation permet de mieux distinguer les conflits de personnes et les conflits de responsabilité. En rédisant collectivement le Projet d'Orientation, chaque personne a pu se sentir mieux impliquée.

Devenue "monstrueuse" après plusieurs années, par une réduction des effectifs, par la nécessité pour chacun de recentrer son travail sur une activité prioritaire, cette organisation n'a plus réellement fonctionné. Il a fallu l'arrivée de nouvelles personnes et le départ d'autres pour provoquer une remise à plat de l'organisation (1995-1997). Toujours avec l'accompagnement bienveillant de Charles Maccio. Et autour des mêmes convictions : au cœur de la démarche autogestionnaire, la source du pouvoir est dans le travail et non dans l'argent (par le paiement d'une cotisation). Donc, ce sont les permanents de l'association qui prennent les décisions. Le CA étant là pour vérifier l'accord de ces décisions avec les orientations de l'AG et pour aider à la prise de décision. Mais cela ne va pas sans poser de problèmes par rapport à l'esprit de la loi 1901 et la crise que traverse la vie associative dans son ensemble.

Ne restait toujours pas clarifiée la place de la communauté dans le quotidien. Après avoir créé des réunions où n'étaient débattues que des questions de travail, il n'y avait plus de place, plus de force, plus de temps, pour gérer le reste, les relations.

Le Vécu ou la place de la personne

C'est le conflit avec le couple de l'accueil qui permet de faire le pas en 88. Constatant qu'il n'y avait plus d'espace pour gérer les conflits interpersonnels, il a été institué une rencontre hebdomadaire pour parler de son vécu. Cette première tentative a été douloureuse car les participants se tournaient plus facilement vers le négatif que vers le positif. Le poids des activités extérieures dominait le besoin de temps nécessaire à l'élaboration d'une vie communautaire. Elle n'en sera pas moins maintenue et améliorée constamment avec des formes et des rythmes très divers. L'amélioration du contenu des échanges a été patente grâce en particulier à la prise en charge de l'animation par une personne de l'équipe. Cette réunion, qui a pris des formes et des rythmes très divers, a pour fonction de faire s'exprimer justement ce qui est de l'ordre de la personne et de ses relations. On n'y prend pas de décision, c'est surtout l'écoute qui en est le fondement. C'est le moment privilégié pour découvrir l'autre dans toutes ses dimensions. Le regard sur l'autre peut être plus indulgent parce que respectueux de toute la personne. Et pas seulement de ses décisions.

Cette institution du "vécu" a sans doute permis de faire un grand pas dans la cohésion de l'équipe et dans une meilleure compréhension de chacun.

De la vie spirituelle

La question des fondements spirituels de la vie communautaire a toujours traversé cette expérience. Dès le départ le Cun se voulait un projet laïc, sans affirmation spirituelle particulière, ni mise en cause des motivations spirituelles individuelles. Plusieurs tentatives ont duré le temps que des personnes voulaient bien y consacrer : d'inspiration essentiellement chrétienne à certains moments, plus humaniste à d'autres... C'est la dimension du silence qui est développée en ce moment, bien qu'assez peu partagée. C'est plutôt la référence à la non-violence qui a servi de boussole, même si cette notion reste très large et permet de nombreuses orientations prioritaires selon les aspirations de chacun.

Le consensus et l'argent

Toutes les décisions prises au cours de ces vingt ans l'ont toujours été par consensus. Mais cela ne va pas sans pièges. Une première distinction apportée par Maccio a été de distinguer ce qui relevait d'une décision individuelle (champ de pouvoir) et ce qui relevait vraiment du groupe. Ainsi étaient libérées de se prononcer toutes les personnes qui n'avaient pas d'avis sur telle question qui ne rele-



En haut : repas en self-service (20ème anniversaire, été 95)

En bas : travail en session devant le centre d'accueil

vait pas de leur responsabilité. Et pour le reste le droit à l'erreur était reconnu. La deuxième clarification fut qu'on peut prendre des décisions unanimes non uniformes : être tous d'accords de ne pas faire la même chose. Tant qu'on reste d'accord, la cohésion du groupe et ses orientations sont préservées.

Concernant l'argent, il y a eu au départ caisse commune et un peu d'argent individuel. Puis il y a eu des salaires à partir de 1982 (pour être couverts socialement) mais qui restaient gérés collectivement (seul l'argent de poche était touché en liquide). Maintenant, tout le monde touche un salaire, sur la base du SMIC horaire, sans distinction d'ancienneté. Et gère plus ou moins de dépenses en commun (groupe d'achats...). Centrale autrefois, la gestion financière ne joue plus qu'un rôle annexe dans "la démarche communautaire" aujourd'hui.

Baucoup d'appelés... un seul leader encombrant

La communauté du Cun a vécu un très grand "turn over". Avec un seul pivot pendant certaines périodes, avec

plus de stabilité à d'autres. Pour de multiples raisons (précarité des conditions matérielles ? isolement ? manque d'idéologie très référente ? manque de base spirituelle ? trop forte personnalité du leader ? manque de professionnalisme ?...) cette vie communautaire a été vécue par certains comme un frein à l'engagement à long terme. La place et le rôle d'Hervé Ott a été l'objet de confrontations, de réflexions pour que cela devienne la question de chacun.

Aujourd'hui, une certaine stabilité dans la durée semble vouloir prendre corps avec l'investissement de personnes ayant déjà, ou ayant acquis, une compétence professionnelle. C'est le moment qu'a choisi Hervé Ott (dans une démarche programmée 5 ans plus tôt) pour prendre une année sabbatique, abandonner ses responsabilités assumées depuis trop longtemps, et donner de l'espace pour une organisation plus autogestionnaire.

De la "vie communautaire" à la "démarche communautaire"

A partir de 88 est abandonné le terme de "vie communautaire" au profit

CONTACTS

Nous avons trouvé les adresses ci-dessous par diverses sources alternatives. Nous n'en garantissons pas la "qualité" : à vous de vous faire votre opinion. Si vous désirez leur rendre visite, avertissez-les impérativement avant : les groupes ont souvent beaucoup de demandes. Certains préfèrent grouper les visites, d'autres au contraire, les étaler.

(1) Présentés dans le hors-série les Métiers de l'écologie (70 F + 15 F de port).
 (2) Présentés dans le numéro 192-193 de juillet-août 1995. Numéro épuisé, mais le dossier de 30 pages peut vous être envoyé en photocopie contre 30 F franco de port.
 (3) Présentés dans ce numéro.
 (4) À paraître dans les mois à venir. En février : Paulianne. En mars : Village d'Eoures, en attendant la suite...

FRANCE

- **Domaine de Vijalais,**
Autry-Issards, 03210 Souvigny.
Un lieu de vie sous forme d'une ferme anthroposophique (Steiner) accueillant des exclus. Vu dans le Guide des Alternatives.
- **La Nef des Fous,**
Jansiac, 04200 Châteauneuf-Miravail, tél : 04 92 02 61 (2).
- **Longo Maï,**
coopérative européenne, BP 42, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 73 05 98.
A l'origine d'extrême-gauche, déploie une intense activité militante parallèlement à un projet agricole. Longo Maï anime l'association Rhizome qui veut favoriser l'exode urbain et créer de nouveaux lieux coopératifs (2).
- **Ass. "Les Quatre Saisons",**
Le Mouton Noir, 04300 Pierrefeu/Forcalquier, tél : 04 92 75 08 79.
Anime un lieu d'accueil pour stages ou vacances. Lié à Longo Maï (2).
- **Terroir vivant,**
Jean-Pierre et Colette Locatelli, 04330 Blioux.
Installation récente. 3 adultes actuellement + 2 annoncés. 4 dimensions : paysanne et agricole, projet paysager, culturelle et artistique, pédagogique et sociale.
- **Filature de Chantemerle,**
Serre-Chevalier, 05330 Chaffrey, tél : 04 92 24 04 43.
Une coopérative de Longo Maï (2).
- **Eco-Village du Viel Audon,**
association le Mat, 07120 Balazuc, tél : 75 37 73 80.
Fonctionne avec un groupe limité. Chantiers internationaux chaque été depuis une vingtaine d'années pour la reconstruction d'un village (1)
- **Ardelaine,**
Puausson 07190 Saint-Pierreville, tél : 04 75 66 63 08.
Sous forme d'une société coopérative, une vie de groupe qui dépasse largement le seul cadre du travail (1).
- **Longo Maï,**
Treynas, 07310 Chanéac, tél : 04 75 30 45 85.
Une des coopératives de Longo Maï, axée sur l'élevage du mouton (2).
- **Colline jaune,**
07690 Saint-Julien-Vocance, tél : 04 75 34 70 91.
Signalé dans le Guide des Alternatives comme village autarcique sous tipi. Dans les faits, une seule famille.
- **Le Mille Pattes,**
14, rue Pujol 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 66 20 83 ou 05 61 65 82 26.
Jeunes s'occupant de la restauration d'un château. Ont organisé la tenue du camp annuel Ecotopia chez eux au début des années 90. Collaborent au REAS, réseau pour une économie alternative et solidaire. Développement de multiples actions sociales dont un restaurant "bon marché".

- **Communauté de Bois-Gérard,**
10130 Chesy-les-Prés, tél : 03 25 70 67 09 (3).
- **Le Val Dieu,**
11190 Rennes-le-Château, tél : 04 68 74 23 21
Signalé par Terre d'Enneille.
- **Les Sources,**
Domaine de la Plage, 11220 Montlaur, tél : 04 68 24 02 16.
Geneviève Dassier. Projet né en Allemagne de personnes voulant vivre en communauté. Actuellement, 5 adultes permanents + une dizaine de temps en temps. Souhaite favoriser l'accueil de personnes âgées afin des les accompagner jusqu'au bout. Cherche également des Français. Hameau écologique, vie simple holistique, non-violence, décisions à l'unanimité, chacun sa propre spiritualité... mais plutôt philosophie Zen.
- **Association Unité,**
La Plane, 11300 Bourrière, 1 tél : 04 68 31 77 47.
Hameau de vie créé en 1992 à côté de Limoux par Louise Bloemen, Hollandaise astrologue et psychothérapeute holistique et Maryannick Cornou, artiste peintre. Se veut un centre d'évolution personnel tourné vers les artistes, artisans et thérapeutes.
- **Cun du Larzac,**
route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33. (3)
- **Les Truels du Larzac,**
12100 Millau, tél : 05 65 61 00 38.
Une communauté de l'Arche voisine du Cun du Larzac (2).
- **Centre écologique du Boischant,**
Jean-Marie Borgraeve, 31 bis, route de Pondy, 18200 Saint-Amand Montrond. Vu dans le Guide des Alternatives.
- **Montbasset,**
23130 Saint-Julien-le-Châtel, tél : 05 55 62 29 91.
Alain et Éliane Fourré, installés depuis 1993 dans ce hameau, souhaitent en faire un éco-village dans une région préservée, haute en vibrations, rempli de richesses. Lieu de ressourcement et de bien-être. Possibilité de vivre sur place en échange de 30 heures de travail par semaine. Propose un cours d'autonomie rurale sur deux ans.
- **Ambiance Bois,**
23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 67 94 06.
Comme Ardelaine, un fonctionnement collectif au-delà du seul travail (1).
- **Lune-Soleil,**
Anne Dizin, Moulin de Mailleret, 24290 Valojoux, tél : 05 53 50 77 28
Signalé par Terre d'Enneille. Esprit Findhorn.
- **Le Jardin sauvage, Echourgnac,**
24410 Saint-Aulaye, Dordogne (source annuaire US des communautés 1993). Harmonie avec la



Ardelaine (Ardèche)

nature et amitié internationale. Habitat naturel, techniques de lutte contre la désertification, forêt nourricière, santé holistique, plantes médicinales, psychologie animale...

- **Beau Champ,**
24610 Montpeyrroux, tél : 05 53 82 69 98
Domaine acheté en 1991 pour développer un projet autour de la permaculture et des technologies alternatives. Les initiateurs sont anglais et disposent de machines à bois pour fabriquer de nombreuses parties des maisons, techniques d'autoconstruction à l'essai. Permanents sur place, visiteurs pour découvrir les technologies. Végétariens. Projet d'école sur place.
- **Ferme de la Batailleuse,**
25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 15. (3)
- **Paulianne,**
26310 Luc-en-Diois, tél : 04 75 21 37 43.
Créé en 1995 par des Anglais sur un domaine de 89 hectares dont 65 de forêts. Actuellement 3 adultes permanents, 7 associés en attente d'arrivée, 15 autres associés co-propriétaires qui soutiennent. Militants dans différents réseaux : contre les manipulations génétiques, contre les pesticides, avec la Confédération paysanne, ils font de l'agriculture biologique, de l'hébergement et veulent développer des conservatoires végétaux (4).

- **Eoures,**
26560 Lachau
Communauté installée à l'origine dans un village en voie de désertification, puis progressivement installation dans le village d'une cinquantaine d'adultes. Plus de communauté aujourd'hui, mais un village écolo. Le maire est l'animateur des Editions du Souffle d'Or, BP 3, 05300 Barret-le-Bas, tél : 04 92 65 10 61 (4).
- **Collectif de la Valette,**
Hameau de la Vieille Valette, 30160 Rochessadoulle, tél : 04 66 25 32 62 (3).
- **Le Coral,**
30470 Aimargues, tél : 04 66 88 00 12.
Lieu de vie où des adultes accueillent des jeunes en difficulté sociale. Claude Sigala, l'un des animateurs a publié de nombreux livres sur le sujet. Les lieux de vie, en famille ou en collectif avaient été présentés dans le n°142 de Silence.
- **Carapa,**
Château de Vigan, 30480 Cendras, tél : 04 66 30 13 42.
Eco-hameau expérimental créé en 1995 autour du centre européen écologique. 2 permanents vivent sur place. Constructions disponibles pour 4 ou 5 familles. Activités : jardinage forestier, permaculture, cercles énergétiques en architecture, dans les cultures, stages d'été d'initiation à la terre. Veulent remettre en avant les modes de vie aborigènes.

• **Bazian**,
32230 Louslitges,
tél : 05 62 70 95 13.
Présentée dans le "Guide des Alternatives" : communauté créée en 1994 par 33 Allemands et 8 enfants sur 48 hectares. Objectif : vivre naturellement dans une conscience globale et non-violente.

• **Mother Earth Land**,
Domaine de Lix, 32260 Tachaires,
tél : 05 62 65 35 04.
Sur 150 hectares, 40 adultes et leurs enfants dans un esprit nouvel âge, repas macrobiotiques et végétaliens. Ecole alternative en son sein. Vu dans le Guide des Alternatives.

• **Paradizio Tuj**,
Le Barbut, 33850 Léognan,
tél : 05 56 89 07 74 (3).

• **Communauté de la Borie-Noble**,
34650 Roquefonde,
tél : 04 67 44 09 89.
Une des communautés de l'Arche, qui se définit dans l'inspiration de Gandhi (2).

• **Communauté de la Flaysière**,
34650 Joncels, tél : 04 67 44 40 90.
La voisine de la précédente (2).

• **Communauté de Saint-Antoine**,
Saint-Antoine-l'Abbaye,
38160 Saint-Marcellin.
Tél : 04 76 36 45 52.
Communauté de l'Arche (2).

• **La Vigne**,
La Saugé, 38620 Velanne,
tél : 04 76 07 60 40
Source : annuaire US des communautés 1992. 25 personnes en 1992 autour de l'idée d'une "maison européenne commune". Art de vivre, réflexologie, séminaires, stages...

• **Le Bio-Lopin**,
Saint-Maur, 39570 Lons-le-Saunier,
tél : 03 84 44 23 92 (3).

• **Ruralis**,
BP 23, 47130 Port-Sainte-Marie,
tél : 05 53 67 41 42 (3).

• **Com. Le Grand Mouligné**,
47360 Montpezat-d'Agenais,
tél : 05 53 95 04 51.
Communauté de l'Arche (2).

• **Douceur et Harmonie**,
El Fäitg, 66230 Serralongue,
tél : 04 68 39 62 56.
Accueil végétarien en montagne, "artisans d'un monde doux et harmonieux".

• **Communauté de Bethsalem**,
Mas del Arca, Fenouillis,
66500 Prades,
tél : 04 68 96 06 49
Communauté de l'Arche (2).

• **Ferme d'accueil de Visargent**,
71330 Sens-sur-Seille.
Vu dans le Guide des Alternatives. Selon ce dernier : communauté de 8 adultes et 16 enfants vivant séparément en quatre foyers et prévoyant le développement d'un espace collectif. Accueil avec participation aux travaux agricoles. Ne semble plus exister ? Introuvable dans le bottin.

• **Com. La Grande Chouannerie**,
72810 Ségrie,
tél : 02 43 97 07 70.
Communauté de l'Arche (2).

• **Groupe de Lucinges**,
Bellevue, Lucinges 74380 Bonne.
Georges Sontag 04 50 43 34 08
ou Yani Alaouse, 04 50 43 35 50.
Orientation spirituelle. Créé en 1984,

achat des lieux en 1987. Suite à des problèmes fiscaux en 1996, le centre qui faisait de nombreuses formations a été fermé. 15 adultes et 5 enfants habitent sur place et un nouveau projet est actuellement en débat.

• **Arche de Paris**,
11, rue François-Mouhon,
75015 Paris, tél : 01 42 50 06 48.
Communauté créée par Jean Vanier. Quatre appartements gérés collectivement pour l'accueil de personnes handicapées.

• **Maison d'ici et d'ailleurs**,
Chemin de Calrot, Coquéreaumont,
76560 Saint-Laurent-en-Caux,
tél : 02 35 56 65 53.
Inspiré des expériences de Findhorn, cherche à développer un lieu d'harmonie. 3 adultes résidents pour le moment. Possibilité de passer à 5 ou 6 foyers. Développement d'activités sous forme coopérative.

• **La Sépaye**,
Chatenay,
79150 Moutiers-sous-Argenton,
tél : 05 49 65 91 31,
groupe alternatif recevant des handicapés, imprimerie... Vu dans le Guide des Alternatives.

• **Longo Maï**,
La Cabrière, 84240 Vitrolles,
tél : 04 90 77 87 28
Une des coopératives de Longo Maï axée sur le maraîchage bio (2).

• **Energy World Wild Goose Company**
Moustiers, 87360 Verneuil,
tél : 05 55 68 25 30
Vu dans l'annuaire US des communautés 96.

• **Ecologie**,
88260 Hennezel,
tél : 03 29 07 00 27 (3).

• **Bergers de Froidevaux**
CH 2887 Soubey,
tél : 032 95 512 53 (3).

• **Epiature**,
Essertfallon,
CH 2886, Epiquevez,
tél : 032 95 513 37 (3).

• **Centre coopératif**,
Espace noir, 29 Francillon,
Saint-Imier
adresse signalée dans une manif.

• **Café du Soleil**,
Saignelegier, Jura Suisse
signalé dans la même manif.

• **Communauté de Chambrelin**,
CH 2202 Chambelien NE,
tél : 038 45 15 26
Existe depuis 1973, 10 km de Neuchâtel. Communauté de l'Arche Lanza del Vasto et Réseaux Espérance.

• **Terre d'Enneille**,
84-102 Grande-Enneille,
6940 Durbuy,
tél : 086 32 34 56 (3).

• **Communauté de la Poudrière**,
60, rue de la Poudrière,
1000 Bruxelles.
tél : 02 512 90 22.
Quatre centres en Belgique. Proche des communautés d'Emmaüs.

• **Semilles**,
10 a, rue Bassé,
5560 Mesnil l'Eglise.
Collectif d'inspiration libertaire ins-

tallé près de la frontière française dans les Ardennes.

• **Ferme du Hayon**
6769 Sommethonne,
tél : 063 57 90 80.
Lié au réseau Rhizome, née en 1996, près de la frontière française.

ET PLUS LOIN

• **Collectividad Los Arenalejos**,
lista Correos 29567 Alozaina,
Malaga, tél : 908 05 42 08.
S'inspirant de l'écologie libertaire de Murray Bookchin, ce groupe est installé depuis quelques années dans le sud de l'Espagne où il essaie de remettre en état d'anciens vergers d'oliviers, le reboisement de collines en espèces autochtones, l'apiculture, la mise en place d'un verger conservatoire. Organise des chantiers internationaux pour réaliser des constructions bioclimatiques en terre et en bois, anime un débat sur les relations hommes-femmes dans les groupes et sur l'importance de la naissance vis-à-vis du comportement social futur...

• **Tecnogala**,
Jean-François Audic, Apartado 72,
Prenafeta, 43400 Montblanc,
tél : 34 77 26 40 06.
Né depuis dix ans en Catalogne espagnole, ce projet s'intéresse particulièrement au rapport Nord-Sud autour des thèmes suivants : habitat (techniques peu coûteuses), énergie (autonomie par la valorisation des déchets végétaux), nutrition (permaculture), lutte contre la faim (spiruline), éducation (formation à ces différents savoirs).

• **Communauté Lakabe**,
Valle de Arce, 31438 Nafanao,
Euskadi,
tél : 34 948 39 20 02. Mabel Canada.

• **Lebensgarten**,
Ginsterweg 5 - D 31595 Steyerberg,
tél : 49 57 64 93 040 Declan Kennedy.
Créé en 1984, avec aujourd'hui 130 personnes. Installé dans un ancien complexe militaire. Communauté spirituelle et écologique. 5,2 hectares en permaculture. Médecines alternatives, musique, séminaires, protection de l'environnement.

• **Ökodorf**,
Dorfstrasse 4,
D 29416 Gross Chuden,
tél : 49 34 01 82 941.
Silke Hagmeier.

• **Findhorn Foundation**,
The park, Forss IV 36 0T2, Ecosse
tél : 44 1 30 96 90 154 Patsy Blackstock.
Fondé en 1962, regroupe actuellement 375 personnes. Très tourné vers la spiritualité, développe un habitat écologique, l'usage des énergies renouvelables, le recyclage et l'éducation environnementale.

• **Carzachi Villaggio Ecologico**,
19020 Calice al Cornoviglio (SP),
Italie, tél : 39 187 93 55 87.
Emma Taddei.

• **Comunita du Darnianhur**,
via Pramazzo 8,
10080 Baldissero C. Italie,
tél : 39 124 51 22 26,
Esperide ou Coboldo Merò.

• **La Commune di Bagnais**,
Loc Ancaiano, 53018 Sovielle (SI),
Italie, tél : 39 577 31 10 14.

• **Crystal Waters permaculture village**,
Nambour, Queensland, 4552
Australie,
tél : 61 74 944 741.

Créé en 1985, accueille actuellement plus de 100 personnes sur 259 hectares dans une région à climat tempéré. Au total, la région permet de s'agrandir et le projet prévoit un maximum de 3000 personnes avec une large gamme de cultures, industries légères, programmes éducatifs...

• **The Farm**,
556 road Summertown, TN 38483
Tennessee, 0090 USA,
tél : 1 615 964 43 24.
Né en 1971, ce groupe communautaire regroupe aujourd'hui 280 à 300 personnes sur 717 hectares. Issue de la mouvance hippie, le groupe commença à vivre sur la route dans des bus avant de s'installer là. Dans les années 70, il y a eu jusqu'à 1400 personnes avant que le groupe ne se stabilise autour de 300 personnes. De nombreuses activités économiques s'y sont développées : chauffage solaire, méthodes d'accouchement, culture du soja, aide au Tiers-Monde, vie coopérative...

• **Danish association of sustainable communities**,
LOS, Egebjergvej, 46, 8751 Gedved,
Denmark, tél : 45 75 66 41 11.
Démarrée en 1993, cette association réunit les communautés sociales, écologiques et spirituelles du Danemark soit 25 groupes représentant 900 personnes. L'association mène des programmes pour favoriser l'éclosion de nouveaux projets.

• **Ecoville Rysovo**,
Moshenskiy district, Novgorod region, Russia,
tél : 7 812 556 32 11.
Démarré en 1993 avec 5 personnes sur 166 hectares, au sud de Saint Petersbourg dans un village abandonné après 1945. Reconstruction du village en cours.

PROJETS

• **Georges Jacovley**,
6, impasse des Meuniers,
78450 Villepreux,
tél : 01 30 56 10 26
souhaite faire un projet de village autour d'une activité économique de télé-services qui permette d'alimenter un projet d'économie communautaire favorisant la solidarité au niveau d'emplois non-marchands. Intéressé par la problématique technologies modernes comme soutien à un retour dans des entités villageoises.

• **Reino Lehtinen**,
6, rue Haute,
41220 Les Montils,
tél : 02 54 44 14 11,
se pose la question de la cohérence de la démarche des projets d'écovillages : de la même manière que l'on peut faire l'amour sans Amour, on peut techniquement faire un écovillage sans s'interroger sur les causes actuelles de dégradation de nos relations. Comment notre petite conscience humaine peut-elle être en relation avec la grande conscien-

ce universelle. Telle devrait être la base spirituelle d'un éco-village.

• **Véronique Lesage,**

porte 1, 151, rue du Luxembourg,
30460 La Salle,
tél : 04 66 85 25 25
et **Nicole Fléchon,**
7, rue Jean Jaurès, 13850 Greasque,
tél : 04 42 69 71 11
cherchent à créer un éco-village autour de la problématique de l'éducation avec comme centre une école vivante qui intègre les pédagogies alternatives (Montessori, Steiner, Gordon...).

• **Jean-Marie Maitre,**

Talussac, 07190 Saint-Pierreville,
tél : 04 75 66 61 38
a créé l'association Phenomenum dans le but de créer un village convivial ayant comme axe une cocréation continue avec l'acte religieux de la vie.

• **Andrée Fina,**

La source de vie, Chemin des Riaux,
83570 Carces, tél : 04 94 04 34 32
Une bastide rénovée et un terrain de 6 hectares et demi à proximité d'un terrain à bâtir de 3000 m2 sont disponibles pour la création d'une petite cité fraternelle à partager entre des habitants soucieux de respecter la nature et l'être humain. Activités prévues : centre de ressourcement et de développement personnel, agriculture biologique et permaculture, espace enfants, énergies renouvelables, activités artistiques et artisanales, accueil de personnes âgées, réseau de communication interactif.

• **Gérard Verret,**

BP 40427, 57105 Thionville cedex,
tél : 03 82 88 42 32,
avec six autres personnes cherche un lieu dans la perspective d'un centre culturel de rencontres. Celui-ci doit être situé à moins d'1h30 de Paris ou d'un grand centre urbain, proche du train, avec possibilité de départ pour des balades pédestres. Le lieu devrait réunir des activités artistiques, éco-philosophiques, de voyages et des activités agricoles.

• **Maurice Bénitah,**

117, rue Saint-Honoré, 75001 Paris,
tél : 01 45 08 97 31,
cherche à former un groupe de réflexion pour créer un lieu d'accueil destiné à des jeunes sans emploi. Dans ce lieu seraient proposées des activités en harmonie avec la nature, de l'artisanat, de l'art. Cherche aussi un financement.

• **Patrick Perrin,**

72, rue Louis Muret, 91430 Igny,
fax : 01 69 85 34 93
envisage la création d'une écoville de 500 à 1000 habitants permettant de répondre au défi posé par les questions soulevées à Rio 92. N'est pas d'accord avec la démarche de la plupart des groupes qui commencent petits... et restent petits car cela ne permet pas de reproduire toute la complexité d'une société. Cette écoville développerait un bon niveau d'autonomie économique par le développement d'entreprises coopératives avec du travail à mi-temps, un autre mi-temps étant consacré à des activités non-marchandes. Désire reprendre les technologies développées par le centre pour une technologie alternative du Pays de Galles.

• **Didier Sergenti,**

Hameau des Gras,
"Le Bas Saint-Clair",
06460 Escragnolles,
tél : 04 93 09 28 62
cherche partenaires afin de créer un lieu d'échanges, d'écoute, de travail et de savoir dans une commune rurale de 300 habitants. Elle aura pour objectif la création d'un lieu de vie en restaurant, un vieux logis pour le logement, la remise en état des terres pour l'agriculture biologique, la valorisation des friches et des bords de rivière pour la production d'énergie renouvelable (eau, biomasse, solaire, éolienne), la création de circuits touristiques par l'entretien de sentiers pédestres et leur balisage, la création d'un site d'escalade, l'utilisation d'ânes et de mulets pour le transport et les labours. La création de stages sur la santé globale de l'individu et les thérapies naturelles, la création de chantiers écoles et d'insertion sur les murs en pierres sèches sur un lieu riche en ruines : pont romain, chapelle construction celte-igure, oppidum, dolmens...

• Famille avec deux enfants faisant l'école à la maison, installée sur 5 hectares avec jardin et animaux, ayant en projet un gîte d'enfants et d'école différente cherche des familles intéressées par ces projets et éventuellement par un éco-village autour de l'école. Région Lot-et-Garonne. Cherche enseignant intéressé, ainsi que personnes motivées pour mener chantier de construction en bois cordé, en paille, en torchis, plancher solaire direct...

Renseignements au
05 53 40 72 24
(heures des repas).

• **François Pradal,**

21, rue Crillon, 69006 Lyon,
tél : 04 78 93 06 30.
Le combat communautaire seul est perdu d'avance. Le combat démocratique-politique seul est perdu d'avance. Le combat écologique seul est perdu d'avance. Le combat non-violent seul est perdu d'avance. Une société humaine qui accepte des laissés-pour-compte est perdue d'avance. Humanité veut dire que chacun est responsable de tous et moi avant tous. C'est lorsque chacun dira à tous j'ai besoin de toi que nous aurons créé l'humanité. En m'humanisant, j'humanise le monde. Il faut rencontrer celui qui est tenu pour négligeable pour accéder à l'essentiel ; écouter la souffrance pour entendre la vie ; rejoindre la peine des hommes. Je ne veux rien que la vie, une et fraternelle. Je souhaite participer à un projet utopique de vie communautaire alliant fraternité, non-violence, cogestion, coresponsabilité, transformation personnelle, méditation, partage, prière avec de l'accueil d'urgence des plus démunis que soi, croissance — j'ai besoin de toi pour grandir — ingérence pour une autre société à construire. Il s'agit de marier démocratie, non-violence et service au souffrant dans la recherche d'une harmonie entre vie intérieure et action citoyenne afin de prouver qu'à terme un changement de société est possible.



Communauté de l'Arche de la Flaysrière (Hérault)

• **Anne Lebrun et Henri Buffler,**
Le Mont, 42990 Saint-Just-en-Bas,
tél : 04 77 24 88 94 sont à la recherche d'un lieu et de partenaires, pour un projet d'accueil de groupes (restauration, animation musicale) à l'occasion d'événements particuliers (anniversaire, mariage, décès...) dans l'esprit des Réseaux Espérance.

• **Isabelle et Thierry Ginouvès,**

165, rue de la République,
54200 Bruley,
tél : 03 83 63 28 90,
tisserands à la main, organisant des stages de tissage sous forme d'échange convivial, cherchent un nouveau lieu de vie à partager avec d'autres. Non-fumeur, végétarien bio, pas d'alcool et beaucoup d'amour de la Vie, le tout en pleine nature.

• **Odile Maury et Thibaud,**
CH 1921 Martigny-Croix,
cherche un lieu de vie communautaire, compatible avec un enfant de quatre ans.

Olivier Castelli, 36, rue Raspail,
92270 Bois Colombes, tél : 01 47 81 13 09.

• "Oasis en tout lieu" : les groupes déjà présentés de "Ruralis" et du "Bio-Lopin" sont en contact avec le CIEPAD et la revue "Terre de Ciel" pour mettre en place des unités de vie autonome associant habitat sain et cultures écologiques adaptées au lieu.

Oasis en tous lieux,
Le Vignal, 07230 Lablachère,
tél : 04 75 36 64 01.

• **EPIS, 61, rue Victor Hugo, 93500 Pantin,** en lien avec le REAS, réseau pour une économie alternative et solidaire, a mis en place une formation sous forme de compagnonnage qui permet à des porteurs de projets de passer du temps dans des entreprises différentes pour se former aux questions juridiques, fiscales, administratives, économiques, techniques... nécessaires à la mise en place d'un projet.

• **Rhizome,**

Le Pigeonnier, 04300 Limans,
tél : 04 92 73 05 98,
a été créé autour des coopératives de Longo Maï pour favoriser l'implantation de groupes à la campagne en leur proposant des moyens pour réunir l'argent nécessaire à l'achat des terrains, en particulier pour ceux qui sont les plus défavorisés.

LIVRES SUR LE SUJET

• "Community Directory", annuaire de plus de 500 communautés en Amérique du Nord + 50 dans le reste du monde + Articles sur le sujet. + Revue (8 n° par an) : *Communities Magazine*, 138 G Twin Oaks Road, Louisa VA 23093.

• "La tentation communautaire" de Marcel Bolle De Bal, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1985.

• "L'utopie communautaire" de Bernard Lacroix, Ed. PUF, 1981.

COORDINATION EN FRANCE

• Un Réseau Eco-Villages s'est constitué à l'automne 1997. On peut le contacter auprès d'Andrée Fina, "Bastide, la source de Vie, Chemin des Riaux, 83570 Carces, tél : 04 94 04 34 32.

• En liaison avec le réseau GEN, des réunions se tiennent à Paris le premier jeudi de chaque mois pour discuter et aider concrètement à la naissance de "lieux de vie" dans l'esprit des éco-villages. Renseignements : Marielle Anne Richard, tél : 01 47 41 92 34 ou

AU NIVEAU INTERNATIONAL

• **ENA, Ecovillage Networks of the Americas,** 556 Farm Road, POBox 90, Summertown TN, 38 483-0090 USA, tél : 00 1 615 964 4324.

• **EVEN, Eco Village European Network,** Ginsterberg 5, D 31595 Steyerberg, Germany, tél : 00 49 57649 3040.

• **GEN, Global Ecovillage Network,** Secretariat, Skyumvej 101, 7752 Snedsted, Denmark, tél : 00 45 97 93 66 55.

C'est incomplet ? Vous connaissez d'autres adresses ? Vous désirez parler de votre projet ? Ecrivez-nous : les colonnes de la revue vous sont ouvertes.



PETITES PHRASES

"La simplicité volontaire exige des conditions tant intérieures qu'extérieures. Elle implique une intention non divisée, la sincérité et l'honnêteté intérieures tout comme un environnement non encombré, l'absence de possessions qui ne soient pas directement reliées au but principal de la vie. Cette simplicité demande que nos énergies et nos désirs soient mis en ordre et guidés. Elle demande que l'individu sache se restreindre dans certains domaines en vue d'assurer une plus grande abondance de vie dans d'autres. Elle implique une organisation délibérée de la vie pour la réalisation d'un but".
Richard Gregg.

"Il faut pour s'identifier à une nation, une idéologie, une religion, une fonction, un rôle, un titre, un chiffre, un caractère, n'avoir pas encore découvert dans le désir qui crée la vie la seule identification qui s'accorde à l'humain".
Raoul Vaneigem "Nous qui désirons sans fin".

"Il y a une fissure, une fissure dans tout Comme ça, la lumière peut entrer"
Léonard Cohen

"La vie ne nous laisse pas tranquilles, nous poussant toujours en avant, nous forçant à découvrir les parties sombres et claires en nous-mêmes, nous amenant à réaliser que chacun est le premier artisan de sa joie"
Guy Corneau, "N'y a-t-il pas d'amour heureux ?" 1997.

"Nous avons l'âge de notre tendresse. Notre usure, c'est de l'amour inemployé !"
Stan Rougier.

GREENFREEZE : UN FRIGO RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

En collaboration avec des industriels, Greenpeace a mis au point un procédé frigorifique dénommé *Greenfreeze* qui a la particularité de n'utiliser aucun produit halogéné à l'origine de la destruction de la couche d'ozone, produits que l'on trouve la plupart du temps dans les

couches d'isolation et dans le fluide réfrigérant. Le succès de ce procédé est grand en Allemagne et la technique a été reprise par plusieurs marques. Dix millions d'appareils qui ont été commercialisés en Europe en quelques années.

Ceci provoque l'irritation d'Elf-Atochem. Cette firme qui produisait avant leur interdiction les CFC incriminés, a en effet investi d'énormes sommes pour mettre en place des "substituts" qui, bien que moins agressifs, restent quand même des destructeurs de l'ozone. La technique du Greenfreeze intéresse les firmes qui ont besoin de froid, ce qui priverait Elf-Atochem de nombreux débouchés.

Pour contrer cela, elle a réalisé des vidéos mensongères pour essayer de faire croire que la technique du frigo écolo est dangereuse.

Greenpeace, dans un communiqué, invite Elf-Atochem à plutôt expliquer pourquoi, lors de fuite de substituts dans certaines installations industrielles (le frigorigène R134a en particulier), des employés ont été fortement incommodés.

Pour en savoir plus : *Greenpeace-Allemagne, Wolfgang Lohbeck, tél : 00 49 40 30 618 381.*

BELGIQUE : ALTERNATIVE LIBERTAIRE

La revue "Alternative Libertaire" vient de publier son 200e numéro. Une revue qui est très proche de Silence dans le sens où elle accepte de publier des textes contradictoires autour de la question libertaire. Comme l'écrit Babar, son fidèle animateur "notre identité se décline à l'éclat de nos couleurs : le noir libertaire de l'insoumission et de l'autogestion, le rouge socialiste de l'égalité et de la justice, et le vert écologiste de l'espoir volontaire en un avenir possible". On peut demander un numéro spécimen : *Alternative Libertaire, BP 103, 1050 Ixelles 1, tél : (32) 2 647 98 01.*

PETITES PHRASES

"Les Blancs se moquent de la terre, du daim ou l'ours. Lorsque nous, Indiens, chassons le gibier, nous mangeons toute la viande. Lorsque nous cherchons les racines, nous faisons de petits trous. Lorsque nous construisons nos maisons, nous faisons de petits trous. Lorsque nous brûlons l'herbe à cause des sauterelles, nous ne ruinons pas tout. Nous secouons les glands et les pommes de pin des arbres. Nous n'utilisons que le bois mort. L'homme blanc lui, retourne le sol, abat les arbres, détruit tout. L'arbre dit "Arrête, je suis blessé, ne me fais pas mal". Mais il l'abat et le débite. L'esprit de la terre le hait. Il arrache les arbres et ébranle jusqu'à leurs racines. Il scie les arbres. Cela leur fait mal. Les indiens ne font jamais de mal, alors que l'homme blanc détruit tout. Il fait exploser les rochers et les laisse éparés sur le sol. La roche dit "Arrête, tu me fais mal". Mais l'homme blanc n'y fait pas attention. quand les indiens utilisent des pierres, ils les prennent petites et ronds pour y faire du feu... Comment l'esprit de la terre pourrait-il aimer l'homme blanc ? Partout où il la touche, il laisse une plaie"

Une vieille femme Wintu de Californie.

SYNERGIES ENTRE ENTREPRISES ALTERNATIVES

Alain Ugen, pour le compte des Verts, a engagé une réflexion sur la création d'un "syndicat euro-régional de groupements d'intérêts économiques solidaires" (en abrégé : "Synergies"). L'objectif est de sortir du "chacun pour soi" et de mettre en place un réseau qui associe les consom'acteurs, les professionnels, les associations et mouvements afin de favoriser les relations entre tous. Pour les consommateurs, il s'agit de passer d'un réflexe négatif (Je boycotte) à un réflexe positif (Je donne la priorité aux entreprises du réseau), pour les entreprises, il permet d'avoir accès à une clientèle sensibilisée et d'économiser des frais publicitaires, pour les associations, cela devrait permettre de proposer à leurs adhérents des services, des contacts favorisant autonomie et solidarité. Le réseau pourrait s'articuler autour d'une charte ou d'un label commun, l'accès pour tous à un fichier commun. Ainsi, les adhérents disposeraient d'un mode de mailing qui peut leur permettre de contacter des personnes facilement lors de campagnes communes ou non. Cela pourrait déboucher sur des annuaires par pays. Un projet de charte a vu le jour après des rencontres en 95, 96 et 97, en particulier avec des réseaux comme le REAS, réseau pour une économie alternative et solidaire, les Biocoop, Agir Ici, etc... La charte tournerait alors autour de la notion d'une **économie solidaire basée sur un développement auto-centré, soutenable, solidaire, écogéré**. Tout ceci est fort bien, mais nous pose une question : pourquoi s'affilier à un parti politique dont les prises de position nous échappent pour une grande part ? Contact : *Alain Ugen, Les Verts, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.*

LA GRIFFE

La librairie libertaire "La Gryffe" avait décidé de publier des fiches de lecture sur les nouveaux ouvrages diffusés. Puis de simple catalogue, le projet a évolué et depuis maintenant un an, c'est une véritable revue qui est réalisée toujours essentiellement tournée vers la présentation des livres récents.

Abonnement : 40 F les 4 numéros, à retourner à la librairie *la Gryffe, 5 rue S. Gryphe, 69007 Lyon.*

PARIS : SEL A LUTECE

SEL à Lutèce tiendra son assemblée générale le samedi 28 février. Renseignements : *SEL à Lutèce, Maison des Ensembles, 3 rue d'Aligre, 75012 Paris.*

PARIS : PEPINIERS D'ARTISTES

Du 26 janvier au 1er février, 85 jeunes artistes européens exposent au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, dans le XI^e arrondissement, dans un bâtiment appartenant à l'Union fraternelle des métallurgistes. Au programme sur 800 m² : cinéma, musique, danse, performances, architecture, art et environnement, multimédia, arts plastiques, films d'animation, design, littérature, théâtre, photographie...

Organisation : *Pépinières d'artistes, 9-11 rue Paul Leplat, 78160 Marly-le-Roi, tél : 01 39 17 11 00.*

PARIS : SOCIETE ALTERNATIVE LA NEF

La NEF, nouvelle économie fraternelle, société financière alternative, a une nouvelle adresse. Les bureaux sont ouverts au public de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h du lundi au jeudi et jusqu'à 16 h le vendredi.

Contact : *La NEF, 35 rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 97 00.*

CLERMONT-FERRAND : CAFE-LECTURE

Ouvert depuis le mois d'octobre 1997, le café-lecture "Les Augustes" offre en centre-ville un espace de promotion de toutes les formes d'écrit, pour tous ceux qui acceptent d'être traités de "nigauds-pas-encore-branché-sur-Internet". Dans ce café sans alcool, chacun peut trouver, à côté d'une tasse fumante ou d'un jus de fruit, des journaux, des re-

vues, des livres, mais aussi participer à des ateliers d'écriture, de calligraphie ou de lecture rapide. Des rencontres sont organisées avec des auteurs, "la place à la palabre" est animée de multiples débats, des poètes et des acteurs viennent présenter leurs textes. Un rayon "produits fermiers" propose jus de fruits, tartines, sandwichs et pains d'épices livrés par un groupement de producteurs fermiers du Puy-de-Dôme.

Contact : *Café-Lecture Les Augustes, 5 rue sous les Augustins, 63000 Clermont-Ferrand.*

LYON : HABITAT ECOLOGIQUE

La Maison de l'Ecologie organise, avec l'aide de l'association Oïkos, une exposition de matériel écologique : chanvre, terre, paille, liège... dans ses locaux, du 5 au 31 janvier. Ces matériaux ont en commun d'être peu consommateur d'énergie et d'être peu polluants lors de leur durée de vie (fabrication, utilisation et recyclage). L'association Oïkos, dont le but est la promotion d'un habitat écologique utilisant les énergies renouvelables, sera à même de vous conseiller et de vous former à l'utilisation des divers matériaux et techniques de travail, ainsi que pour le calcul d'un écobilan de votre maison.

Contacts :

- *Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*
- *Oïkos, 32 rue Saint-Hélène, 69002 Lyon.*

LYON : CORDILLERES

L'association "Cordillères" présentera un diaporama sur le thème "l'appel de la Cordillère" à la salle Paul Garcin, impasse Flesselles (Lyon 1^{er}), les 3, 4, 5, 10 et 11 février à 20h. Ce spectacle, pour petits et grands, aborde la question de la Cordillère des Andes selon différents angles : tourisme, randonnée, alpinisme, histoire des peuples, écologie...

Programme : *Cordillères, Véronique et Jean-Marc Vengeon, 18 place Juvet, 38100 Grenoble.*

Les index de la revue sont disponibles de 1989 à 1997 contre 4 timbres à 3 F par année.

SYSTEME D'ECHANGE LOCAL LE PROCES ATTENDU



n l'attendait, il est là : le procès nouveau est arrivé ! Comme à chaque fois que des initiatives remettent en cause la toute puissance économique de l'Etat, celui-ci se réfugie derrière la loi

pour essayer de casser la dynamique. Lorsque nous présentions les SEL il y a maintenant près de trois ans, ses inspirateurs annonçaient clairement la couleur : arriver à ce que le mouvement fasse tâche d'huile suffisamment rapidement pour créer une force sociale capable de faire face aux inévitables pressions des autorités.

Car les SEL sont à la limite entre la légitimité et la légalité concernant le travail au noir, l'émission d'une monnaie... Et les interprétations divergent.

C'est fort logiquement contre une activité qui s'est déroulée dans le SEL de l'Ariège, le premier, le plus développé et le plus médiatisé, que le premier procès vient donc de s'ouvrir. Trois personnes sont attaquées, l'une pour avoir demandé le service, les deux autres pour avoir réalisé une charpente d'habitation. Le prétexte est que ce genre de travail nécessite un certificat de conformité que seuls les professionnels peuvent délivrer. Cette attaque met également en cause tous ceux et celles qui rêvent d'autoconstruction, un phénomène très combattu en France. La Fédération du Bâtiment et la Chambre Syndicale ont multiplié les plaintes depuis deux ans et se sont évidemment portées parties civiles. L'adhérente qui a demandé de l'aide habitait dans une maison qui menaçait ruine et n'avait pas les moyens de se payer une restauration de sa charpente. Il aurait donc fallu qu'elle patauge dans l'eau plutôt que de bénéficier de l'aide d'autres membres de l'association. Les charpentiers amateurs sont au chômage (l'un a le RMI).

L'affaire est passée au tribunal de Foix, le 18 novembre et le jugement est en délibéré jusqu'au 6 janvier. Le tribunal a eu bien du mal à cerner le problème, reconnaissant que les SEL posait des problèmes d'interprétation de la loi. Ainsi, le tribunal a demandé aux professionnels — donc aux parties civiles, ce qui est illégal ! — d'estimer le coût des travaux. Résultat : 69000 F. Hors les deux personnes n'ont demandé que 4000 grains pour faire le travail. Alors qu'au départ le grain valait un franc pour se simplifier la vie, le voilà, une fois enlevé les charges sociales du devis officiel, placé à hauteur d'environ 8 F ! La défense a alors cité l'exemple d'un dentiste qui facture dans un SEL australien au quart de la valeur en dollar... dans cas là, le grain vaut 0,25 F. Dans des SEL français, le prix en unité n'a pas d'équivalent en francs : de nombreuses personnes ont tendance à baisser leur prix quand celui qui reçoit le service est en situation de pauvreté, ou à la monter quand c'est la personne plus pauvre qui offre ses services à la plus riche : le même service peut être rendu à des "prix" fort différents. Le tribunal, qui a du se pencher sur la question, a manifestement du mal à intégrer cette nouvelle façon d'échanger. Ainsi le procureur de la république a-t-il accusé les animateurs de SEL d'être des idéalistes avec l'argument suivant : "vous verrez qu'un jour, un trésorier partira avec la caisse". Eclats de rire dans la salle : imaginez le trésorier partir avec une disquette d'ordinateur sur lequel figure les échanges : qu'est-ce qu'il en ferait ?

Le juge a demandé aux personnes inculpées si elles accepteraient un travail d'intérêt général. Elles ont répondu par l'affirmative si cela se faisait dans le cadre du SEL... car sinon, un travail à l'extérieur ferait du tort à d'autres professionnels.

Ce procès a un sens évident : faire peur aux adhérents des SEL, mettre un frein à leur développement. C'est donc maintenant qu'il faut réfléchir au développement de la coordination des SEL très justement nommée Sel'idarité. En cas de condamnation, même symbolique, le SEL de Grenoble a proposé de diffuser une lettre de demande de mise en examen que signeraient les membres de SEL qui le souhaiteraient : "nous avons tous faits de tels échanges". Il est également question d'organiser une action médiatique avec un chantier de charpente réalisé par des délégués venus de multiples SEL...

Contact : *Sel'idarité, Canterate, 09600 Monbel, tél : 05 61 68 17 44.*

LE BONHEUR EST DANS LE SEL

Trente SEL français se sont réunis à Chinon en mai 1997 pour prendre le temps du dialogue, échanger leurs expériences, et adopter la charte "sel'idaire". Associations de fait ou loi 1901, elles ont créé des monnaies d'échanges, fluctuant au gré d'esprits imaginatifs ou cartésiens et concrets.

tour régulier de tous les comptes à zéro devient, dans ce cas, un artifice com-
table déroutant !

Les SEL, ce sont pour l'instant environ 30 000 personnes en France, et parmi celles-ci un certain nombre s'engagent comme groupe humain, à dire que le vrai sens de la question sur l'existence est un sens éthique. Poser la

Et si le meilleur indice pour mesurer la valeur d'un SEL n'était pas une monnaie, mais le plaisir qu'on prend dans l'échange ?

Il ressort de cette rencontre que les SEL sont des territoires très divers, où la personne construit sa quête, donne et reçoit, trouve ce qu'elle cherche, improvise une vie en fonction de ce qu'elle estime bon, selon des critères qui lui sont propres. Elle pratique l'échange, non seulement de savoirs, de besoins ou de services, mais aussi, elle met à profit des différences, ainsi qu'une façon d'habiter avec l'économie, la terre, le monde en projet.

Ne nous voilons point la face. Les niveaux de conscience et d'engagement sont multiples et différents. Certains ne souhaitent pas réfléchir et chercher à creuser ce qu'ils peuvent vivre ensemble, à l'écart des fantasmes de pouvoir, du mercantilisme ou du libre-échange. L'expansionnisme et l'intégrisme de quelques SEL ultra-libéraux, où ce ne sont que mesures, volumes et taux d'échange, rapidité, flexibilité et maniabilité, vient témoigner que le SEL peut aussi être un système qui a pour finalité de produire ses propres exclus. Ceux qui font avec les meilleures intentions du monde l'heure à 40 clous ou marteaux, ne s'alignent-ils pas sur un Smic asservissant ? Le re-

question de savoir si le bonheur est dans les SEL, c'est tenter de poser ensemble les jalons d'une éthique, dont la définition pourrait être *la recherche des fondements pour une action cohérente qui répond au désir d'épanouissement des sujets.*

Une dynamique holistique de l'entr'aide

Etre en relation réside sur ce qui fonde notre interdépendance : la diversité et la nécessité de liens ou d'une solidarité dynamique, qui pourrait être baptisée *solidarité.*

Tous n'ont pas conscience des changements de conscience et de vie pratique qu'inaugure leur choix de participer à un SEL. Mais à évoluer, à progresser au sein d'un SEL, chacun peut prendre peu à peu la mesure de son engagement personnel dans la collectivité, et réfléchir à l'esprit du SEL. C'est l'exigence d'autrui qui nous pousse à agir individuellement et à introduire une présence à soi intelligente, à sortir de nos conditionnements et de tout solipsisme et élitisme culturel. Il s'avère que l'intérêt de faire partie d'un SEL

est aussi de construire, de changer, de s'améliorer, d'instaurer du sens, de la dynamique et de l'autonomie, de nous affranchir d'une vie vécue en un cercle vicieux, au seul service du pouvoir et de l'argent.

Avoir foi en notre potentiel positif de croissance

Les SEL sont porteurs de sens. Ils œuvrent contre une certaine destruction, largement entretenue par l'économie de marché. Ils offrent les moyens à ceux que cela intéresse, de retrouver l'équilibre dans un monde déséquilibré, où l'économique et l'organisation prennent souvent le dessus. Par rapport à ces déséquilibres disgracieux, les SEL prennent des décisions. Ils tâchent de répondre à une question toute simple : comment faire pour que tous nos échanges soient plus cohérents, qu'il y ait plus de transparence et que cela nous agrée tous ?

Dans le groupe de réflexion que nous avons constitué spontanément à la dernière rencontre de Chinon, nous avons souligné l'importance que revêt la nécessité d'*avoir foi en la sagesse du potentiel positif de croissance que possède toute personne pour trouver les réponses qui l'agrément.*

Bien évaluer nos besoins

Pour savoir si le bonheur est dans les SEL, il est important, à l'ère de l'après développement et de l'après salariat, d'évaluer clairement nos besoins : une cohérence d'appréciation qui n'est pas toujours facile à maintenir, la collectivité étant complexe et inconstante. La mise en place de bilans d'évaluation permettant de mesurer un degré d'épanouissement ou de satisfaction, de vérité des échanges, serait un désastre évident.

Toute culture écologiste, conviviale et communautariste, déroute l'Etat capitaliste libéral, par son inventivité et sa faculté exponentielle de désir et de conscience. On doit donc se méfier du technocratisme, des efforts ordonnés de classement, efficace, des classifications tout comme des comptabilités trop bien tenues. Ils laissent prise à des opérations de contrôle et de surveillance de la part d'un Etat qui souhaite défendre sa religion du marché unique, et qui est en lutte contre toute forme d'innovation et d'altruisme.

Le cœur du SEL

Le BLE, bourse locale d'échanges, est sans doute le cœur du SEL de fleur de blé noir, SEL de Quimper, tout comme c'est le marché dans d'autres SEL. Lors des BLE, l'activité bat son plein. On mange, on rit, on discute, on joue...

SEL ET INSERTION

Les SEL ne doivent pas pallier les carences du système. Ils doivent au contraire favoriser l'émergence d'une société alternative.

Journalistes, universitaires, que de gens pleins de bonnes intentions qui semblent s'intéresser aux solutions à l'exclusion ! Toutefois cet engouement pour lier SEL et insertion est non seulement faux mais encore extrêmement dangereux pour les SEL.

Les SEL ne remplacent pas, ne remplaceront pas et ne doivent pas remplacer les carences des systèmes économiques et politiques. Les SEL sont un mouvement alternatif de vie, une autre mentalité, un autre type de vie.

Ils ne sont pas là pour récupérer les exclus. Ils sont là pour créer d'autres liens entre les gens, ne plus mettre l'économique en préalable à toutes les relations.

Ceux qui sont "exclus" le sont, par définition, d'un certain type de société, dans laquelle, auparavant, ils étaient inclus. Ils n'ont pas toutes les qualités de la terre parce qu'ils sont exclus. Il y a des SDF qui étaient chefs de publicité, qui ont passé leur vie de jeune Golden Boy à vendre du vent et de la merde, et qui n'ont pas su se résoudre à vivre avec un SMIC comme le font la plupart des Français salariés, parce qu'ils étaient habitués à gagner en un mois ce que les autres gagnent en dix ans.

La majorité des "exclus" ne rêvent que d'être inclus. De pouvoir intégrer la société. La société telle qu'elle est. Et non pas de la changer pour que l'exclusion ne soit pas possible. Chacun pour soi.

C'est à la société qui les a exclus qu'il appartient de les insérer, pas à une association qui construit une société qui ne les excluerait pas.

Les SEL mettent en pratique ce qu'ils espèrent être une autre société, un autre rapport avec l'argent. Il faut une sacrée éthique pour être dans un SEL, et les lois de la jungle, qui sont la règle pour pouvoir survivre dans la rue ou, plus généralement quand on est exclu, sont prosrites au SEL.

Que l'on puisse vivre des relations qui créent la richesse par les richesses créées par les participants et non par la spéculation sur du vent et le travail des autres, oui, c'est ça le rôle d'un SEL.

Le SEL n'est pas l'assistance sociale, c'est un lieu de vie, d'action et de réactions.

Il est bien facile pour les gestionnaires financiers et politiques de montrer le SEL en exemple tant qu'ils ne changent pas leurs attitudes d'un iota. La Banque de France "tolère" les monnaies locales, elle y serait même favorable, paraît-il. Mais elle taxe encore tous les transferts de monnaie, y compris dans l'Union Européenne et vous interdit de chéquier, donc de vie sociale, pour un découvert de 200 F. La Banque de France vous met en tutelle pour quelques francs et chacun d'entre nous paye plusieurs milliers de francs pour le Crédit Lyonnais.

Mais quand les SEL marchent trop bien, quand la richesse créée devient importante, alors le fisc réclame ce qu'il décrète son dû : sa TVA, ses impôts sur NOTRE richesse, notre travail, nos échanges, nos luttes.

Ne confondons pas :

1 - l'existence des SEL peut démontrer la possibilité de diminuer les exclusions, étendons sa philosophie à celle qui régit les échanges de la vie.

2 - le rôle des SEL est de pallier les inconvénients de nos diplômés en sécurité dans leur pantouflage fonctionnaire.

C'est pourtant simple non ?

Perline et Gérard LYON
SEL à Lutèce (Paris)

re exister cet avenir dont nous nous soucions, cela ne vaut-il pas l'effort d'oser réfléchir aux justes mesures et moyens que nous nous donnons ? L'efficacité de notre recherche ne dépend-elle pas de l'intersubjectivité assumée par le groupe que nous constituons ? Et n'est-ce pas une bonne raison pour laquelle nous devons compter avec le temps ; avec le temps que cela prend à chaque personne de faire le tour du pays et de prendre conscience des chemins sur lesquels elle s'est engagée ?

En guise de conclusion

La vie grouille dans les SEL qui fonctionnent autour des diversités de chacun. Les SEL sont des viviers d'idées, et ils nous invitent à continuer à

être partie prenante et agissante, engagée et persévérante, d'une société où le sujet d'une vérité, qu'il nous est donné et arrivé de devenir, c'est nous-mêmes.

Personne n'a heureusement encore trouvé de système parfait et achevé ! Mais tout semble présager qu'une ligne directrice soit offerte par cette reconnaissance de la personne autonome, si souvent déconsidérée et dénaturée dans la société, et qui rencontre alors dans les SEL les *alter ego* avec lesquels contempler cette ligne, qui a pour horizon la décision de changements fondamentaux de société et l'ouverture de nouveaux espaces prometteurs de joie et de liberté pour tous.

Saga MACKEPFRANG
SEL fleur de blé noir (Quimper)

Une enfant de dix ans m'a dit : "Le SEL, ça me plaît que les grands l'aient inventé. C'est comme jouer à la marchande, sauf qu'il n'y a pas d'argent". Elle témoignait là, à sa façon, de la satisfaction que l'on éprouve de l'échange, une satisfaction qui prime sur celle de tirer un quelconque profit quantifiable en terme de débit ou de crédit. Car les feuilles dites d'échange de richesses ne rendent pas toujours compte de la réalité des échanges. Le lien devient bientôt plus important dans l'échange que dans le bien, et c'est le don qui va de plus en plus souvent maintenir le mieux la mémoire du lien entre les personnes, et non la feuille de compte ou le jeu d'écriture.

Lors des BLE, les personnes motivées prennent le temps, dans un climat de confiance et de bienveillance, de retrouver ensemble le sens de l'action lorsqu'elle est plaisir, et elles développent leur compréhension de l'utilité de l'action et de son intérêt. Elles répondent ainsi à des besoins tout aussi essentiels et élémentaires, que ceux de nourritures terrestres, de repos, de reconnaissance, de joie de vivre, de spiritualité, de culture..., et que celui de prendre le temps de vivre, essentiel pour être et rester durablement en bonne santé.

Changer pour le plaisir

Chaque personne qui accepte un échange, s'ouvre aux changements probables du sens des choses. Quant à celle qui décline l'offre, elle n'en change pas moins et se révèle parfois aussi active. Elle change lors de l'échange. Les choses la changent. Et le changement mène au changement. En changeant, la personne apprend à changer.

C'est la motivation qui est le moteur principal de toute action cohérente, et rien ne soude plus les personnes que ce qu'elles font ensemble, que ce temps partagé du changement, et cet effort pour se dépasser et s'enrichir lors d'échanges de gré à gré, où liberté, responsabilité, créativité, inventivité, joie, solidarité, se révèlent être des valeurs très agréables à cultiver.

Le pied !

A Chinon, nous avons émis l'hypothèse qu'un des meilleurs instruments d'évaluation de l'économie informelle que mettent en place les SEL est le *pied* : on voit si les personnes viennent participer aux BLE ou aux marchés, lieux de convivialité ouverts à tous, adhérents et non adhérents, et où l'on échange bien souvent plus des idées, des savoirs et des expériences, que des biens.

Un pays, cela devient grand et intéressant, dès qu'on le parcourt à pied, et qu'on saisit la chance de se rapprocher du plus grand nombre et au commerce du monde, d'essayer de fai-



PETITES PHRASES

"Les physiciens ont pris du recul par rapport à leur discipline depuis la bombe atomique. Les biologistes non. Nous continuons parce que nous n'avons pas encore eu de problème, parce que les chercheurs y ont intérêt"

Jacques Testard à propos des organismes génétiquement modifiés, *Le Progrès*, 25 novembre 1997.

GRANDE-BRETAGNE : LE COUT DU TABAC

Alors qu'il avait promis d'interdire la publicité sur le tabac, en particulier pendant les courses automobiles de F1, Tony Blair avait brusquement changé d'avis après avoir été élu. Mi-novembre, son parti a reconnu avoir touché dix millions de francs

de la part de Bernie Ecclestone, le patron de la F1 pour changer de position. En France, le prochain grand prix automobile a été suspendu car la loi Evin interdit la pub pour le tabac à la télé... Le gouvernement va-t-il lui aussi changer d'avis ?

MERCURE : FIN DU THERMOMETRE

Vous avez jusqu'à fin mars pour ramener votre thermomètre au mercure dans une pharmacie qui en échange vous donne une remise pour l'achat d'un thermomètre sans mercure. Chaque thermomètre contient 2 grammes de mercure toxique. Les thermomètres seront rassemblés à l'usine Duclos de Septèmes (Bouches-du-Rhône) où le mercure sera récupéré.

MAC DONALD REFUSE EN BOSNIE

Alors que les Mac Donald's ont réussi à ouvrir des magasins d'empoisonnement dans tous les pays de l'Est ; il y a quand même un pays qui a refusé : c'est la Bosnie. Pas pour des raisons de santé mais parce que la firme refusait de faire fonctionner ses cuisines avec des aliments locaux. (source : *The Verge*, octobre 1997)

MAC DONALD'S : LE CAUCHEMAR CONTINUE

Le 16 octobre était la journée mondiale anti-Mac Donald's. Après le retentissant procès qui s'est tenu pendant plus de deux ans en Grande-Bretagne, le célèbre tract "Qu'est-ce qui ne va pas chez Mac Donald's" a de nouveau été distribué devant des centaines de fast-food de la marque. Selon la coordination de la campagne en Grande-Bretagne, ce sont plus de 2 millions et demi de tracts qui ont déjà été distribués, ce qui est en passe d'en faire le tract le plus célèbre de la planète. Pour la première

ALTERNATIVE SANTE

Pour ses vingt ans, la revue *l'Impatient* inverse son titre et devient donc "Alternative Santé". Pas uniquement branchée sur les médecines douces, la revue se veut plutôt animatrice d'"une santé avec une approche globale où l'environnement social, affectif et écologique a sa place". A découvrir en kiosque ou par abonnement : *Alternative-Santé*, 11 rue Meslay, 75003 Paris, tél : 01 44 54 87 00.

fois, des actions ont eu lieu en France (au moins à Paris, Lyon et Grenoble à notre connaissance : vous pouvez contacter les groupes Chiche ! qui semblent décidés à donner de l'ampleur à cette campagne).

Helen Steel et Dave Morris, les deux militants attaqués en justice par Mac Donald's ont été invités aux USA et ont fait toute une série de conférences et d'actions sur le thème. Pour clore cela une action a eu lieu le 11 octobre devant le siège de la firme à Chicago.

Un film de 55 minutes a été réalisé en Grande-Bretagne qui a été projeté pour la première fois le 15 octobre à Sheffield.

Contact : *Mac Libel Support Campaign*, 5 Caledonian road, London, N1 9DX, UK, tél : 44 171 713 1269.

RENOUVEAU DE L'HERBORISTERIE

Le 11 septembre 1941, le gouvernement Pétain, en même temps qu'il crée les Ordres (médecins, pharmaciens, dentistes) promulgue une loi qui supprime le diplôme d'herboristerie mis en place en 1694 par Louis XIV. Seul sursis accordé : les herboristes qui exercent déjà pourront poursuivre leur métier jusqu'à leur mort. Les derniers survivants de 4500 herboristes de l'époque sont encore en activité aujourd'hui, mais pour combien de temps ? Alors qu'au niveau européen, la reconnaissance de ce métier, clairement défini par exemple en Allemagne, est aujourd'hui acceptée, en France, rien n'est fait pour supprimer cette loi et restaurer un nouveau diplôme universitaire. Pour en savoir plus : *Renouveau de l'Herboristerie*, 92 rue Balard, 75015 Paris, tél : 01 45 58 66 58.

MERCURE : EMPOISONNEMENT DENTAIRE

Plusieurs centaines de personnes qui avaient porté plainte pour "coups et blessures" contre le plus important fabricant allemand d'amalgames dentaires, la société Degussa, viennent de gagner leur procès devant le tribunal de Francfort. Ils ont accusé le fabricant d'utiliser le mercure dans les plombages. Dans un amalgame classique, on compte 50 % de mercure, 35 % d'argent, 9 % d'étain, 6 % de cuivre et des traces d'autres éléments. De plus en plus d'études épidémiologiques sur le sujet montre que cette présence de mercure entraîne des problèmes en particulier au niveau nerveux.

En France, le Dr Jean-Jacques Merlet, épidémiologiste, avait essayé d'avertir les pouvoirs publics depuis de nombreuses années. Sans succès. Pire : le 25 octobre dernier, il a été accusé par le Conseil de l'Ordre des médecins de "charlatanisme". Celui-ci après avoir

mené une longue enquête a en effet découvert en analysant l'urine, la salive et les cheveux de personnes ayant eu des amalgames dentaires au mercure, la présence d'un taux de mercure plus important que chez celles qui n'en ont pas. Une enquête de la DASS montrera que ces personnes n'ont pas été mises en contact avec du mercure à leur domicile, le médecin soupçonne alors le mercure des amalgames. Il fait alors procéder à la dépose des plombages et constate que les taux redeviennent normaux. Il demande alors une enquête à grande échelle, ce qui lui est non seulement refusé, mais lui vaut aujourd'hui des ennuis avec le Conseil de l'Ordre des médecins.

La version officielle est que l'amalgame argent-mercure est stable. Une position qui a pourtant été remise en cause récemment par la commission hygiène de l'environnement de l'OMS,

organisation mondiale de la santé. Les députés Verts ont demandé l'ouverture d'une enquête. La Suède a interdit la présence du mercure dans les amalgames pour les femmes enceintes dès 1991 puis pour tout le monde cette année. L'Autriche, l'Allemagne ont déjà pris des mesures restrictives, le Danemark annonce également qu'il s'engage dans cette voie.

Au Canada, un procès est en cours contre les autorités accusées de ne pas avoir réagi à temps. Ceci fait suite aux publications du Dr Murray Vimy, de l'Université de Calgary qui a fait des plombages sur des brebis puis a suivi avec des traceurs radioactifs la dilution du mercure. Celui-ci fini par se concentrer dans les reins où il peut atteindre 90 000 fois la norme fixée par l'OMS !

Contact : *Jean-Jacques Merlet, Eco-nutri-santé*, 1 rue Guillaume d'Autignac, 34430 Saint-Jean-de-Védas.

AMIANTE : 1950 MORTS EN 1996

C'est officiel : en 1996, 1950 décès ont été reconnus par l'INSERM comme ayant comme origine l'exposition à l'amiante. Ce chiffre devrait augmenter dans les années à venir. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, administrateur de la Cogéma (déchets nucléaires), chaud partisan de l'amiante osera-t-il encore parler de "psychose collective" ?

AMIANTE : PLAINTES CONTRE X

Le comité anti-amiante de l'université de Jussieu a décidé de porter plainte contre X pour "mise en danger d'autrui" après avoir constaté que les travaux programmés pour avril 97 pour désamianter les bâtiments n'ont tou-

jours pas commencé. Cette initiative vise directement Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, pour qui l'amiante n'est pas un problème.

CONTRE L'ERADICATION DU VARRON

Le varron est une mouche qui pond sous la peau des ruminants, ce qui en altère la qualité pour le commerce du cuir. C'est pour cette raison que des traitements obligatoires sont mis en place pour l'éradiquer. Les produits utilisés pour cela pourraient être à l'origine de l'épidémie dite de la "vache folle". De nombreux agriculteurs bios refusent de faire ce traitement, non seulement pour ne pas polluer leur bête, mais aussi parce que cette mouche a le droit de vivre. Une coordination nationale vient de se mettre en place

pour résister aux pressions administratives : *Coordination nationale contre l'éradication du varron, Ecole d'Agronomie de Beaujeu, Domaine de Mallevat, 69430 Beaujeu.*

POUR LE LIBRE CHOIX EN MATIERE DE VACCINATION

La France est le pays européen qui a le plus de vaccins obligatoires, c'est aussi sans doute celui où les pressions sont les plus vives de la part de l'administration : enfant non-vacciné changé d'établissement scolaire, enfant dénoncé lors d'une hospitalisation, amende à des parents et même dans des cas extrêmes, lorsque la famille résiste, privation des droits familiaux sur demande de la DDASS (dans le Nord et en Ile-de-France). Pourquoi ne sommes-nous pas libres de

choisir les moyens thérapeutiques de notre choix ? Quel est cette médecine qui entend nous contrôler ? Comment peut-on aussi souvent changer les vaccins en les rendant plus "efficaces", "mieux tolérés" : cela n'est-il pas l'aveu que jusqu'alors ils n'étaient pas très efficaces, ni très bien tolérés ?

L'affaire du vaccin de l'hépatite B montre que les autorités sont complices de l'industrie pharmaceutique en minimisant le nombre des malades.

De nombreuses vaccinations sont aujourd'hui faites d'office, sans aucune information préalable. De nombreuses associations demandent qu'une clause de conscience garantisse à tous la liberté de choix.

Contact : ALIS, association liberté information santé, 19 rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél : 04 73 63 02 21.

PETITES PHRASES

"Que faut-il penser des ministres écologistes modifiées politiquement ?"
Communiqué des Nouveaux Ecologistes.

ENCORE RATE !

En Grande-Bretagne, la Scottish Crop Research Institute de Dundee a voulu introduire un gène du perce-neige dans des plantes cultivées pour augmenter leur résistance aux maladies. Effet secondaire imprévu observé début octobre : les coccinelles qui mangent normalement les insectes sur ces plantes ont des problèmes d'intestin du fait de la présence de ce gène. Elles ne se reproduisent plus assez et les plantes sont envahies par les insectes...

LES TRIBUNAUX SUISSES CEDENT

Le 12 septembre dernier, les tribunaux suisses ont donné tort aux associations qui avaient porté plainte contre le soja transgénique en estimant qu'"elles ne sont pas touchées personnellement". Le principe de précaution ne fait pas partie de la loi.

REFERENDUM EN SUISSE ?

Les associations suisses essaient maintenant de faire aboutir l'initiative référen-

TRANSGENIQUES

taire sur "la protection génétique" contre les manipulations génétiques. Le vote pourrait avoir lieu en juin 1998 si les autorités ne trouvent pas un moyen de gagner du temps. Et malgré les sommes colossales dépensées par les industriels (35 millions de francs suisses), l'opinion publique suisse est, sans appel, contre les manipulations génétiques. Selon un sondage réalisé par la Fédération pour la protection des consommateurs, 79 % des personnes sont contre la possibilité de breveter le vivant (81 % pour les femmes), seuls 8 % sont pour. A la question "êtes vous pour ou contre manipuler des animaux pour la recherche médicale", 65 % se disent contre, 20 % pour.

Une autre enquête menée par Novartis (le producteur du maïs transgénique) montre que seuls 5 % des Suisses y sont favorables et que ce pourcentage est sensiblement le même dans les autres pays européens.

Les firmes sont aux abois : sur 1305 entreprises qui se consacrent au génie génétique, seules 35 (soit 3 %) ont engrangés des bénéfices en 1996 !

Contact :

• Appel de Bâle contre le génie génétique, Hammerstrasse 133, case postale 74, CH 4007 Bâle, tél : 061 692 01 01.

• Groupe suisse de travail sur le génie génétique, case postale 454, 1211 Genève 4, tél : 022 329 74 03.

LA FRANCE CEDE

Le 27 novembre, le gouvernement français a autorisé pour la première fois la culture de maïs transgénique sur le territoire français. Et ceci malgré les avertissements venus de nombreuses directions : opposition des paysans (Confédération paysanne et coordination rurale), des consommateurs (Que Choisir ?), des écologistes, de praticiens de la santé...

Les Verts ont rappelé en vain que l'accord Verts-PS prévoyait un moratoire à l'échelon européen sur la question. Le gouvernement annonce par contre un moratoire sur toutes les autres plantes transgéniques... alors pourquoi cette exception ?

Le moratoire se justifie par l'ignorance des dangers, pourquoi le maïs serait-il une exception ?

On ne sait qu'une chose sur ces manipulations : elles sont irréversibles.

Dans quelques années, on risque de retrouver Dominique Voynet sur le banc des "responsables mais pas coupables".

(voir dossier paru dans le n°214 de Silence).

TRANSGENIQUES ETIQUETES ?

Pour calmer les associations, le gouvernement a annoncé que les aliments transgéniques seront étiquetés.

Avec autant d'efficacité que les aliments irradiés sans doute ? Rappels que de nombreux aliments sont "ionisés" pour éviter le pourrissement (fraises par exemple) ce qui permet de les transporter et de les conserver à la température ambiante. Un logo est bien disponible pour prévenir le consommateur, mais il n'est pratiquement jamais utilisé et les fraudeurs ne verbalisent pas car il est difficile de détecter un aliment ionisé (non pourrissement, perte de goût). Il sera encore plus difficile de vérifier le bon étiquetage du transgénique : il faudrait disposer de tests spécifiques à chaque manipulation génétique, faire des contrôles extrêmement coûteux.

De plus, si c'est encore envisageable pour le produit brut... personne ne sait comment vérifier dans les produits transformés. Or, par exemple, la lécitine de soja se retrouve dans 75 % des aliments transformés (chocolat, gâteau, plats cuisinés...).

Il aurait été beaucoup plus simple de ne pas les autoriser, mais comment résister au charme des multinationales de l'agro-alimentaires ?



La France nucléaire : matières et sites

De Mary Davis
Ed. WISE (Paris)

L'ANDRA, agence gouvernementale, publie chaque année un gros catalogue gratuit des sites où l'on trouve des matières radioactives; le travail est largement incomplet. Ce livre donne de multiples informations inédites, en particulier dans le domaine militaire.
1997 - 256 pages 15 x 21 cm - 120 F

Additifs alimentaires, souvent superflus, parfois bienvenus

Ed. Georg (Genève)

Les additifs sont présents dans la plupart de nos aliments. Souvent dangereux. Il est important de savoir lire les étiquettes de composition des produits... et de repérer quelques additifs ayant des qualités.

1991 - 120 pages 15 x 21 cm - 98 F



Gestion des déchets, la société du prêt à jeter

De René Longuet et R. Weick
Ed. Georg (Genève)

L'histoire des déchets, c'est l'histoire des villes, des empires et des grandes maladies. Aujourd'hui, l'homme se retrouve avec une masse de déchets sans précédent, chargés d'innombrables substances toxiques, souvent rétifs à tout traitement. Alors comment les éviter ? Des réponses pratiques. 1993 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

Les sols, faciles à perdre, difficiles à regagner

De Gonzague Pillet et René Longuet
Ed. Georg (Genève)

A l'échelle de la planète, le sol ne représente qu'une mince pellicule à la surface des terres immergées. Pourtant, son rôle est très important car il assure le moyen de vivre des écosystèmes. Un livre pour comprendre comment fonctionne un sol et comment le protéger. 1989 - 136 pages 15 x 21 cm - 98 F



L'eau aujourd'hui, planète bleue, planète grise

De Nicole J. Leblanc et René Longuet
Ed. Georg (Genève)

Sans eau, pas de vie. Sur toute la planète, seulement 1 % de l'eau est présente sous une forme utilisable par les organismes terrestres. Ce 1% est aujourd'hui gaspillé et pollué. Rivières, mers, eaux souterraines : la pollution est partout. La bataille de l'eau n'est pas loin.
1990 - 136 pages 15 x 21 cm - 98 F

La radioactivité dans tous ses états

De H.P. Deshusses
Ed. Georg (Genève)

La radioactivité, de sa découverte à ses usages actuels, s'accompagne d'un vocabulaire parfois compliqué. Un livre qui présente de manière simple les connaissances en ce domaine, mais aussi les pollutions et les risques inhérents à l'usage d'éléments fissiles. 1991 - 128 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'alimentation, je mange donc je suis

De Jean-Pierre Girard
Ed. Georg (Genève)

A l'heure des "fast-food", il serait temps de se rappeler que l'alimentation est un facteur important de notre santé. Comment bien manger, sans carences ni excès aussi bien ici que partout dans le monde.
1991 - 144 pages 15 x 21 cm - 98 F

La diversité biologique, la vie en péril

De Claude Auroi
Ed. Georg (Genève)

La pollution, l'agriculture intensive, la déforestation, la stérilisation de la nature détruisent de manière irréversible de multiples formes de vie sur terre. Or la diversité est la garantie de la survie du vivant, dont l'homme fait partie en bout de chaîne alimentaire. En dilapidant la richesse de la nature, c'est sa propre survie qui est en jeu.
1992 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'air qu'on inspire, respire, expire

De Henri-Paul Deshusses et René Longuet
Ed. Georg (Genève)

L'air pur est rare. Pollué, il introduit des toxiques dans notre organisme, agresse les tissus des végétaux et des animaux et va jusqu'à corroder la pierre. Comment circulent l'air, les polluants, et comment maintenir propre cette enveloppe vitale. 1993 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F



Le bruit

De Lion Méric
Ed. Georg (Genève)

Le bruit est partout où est la vie. Le bruit, c'est le message, la musique, mais aussi une des nuisances la plus préoccupante des temps modernes. Une présentation de tous les bruits et des moyens d'éviter les plus désagréables.
1994 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

Jouets de Toujours

De Daniel Descomps
Jouets d'autrefois

De Daniel Descomps
Jouets rustiques

De Daniel Descomps
Jouets sonores

De Serge Durin



4 ouvrages de jeux à faire soi-même avec quelques morceaux de bois, un couteau et un peu de patience. Une alternative aux jouets en plastique, aux jouets à piles et autres produits chers, sophistiqués qui n'amuse pas plus les enfants. En français et en occitan.
Chaque volume 180 pages - 120 F

Abonnement revue

FRANCE METROPOLITAINE

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	12 n°	100 FF
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	240 FF
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°	480 FF
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	300 FF et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	420 FF
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	630 FF
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	950 FF
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n°	190 FF

BELGIQUE

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	12 n°	900 FB
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°	2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	5700 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	12 n°	150 FF
<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n°	290 FF

Librairie

Nouveautés

<input type="checkbox"/> Les carnets d'un militant	80 F
<input type="checkbox"/> Pierre Kropotkin, prince anarchiste	110 F
<input type="checkbox"/> Les affranchis de l'an 2000	110 F
<input type="checkbox"/> L'exode urbain est-il pour demain ?	89 F
<input type="checkbox"/> Les déchets dangereux	98 F
<input type="checkbox"/> Le diable des bois	90 F

Hors-série Silence

<input type="checkbox"/> Paris-Dakar : Pas d'accord	25 F
<input type="checkbox"/> La menace climatique	30 F
<input type="checkbox"/> Radioactivité, les faibles doses	30 F
<input type="checkbox"/> Energies renouvelables	30 F
<input type="checkbox"/> Les métiers de l'écologie	70 F
<input type="checkbox"/> Du chômage à l'autonomie conviviale	30 F

Editions Silence

<input type="checkbox"/> Le soleil à votre table	89 F
<input type="checkbox"/> Séphastoche, mon premier cuisinier	36 F
<input type="checkbox"/> Un cuisinier solaire facile à faire	20 F
<input type="checkbox"/> Construisez votre cuisine solaire	30 F
<input type="checkbox"/> Cuisiniers solaires pliable	20 F
<input type="checkbox"/> Nucléaire ? Non merci	75 F
<input type="checkbox"/> Le nucléaire détrôné	30 F
<input type="checkbox"/> La liberté de circuler	70 F
<input type="checkbox"/> Quelle écologie radicale ?	70 F
<input type="checkbox"/> Oï va le climat ?	40 F

Diffusion Silence

<i>Ed. Lucien Souny (Limoges)</i>	
<input type="checkbox"/> La dignité antim nucléaire	50 F
<i>Ed. Ecosociété (Montréal)</i>	
<input type="checkbox"/> La belle vie	65 F
<input type="checkbox"/> Parce que la paix n'est pas une utopie	65 F
<input type="checkbox"/> Pour un pays sans armée	65 F
<input type="checkbox"/> Pour que demain soit	65 F
<input type="checkbox"/> L'écologie ou la sagesse de la nature	65 F
<input type="checkbox"/> Moi, ma santé	65 F
<input type="checkbox"/> Deux roues, un avenir	80 F
<input type="checkbox"/> L'écologie politique	65 F
<input type="checkbox"/> Entre Nous, rebâtir nos communautés	95 F
<input type="checkbox"/> Et si le Tiers-Monde s'autofinçait	85 F
<input type="checkbox"/> Des ruines du développement	65 F
<i>Ed. Deleatur (Angers)</i>	
<input type="checkbox"/> La dictature de la croissance	85 F
<i>Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)</i>	
<input type="checkbox"/> Qu'est-ce que l'écologie sociale ?	35 F

<input type="checkbox"/> Société à refaire : une écologie de la liberté	88 F
<input type="checkbox"/> Philo écologie et politique de l'anarchisme	38 F
<input type="checkbox"/> Sociobiologie ou écologie sociale	20 F
<input type="checkbox"/> Le rêve au quotidien	75 F
<input type="checkbox"/> Un goût d'air libre	35 F
<input type="checkbox"/> Pensée sociale d'Elisée Reclus	70 F

<i>Ed. Utopie (Landes)</i>	
<input type="checkbox"/> La désobéissance civile	36 F
<input type="checkbox"/> Nous sommes peut-être frères	36 F
<input type="checkbox"/> L'homme qui plantait des arbres	36 F
<input type="checkbox"/> Le petit train merveilleux	36 F
<input type="checkbox"/> N'hésite pas à le dire	36 F
<input type="checkbox"/> La dernière chasse de Tim	36 F

<i>Ed. Alternatives (Paris)</i>	
<input type="checkbox"/> Le catalogue des ressources	180 F
<i>Ed. Courrier du livre (Paris)</i>	
<input type="checkbox"/> Le solaire pour tous	90 F
<i>Ed. Jouvence (Genève)</i>	
<input type="checkbox"/> Découvrez les vraies richesses	96 F
<input type="checkbox"/> Dimension spirituelle de l'écologie politique	70 F

<i>Ed. ICE (Paris)</i>	
<input type="checkbox"/> Maîtrise de l'énergie pour un monde viable	120 F
<i>Ed. WISE (Paris)</i>	
<input type="checkbox"/> La France nucléaire : matières et sites	120 F
<i>Ed. Georg (Lausanne)</i>	

<input type="checkbox"/> Additifs alimentaires	98 F
<input type="checkbox"/> Gestion des déchets	98 F
<input type="checkbox"/> Les sols	98 F
<input type="checkbox"/> L'eau	98 F
<input type="checkbox"/> La radioactivité	98 F
<input type="checkbox"/> L'alimentation	98 F
<input type="checkbox"/> La diversité biologique	98 F
<input type="checkbox"/> L'air	98 F
<input type="checkbox"/> Le bruit	98 F

<i>Ed. Ostal del libre (Cantal)</i>	
<input type="checkbox"/> Jouets de toujours	120 F
<input type="checkbox"/> Jouets d'autrefois	120 F
<input type="checkbox"/> Jouets rustiques	120 F
<input type="checkbox"/> Jouets sonores	120 F

Frais de port

<input type="checkbox"/> 1 ouvrage	15 F
<input type="checkbox"/> 2 ouvrages	28 F
<input type="checkbox"/> 3 ouvrages et plus	40 F

Je règle un total de :

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

France

Règlement à l'ordre de Silence,
9 rue Dumenge, F 69004 Lyon

Belgique

(uniquement pour les abonnements) :
Règlement à Brabant-Ecologie,
Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain

PRENDRE LE VIRAGE DE LA SANTE

La plupart des gens voient dans la santé une sorte de bien inaliénable, un droit absolu. Or dans les faits, il s'agit d'un équilibre qui dépend en grande partie des rapports sociaux. La santé n'est pas à l'abri des luttes sociales, de telle sorte que même les activités prétendument orientées vers la santé sont souvent déviées vers d'autres fins. Il y a des gens qui, tirant profit de l'intérêt que portent

treprendre les actions qui peuvent le mener à la santé ou l'y maintenir. Et il importe de ne pas s'illusionner : dans notre monde moderne, ne rien faire pour sa santé, ne pas s'en préoccuper, c'est courir un très grand risque de la perdre, car tout nous incite à la facilité et à la consommation ; "une fois qu'un degré de richesse raisonnable a été atteint, une augmentation supplémentaire n'apporte pas une santé meilleure ou

Avec ce chapitre s'achève la publication du livre "Moi, ma santé". Si vous avez loupé les étapes précédentes, vous pouvez vous plonger directement dans le livre ou rechercher une collection de Silence (1).

beaucoup de personnes à leur santé, sont prêts à vendre n'importe quoi pour s'enrichir rapidement, même si la santé de leurs clients peut en souffrir. Certains professionnels utilisent leur situation privilégiée pour faire progresser leur idéologie même au détriment de l'équilibre de leurs malades. Il faut aussi reconnaître qu'il ne peut y avoir de consensus total sur ce qui convient pour la santé, puisque les conceptions qu'on s'en fait diffèrent fréquemment. *Il est donc illusoire d'espérer que la santé vienne d'en haut et d'attendre que les gouvernements, les professionnels ou les commerçants nous l'offrent sur un plateau d'argent.*

Il n'existe pas de chemin unique pour arriver à la santé ; les gens qui recherchent les recettes ou les solutions toutes faites sont vite déçus. C'est à chacun de prendre sa décision et d'en-

plus de bonheur" écrit René Dubos (2), au contraire même, si l'on en juge d'après l'incidence des maladies dites de civilisation. Pour être en santé aujourd'hui, il devient nécessaire d'aller à contre-courant et de refuser certains "progrès" qui s'offrent à nous, mais qui ne nous font pas vraiment avancer.

Nous avons vu, dans les articles précédents l'importance des cinq piliers de la santé — l'alimentation, l'activité physique, la lutte contre le stress, l'environnement et le bonheur. Ce sont ces piliers qu'il s'agit de renforcer pour arriver à la santé. Dans nos pays occidentaux, nous avons dépassé l'étape de la survie et nous pouvons chercher à développer la qualité de la vie ; d'ailleurs, les actions en ce sens ne se font pas au détriment des nations les moins riches, bien au contraire : l'équilibre de la planète passe par une diminution de

la consommation dans les pays occidentaux, et cette baisse de consommation est justement une des clés de notre santé.

Comme nous n'en sommes pas tous au même point dans notre prise de conscience de l'importance de la santé et des divers facteurs qui peuvent l'altérer, tous ne sont pas d'accord pour accorder la priorité aux actions susceptibles d'améliorer la situation, de telle sorte qu'il est souvent difficile de convaincre assez de gens pour entreprendre des actions collectives pourtant nécessaires. Dans ces circonstances, beaucoup de gens préfèrent adopter des mesures individuelles qui leur permettent d'éviter les risques qu'ils ont constatés ; on peut boire de l'eau en bouteille quand on craint la mauvaise qualité de l'eau fournie par le réseau municipal, on peut parfois déménager pour fuir les odeurs inconfortables... Ceux qui en ont les moyens peuvent souvent tirer leur épingle du jeu ; mais comme nous le démontre le problème des pluies acides et des autres formes de pollution de l'air, nous risquons toujours d'être rejoints.

Certes, il est des gestes qui relèvent de la volonté individuelle et qui ne pourront jamais être assumés par la collectivité : quand je décide de bouger et d'avoir une activité physique, personne ne peut prendre la décision à ma place ; mais mon action sera plus facile si elle s'inscrit dans un courant, si d'autres aussi l'entreprennent et si la collectivité m'offre des équipements qui me facilitent diverses activités. De plus, il est important de comprendre que bon nombre des problèmes de santé viennent justement de cet individualisme qui caractérise notre société.

La solidarité dans la santé

Les solutions individuelles permettent, au mieux, de s'éviter certains problèmes ; elles n'ont pas d'influence sur l'intérêt de la société ; or c'est à ce niveau qu'il importe souvent d'agir. Que me sert d'être en bonne forme physique si l'an prochain un accident nucléaire provoque sur ma ville une pluie de radiations ? A quoi mènent mes efforts pour mieux m'alimenter si les seuls aliments disponibles sont farcis d'insecticides, d'hormones et d'autres résidus indésirables ?

Pour arriver à des résultats durables et valables, il est essentiel que les prises de conscience individuelles s'étendent et en rejoignent d'autres pour que des mesures d'ensemble efficaces puissent être prises.

(1) Les dix articles précédents sont parus dans les numéros 191, 192, 194, 196, 200, 204, 206, 209, 210, 220.

(2) *Les célébrations de la vie*, Paris, Ed. Stock, 1982, p.349.

Les actions collectives sont nécessaires à deux titres : pour nous donner à court terme les moyens d'accéder à une meilleure santé et pour nous fournir, à long terme, des instruments nous permettant d'infléchir les orientations sociales.

Des moyens d'accès à la santé : déjà le fait d'œuvrer avec d'autres, d'avoir l'occasion de développer des liens d'amitié, de se sentir solidaires constitue une mesure contre cet isolement à l'origine de tellement de déséquilibres. Nous sommes des êtres essentiellement sociables et nous avons besoin de rapports humains intenses.

Sans le soutien d'un groupe, beaucoup d'actions sont très difficiles, voire impossibles. Les centres de recyclage, le reboisement des rives de certains lacs et autres actions écologiques ne peuvent se faire que collectivement. La pratique de certains sports requiert des équipements collectifs... et des partenaires de jeu. Dans une société de consommation de masse, il est également important de ne pas se sentir seul dans ses efforts pour adopter des comportements qui refusent la facilité.

Des instruments de pression : le vaste domaine de la santé, qu'il s'agisse de l'alimentation, de l'environnement ou de toute autre activité y exerçant une influence, ou qu'il soit question des soins de type curatif ou préventif, subit les mêmes tiraillements que le reste de la société : chacun tente d'en retirer le plus grand profit (monétaire ou autre), chacun essaie d'en obtenir la plus grande satisfaction. Pour réussir à faire progresser leur point de vue, ceux qui se préoccupent de la santé globale devront être capables de développer des groupes de pression qui sauront rallier l'opinion publique et gagner à leur cause les autorités. Les diverses associations de consommateurs, par exemple, ont pu dénoncer maintes pratiques frauduleuses, exiger des lois plus fermes et faire appliquer des contrôles plus stricts dans la consommation. Il faudrait davantage de ces associations pour accélérer ces changements qui s'imposent.

J'ai un bon ami qui s'intéresse à la santé depuis nombre d'années. Lui-même a connu de sérieux problèmes de santé et a expérimenté diverses voies thérapeutiques, de la chirurgie jusqu'au jeûne intégral, en passant par maintes approches. Il a fait diverses tentatives de sensibilisation à l'autosanté. Il estime le moment venu de mettre sur pied un réseau de "clubs d'entraide et d'autonomie en santé intégrale". Comme il le dit "ces clubs pourraient être des milieux d'échange, de sensibilisation et de partage d'expériences pour les parti-



cipants". Je trouve cette idée bien stimulante. L'autosanté, contrairement à ce que son nom pourrait laisser penser, n'est pas un geste individuel et qui isole, au contraire. En effet, la prise en charge de sa propre santé n'est possible qu'avec le soutien des autres. Nous avons besoin, dans la maladie, de l'aide et de la sympathie des autres. Nous requérons surtout, dans la recherche de la santé, la collaboration de ceux qui nous entourent ; si nous voulons nous donner des moyens concrets de mieux manger, de faire travailler notre corps, de nous amuser sainement et de nous épanouir, nous devons le faire avec d'autres. Si nous constatons que des changements s'imposent dans nos façons de vivre collectives, il est nécessaire de pouvoir s'unir pour provoquer ces changements.

Ce faisant, même si nous n'atteignons jamais les objectifs poursuivis, nous améliorons déjà notre santé. Car le processus de s'unir, de s'engager avec d'autres et d'ainsi donner un sens à sa vie est peut-être plus important que les résultats qui peuvent découler des actions entreprises.

Changer la vie

Dans notre société opulente, les besoins fondamentaux de la majorité sont satisfaits et pourtant bon nombre de personnes ne trouvent ni le bonheur, ni la santé, l'un et l'autre s'influençant mutuellement. Bien des gens estiment

que globalement, nous faisons fausse route et qu'il faudrait apporter des changements majeurs à nos façons de vivre et à notre organisation sociale.

La société n'est pas une créature autonome qui aurait sa vie propre ; nous faisons partie de la société, nous en sommes chacun un des constituants et quand nous changeons, nous provoquons une certaine évolution du tout social, surtout quand nous prenons soin de bien nous insérer dans notre milieu et de faire état de nos préoccupations. D'ailleurs, de nombreux indices laissent voir qu'une remise en cause profonde de nos orientations sociales est en voie de se faire ; par exemple, le foisonnement des regroupements dans tous les domaines montre bien qu'il y a beaucoup de gens qui refusent de continuer dans la voie actuelle. Et comme on le dit de plus en plus souvent, dans cette période de remise en question, *il faut choisir entre continuer à être partie du problème ou devenir partie de la solution.*

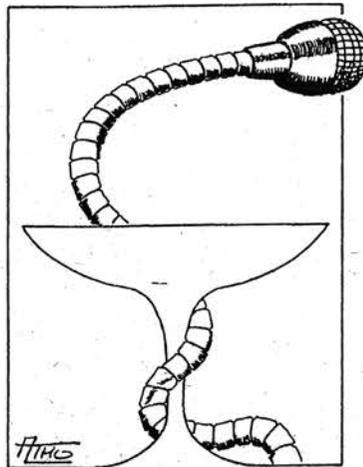
Il importe de réaliser que les changements nécessaires sont de grande envergure ; il ne s'agit pas uniquement de développer de meilleurs transports en commun, de multiplier les jardins communautaires ou de diminuer le stress au travail pour arriver à nous doter des conditions qui favorisent davantage la santé ; ces actions, sûrement importantes, prendront tout leur sens et s'accompagneront des autres qui sont nécessaires quand nous changerons nos valeurs.

René Dubos écrivait, aux derniers jours de sa vie :

"Il flotte dans l'air un je ne sais quoi nous avertissant que l'événement marquant des décennies passées est simplement d'avoir fait plus grand et plus vite, que ce n'est pas un véritable acquis de civilisation et que cela pourrait même devenir une horreur si nous continuions de nous surdévelopper du point de vue technologique. Nous en sommes venus aussi à comprendre que, puisque les activités humaines sont maintenant tellement étendues, intensifiées et diversifiées, des désastres sur une échelle immense surviendraient sûrement dans les temps à venir si les sociétés industrielles continuaient à se conduire comme elles l'ont fait au cours du siècle dernier" (3).

Effectivement, il est grand temps de se poser des questions. Pourquoi produire ? Pourquoi produire tant ? Faut-il continuer cette course effrénée au "progrès" ? Depuis le début de l'ère industrielle et du capitalisme, nous avons augmenté la production, nous avons accumulé les biens, nous avons multiplié les consommations. Nous en sommes venus à établir une équivalence entre l'avoir et le bonheur : nous en avons oublié de vivre.

Le capitalisme a transformé les structures sociales, en particulier sur le plan du travail. Alors qu'auparavant les gens étaient paysans, artisans ou petits commerçants, aujourd'hui la majorité de la population est salariée. Nous travaillons pour gagner notre vie ; mais en même temps, nous cherchons autre chose dans le travail qu'un revenu qui nous permette de vivre. Pour nous épanouir pleinement, nous n'avons pas que des besoins matériels que le revenu fourni par notre travail pourrait com-



bler : nous avons besoin d'accomplir quelque chose que nous estimons utile pour la société et qui sera apprécié comme tel. Dans certains cas, le travail permet de combler ces deux types de besoins — matériels et sociaux —, mais la plupart du temps, il n'en est rien.

A notre époque où les valeurs matérielles ont acquis une telle importance, comme tout est mesuré à l'aune de l'argent, on en est venu à confondre rémunération et appréciation, si bien que les tâches ou les actes qui ne sont pas rémunérés (ou qui le sont mal) sont dévalorisés, sont dépréciés. Le travail des femmes au foyer, le bénévolat, la création artistique deviennent alors des activités mineures et passagères auxquelles on se consacre tant qu'on ne peut faire autrement, mais dont on tente de s'éloigner dès que possible pour avoir l'impression de participer pleinement à la vie de la société. Bien sûr, il ne faut pas négliger l'importance de l'indépendance financière que confère un salaire ; évidemment, notre société

n'estime pas à la même échelle toutes les contributions de ses membres et les gens qui n'occupent pas un emploi sont pénalisés en étant réduits au strict minimum ; certainement le travail dans un lieu organisé permet des contacts et des échanges avec d'autres ; il n'en reste pas moins que nous pourrions répondre à ces besoins fondamentaux autrement que par le travail, si nous le voulions. Car nous sommes devenus tellement productifs que nous n'avons plus besoin de tous travailler ou de travailler autant. Voici ce qu'écrit André Gorz à ce sujet :

"Comme l'économiste britannique Ezra Mishan a été le premier à le montrer, la production a déjà dépassé le niveau où elle était socialement utile et économiquement efficace. Dans une majorité de domaines (transports, médicaments, alimentation, équipements ménagers, etc.), la croissance du volume des produits offerts sert non plus à mieux satisfaire les besoins à un coût décroissant pour l'utilisateur mais à imposer à celui-ci des dépenses croissantes pour un niveau de satisfaction qui tend à diminuer. D'où cette vérité bien connue des mouvements de consommateurs et d'une partie du mouvement ouvrier : on peut produire plus et mieux en travaillant moins ; on peut mieux satisfaire tous les besoins avec une production moindre" (4).

La définition des nouvelles valeurs compatibles avec notre plein épanouissement passe par la remise en question de nos activités productives, mais aussi de nos consommations, comme nous avons pu le constater à maintes reprises. Il n'y a pas de limite naturelle à la consommation moderne, si bien que dès qu'un "besoin" est satisfait, il s'en présente toujours d'autres ; mais cette fuite en avant n'apporte jamais le bonheur ni la santé, au contraire même. La santé se trouve beaucoup plus du côté de l'austérité que de l'abondance ; quant au bonheur, il découle davantage de l'être, de l'accomplissement total que de l'accumulation de biens.

Même si nous vivons dans une période troublée qui se traduit par des crises à divers plans — l'économie, les valeurs, les générations, etc — nous avons tout de même la chance, pour la première fois dans l'histoire humaine, de posséder collectivement les moyens d'assurer à tous les êtres humains, le minimum vital ; et si nous le voulons vraiment, nous pouvons nous donner les conditions pour vivre en santé

Serge MONGEAU

(3) Op cit, p.316.

(4) André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Ed. Galilée, 1980, p.204.

LA MENACE CLIMATIQUE

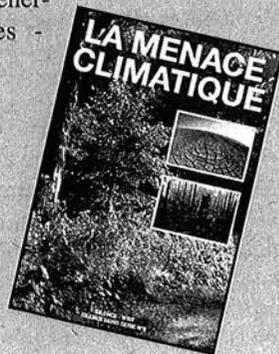
Hors-série n°3 de la revue Silence

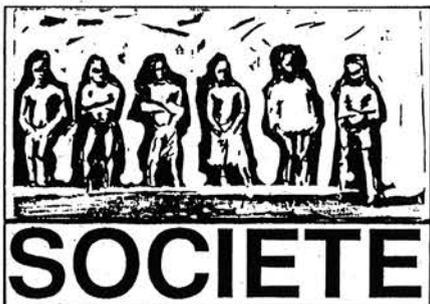
Au sommaire : du soleil à l'effet de serre - gaz et effet de serre - prévoir le climat - effet de serre et histoire des sciences - les esprits chauffent ! - les nouveaux déserts tropicaux - ces forêts que l'on détruit - pour que vivent les forêts - quelle énergie pour demain ? - qui a dit nucléaire ? - les économies d'énergie - les énergies renouvelables - pratiques agricoles - apprendre à guérir...

Rédaction : Dominique Zanda avec la collaboration de Bulle Bleue et Ecoropa

60 pages 21 x 29,7 cm

Bon de commande page 71.





CHINE : SEMAINE DE 40 HEURES

Depuis le 1er mai dernier, la Chine a adopté la semaine de 40 heures (8 heures sur 5 jours) contre 48 heures avant (8 heures sur 6 jours). Alors que l'on s'oriente en France vers les 35 heures, il est intéressant de voir ce que ce changement a provoqué. De fait il a fallu embaucher, principalement dans les usines qui travaillaient en continu, 24 h sur 24 h, mais les entreprises s'y sont retrouvées car la productivité par employé a sérieusement augmenté : il y a beaucoup moins de personnes absentes et le travail est de meilleure qualité. Cela a donc limité les embauches dans les entreprises existantes, par contre on assiste depuis l'été à une augmentation sen-

sible de nouvelles entreprises dans les domaines des loisirs et du tourisme : cinémas, restaurants, etc... Autre développement constaté : un plus grand nombre d'inscriptions dans les universités à la rentrée 97 et l'envoi de la consommation des livres. Bref, cela semble bien totalement positif. (source : *Courrier International*, 9 octobre 1997)

BARRY BRAIMAH

Né au Ghana en 1964, Barry Braimah a la double nationalité ghanéenne et américaine. Cherchant à créer un magasin de sport en Europe, il se rend en 1994 en Espagne puis à Paris. Le dimanche 22 mai, à peine arrivé à Paris, il est arrêté à son hôtel avec Rasta, Tiffany et Gunther. Interrogé en français, il comprend quand même

qu'il est accusé de trafic de drogue. Si Tiffany, une autre américaine, et Gunther reconnaissent les faits, Rasta et lui nient. Tiffany et Rasta se sont rencontrés en 1991 via Barry qui à l'époque avait proposé à Rasta, lui-aussi Ghanéen, un mariage blanc avec Tiffany pour obtenir le droit de vivre aux USA.

Le procès a lieu les 25 et 26 janvier 1996 devant la Cour d'Assise spéciale de Pontoise. Barry, qui mesure 1,93 m ne pèse plus que 63 kg. Dans le box des accusés, les deux blancs, Gunther et Tiffany sont devant, les deux noirs, Rasta et Barry au second plan, sans accès au micro ou à leurs avocats. Les policiers ont fait comprendre aux deux blancs (sur qui on a retrouvé de la drogue) qu'en chargeant les deux autres, ils économiseraient d'une peine moindre. Barry est alors condamné à 18 ans de prison pour trafic d'héroïne. Barry introduit un recours en Cour de Cassation qui est rejeté.

L'étude du dossier montre de nombreuses incohérences, la plus grosse étant qu'il est condamné pour son activité de trafiquant sur le territoire français "courant 1993 et jusqu'au 28 février 1994" alors qu'il n'y a mis les pieds pour la première fois qu'en mai 1994. Un comité de soutien s'est mis en place pour demander une grâce présidentielle.

Contact : Michel Briçon, "Le Trémont", 1057 Boulevard Grangent, 34200 Sète.

INTEGRATION REPUBLICAINE

Organisé par la Fondation pour l'intégration, un train sillonnera la France du 17 au 31 janvier. Il sera à Toulon le 17, Brest le 19, Nantes le 20, Bordeaux le 21, Toulouse le 22, Montpellier le 23, Marseille le 24, Lyon le 26, Strasbourg le 27, Bruxelles le 28, Lille le 29, Amiens le 30 et Paris Saint-Lazare le 31.

Pour en savoir plus : Fondation pour l'intégration, 62 boulevard Garibaldi, 75015 Paris, tél : 01 43 06 91 03.

ROUTIER : POLITIQUE SOCIALE IMPOSSIBLE

Un tiers des routiers font plus de 70 heures de travail par semaine. Les conditions sociales déplorables de cette profession peuvent s'expliquer par la concurrence internationale (chauffeurs moins bien payés dans d'autres pays) mais aussi la nécessité de concurrencer le rail qui, à conditions égales, est de toute manière moins cher. Autre cause de

ce malaise : les "flux tendus" qui font que les entreprises tournent sans stocks, les camions devant approvisionner les usines au fur et à mesure. Si la profession de routier ne peut pas disparaître sur les trajets les plus courts, on peut penser qu'une politique raisonnable valorisant le rail devrait éviter tout le transport international. Premier résultat positif : la SNCF Fret a augmenté de 7 % son tonnage transporté en 1997 suite à la grève de 1996.

PUBLICITE EN PROCES ?

Suite à la découverte que des distributeurs de prospectus disposent de clés fournies par la Poste pour entrer dans les allées d'immeubles (voir Silence n°225), Yvan Gradis a déposé une plainte avec constitution de partie civile pour abus de confiance, recel d'abus de confiance, effraction et violation de domicile. Le 18 novembre, la plainte a été jugée recevable mais le tribunal demande une caution de 5000 F avant le 27 décembre pour instruire l'affaire. Une collecte est organisée pour réunir cette somme : chèque à l'ordre de *Le Publiphobe, 56 bis rue Escudier, 92100 Boulogne*.

LOIRE-ATLANTIQUE : SAFARI-PARC CONDAMNE

Il aura fallu six mois de campagne de presse en 1994 pour faire cesser une "attraction" dans le Safari-Parc de Port-Saint-Père, en Loire Atlantique. A cette époque là, la direction de l'établissement n'avait rien trouvé de mieux que de recréer, aux côtés des animaux un "village Bamboula" avec d'authentiques Ivoiriens, hommes, femmes et enfants, parqués là comme des animaux, avec interdiction de l'éloigner et un salaire de misère puisque la "troupe artistique" était sous contrat avec un régisseur qui les payait au niveau des salaires de Côte d'Ivoire.

A l'époque les associations des Droits de l'Homme étaient monté au créneau pour dénoncer ce retour à l'esclavagisme. Le tribunal a rendu son verdict le 18 octobre dernier en condamnant le Safari-Parc. Les 27 associations qui s'étaient portées parties civiles s'étonnent quand même du laxisme d'une administration qui ne pouvait pas ne pas être au courant de la présence de ces "immigrés" un peu particulier. (source : *Politix*, 20 novembre 1997)

LES 35 HEURES ET L'EMPLOI

On ne peut que se féliciter de la décision du gouvernement d'annoncer la mise en place de la semaine de 35 heures. Toutefois, le temps de transition annoncé (négociations jusqu'en 2001) fait dire aux spécialistes de l'emploi que ce délai aura comme conséquence de diminuer les possibilités d'embauche. Le saut brutal de 39 h à 35 h sans délai aurait, selon eux, obligé les employeurs à embaucher 1,2 million de chômeurs. Le délai, en permettant au patronat de réfléchir à leurs investissements futurs va leur permettre de se préparer à articuler modernisation, augmentation de la productivité, départs en retraite et embauches... et le résultat sera donc bien inférieur à ce qui était initialement espéré. Certains spécialistes pensent même que le résultat sera à peu près nul car la flexibilité croissante et le recours au travail précaire devrait permettre aux entreprises de passer le cap pratiquement avec les salaires d'aujourd'hui. Cela n'empêche pas que cela soit une bonne solution, ne serait-ce que pour le temps libre que cela dégage.

Mais alors comment vraiment réduire le chômage ? Les plus radicaux proposent de faire un saut encore plus important : vues les capacités des machines, le retour à un "plein emploi" nécessiterait non pas les 32 heures mises en avant par la CFDT ou les Verts, mais de viser entre 10 et 20 heures. Pour pouvoir assurer un niveau de vie correct dans ces conditions à tous, le salaire horaire d'aujourd'hui ne suffirait plus : il faudrait que les richesses produites soient distribuées à tous (car si le chômage augmente, la richesse de la France augmente aussi, mais va dans moins en moins de poches) et cela suppose un changement de l'économie (voir les propositions de l'économie distributive dans "Les affranchis de l'an 2000" présenté dans le n°223). Pour cela, il faudrait un rapport de force que les syndicats mous d'aujourd'hui ne semblent pas capables d'impulser.

VINGT MAUVAISES RAISONS DE NE PAS PROMOUVOIR LE VELO

1 - Le vélo en ville c'est dépassé

Faux ! Dans de nombreuses villes d'Europe, la pratique du vélo a regagné beaucoup de terrain ces dernières années : Copenhague, Munich, Berne, Barcelone... En France, des frémissements sont perceptibles à Strasbourg, Rennes, Nantes, Grenoble et même Paris... On peut en tout cas démontrer, statistiques à l'appui, que les déplacements à vélo ne baissent plus.

2 - Les gens n'ont pas envie de rouler à vélo en ville

Faux ! Toutes les enquêtes d'opinion indiquent un fort désir des citadins de rouler à vélo en ville. Si la pratique ne suit pas, c'est parce qu'il n'est pas possible de se déplacer en sécurité à cause de l'excès de trafic automobile. Dans toutes les villes qui ont su modérer la circulation, la population a rapidement retrouvé le plaisir du vélo (comme par exemple dans les villes du nord de l'Italie).

3 - Le cyclisme urbain, c'est culturel. On n'est pas aux Pays-Bas

Faux ! On rencontre des exemples de villes cyclistes dans toute l'Europe, dans les pays latins comme dans les pays anglo-saxons, en France comme ailleurs. Les cyclistes sont nombreux à Avignon comme à Dunkerque. Tout est question de volonté politique. Certains maires en France ont décidé de rendre leur ville cyclable et d'en faire un argument électoral (Strasbourg, Rennes, Lorient, Nantes...).

4 - Il n'y a que les pauvres qui roulent à vélo

Faux ! Les cyclistes urbains étaient autrefois surtout des hommes jeunes issus d'une famille nombreuse ouvrière ou agricole, sans voiture, allant à l'école

ou au travail et rêvant d'acheter un cyclomoteur. Aujourd'hui les cyclistes semblent beaucoup plus divers. On trouve des pragmatiques qui cherchent un mode de transport souple et rapide, des économes, des écologistes, des soucieux de leur santé, des flâneurs, des individualistes...

5 - Le vélo en ville, c'est très dangereux

Faux ! Le risque d'accident à vélo en ville (et non en rase campagne) est seulement 1,5 à 2 fois plus élevé qu'en voiture, mais 8 fois moindre qu'en deux-roues à moteur. Car un cycliste ne fait jamais d'excès de vitesse... Si en plus, il choisit un itinéraire et acquiert un peu d'expérience, le risque n'est pas plus élevé qu'en voiture. En revanche, le risque perçu est très grand, car le cycliste qui n'a pas de carrosserie, se sent vulnérable.

6 - Difficile d'éviter le vol des vélos

Faux ! Le vol n'est pas une fatalité. C'est parce que tout le monde se désintéresse de la question qu'il y a tant de vols. Les cyclistes eux-mêmes sont très négligents. En attachant son vélo à un point fixe, dans un endroit pas trop risqué, avec un cadenas de sécurité en U, le risque devient quasi nul. En sensibilisant tout le monde, certaines municipalités ont réussi à réduire de moitié les vols (voir Groningue aux Pays-Bas).

7 - Le vélo, c'est fatigant

Faux ! C'est moins fatigant que la marche à pied ou que le stress d'un embouteillage. Les personnes âgées le savent bien. Rouler à bicyclette en ville, c'est augmenter son autonomie sans se fatiguer. Aller chercher son pain à vélo, ce n'est pas le Tour de France ! Plus de la moitié des déplacements urbains en voiture sont inférieurs à 3 km.

8 - Le vélo c'est salissant

Faux ! Avec un carter enveloppant complètement la chaîne et des "protège-jupes" recouvrant le haut de la roue arrière, le vélo n'est pas plus salissant que la marche. On peut être élégant(e) et faire du vélo. En roulant à vitesse modérée, le cyclisme n'arrive pas en sueur. Des douches sur le lieu de travail ne sont pas indispensables. Rouler à vélo en ville, ce n'est pas participer à une course cycliste.

9 - Et puis il y a les intempéries...

Faux ! Ce sont les non cyclistes qui surestiment cet inconvénient. Fait-il si beau en Hollande ou au Danemark ? Il n'y a que quelques jours par an où les intempéries sont vraiment gênantes. Et dans ce cas, il existe des protections efficaces pour se couvrir de la tête aux pieds. De quoi arriver impeccable à un rendez-vous d'affaires ou à une rencontre galante.

10 - Le vélo, c'est lent

Faux ! En ville, un cycliste roule à la vitesse moyenne de 14 km/h avec toutefois de grandes disparités entre cyclistes jeunes (20 km/h) et âgés (10 km/h). Sur des liaisons de porte à porte, en centre-ville ou en proche périphérie, le vélo est en général plus rapide que tous les autres modes de transport. Car malgré une vitesse de pointe dérisoire, le cycliste n'est pas tributaire des bouchons, des attentes ou de la recherche d'un stationnement.

11 - On ne va pas bien loin à vélo

Faux ! Le temps moyen d'un déplacement à vélo est de 12 à 15 mn soit environ 3 km à 14 km/h. Mais ce n'est qu'une moyenne. Pour un jeune, un déplacement de 5 à 6 km est fréquent. Mais surtout la solution vélo + trans-

port en commun permet de réaliser la plupart des déplacements plus vite qu'en voiture.

12 - Impossible de faire ses courses à vélo

Faux ! Il existe maintenant une vaste gamme de sacoches et de paniers et même des caddies qui s'accrochent au vélo et qui contiennent jusqu'à 50 kg. On peut faire en outre ses courses ailleurs que dans un hypermarché. Ce n'est globalement pas plus cher car ce que l'on perd sur les prix, on le gagne en frais et en temps de transport.

13 - Les cyclistes gênent le transport automobile

Faux ! C'est évidemment le contraire : ce sont les automobiles qui gênent le trafic cycliste. Une voiture prend 4 fois plus de place en roulant qu'un vélo sur la chaussée. Si 20 % des déplacements se faisaient à bicyclette, il y aurait bien moins d'embouteillages et ceux qui ont vraiment besoin d'une voiture pourraient mieux circuler. Encourager la pratique de la bicyclette, c'est améliorer l'accessibilité des centre-villes et revivifier les commerces.

14 - Un cycliste, ça prend de la place

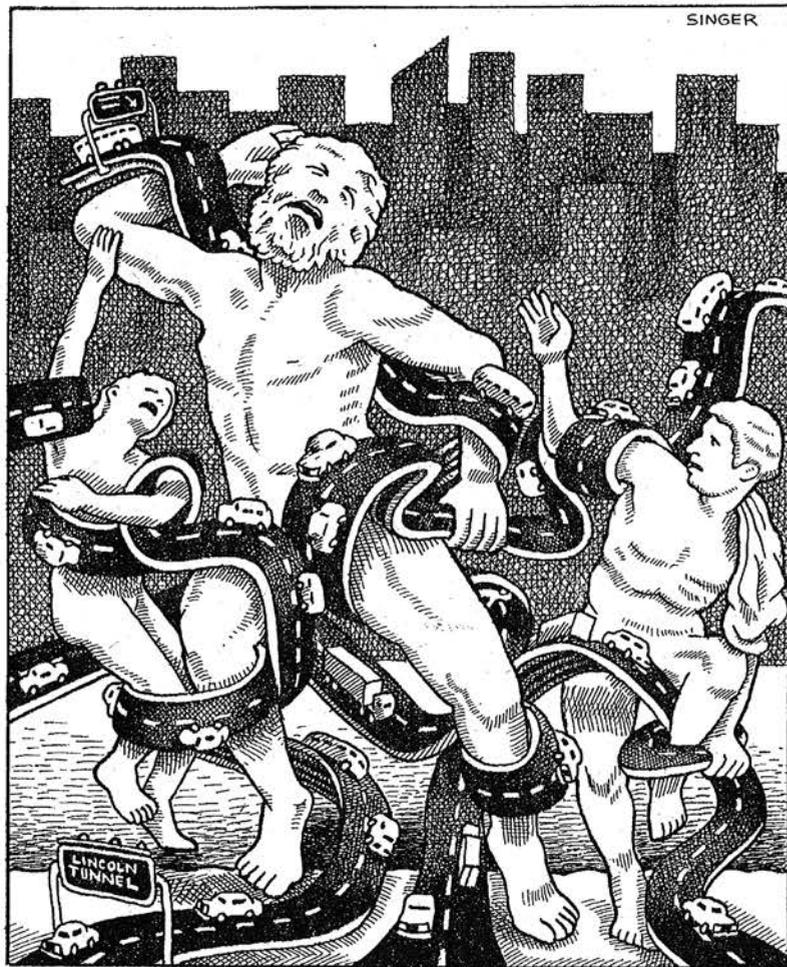
Faux ! Un cycliste en mouvement prend 3 à 4 fois moins d'espace que l'utilisateur d'une voiture. Mais un vélo en stationnement prend selon le type de dispositif 10 à 30 fois moins d'espace qu'une voiture. Soit au total, pour une personne se rendant au travail à vélo, une utilisation d'espace 5 à 10 fois moindre qu'en voiture et autant qu'en autobus sur voie réservée.

15 - Les cyclistes font n'importe quoi. Ils ne respectent pas le Code de la route

Faux ! Il est impossible pour un cycliste de respecter scrupuleusement un Code d'abord élaboré pour les automobilistes. Exemples. Pour tourner, difficile de tendre le bras, de freiner et de tenir son guidon en même temps ! A un feu, très désagréable de démarrer avec les voitures. A une intersection, difficile de passer devant une voiture, même si on a la priorité... Parce qu'il se sent vulnérable, le cycliste est généralement prudent. Mais il est vrai que son agilité dérouté souvent l'automobiliste.

16 - A vélo, on respire à fond les gaz d'échappement des voitures

Faux, un automobiliste coincé dans sa voiture respire bien plus de polluants qu'un cycliste car la pollution concen-



trée au ras du sol est aspirée par les systèmes de ventilation des voitures. Et les automobilistes coincés dans les embouteillages la dégustent longuement. Ce sont eux qui devraient porter des masques.

17 - Parlons plutôt deux-roues

En France, depuis 20 ans, la part des cyclistes dans l'ensemble des deux-roues progresse pour atteindre jusqu'à 85 % dans certaines villes. De nombreux pays européens séparent dans leurs statistiques les vélos des deux-roues à moteur. Ils sont en effet très différents en termes de nuisance, pollution, bruit et risques.

18 - Les aménagement cyclistes, c'est cher

Faux ! Une piste cyclable, ce n'est pas gratuit, mais c'est environ 20 à 50 fois moins cher qu'une rocade urbaine de 2x2 voies à même capacité horaire. Avec l'argent de 5 km de rocade urbaine, on couvre une grande ville d'un réseau complet d'aménagement cyclable.

19 - Les pistes cyclables, c'est l'idéal

Faux ! Une piste cyclable est souvent plus dangereuse qu'une bande cyclable

car les accidents sont fréquents lors de la réinsertion des cyclistes aux carrefours. En outre, c'est beaucoup plus coûteux et prend plus de place. En fait, il n'existe pas de solution idéale, complètement sûre, mais des aménagements très variés qui ont tous des avantages et des inconvénients.

20 - Avant de faire des aménagements cyclables, il faut un schéma directeur

Faux ! Un schéma directeur est certes toujours utile, mais il vaut mieux des principes directeurs et beaucoup de pragmatisme. Par exemple : répondre d'abord aux besoins les plus manifestes, s'efforcer de faire simple et sûr, profiter des travaux de voirie pour réaliser des aménagements et surtout associer les associations d'usagers aux projets et aux réalisations.

Tous les raisonnements et les données évoquées sont issus d'études reconnues sur le vélo urbain.

Frédéric HERAN

Article repris de la revue de l'ADAV, association droit au vélo, "L'Heurovélo, journal dérailleur", été 97. Contact : 23 rue Gosselet, 59000 Lille.



ENVIRONNEMENT

CHINE : BARRAGE DES TROIS GORGES

Depuis le 8 novembre, le lit du Yangtsé, le troisième plus long fleuve du monde, est coupé et dévié par le chantier du barrage des Trois Gorges. Le chantier durera jusqu'en 2009. Afin de constituer un groupe de pression en France pour demander l'abandon de ce projet, il est possible de prendre contact avec FIAN, foodfirst Information & Action Network, une association pour le droit des humains à se nourrir soi-même : FIAN, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 38 36 42.

MEXIQUE : BALEINES MENACEES

Chaque année, les baleines grises font un aller-retour de 16 000 km des régions du Déroit de Behring vers la Lagune de San Ignacio en Basse-Californie (Mexique) pour y venir donner naissance à leur bébé pendant les trois mois d'hiver. Ces lagunes ont

déjà été fortement perturbées par des installations industrielles. Un nouveau projet vient de voir le jour à l'initiative de Mitsubishi et du gouvernement mexicain : la construction d'une usine d'extraction du sel. La compagnie Exportadora de Sal (51 % Etat mexicain, 49 % Mitsubishi) produit déjà 6 millions de tonnes de sel dans trois autres lagunes. Ce nouveau projet permettrait de doubler la production. Cela nécessiterait l'évaporation de 462 tonnes d'eau par an. Or la lagune présente une profondeur très faible (souvent à peine trois mètres), et ce pompage d'eau perturberait toute la lagune (faune et flore) : bruit, mouvement de l'eau, passage des bateaux, pollution par les nappes de fuel inévitables... Cette lagune est pourtant depuis 1954 classée comme sanctuaire pour les Baleines grises et depuis 1972, refuge pour les oiseaux migrateurs. Depuis 1988, la lagune a été classée Patrimoine de l'Humanité par l'Unesco.

L'ENERGIE NUCLEAIRE N'EST PAS LA REPOSE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

A l'occasion du sommet de Kyoto, Greenpeace a publié une brochure sur ce thème montrant l'échec économique d'une industrie nucléaire qui voit dans la question du climat un dernier espoir de se relancer. Ce recours au nucléaire serait une erreur car d'ors et déjà les ressources renouvelables sont souvent moins chères que le nucléaire. Or les coûts de celui-ci grimpe alors que les autres baissent. Cette brochure est disponible contre 30 F auprès de : Greenpeace, 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

FRANCE-BELGIQUE : SAUVER L'ESCAUT

L'association Escaut sans frontières s'élève contre les insuffisances du rapport publié par la commission internationale pour la protection

de l'Escaut : absence d'études sur les rivières amonts, pas d'études sur les métaux lourds, pas de prise en compte de l'estuaire et des canaux... Pour sauver le fleuve, l'association demande que soient chiffrés les prélèvements faits par les canaux et l'industrie, les conséquences en fonction du débit et que des mesures soient alors prises pour assurer une bonne qualité de l'eau.

Pour en savoir plus : *Escaut sans Frontières, Grenzeloze Schelde, Korte Nieuwstraat 12, B 9300 Aalst, tél : 053 77 66 07* ou en région wallonne : *Inter-environnement Wallonie, tél : 02 219 89 46 Geneviève Petit* ou en France : tél : 03 27 83 53 45 Bernard Cuvillier.

STRASBOURG : LA DEMOCRATIE SELON TRAUTMANN

Femme de communication, Catherine Trautmann essaie de faire passer le message d'une maïresse à l'écoute de ses habitants. La réalité est tout autre. A la suite d'une enquête bâclée sur la question de l'aménagement de la place de l'Etoile (voir Silence spécial Alsace de mai 1997), plusieurs associations ont attaqué les décisions de la communauté urbaine de Strasbourg en relevant de nombreux vices de forme, en particulier le fait que les élus n'ont tenu aucun compte de l'avis défavorable des commissaires enquêteurs. Quelle a été la réaction des chers élus, Trautmann en tête : ils demandent le rejet des recours et 50 000 F de dommages et intérêts contre ceux qui ont fait les recours ! Le Tribunal a pour le moment ordonné un sursis à exécution. Les associations demandent qu'une véritable enquête publique soit mise en place qui tienne compte des demandes des habitants et non des promoteurs. Mais manifestement, celle qui dénonce les méthodes du Front National n'entend pas faire preuve de trop de démocratie.

Contact : *Coordination Etoile, 14 rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 44 06 69* ou *03 88 44 09 30.*

VERDON : FIN DE LA LIGNE HAUTE TENSION

Le 10 novembre, dans un communiqué commun, Dominique Voynet pour l'aménagement du territoire, et Christian Pierret, pour l'industrie, ont annoncé la suspension du projet de ligne à très haute tension qui devait emprunter les gorges du Verdon

DIOXINES : JUSQU'A SIX FOIS TROP !

"Même un enfant de cinq ans peut comprendre ça, allez me chercher un enfant de cinq ans" disait Kroucho Marx. Eh bien, un ministre de la Santé, lui ne semble pas capable de faire le calcul. Faisons le ensemble : un enfant de dix ans, pesant 30 kilos, qui ingère un demi-litre de lait, vingt grammes de beurre, deux yaourts de 150 ml et deux portions de fromage de 30 grammes reçoit, s'il a la chance de consommer des produits dont les vaches sont élevées à proximité d'un incinérateur, une dose journalière de 92 pg (picogrammes). A cela s'ajoute les autres aliments contenant des graisses animales qui concentrent aussi les dioxines, principalement viandes et poissons. Cet apport supplémentaire fait doubler la dose. On se trouve donc à 180 pg... alors que selon le ministère de la Santé, il ne devrait pas ingérer plus de 30 pg. On est donc 6 fois au-dessus de la norme fixée (et une norme n'est pas synonyme d'absence de danger).

Et que répond Bernard Kouchner : le 1er novembre, son ministère a rendu public des mesures vieilles d'un an. Et que lit-on dans ce rapport : "la moitié des laits de mélange se situe à un niveau considéré comme basal pour un pays européen". Et l'autre moitié ? Interroge le CNIID, centre national d'information indépendante sur les déchets. Dans le Figaro du 1er novembre, Jean-François Narbonne, toxicologue du Conseil d'hygiène affirme "certes, il n'y a pas d'effet pour le consommateur moyen, mais en revanche nous ne sommes pas catégoriques pour les consommateurs extrêmes, les grands buveurs de lait et mangeurs de fromages, ainsi que pour les enfants. En particulier, les tout-petits pour qui le lait et les produits laitiers sont à la base de l'alimentation. Avec un risque majeur pour les nourrissons au sein car le lait maternel, riche en graisses, concentre la dioxine". Pour ces bébés, le taux peut atteindre 10 fois la norme ! Le ministère fait des enquêtes sur ce dernier sujet. La première solution ? Ne plus construire d'incinérateurs bien sûr, mais comme conclut l'article du Figaro : "malheureusement la France a fait le choix du tout incinération, comme on l'avait fait jadis avec le tout nucléaire".

Contact : CNIID, 26 rue d'Annarn, 75020 Paris, tél : 01 43 58 68 65.



VERS DES VILLES SANS VOITURES

Du 26 octobre au 1er novembre, une soixantaine de personnes représentant presque autant d'associations militantes européennes et d'ailleurs se sont rassemblées à Lyon pour les "assises internationales vers des villes sans voitures" (voir l'annonce dans Silence n°223). Le but de ces assises était de confronter des approches variées mais souvent isolées et frêles de la lutte contre l'emprise automobile en ville. Ainsi chacun a pu s'enrichir des expériences des autres, en particulier les militants des pays d'Europe de l'Est les plus fraîchement colonisés par la culture occidentale et libérale du tout-automobile. Par dessus tout, il s'agissait que des projets concertés à échelle internationale prennent forme selon les ententes, mais le programme prévoyait aussi qu'on expérimente et médiatise concrètement des actions dans Lyon (enrubannage de voitures gênantes, marche sur voitures encombrant les trottoirs...). Le samedi 1er novembre, du "jour des morts dûs à l'hystérie automobile" sous forme d'un cortège funèbre suivi d'une manifestation colorée de "reprise piétonnière" — temporaire hélas — d'une rue du centre ordinairement vouée à un trafic intense. L'enthousiasme a été communicatif et la médiatisation a été moins décevante que d'habitude. Cette manifestation avait été précédée de la distribution massive d'un tract parodique, d'un format de tiers de page, glissé sur tous

Photo 1 : une fête des morts de la route pour le 1er novembre.

Photo 2 : un des animateurs de la Tournée européenne soutenable que nous avons présentée dans un précédent Silence.

Photo 3 : la voiture fait chaque année des milliers de victimes.

Photo 4 : pour la première fois en France, installation d'un tripode, démonstration efficace des Britanniques de "Reclaims the streets". Une personne se hisse en haut et devient difficilement délogeable par les forces de l'ordre.

Photo 5 : la rue étant redevenue piétonnière, la fête peut commencer ; trois heures de musique et de danse appréciées des piétons.

les pare-brises des voitures de la ville avec le texte suivant : "Offre à saisir immédiatement. Economisez plus de 2000 F par mois, avec en supplément de l'air pur, des



rues libérées, du calme, une meilleure qualité de vie, un monde plus soutenable. Pour cela, il vous suffit de remplir le coupon ci-dessous", lequel coupon dit "je soussigné abandonne mon automobile et détruis sur le champs mon permis de conduire".

Il est maintenant l'heure de mettre en place, à partir du bureau de Lyon, les projets à moyen terme que les participants ont dégagés pendant cette semaine de concertation :

- un magazine trimestriel regroupant internationalement les articles de remise en cause de la culture automobile. L'ambition étant de sensibiliser un public plus large que militant, la distribution pouvant être bien dispersée avec une version française qui tentera de se greffer sur la rédaction initialement anglophone.

- un bureau de coordination internationale d'actions et de campagnes contre l'évidence automobile.

- et d'ici quelques temps, un réseau de ressources documentaires facilitant l'émergence de campagnes contre les lobbies industriels supposés intouchables.

Pour avoir une idée plus exhaustive de ce qui ressort des Assises, il faudra guetter les actes qui seront largement diffusés par le premier numéro du magazine annoncé pour janvier 1998. Un compte-rendu spécial de la journée publique de réflexion sur les alternatives à la voiture en ville (réalisé avec d'autres groupes), un compte-rendu spécial sera disponible à l'adresse suivante :

Collectif pour des rues libérées, 44 rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 23 57, fax : 04 78 28 57 78.

en plein parc naturel. Mais le projet, lancé sous le précédent gouvernement, n'est pas totalement écarté : une commission nationale de débat public doit examiner les justifications de cette nouvelle ligne et les alternatives possibles.

Auvergne : PAS DE VULCANIA SANS AUTOROUTE

Giscard, par on ne sait quel miracle, a réussi à retourner l'opinion des élus socialistes, isolant les Verts sur le dossier de Vulcania, centre touristique surnommé le "giscardoscope". Mais cela ne lui suffit pas : pour que le projet tienne la route, il faut que les touristes viennent et pour cela Giscard a lancé un vibrant appel : "je demande au gouvernement de débloquent le dossier de l'autoroute Clermont-Bordeaux, qui vient de faire l'objet d'une question écrite de ma part. Ceux qui continuent de retarder ou de bloquer ce grand projet en porteront la responsabilité devant la population auvergnate et devront lui en rendre compte !". Bon, alors, après avoir donné son feu vert à Vulcania, Dominique Voynet va-t-elle céder sur le projet autoroutier ? (source : La Galipote, automne 97)

TRANSPORTS

PETITES PHRASES

"L'automobile, ce mode de transport consomme une énergie incroyable pour un service ridicule"

Daniel Gœudevert, ancien numéro deux de Volkswagen.

Berlin : VELOS-TAXIS

Reprenant une idée développée au Pérou, un ancien gestionnaire de l'industrie automobile a décidé de créer une compagnie de vélos-taxis à Berlin. Une trentaine de tricycles circulent depuis avril 1997. L'engin se présente comme un vélo à l'avant, le client monte à l'arrière sur un siège protégé de la pluie. L'ensemble fait 70 kg, est doté de 5 vitesses et peut être conduit par une femme. L'idée fonctionne bien et il est maintenant envisagé de la développer dans d'autres villes d'Allemagne. (source : Courrier International, 18 septembre 1997).

SUISSE : DES RUES POUR TOUS

Prochainement, les Suisses vont devoir voter sur la proposition lancée par des associations pour l'interdiction des voitures 4 dimanches dans l'année. Une autre collecte de signatures est en route pour cette fois demander un vote sur la limitation de la vitesse à 30 km/h en milieu urbain.

Renseignements : ATE, Rues pour Tous, Case Postale, 3000 Berne 2. (source : Bulletin Vert, novembre 1997)

Aéroports : LES MAUVAISES REPNSES DE VOYNET

Les riverains des aéroports se plaignent évidemment du bruit des avions. Quelle réponse propose le Ministère de l'environnement ? Le doublement des taxes sur les nuisances sonores ! En quoi cela va-t-il diminuer le bruit ? En rien, cela permettra de payer des isolations phoniques aux habitations proches... et donc de demander aux gens de vivre enfermés dans leur propre prison, pardon, dans leur propre maison. La question reste : comment diminuer le trafic aérien ?

POLLUTION ET PRIX DE L'ESSENCE

Depuis 1973, date du premier choc pétrolier, à part quelques remontées, le prix de l'essence en franc constant n'a fait que baisser. Pour lutter contre la pollution de l'air, dès 1974, René Dumont, premier candidat écologiste à la présidence de la République proposait tout simplement le doublement du prix de l'essence. En 1989, lors d'une alerte au SMOG à Paris, le même René Dumont faisait l'analyse suivante dans Politis : "Si le pétrole était assez taxé pour que cela lui rende sa vraie valeur, toutes les autres formes d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, hydraulique, biomasse...) deviendraient vite économiquement acceptables". Dominique Voynet a annoncé qu'une modernisation des transports en commun pour les rendre agréables (fréquence, confort, vitesse) nécessiterait une aide de l'état aux villes de 85 milliards. Un doublement du prix du pétrole rapporterait à l'état plus que cette somme. De quoi prévoir des aides pour la formation des routiers en vue de leurs embauches dans le transport par rail. Chiche ?

PISTES CYCLABLES OBLIGATOIRES

A partir du 1er juillet 1998, en vertu de la loi du 30 décembre 1996 sur l'Air (loi LePage), tout projet de réalisation ou de rénovation de voie urbaine devra prendre en compte des aménagements cyclables. Qu'on se le dise !

TGV : L'EFFET TUNNEL

De la même manière que les autoroutes ne désenclavent rien du tout, vidant au contraire les régions rurales traversées au profit des villes, le TGV avec ses gares éloignées produit ce un "effet-tunnel" : la région traversée est transparente pour le passager. Et comme de plus les crédits sont limités, le TGV se fait le plus souvent en parallèle avec la fermeture de lignes régionales, en totale contradiction avec les efforts d'aménagement du territoire. C'est ce qui a conduit Dominique Voynet à rester très réservée sur la question d'un TGV à la place du Canal Rhin-Rhône. Des associations locales proposent la mise en place d'un train pendulaire sur les voies existantes avec le maintien des gares actuelles.

Contact : Rail demain, Mairie, 70400 Tremoins, tél : 03 84 46 03 48.

VALLEE D'ASPE : NOUVELLES ACTIONS

Du 1er au 11 novembre, ce sont 20 militants hollandais, 2 Belges, 1 Britannique et 4 Dijonnais qui se sont retrouvés aux dix jours d'actions contre l'autoroute E7 qui menace la vallée d'Aspe. Malgré de nombreux appels dans la presse militante, les écologistes français semblent totalement démobilisés ! En dépit de cette faible présence, trois actions ont été menées pour perturber les travaux dans la vallée : une barricade enflammée sur la route d'accès, une opération "escargot à pied" pendant deux heures et l'occupation sur le chantier d'un pont roulant pendant 6 heures. Ces actions n'ont, pour une fois, donné lieu à aucune arrestation ni pratiquement à aucun article dans les médias locaux, comme si tout le monde s'était mis d'accord pour que la lutte soit oubliée au plus vite. Les Aspaches de la Goutte d'Eau ne l'entendent pas ainsi et appellent à un mois d'action au printemps : du 15 mars au 15 avril.

Renseignements : La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83.

PARIS : PISTES CYCLABLES

La mairie de Paris a annoncé son intention de stopper la création de nouvelles pistes cyclables pour pouvoir avoir le temps de faire un premier bilan. S'il y a bien maintenant 100 km de pistes (ou plutôt bandes) cyclables dans la capitale, cela ne représente que moins d'1 % des rues. Et tant qu'un véritable réseau n'existera pas, il sera dangereux d'utiliser le vélo.

On lui propose de faire le contraire : arrêter la circulation automobile pendant un an, le temps de se rendre compte. (source : Vache Folle, octobre 97)

ALPES-MARITIMES : 23 VOIES, RECORD MONDIAL ?

Une association de Nice vient de saisir le comité Guinness afin de lui faire homologuer le record de densité de voies de circulation dans le quartier ouest de Nice : avec la mise en place d'une 3ème voie TGV et le doublement de l'autoroute urbaine, ce ne sont pas moins de 23 voies de circulation qui se trouvent côte à côte sur une largeur de 200 m.

(source MEI Provence Alpes Côte d'Azur).

PARIS : GARE AUX POLLUTIONS

Les voisins de la Gare de l'Est subissent la pollution de 150 motrices diesel de la SNCF par jour. Suite à des pressions des habitants, la SNCF a fait faire des mesures... et les habitants ont pu compter une nette baisse des locomotives diesel pendant la période de mesure ! Ces motrices sont utilisées pour la mise en place des trains et font des navettes incessantes. Les habitants demandent l'électrification de ces motrices.

Contact : Gare aux pollutions, 12 rue Buzelin, 75018 Paris.

GRENOBLE : VILLE SANS VOITURES ?

Les jeunes écologistes de Chiche 38 lancent un appel pour la mise en place d'un collectif sur Grenoble "pour des villes sans voitures". Une première manifestation a eu lieu le 13 novembre avec une soixantaine de personnes.

Renseignements : Chiche 38 ! 4 allée de la Colline, 38100 Grenoble.

FERMIERS BIOLOGIQUES A VELO

Aux Etats-Unis une campagne APM a vu le jour contre le pavage de nouvelles routes. L'association qui la coordonne est en partie propriétaire d'une ferme biologique certifiée située à 12 kilomètres de la ville d'Arcata. Pour faire une contrepartie à la consommation de pétrole dans l'agriculture, chaque semaine, nous transportons à vélo plus de 900 F de légumes fraîchement cueillis jusqu'à la place d'Arcata. C'est un projet expérimental qui semble destiné à grandir.

la bête multinationale essayant de décrocher davantage de parts de marché.

Ceux qui ne veulent pas être la victime du "gangstérisme" multinationale doivent militer pour un système de production de l'alimentation sur le plan local. Pourquoi ? Parce que c'est à ce niveau que la "mondialisation" est la plus faible.

N'y a-t-il pas, en Amérique, une longue tradition de production et de vie communautaire ? Le capitalisme imposé de l'extérieur et d'en haut par les envahisseurs européens du 16e siècle

Se passer de la voiture à la campagne ? La ferme de l'association "fossil fuels policy action" aux USA veut bouleverser le modèle économique dominant en distribuant ses produits fermiers à vélo.

En cette époque de surpopulation, de déforestation, et de dépendance aux carburants fossiles, il faut adopter des comportements de remplacement face à un système insoutenable.

Depuis 1990, les ventes d'alimentation biologique dans le monde ont augmenté de 20 % par an, jusqu'à atteindre au niveau de 20 milliards de francs en 1996. La plus grande disponibilité des produits biologiques sur le marché principal a provoqué deux types de productions industrialisées : d'un côté le "cher et sain", de l'autre le "bon marché et toxique". Michael Colby, directeur de l'organisme "Food & Water" (l'alimentation et l'eau) a écrit : "les questions critiques concernant la production et la consommation au niveau local, n'abordent pas la décentralisation et le transport sur de longues distances".

Ajoutez à cela, l'alerte publiée à l'occasion de la "Pure Food Campaign" (campagne pour une alimentation saine), sur l'usurpation de l'appellation "biologique" afin d'y inclure des végétaux modifiés génétiquement et des animaux d'élevages intensifs, vous obtenez

n'est-il pas tout ce qu'il y a de plus étranger à ce pays ? L'équilibre précaire de la vie américaine moderne "dépend de la perpétuation de l'injustice" écrit le poète Eduardo Galleano dans sa série d'essais "Nous disons non". Cette façon de vivre, qui sacrifie la nature sur l'autel du dieu Economie, explique Galleano "ne peut être vécue que par des minorités dominantes dans des pays dominés, et son adoption en masse conduirait au suicide collectif de la race humaine".

Changer déjà à son échelle

Alors, en été 1997, nous avons commencé notre effort de soutien à la production locale en transportant les produits de notre ferme biologique à vélo jusqu'au marché du samedi à Arcata. La ferme se trouve à Blue Lake ; sa terre est nourrie par la vase de la rivière "Mad River". L'école et le groupe du théâtre Dell'arte se trouvent dans cette ville.

Sur la place d'Arcata, les passants et les clients remarquent que nous sommes les seuls à ne pas vendre devant

un véhicule motorisé. Avec le temps, nos charrettes augmentent de taille et en esthétique et nos bénévoles nous gratifient de leur bonne humeur abondante pendant le trajet matinal. Des idées s'exercent librement sur les moyens de nous dégager d'un système d'agriculture trop dépendant du pétrole, afin de sortir un jour libérés de cette source d'énergie ! Nous avons des conversations animées au sujet de problèmes généraux qui se cachent derrière notre simple effort hebdomadaire. Telle cette rencontre dans laquelle un homme n'a pas apprécié d'entendre dire que la campagne "pour un moratoire sur les nouvelles routes" soutenait la réparation des voies existantes, mais était contre la construction de nouvelles routes, ce qui a amené un de nos bénévoles, Kris Larson, à écrire une lettre aux journaux locaux :

"Samedi dernier, j'ai été confronté à un monsieur qui pensait qu'en tant que représentant de l'APM, j'étais hypocrite, car manifestement nous profitons du confort du pavage des routes. J'ai essayé d'exposer clairement que nous étions simplement opposés à de nouvelles routes".

Un autre centre d'intérêt est le développement de communes et de villes allant vers une moindre dépendance vis-à-vis des produits venant de loin, diminuant le besoin d'échanges sur de longues distances et facilitant le dépavage des routes qui ne sont plus nécessaires, afin d'éviter de payer leur entretien. C'est du conservatisme fiscal basé sur une autre idée du développement.

La conservation du pétrole n'existe pas en tant que priorité dans notre société. Cette source d'énergie sera quasiment épuisée au niveau domestique d'ici l'an 2020, et globalement d'ici l'an 2045... Il faut que la dépendance vis-à-vis du pétrole pour le transport et pour l'agriculture soit réduite maintenant, aussi pour lutter contre l'effet de serre.

La plupart des gens semblent s'intéresser et soutiennent notre projet de transporter nos produits à vélo. Nous ne voyons pas pourquoi d'autres fermes qui produisent biologiquement n'en feraient pas de même. On ne peut plus ignorer le facteur transport.

"Les marchés fermiers locaux montrent que les gens du coin apprécient vraiment que leur nourriture soit produite sur place. Transporter ces produits à vélo est notre façon de montrer que cette région pourrait être plus indépendante d'un point de vue énergétique et, nous nous engageons dans ce processus en nous amusant" dit Kris.

De n'importe quelle façon que vous choisissiez de le faire, bouleverser le modèle économique dominant est un bon moyen de faire de l'exercice. On prive ainsi la bête.

Article tiré d'Auto-Free Times, automne 97
Traduction d'Aurélien Tiberghien



JAPON : UNE FUITE DE QUINZE ANS

Le Japon va de découverte en découverte sur les mensonges des nucléocrates. Alors que jusqu'à l'accident du surgénérateur de Monju en décembre 1995, les Japonais étaient plutôt favorables au nucléaire, la suspicion est aujourd'hui de mise. Le premier ministre Hashimoto vient de présenter les excuses du gouvernement en révélant qu'il venait de découvrir qu'une fuite radioactive dans un site de stockage détectée en 1982 n'avait jamais été réparée. Aujourd'hui, la pollution dans les environs du site est jusqu'à 10 000 fois supérieure au seuil maximum toléré ! Le site était sous le contrôle de Donen, l'équivalent de la Cogéma, qui avait déjà été pris en flagrant délit de mensonges au printemps dernier lors d'un incendie dans une usine d'enrobage des déchets (37 salariés irradiés).

SLOVAQUIE : AGRESSION

Le 23 octobre, des militants de Greenpeace avaient installé

un puissant projecteur de diapositives près de la centrale de Mochovce, en république de Slovaquie. Les diapositives, projetées sur une tour de refroidissement, rappelaient les dangers que présente ce réacteur. Un commando anti-terroriste de la police est alors violemment intervenu pour faire cesser la projection, blessant deux militants. Les militants de Greenpeace ont essayé d'avoir une réponse des autorités pour savoir quelle loi ils avaient enfreinte, mais en vain. (source : WISE News, 31 octobre 1997)

SUISSE : BLOQUES PAR LES ROUTIERS

La grève des routiers, début novembre, a provoqué le blocage à la frontière de deux dangereux convois de déchets radioactifs provenant de la centrale de Mühleberg en Suisse. Greenpeace en a profité pour rappeler que la loi est que toute pollution radioactive est interdite, ce qui n'est évidemment pas le cas puisque pour le moment ces déchets partent à La Hague (France) ou à Sellafield (Grande-Bretagne) où ils polluent les mers. Durant l'été 1997, Greenpeace avait vou-

lu rapporter de l'eau contaminée de La Hague aux autorités suisses, mais les douaniers ont confisqué les échantillons. Greenpeace demande l'arrêt du retraitement des déchets qui ne fait que multiplier les quantités de déchets radioactifs.

Contact : Greenpeace-Suisse, Clément Tolusso, 079 213 41 06.

CHAMPIGNONS RADIOACTIFS

Pour le compte de la revue *Ça m'intéresse*, la CRIL-Rad, laboratoire indépendant d'information sur la radioactivité, a analysé 63 échantillons de champignons comestibles, prélevés sur une vingtaine de départements français, en août et septembre 1997. Contrairement aux bilans officiels, certaines cueillettes dépassent encore la limite européenne de 600 Bq/kg. Si dix ans après l'accident le césium 134 a presque totalement disparu, il n'en est pas de même avec le césium 137 dont la période radioactive est plus longue (30 ans pour perdre la moitié de sa radioactivité) : on mesure encore du césium provenant des retombées des essais atmosphériques des années 50 et 60.

Les dépassements de la limite européenne ont été observés dans des échantillons provenant du massif du Mercantour (Alpes-Maritimes) : deux échantillons atteignent 1275 et 3000 Bq/kg ; le record est détenu par un champignon petit-gris (*tricholoma terreum*). Les écarts avec les chiffres officiels s'expliquent en particulier par le peu de variétés de champignons étudiées par les préfectures. La CRIL-Rad a effectué, à partir de 900 analyses effectuées depuis 1986, une échelle de contamination regroupant 42 espèces de champignons.

On peut l'obtenir auprès de : CRIL-Rad, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

LA HAGUE : CRABES RADIOACTIFS

Greenpeace poursuit ses analyses sur les crabes. Les analyses sont confiées à l'Université allemande de Brême. Record en date : un crabe présentant une contamination de 5120 Bq/kg de strontium 90 et de 401 Bq/kg de plutonium. Quelqu'un qui mangerait de tels crabes atteindrait la dose limite annuelle après avoir mangé seulement 2 kg de crabes ! Rappelons que les rejets en plutonium sont interdits.

CONSEIL DE L'ORDRE ET NUCLEAIRE

Depuis des décennies, le Conseil de l'ordre des médecins diffuse des informations contestables sur le nucléaire sans que jamais un débat n'ait pu être organisé entre les médecins dont la cotisation est obligatoire. Les données diffusées ne tiennent pas compte de l'évolution de la connaissance, en particulier sur les conséquences des faibles doses, des expositions aux rayons X, sur le rôle limité des pastilles d'iode distribuées autour des centrales nucléaires, sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl... C'est pour protester contre ce manque de débat que le Dr Michel Haas refuse depuis 1992 de verser sa cotisation. Il a promis de reprendre ses cotisations dès que l'Ordre aurait répondu à ses questions. La réponse de l'Ordre : un procès pour refus de cotisation ! Le Dr Haas a reçu le soutien de plusieurs autres médecins (Jean Brière, médecine nucléaire de Lyon, Michel Berger, médecine nucléaire de Lyon, Martine Deguillaume, responsable d'enquête à Tchernobyl, Jacques Richard...).

Si d'autres médecins veulent le soutenir : Dr Michel Haas, 18 rue Emile Duclaux, 75015 Paris, tél : 01 47 83 29 84.

Greenpeace a beau multiplier les plaintes, les tribunaux ne se pressent pas pour faire appliquer la loi.

Contact : Greenpeace, 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

FLAMANVILLE A L'ARRET

Lors de la révision décennale, un essai portant sur l'étalement de l'enceinte de confinement a montré que celle-ci n'était plus assurée de manière suffisamment stricte. Le 20 novembre, les ministères de l'environnement et de l'industrie ont demandé à EDF de remédier à ce problème avant de pouvoir redémarrer le réacteur et d'effectuer des vérifications sur les autres centrales nucléaires.

DECHETS : DOSSIER ENFOUI

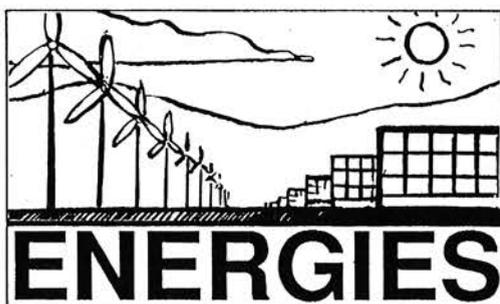
À défaut d'enfouissement des déchets, c'est la procédure juridique du choix des sites qui a été enfouie pour le moment. Alors que des décrets devaient être pris d'ici la fin 1997, non seulement rien n'a été fait, mais Ségolène Royal s'est permise de dire, dans les Deux-Sèvres, mi-novembre, que l'enfouissement n'apparaît plus comme une bonne solution et que l'argent devrait plutôt être consacré au stockage en surface et à la recherche sur la transmutation (un moyen d'accélérer la désintégration des déchets).

Mais rien ne nous fera croire que le dossier qui a déjà au moins six ans de retard ne sera pas retrouvé au printemps, disons après le 15 mars, date des élections régionales. C'est pourquoi, le Réseau Sortir du nucléaire, qui regroupe déjà plus de cent groupes, a décidé de mener une première campagne demandant l'arrêt de l'option "enfouissement" et soutient la manifestation annoncée pour le week-end de Pentecôte (30, 31 mai, 1er juin) en Haute-Marne.

Contacts :

• Réseau Sortir du nucléaire, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

• Coopération contre l'enfouissement des déchets, 33 rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.



USA : COURSE SOLAIRE

Une course de voitures solaires s'est déroulée entre Indianapolis et Colorado Springs, cet été. C'est la voiture "Solar Eagle III" qui l'a emportée, parcourant les 1980 km en 28 heures et 41 minutes à la vitesse moyenne de 71 km/h. (source : Tam-Tam, novembre 1997)

PAYS-BAS : IMMEUBLE ECONOMIQUE

La Banque néerlandaise ING a construit un immeuble en 1987 pour en faire son nouveau siège. Ce bâtiment, qui abrite 2400 personnes, ne consomme que 8 % de l'énergie d'un immeuble traditionnel. Pour cela, l'architecte a multiplié les techniques originales et efficaces de maîtrise de l'énergie. Le surcoût de l'immeuble a été de 4 millions de francs... mais les économies d'énergie font faire une économie de 15 millions de francs par an à la banque. (source : Quatre Saisons du Jardinage, novembre 1997)

SUISSE : OUI AU SOLAIRE

En novembre 1995, Novartis (anciennement Ciba-Geigy) lance un concours d'architecture pour la construction d'un imposant laboratoire à Bâle. Le 20 mai 1996, le projet retenu est présenté à la presse : un bâtiment économe en énergie (-23 % par rapport à un bâtiment classique) et avec la possibilité de fournir le restant pour une bonne part avec de l'énergie photoélectrique solaire. Mi-1997, la direction annonce que dans un souci d'économie, le projet est annulé et qu'un bâtiment classique va être construit et que Novartis a passé un contrat avec EDF pour importer du courant électrique français (le labo est sur la frontière). Greenpeace a bloqué l'entrée de la direction de Novartis la journée du 7 octobre pour demander à la direction de revenir au premier projet.

SUISSE : TOITS SOLAIRES

L'idée que nous évoquons dans l'article "Sortir du nucléaire, en deux ans c'est possible" d'utiliser les toits pour y implanter des "tuiles photoélectriques" est réaliste. Début septembre, le gouvernement américain a annoncé son intention d'aider financièrement l'installation d'un million de toits de ce genre pour éviter d'avoir recours à de nouveaux réacteurs thermiques lors de la fermeture des prochains réacteurs nucléaires.

De même, en Suisse, la société bernoise Atlantis qui fournissait des panneaux solaires pour les satellites s'intéresse maintenant au développement des tuiles solaires. Selon ses calculs, si l'on arrivait à installer au moins 100 000 m² par an, on pourrait déjà diviser le prix du kWh solaire par deux (de 4 FF à 2 FF) et si l'on mettait en place un programme sur trente ans, prévoyant qu'un sixième des toits construits en Suisse soit en tuiles solaires, on pourrait atteindre un prix d'1 FF seulement, ce qui compte tenu de l'économie réalisée sur le toit lui-même mettrait le photovoltaïque à un prix abordable. (source : Bulletin Vert, septembre 1997)

AUTO : CLIMATISATION SOLAIRE

La mode de la climatisation dans les automobiles entraîne une surconsommation de carburant d'au moins 5 %. Audi avec la société allemande Bayer Solar vient de mettre au point une climatisation solaire dans certains de ces véhicules : les cellules solaires situées dans le toit fournissent l'électricité nécessaire à la climatisation, ce qui a l'énorme avantage de fonctionner même quand le moteur est à l'arrêt et d'éviter ainsi les phénomènes de surchauffe quand une voiture reste stationnée en plein soleil. (source : Science et Vie, octobre 1997)

NARBONNE : ASSISES DE L'ENERGIE EOLIENNE

Du 23 au 25 avril 1998 se tiendront à Narbonne les Assises de l'Énergie Éolienne dont l'objectif sera de dresser un bilan critique des technologies et des applications existantes en matière d'énergie éolienne, favoriser les échanges inter-disciplinaires, présenter les innovations technologiques, évaluer les réalisations en cours, proposer une information sur leurs applications industrielles, agricoles, domestiques, comparer l'énergie éolienne avec d'autres sources d'énergies (renouvelables ou fossiles), développer une réflexion sur les perspectives de l'énergie éolienne. Au programme, des intervenants institutionnels (ADEME, Ministère de l'Environnement, EDF, des associations (Danemark, Catalogne, Maroc, Australie), des industriels. Visites des sites éoliens de Port-La-Nouvelle.

Organisation : Ecologie XXI, BP8, 11200 Fabrezan, tél : 04 68 43 54 74.

MIDI-PYRENEES : FORMATION

Le CIEN, centre international des énergies nouvelles, et le GRETA des Hautes-Pyrénées, organisent une formation qualifiante "énergies renouvelables : filière thermique" du 12 février au 27 mai 1998. Cette formation de 500 heures s'adresse à des salariés en plan de formation ou en congé individuel de formation, à des demandeurs d'emploi porteurs d'un projet professionnel en relation avec les énergies renouvelables, niveau BTS ou Bac pro-énergétique, Bac scientifique ou expérience professionnelle significative dans le secteur.

Programme complet : CIEN, ZA Bastillac Nord, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 93 13.

SAVOIE : FORMATION

L'ASDER, association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, assure à partir du 12 janvier une formation de 816 heures "énergies renouvelables, tri et valorisation des déchets". Elle débouche sur un diplôme d'agent de développement, s'adresse à des personnes ayant environ Bac + 2 ou une expérience professionnelle et qui sont porteuses de projets dans le domaine des énergies renouvelables. La formation comporte 8 modules indépendants dont certains peuvent être sautés si la personne a déjà les compétences. Rémunération possible

SNCF : PRODUCTRICE D'ELECTRICITE

Dans les années 30, le début de l'électrification de réseaux de chemins de fer poussés des compagnies à construire des barrages pour être productrices d'électricité. En 1937, à la naissance de la SNCF, ces barrages sont confiés à une filiale, la SHEM, qui échappera à la nationalisation des compagnies d'électricité lors de la naissance d'EDF dix ans plus tard. Cette filiale existe toujours aujourd'hui et fournit à la SNCF près de 2 milliards de kWh par an (la consommation d'une ville comme Lyon) à un prix de 12 centimes le kWh contre 32 centimes facturés par EDF. Avec les directives européennes de libéralisation des marchés de production, la SNCF envisage de devenir encore plus autonome en énergie en construisant dans un premier temps des turbines au gaz. Rappelons qu'en Suède, une ligne de chemin de fer est totalement alimentée par des éoliennes (du côté de Malmö)... de quoi donner des ailes à la SNCF... et enfoncer un peu plus EDF dans les dépenses liées au nucléaire. (source : "Les infos" revue interne de la SNCF, octobre 1997)

pour les chômeurs. Hébergement assuré.

Programme complet : ASDER, Jean-Christophe Castagne, 299 rue du Granier, BP45, 73230 Saint-Alban Lesys cédex, tél : 04 79 85 88 50.

HAUTE-SAVOIE : SERRES CHAUFFEES AU BOIS

L'entreprise familiale Verdonnet-Bouchet, située sur la commune de Troinex, à la frontière franco-suisse, qui emploie 60 salariés, est spécialisée dans le maraîchage et l'horticulture. Chaque année, elle doit chauffer 50 000 m² de serres. En 1995, l'entreprise a choisi de remplacer les chaudières au fioul par une chaudière bois de 4 MW. Un important système de dépoussiérage a été mis en place avec le concours de l'Europe (programme Thermie), de la Région Rhône-Alpes et de l'Office fédéral de l'Énergie (Suisse). Résultats : 640 000 litres de fioul économisés par an, maîtrise des fumées conforme aux normes... suisses. Pour en savoir plus : Energies environnement, 04 50 67 17 54.

L'HERITAGE DE MORUROA

En Polynésie française, les anciens travailleurs — entre 10 000 et 15 000 Polynésiens ont participé au programme d'essais nucléaires français — n'avaient pas encore eu la possibilité de faire connaître leurs expériences ni leurs doutes. Cette enquête sociologique a permis d'interroger 737 anciens

employés sur les sites était de gagner de l'argent. En effet, les salaires étaient bons, auxquels s'ajoutaient toutes sortes de primes : prime de travail, d'éloignement du foyer, de poussière, de fin de campagne, etc.

La vie sur les sites, telle qu'elle est décrite par une grande majorité des travailleurs polynésiens eux-mêmes,

Des membres de l'ONG polynésienne Hiti Tau, de l'Église Évangélique de Polynésie française, et de deux sociologues néerlandais de l'Université de Wageningen avec le concours de Bruno Barrillot du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits de Lyon, ont poursuivi en 1996 des recherches sur les effets des essais nucléaires français sur la santé et le bien-être des anciens travailleurs sur les sites des essais, et des autres insulaires habitant à proximité de Moruroa et de Fangataufa. Les résultats de cette enquête viennent d'être rendu public.

employés de manière approfondie sur ce que voulait bien dire le «nucléaire», tant pour elles-mêmes, que pour leurs familles et leurs communautés.

Conditions de travail

Une grande majorité des Polynésiens qui travaillèrent sur les sites y ont passé plus de deux ans (73 %). Un tiers (33 %) y ont passé plus de dix ans. La motivation première des Polynésiens

était intéressante, variée, ou même passionnante et seule une minorité (14 %) ont qualifié leur travail de dangereux. Les conditions générales de travail ne furent pas ressenties du tout comme mauvaises. Certainement, de nombreux Polynésiens trouvèrent la vie difficile sur les lieux, puisque leur famille et leur communauté leur manquaient. Il y eut des tracasseries, comme par exemple l'interdiction de manger du poisson frais alors qu'il était si abondant sous leurs yeux, ou de boire de l'eau de coco frais !

A la question de savoir si, pendant leur séjour sur les sites du CEP, centre d'expérimentation du Pacifique, ces travailleurs avaient «*passé du temps*» dans des zones probablement contaminées, 49 % ont répondu «*oui*», et 41 % ont dit avoir «*travaillé*» dans des zones probablement contaminées. Ce pourcentage est élevé car la plupart des employés qui ont travaillé dans ces zones probablement contaminées parlaient de la période des essais atmosphériques, soit de 1966 à 1974. Parmi les employés qui ont travaillé dans des zones probablement contaminées, 65 % ont précisé qu'ils avaient souvent travaillé dans de telles zones. Presque 70 % d'entre eux avaient dû porter des vêtements de protection.

Une majorité (54 %) des employés qui ont travaillé dans des zones probablement contaminées, sont d'avis qu'il leur est arrivé, à l'occasion, d'être obligés de faire certains travaux contre leur propre volonté. Ce pourcentage est bien plus bas parmi les travailleurs qui n'ont jamais été obligés d'entrer dans des zones contaminées pour y travailler.

La santé

Un des soucis majeurs des anciens travailleurs des sites d'essais concerne leur santé propre et celle de leur descendance. Bien que les autorités françaises aient toujours présenté les sites d'essais comme un laboratoire scientifique, une recherche sur les effets à long terme du programme d'essais nucléaires sur la santé des travailleurs sur place n'a jamais été envisagée. Les autorités françaises ne se sont jamais soucies de rassembler les informations pertinentes sur le sujet. Alors que presque tous les employés (94 %) ont passé un examen médical avant d'arriver sur les sites et que 65 % d'entre eux aient aussi été examinés pendant qu'ils travaillaient au CEP, 48,5 % seulement ont été examinés à la fin de leur séjour sur les sites.

La nature même des activités sur les sites d'essais était pourtant en soi une raison suffisante pour mettre sur pied une étude à long terme sur les conditions de santé de ceux qui ont travaillé sur les sites.

De nombreux travailleurs sur les sites d'essais se sont plaints du système de santé. Il n'y avait pas de transparence et les questions posées de savoir si telle ou telle maladie pouvait être mise en rapport avec les activités sur les sites d'essais restent sans réponse, ou ne sont pas prises au sérieux. En général, il n'y a pas de confiance dans le système de santé actuel, comme le démontre le fait que 91,3 % des travailleurs aimeraient qu'une étude médicale indépendante puisse être entreprise.

Incidents

L'enquête révèle un nombre de cas spécifiques de personnes qui ont été exposées aux risques de contamination radioactive avec des conséquences dramatiques. Certaines de ces personnes sont des anciens travailleurs, mais il y en a eu d'autres qui ont été exposés à des risques sans le savoir. En voici quelques cas :

— un ancien travailleur de site qui a été exposé à une irradiation au cours d'un travail de décontamination : il a subi depuis une succession de maux ; sa peau n'arrête pas de peler. Plusieurs de ses enfants ont hérité de sa maladie ;

— un assistant en météorologie, qui a travaillé à Hereheretue en 1968-69, a appris que tous ses anciens collègues sont morts du cancer. Il est persuadé qu'ils sont morts d'avoir bu de l'eau de pluie stockée dans un réservoir. Lorsqu'il commença à poser des questions sur ce qui s'était passé à son travail, on l'a déclaré inapte et il a été licencié ;

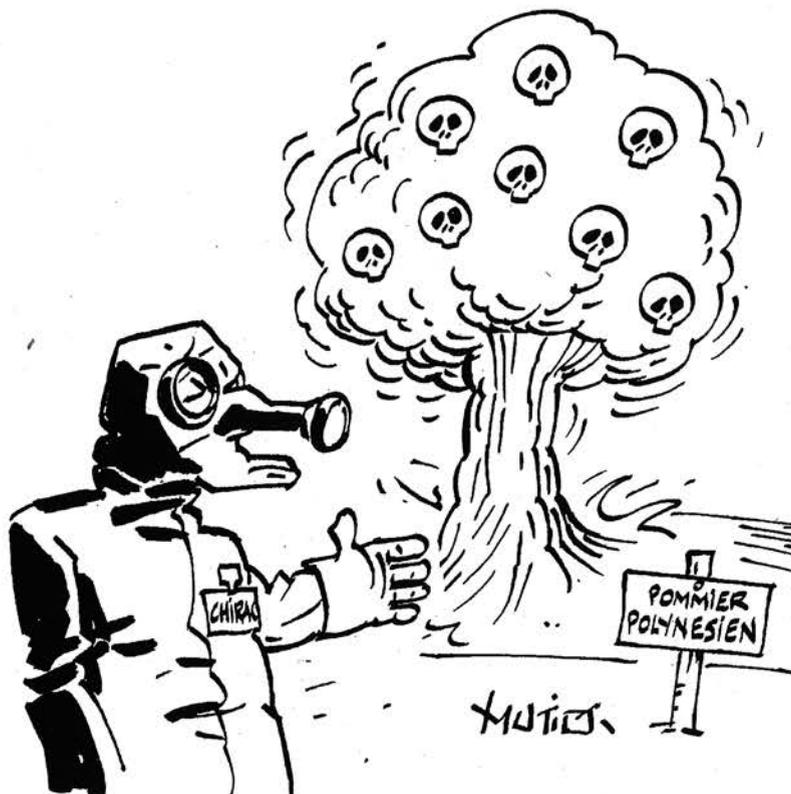
— un salarié qui a travaillé sur un des sites pendant plus de 20 ans, tomba malade pendant un de ses congés : on a diagnostiqué un cancer du foie. Sa femme entreprit des démarches pour savoir s'il y avait une relation possible entre ses séjours sur les sites et sa maladie, mais personne ne s'intéressa à son cas. On lui refusa même l'accès au dossier médical de son mari. Cet ancien employé mourut pendant les recherches de sa femme, la laissant, elle et ses enfants, dans une situation financière précaire ;

— une femme qui travailla pour une entreprise de nettoyage de vêtements de protection en provenance des sites, contracta une maladie très contagieuse. On l'a menacé de licenciement au moment où elle a fait un rapprochement entre la contamination radioactive et sa maladie. Au moins un de ses collègues a été envoyé en France pour un traitement médical.

Toutes ces personnes ont ceci en commun : une fois tombées malades, ou avoir appris des événements très troublants, elles se heurtèrent à mur d'incrédulité et de manque d'intérêt de la part des experts médicaux français ; quelques-unes subirent même des intimidations de la part des autorités.

Oublier ou ne pas oublier

Lorsque l'on demanda aux anciens travailleurs s'ils considéraient important de poursuivre les discussions sur les conséquences possibles des essais nucléaires sur la santé et le bien-être des familles polynésiennes et de la société en général, ou bien s'ils trouvaient qu'il valait mieux ne plus parler



de ce sujet maintenant que les essais nucléaires sont terminés, 83 % des réponses allaient dans le sens de la poursuite des discussions. Un pourcentage encore plus élevé (91,3 %) répondirent qu'une recherche épidémiologique devrait être entreprise concernant les conséquences des essais nucléaires sur la santé de la population. On ne sera pas surpris d'apprendre que ce sont surtout ceux qui ont travaillé dans les zones contaminées qui ont insisté pour qu'une recherche médicale et épidémiologique en profondeur soit faite.

Une première étape du processus conduisant à une compréhension meilleure et plus ouverte serait l'adoption par les autorités françaises d'une stratégie qui prenne au sérieux leurs anciens employés et leurs anxiétés. Soulever le voile du secret, démystifier Moruroa, cela veut dire aussi une recherche médicale indépendante et épidémiologique parmi les anciens employés et leurs familles, ainsi qu'une recherche comparative sur le cancer en Polynésie et la région avoisinante. Au vu du coût global du programme nucléaire, de son impact sur la société polynésienne, des expériences menées ailleurs — par exemple le programme d'essais nucléaires américains faits au Nevada et aux îles Marshall — il est étonnant que durant les 30 dernières années aucune mesure ne semble avoir été prise dans ce sens, ni que des données ne soient disponibles pour mener à bien une telle enquête.

Les craintes et les anxiétés des anciens travailleurs des sites nucléaires s'ajoutent au sentiment de culpabilité

qui provient du fait d'avoir participé activement, d'avoir été complices, dans ce programme d'essais nucléaires. De nombreux travailleurs se sentent partiellement responsables des conséquences négatives qu'ils constatent sur leur santé et l'environnement dues au CEP. On peut même dire qu'aujourd'hui de nombreux anciens travailleurs des sites nucléaires ressentent qu'en échange de l'argent qu'ils ont gagné, ils ont contribué à mettre leurs propres vies et la société en danger, ce qui, pour certains, leur apportent un sentiment de détresse.

Un premier pas à franchir pour effacer le manque de confiance actuel, c'est que la France prenne ses responsabilités et réponde aux demandes légitimes des Polynésiens.

Un second pas dans le sens d'une guérison des blessures infligées par les essais nucléaires, serait de mettre sur pied un organisme qui pourrait exercer une fonction d'intermédiaire entre les Polynésiens et leurs autorités.

Patrice BOUVERET

"Moruroa et nous, expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud"

Pieter de Vries & Han Seur

édité par le CDRPC, Lyon, 1997

224 pages • 95 F (+ port 20 F)

Disponible auprès du CDRPC,

187 montée de Choulans, 69005 Lyon.



VENTES D'ARMES

Une campagne internationale contre la tenue du salon Eurosatory 98 vient de se mettre en place avec de multiples mouvements européens pour la paix. Le Salon Eurosatory se tiendra du 2 au 6 juin 1998 au Bourget, près de Paris. 800 fournisseurs d'armes seront représentés,

MARSEILLAISE

Yannick Noah a enregistré une nouvelle version de la Marseillaise qui nous ravit :

*"Pour les enfants de la patrie
Le jour d'y croire est arrivé
Entre nous, la tyrannie
Les bobards, c'est bien terminé
Oui, les bagarres
c'est bien terminé
Efforçons-nous
dans nos campagnes
D'ouvrir nos esprits à donner
De la paix, de la tolérance,
Retrouver les vertus de la France*

*Oh rêve, citoyen
Formons enfin l'union
Vivons, vivons
La liberté et la fraternité*

*A tous les frères de la patrie
La régression est terminée
Entre nous,
toutes ces conneries
On ferait mieux
d'apprendre à s'aider
Sans céder, enseigner à s'aimer
Et de la couleur
de nos compagnes
Naîtront des enfants par milliers
Qui s'aimeront
dans leur diversité
Effaçant les dernières batailles*

*Oh rêve, citoyen
Formons enfin l'union
Les armes citoyen
On n'en a plus besoin
Oh rêve citoyen
Fini, fini, les bataillons,
Mon dieu,
qu'est-ce qu'on est bien
Et quelle jolie chanson
Vivons, vivons
La liberté et la fraternité
Et la diversité
Et la liberté
En toute légalité
Et l'égalité ?*

*Vivons, vivons, vivons
Rêvons, rêvons, rêvons".*

130 pays y seront présents. La campagne entend s'opposer aux ventes d'armes dont le seul but est de provoquer des guerres, de soutenir des dictatures, ou de réprimer les populations.

Pour en savoir plus :

- *European Network Against Arms Trade, c/o Pesthuislaan 39, 1054 RH Amsterdam, tél : 00 31 20 61 64 684.*

- *Eco-Action, 95 rue de la Marine, 62224 Equihen-Plage, tél : 03 21 31 18 62.*

- *MAN Paris c/o Christian Brunier, 19 avenue Pereira, 77330 Ozoi-la-Ferrière.*

ARMÉE : CAMPAGNE PUBLICITAIRE

Avec la fin du service militaire, l'armée va devoir trouver d'autres modes de recrutement. Pour cela, elle a fortement développé son secteur communication et durant tout le mois de novembre, elle a multiplié les spots télévision et les messages radios. Objectif : convaincre 10 000 jeunes de s'engager chaque année. Le spot qui présente l'armée comme une noble cause avec beaucoup d'informatique et évidemment pas de sang, aura été passé 210 fois sur les six principales chaînes de télévision, quatre chaînes thématiques ainsi qu'au cinéma. Les messages radios de 30 secondes ont été passés 900 fois sur des radios de jeunes (NRJ, Skyrock, Fun Radio). Enfin, des encarts publicitaires ont été passés dans la presse quotidienne régionale et des hebdomadaires. Le tout pour un coût de 22 millions de francs.

L'ARMÉE SUR TOUS LES FRONTS

L'armée est inquiète : comment recruter des personnes sans leur dire qu'on va leur apprendre à tuer. Après avoir abondamment infesté les milieux humanitaires, le SIRPA, service d'information et de relations publiques de l'armée, a mis en place une action "en faveur de l'environnement" : le festival du film "Jules Verne". Celui-ci, dont la 6ème édition s'est déroulée à Paris au mois de novembre dernier, récompense des films d'"aventures" et cible le jeune public en multipliant des opérations auprès des jeunes (entrée gratuite pour les moins de 25 ans par exemple) dans l'espoir de les entraîner dans d'autres aventures. Un festival à déconseiller.

TRANSFERTS MILITAIRES, IMPOSONS NOS CRITERES

Agir Ici, le Mouvement pour une alternative non-violente, Amnesty International, l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture, Justice et Paix, la Ligue des droits de l'homme, Pax Christi, lancent une campagne commune sur le thème "exportations de matériels de sécurité et de police, transferts militaires, imposons des critères". Cette campagne, qui dure jusqu'au 15 février, a déjà reçu le soutien d'une cinquantaine d'autres associations. Sous forme de cartes postales adressées au Président de la République, au premier ministre et à votre député, la campagne demande que la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre prenne en compte des critères éthiques et en particulier de rendre public un état annuel des transferts, un avis annuel de la conformité de ces transferts. Elle demande également un contrôle parlementaire. Pour animer cette campagne, un rapport a été réalisé par l'Observatoire des transferts d'armements. Si demander un tel contrôle est sans doute un moyen de limiter les ventes d'armes, on regrettera que ne soit pas posée la question éthique suivante : existe-t-il de bonnes ventes d'armes ?

Contacts :

- *Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00. (dépliants et cartes : 5 F port compris l'ex, 40 F les 10 ; rapport complet : 50 F port compris)*

- *Amnesty International, 4 rue de la Pierre Levée, 75553 Paris cédex 11, tél : 01 49 23 11 11.*



HAUTE-NORMANDIE : REGULATION NON- VIOLENTE DES CONFLITS

Le MAN, mouvement pour une alternative non-violente, et IFMAN son organisme de formation, organisent les 17 et 18 janvier un week-end de formation sur le thème "pour une régulation non-violente des conflits". Cette formation

s'adresse aux militants qui s'engagent dans une action ou une réflexion et qui veulent inscrire une démarche non-violente dans leur milieu associatif ou professionnel. Ce week-end se passera à Archelle, près d'Yvetot (Seine-Maritime). Accueil enfants prévu.

Programme complet : *Elisabeth et Olivier Maheu, cidex 72 bis, 27670 Bosc Roger en Roumois, tél : 02 35 81 20 25.*



OMAN : PREMIERES ELUES

Le Sultanat d'Oman est le deuxième pays arabe du Moyen-Orient à mettre en place un Parlement (uniquement consultatif !) après le Koweït. Pour les troisièmes élections législatives, les femmes ont eu le droit de vote et de se présenter. Il y a eu 27 femmes sur 736 candidats et deux d'entre elles ont été élues. (source : *Courrier International*, 6 novembre 1997)

IRLANDE : FEMMES PRESIDENTES

La succession de Mary Robinson, la précédente présidente d'Irlande, a provoqué une bataille électorale entre 4 candidates et seulement un homme. Les quatre femmes représentaient trois candidatures de droite et une gauche + écologiste. Le 30 octobre, elles ont totalisé plus de 95 % des voix contre seulement 5 % pour la candidature masculine.

MANIFESTATION DROIT DES FEMMES

La manifestation organisée par le collectif "Droit des femmes" qui regroupe 150 associations, groupes et partis, n'a pas réussi à mobiliser les foules pour la manifestation centrée sur le travail : 10 000 selon les organisatrices, 2100 selon la police... alors qu'elles étaient 40 000 à la manifestation précédente. Seule membre du gouvernement présente : Dominique Voynet, qui n'a fait qu'un petit tour sur place. Par contre, les représentants masculins étaient largement majoritaires en tête de manif, ce qui est un peu troublant. Contact : *Collectif national pour le droit des femmes, c/o CADAC, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 56 36 48.*

DELEGUEE MINISTERIELLE

Geneviève Fraisse, 49 ans, a été nommée le 15 novembre dernier "déléguée interminis-

térielle aux droits des femmes", un poste réclamé depuis longtemps au nouveau gouvernement Jospin. Geneviève Fraisse est chercheuse au laboratoire de philosophie politique, économique et sociale du CNRS, collaboratrice du livre "Histoire des femmes", auteure de "La raison des femmes" (1992) et "La différence des sexes" (1996).

MARIE PAS CLAIRE

La revue "Marie Pas claire" est une revue féministe radicale. On peut la trouver dans les bonnes librairies (sensiblement les mêmes que là où on trouve Silence) ou leur demander un numéro (20 F port compris) à : *Marie Pas Claire, 86 Bd de Charonne, 75020 Paris.*

LA MENSTRUEUSE

Autre revue féministe radicale, plus confidentielle faite à Lyon. Réalisée par un groupe non-mixte, le premier numéro est sorti en juin 97. On peut obtenir le dernier numéro (20 F port compris) à l'adresse suivante : *La Menstrueuse, chez Françoise Blanchon, 6 rue de la Victoire, 69003 Lyon.*

INEGALITES DANS LES SALAIRES

Alternatives Economiques a calculé pour les 120 plus grandes entreprises françaises les écarts de salaires entre les hommes et les femmes dans les quatre catégories suivantes : cadres, techniciens et agents de maîtrise, employés et ouvriers.

Les plus gros écarts moyens sont les suivants (en % de plus pour les hommes) :

ANF Industrie	37
Renault	27
Comareg	27
Axone	25
Delta Diffusion	23
IBM France	23
Chez les cadres seuls, on obtient le palmarès suivant :	
Gén. Grandes Sources	76
Comurhex	73
Bijoux GL	72
Kébler	54

Aluminium Péchiney	53
(...)	
France Télécom	9
BNP	8
Saint-Gobain Desjon.	5
SGN	4
SNCF	4
IBM	3
Gan	3

Les plus grosses inégalités sont observées chez les ouvriers d'Air liquide (salaire des hommes égal à 2,14 fois celui des femmes !); à l'inverse, il existe quelques cas où les femmes gagnent plus : les employés de CGI informatique ne touchent que 0,93 du salaire des employées, 0,92 pour ceux de Chantelle, 0,94 pour ceux de Dunlopillo, 0,94 pour la Société Générale. Ces quelques cas sont généralement très ponctuels et se produisent par exemple quand on a un travail très féminisé avec des femmes ayant de l'ancienneté avec des hommes jeunes qui ne sont là que pour apprendre le métier avant de passer aux couches supérieures. En moyenne, dans la société française, les femmes gagnent encore 25 % de moins que les hommes.

MARIAGE ET SANTE

Les études montrent que les hommes célibataires sont en

moins bonne santé que les hommes mariés, tandis que les femmes célibataires sont en meilleure santé que les femmes mariées. La même différence s'observe au niveau des veufs et des veuves comparés aux couples. La dépression est plus fréquente chez les hommes célibataires ou veufs que chez les hommes mariés, tandis qu'elle est moins fréquente chez les femmes célibataires ou veuves que chez les femmes mariées. La conclusion est évidente : la mariage profite aux hommes, pas aux femmes.

(source : *Alternative libertaire*, novembre 1997)

DORDOGNE : MAISON DE NAISSANCE SAUVEE

Nous relations dans notre numéro de novembre, le procès fait contre la Maison de naissance Sainte-Thérèse qui permet aux femmes d'éviter d'accoucher en hôpital. Le 18 novembre dernier, le tribunal correctionnel de Bergerac a relaxé les quatre personnes inculpées sans peine ni dépens. La Maison est pour le moment sauvée, mais le Procureur a fait appel et un nouveau procès devrait avoir lieu à Bordeaux, au printemps. Contact : *Eric Degen, Laval, 46350 Reilhaguet, tél : 05 65 37 94 30.*

QUE LISENT LES FEMMES ?

Le lectorat d'une revue varie énormément d'un titre à l'autre. Concernant la presse généraliste, le rapport hommes/femmes est de 60/40 pour l'Express, 55/45 pour le Nouvel Observateur, 57/43 pour Le Monde, 58/42 pour Capital, 60/40 pour l'Expansion... avec une différenciation encore plus marquée si l'on s'intéresse au sexe de l'acheteur : on atteint 75/25 pour Le Monde.

Dans la presse féminine, les hommes représentent aux alentours de 20 % du lectorat avec jusqu'à 28 % pour Femme Actuelle et 27 % pour Maxi.

Pour la presse télévision, les femmes sont plus lectrices : 45/55 pour Télé 7 jours, 43/57 pour Télé Z, Télé loisirs, Télé Star. Seul Télérama assure l'égalité parfaite 50/50.

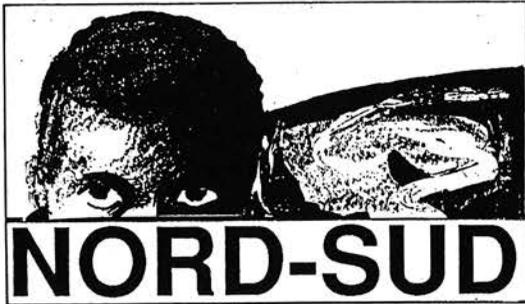
Autres domaines où les femmes sont plus nombreuses : la santé, la famille, la décoration, la cuisine, la maison, la presse jeunes et enfin la presse catholique : La Vie 39/61 par exemple, la presse Senior : Notre Temps 35/65 et enfin la presse "à scandales".

Les hommes lisent plus la presse d'information générale, l'automobile, le sport, le bricolage, la pêche, la chasse, la gestion du patrimoine, les sciences... les stéréotypes ont la vie dure !

Seules revues à avoir un lectorat équilibré : la presse de jardinage, d'évasion (Géo par exemple), l'éducation, les animaux.

Dans la presse quotidienne régionale, on retrouve la même différenciation selon les rubriques, mais également des différences selon les genres : les hommes préfèrent les experts, les femmes préfèrent les témoignages (portraits, expériences).

(source : étude de la SOFRES reprise dans "Femmes et Médias", Ed. L'Harmattan)



ETHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE : JOUEZ LE JEU

Du 31 janvier à la coupe du monde de football (juillet 98), les 45 associations impliquées dans la campagne "de l'éthique sur l'étiquette" lancent une campagne d'interpellation des distributeurs d'articles de sport sur le thème "jouez le jeu : faites gagner les droits de l'homme !". Elles leur proposent pour cela de mettre en place un code de conduite dans lequel ils s'engagent à respecter les droits de l'homme au travail et acceptent un contrôle indépendant qui vérifie l'application de cet engagement. Cette campagne est un nouveau volet de la campagne plus générale mise en route par Artisans du Monde depuis 1995. En 1997, plus de 80 000 personnes ont signé la pétition sur le sujet, soit quatre fois plus que l'année précédente. Le 15 mai 1997, le Parlement européen a adopté une résolution apportant son soutien à cette campagne qui se déroule dans de nombreux pays du Nord (sous le nom plus général de "Clean Clothes", "vêtements propres"). Cette résolution demande la mise en place d'un label social. 1998 est l'année du Mondial de football en France, mais c'est aussi le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme. A partir du 31 janvier, dans une soixantaine de villes françaises, se dérouleront des animations pour informer les consommateurs qui seront invités à signer une pétition nationale et à renvoyer des cartes postales aux principaux distributeurs d'articles de sport.

Pour en savoir plus :
De l'éthique sur l'Étiquette, c/o Fédération Artisans du Monde, 67 avenue de la République, 75011 Paris, tél : 01 49 29 95 15.

NICE : ARTISANS DU MONDE

Une boutique "Artisans du Monde" vient de s'ouvrir à Nice avec le soutien de trois associations : Génération Solidarité, Association pour le développement solidaire, Méditerranée Afrique Solidarité. Il existe aujourd'hui 70 boutiques en France et près de 2000 en Europe. Ces boutiques sont fondées sur le principe du "commerce équi-

AGENDA DE LA PLANETE

Si vous avez besoin d'un petit agenda pour des journées pas trop chargées, voici un format pratique et peu coûteux. La revue "Peuples en marche" a édité un agenda au format A6 qui vous présente en outre une partie rédactionnelle sur tous les rendez-vous internationaux de l'année. Coût : 20 F + 5 F de port l'ex. A commander à : Peuples Solidaires, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 67 99.

table" et travaillent en amont avec des coopératives villageoises. La boutique est ouverte du mardi au vendredi de 15 h à 19 h, le samedi de 10 h à 19 h à l'adresse suivante : Artisans du Monde, 13 rue Amiral de Grasse, 06000 Nice, tél : 04 93 16 86 50.

LYON : FORMATION BENEVOLES ASSOCIATIFS

Les 24 et 25 janvier, la revue "Peuples en Marche" organi-

se à Lyon une formation sur le thème "bénévoles associatifs : comment communiquer avec les médias ?" : comment valoriser une action, quelles sont les règles de la communication, quel support et quel type de message, comment rédiger un communiqué de presse, un tract, une affiche, à quel moment communiquer...

Renseignements : Peuples en marche, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 67 99.

ANNONCES

EMPLOIS- DEMANDES

- JH, BTS Comptabilité Gestion + 2 ans d'expérience en Cabinet Comptable (en qualité d'assistant), motivé, cherche un poste administratif dans une association de protection de l'environnement ou une entreprise alternative à partir de février 1998. Bonne pratique de Word et Excel. Passionné de nature (bénévole à la FRAPNA). Etudie toutes propositions. David Devidal, 9 rue Giuseppe Verdi, 69200 Vénissieux, tél : 07 78 70 62 58.
- Je cherche un emploi de mars à septembre 1998, de préférence chez un agriculteur qui cultive des fleurs à sécher, n'importe où en France ou à défaut chez un agriculteur bio, dans le Gard ou les environs. Je serais également intéressée par un contrat CES en rapport avec l'agriculture bio dans la même région. Marie-Hélène Romain, 7 rue du Salin, 30700 Uzès, tél : 04 66 03 25 40.

RECHERCHES

- Silence recherche toujours les numéros de revue indiqués dans le numéro de novembre en page 2.
- Silence recherche une collection de la revue "Anarchisme et non-violence" qui a dû être publiée dans les années 60-70.
- Une association caritative voulant louer un bâtiment qui lui appartient peut-elle inclure dans les clauses du bail des conditions pour que le locataire respecte l'éthique de l'association ? Si vous avez une réponse, merci de m'écrire : Anne-Marie Béneix, Renoir n°2, Rivet, 19100 Brive.

- Je recherche des personnes ou des associations travaillant dans le domaine de l'architecture, de la décoration, de l'habitat sain, qui seraient intéressées pour mener une campagne visant à réformer les lois qui déterminent aujourd'hui l'attribution des permis de construire pour les maisons individuelles. Les normes sont en effet tellement nombreuses que toute créativité en est de fait excluse alors qu'il ne devrait y avoir que quelques limites (respect du voisinage). Si cela vous intéresse, contactez moi : Christine Traxel, Rebouillon, 83300 Châteaudouble.
- Afin de compléter ma collection, je cherche à acheter les numéros de Silence suivants : 4, 57 à 60, 62 à 69, 71, 84 à 89, 109, 116. Prix d'achat : 25 F le numéro. Ecrire avant pour éviter les doublons : Jean-Pierre Travers, Espéranto 2000, 1 rue Darwin, 91210 Draveil.
- Qui peut me dire où trouver un baladeur-radio solaire ? Réponse à Silence (ça nous intéresse) et directement à : Jean-Pierre Travers, 1 rue Charles Darwin, 91210 Draveil.
- Je suis à la recherche d'une ferme, de préférence écologique, où je puisse travailler en tant que volontaire pendant plusieurs mois. Petra Tas, Driegaaijenstraat 9 bus 3, 91000 Sint Niklaas, Belgique, tél : 00 32 3 777 26 54.
- Je suis à la recherche d'une ferme en France pour faire un stage de plusieurs mois. Franziska Greim, Zietlizer Weg 13, 19086 Peckatel, Allemagne.
- Couple cherche gîte à prendre en gérance ou maison à louer en vue de création d'un lieu d'accueil. Lozère, Cévennes, Ardèche, Alpes... étudie toutes propositions. Roydcor-Christa, L'Essard, 39200 Villard Saint-Sauveur.

- Afin de mettre en place en Seine-Saint-Denis un local convivial fonctionnant avec des partenaires non-salariés, je cherche des candidats intéressés (chômeurs ou non). Dans ce local, ouvert du vendredi au lundi, de taille restreinte (10 à 15 personnes) se feront des échanges divers : débats thématiques, consommation différente, restauration maison, jeux, espace-troc, expositions, collectif d'achat... Je cherche également un lieu style entrepôt ou vieille usine pour développer ce concept. Ecrire à Dominique Leprince, 11 bis avenue Victor Hugo, 93320 Pavillons/Bois.
- cherche documents et adresses sur matériels et fournitures "énergie solaire" neuf ou occasion, sur réalisation d'un WC bio à compost. Christophe Jacquot, Le Cheyl, 12480 Brousse le Château.

A VENDRE

- Vends tandem marque Lejeune, bon état, prix : 1200 F. Tél : 01 64 22 98 98 (Xavier).

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



POLITIQUE

ACTES DU CONTRE G7

Les actes du colloque organisé par Ecoropa, Fian, Silence et plusieurs autres associations dans le cadre des manifestations contre le G7 à Lyon, en juin 1996, sont disponibles contre 25 F franco auprès de : FIAN, 40 rue de Malte, 75011 Paris.

CNT : NE PAS SE BERCEUR D'ILLUSIONS

La CNT, confédération nationale du travail, est un syndicat d'inspiration anarchiste peu connu car l'un de ses principes de base est de refuser de se présenter à des élections qui débouchent sur des commissions paritaires où siègent aux côtés des salariés des représentants du patronat ou de l'Etat. La CNT dénonce le travail de sape qui est effectué, tout particulièrement par les gouvernements socialistes, au sein des appareils syndicaux via ces structures qui n'ont pour rôle que de diminuer les tensions sociales, d'entretenir l'illusion d'une justice sociale alors que le but même est de maintenir en place les structures capitalistes et de domination actuelles. La CNT est implantée dans différents secteurs : la Poste, l'enseignement... Alors que les écologistes se sont pour le moment assez peu penchés sur les questions de représentations syndicales, il serait peut-être bon qu'ils prennent connaissance des textes de ce syndicat radical. Pour en savoir plus : CNT, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris, tél : 01 43 72 09 54.

CONTRE LES LOIS PASQUA

C'est le titre d'un livre écrit il y a un an par Sami Nair. L'auteur, en accord avec ses écrits est maintenant conseiller de Jean-Pierre Chevènement au Ministère de l'Intérieur... où il explique que finalement les Lois Pasqua ne sont gênantes que pour les autres. (source : Pote à Pote, octobre 1997)

RHÔNE : SENS ET NON-SENS DE LA CROISSANCE

Le Centre Thomas More (Eveux, Rhône) organise le samedi 10 et le dimanche 11

janvier une rencontre sur le thème "sens et non-sens de la croissance" avec des intervenants économistes et sociologues : Philippe Bernoux, Denis Clerc, Jean-Baptiste de Foucault, Bernard Guilbert, Hugues Puel, Guy Roustang...

Programme complet : Centre Thomas More, La Tourette, BP 105, 69210 L'Arbresle, tél : 04 74 26 79 71.

HOSPITALITE BASQUE

De janvier à juin 1995, Jean-Luc Galvan prête sa maison située au centre de Saint-Girons (Ariège), au vu et au su de tout le monde, à un couple de Basques. Plus tard ce couple sera accusé de

terrorisme. Cela vaut à Jean-Luc Galvan d'être arrêté de manière spectaculaire sur son lieu de travail et d'être mis en examen pour "association de malfaiteurs". Après trois semaines d'incarcération, il est relâché car le dossier est vide. A ce moment là, ses locataires sont toujours libres. Le 12 novembre dernier, il a été condamné à 24 mois de prison dont 6 fermes par le tribunal de Grande instance de Paris. Jean-Luc Galvan a fait appel de ce jugement et un comité de soutien s'est mis en place et une pétition circule : Comité de Soutien à Jean-Luc Galvan, c/o Canal Sud, 40 rue A Duménil, 31400 Toulouse, fax : 05 61 25 95 43.

GREENPEACE EN MUTATION

Aux USA, après un développement spectaculaire dans les années 70 et 80, Greenpeace avait mis en place de nombreux relais locaux à travers le pays qui relayaient activement les campagnes et qui contribuaient à collecter d'importantes sommes d'argent. En retour, Greenpeace diffusait auprès des donateurs une revue de qualité qui fournissait des arguments sur les campagnes et proposait des alternatives. Au début des années 90, cette revue a été supprimée pour laisser place à un bulletin de médiocre qualité. Des affaires de détournements de fonds dans les groupes locaux ont poussé les responsables de Greenpeace à supprimer ces relais. Conséquences : sans revue et sans relais, avec seulement un siège à Washington, Greenpeace s'est complètement coupé du public. Présent dans les grandes messes internationales, Greenpeace a accepté de signer un accord sur la pêche alors qu'auparavant une vigoureuse campagne de boycott contre le thon avait connu un grand succès auprès des enfants (on trouvait des dauphins au milieu du thon). Cet accord a été perçu comme une trahison de Greenpeace et en deux ans, l'organisation écologiste a vu les dons être divisés par deux. D'autres associations environnementales ont acheté des encarts publicitaires pour dénoncer Greenpeace.

La nouvelle stratégie internationale mise au point par le nouveau directeur allemand Thilo Bode ne va faire qu'ac-

centuer le malaise : il a choisi de faire surtout du travail de lobbying auprès des organisations internationales avec des permanents qui devront changer de sujet tous les six mois. Cela a provoqué une vague de licenciements sans précédent. Vu la complexité des dossiers planétaires et du temps nécessaire à lier des contacts, on peut douter de la valeur de cette nouvelle stratégie.

Nouvelles structures en France

En France, la campagne de Greenpeace menée activement à la Hague a été décidée au niveau international, mais comme une de ces campagnes tournantes et il est déjà prévu de passer à autre chose : les deux grandes campagnes prévues en 1998 porteront sur les forêts tropicales et sur le climat. Le permanent nucléaire français — Jean-Luc Thierry — a été licencié au printemps et c'est Pénélope Komitès, directrice française qui a assuré le relais pour la campagne de la Hague. La seule autre campagne encore menée en France est celle contre les aliments transgéniques — avec Arnaud Apotheker —. Le permanent déchets toxiques — Pierre Emmanuel Neurhor — a été remercié et n'a pas été remplacé. Un nouveau directeur français vient d'être nommé : Bruno Rebelle, ancien directeur de Vétérinaires sans frontières. Celui-ci a l'habitude de la gestion des grosses ONG mais ignore presque tout de la problématique écologiste. Les groupes locaux, qui

avaient vu le jour il y a maintenant deux ans, dans le cadre du développement de Greenpeace en France sont en veille. Seul point positif, pour le moment, la revue francophone (Suisse, France, Belgique) est toujours d'aussi bonne qualité.

Pierre Emmanuel Neurhor qui avait mis en place un réseau impressionnant regroupant plus d'une centaine d'associations travaillant sur la question des décharges et des incinérateurs a mis en place le CNIID, centre national d'information indépendante sur les déchets.

Jean-Luc Thierry a été embauché à mi-temps par Agir pour l'environnement, structure lancée au printemps par les Verts, et postule à un deuxième mi-temps dans le Réseau Sortir du nucléaire qui devrait se substituer aux Européens contre Superphénix dès le début de l'année. Il y serait le deuxième permanent aux côtés de Philippe Brousse venu des Européens contre Superphénix.

Ces trois nouvelles structures font le même pari : arriver à se financer par les dons des sympathisants écologistes dans leur domaine respectif. Espérons qu'il y ait suffisamment de ressources pour tous.

Contacts :

- Greenpeace, 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.
- Agir pour l'environnement, BP52, 75965 Paris cédex 20, tél : 06 07 47 59 18.
- CNIID, 26 rue d'Annam, 75020 Paris, tél : 01 43 58 68 65.
- Réseau sortir du nucléaire, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

LA CONFUSION CULTURELLE SOURCE DE LA FAIBLESSE DU MOUVEMENT SOCIAL

Dans "La nouvelle grille" (1974, chapitre "Information-structure et information circulante"), Henri Laborit dit : "Tout le malheur de l'homme vient de ce qu'il n'a pas en-

beaucoup fait pour ouvrir sur une compréhension plus complexe de la vie et de l'univers ne réussissait pas, à l'époque, à faire sauter le principal verrou construit par la culture de la domination.

munautés, écosystèmes, etc (2). Ce faisant, il a souligné que les niveaux d'organisation ne se résument pas à une simple somme des éléments qui les forment; leurs propriétés ou qualités sont d'une tout autre nature que celles de leurs constituants, c'est la vertu holistique de l'association. De ces constats familiers de la culture écologiste découle la conscience de la relativité de la position des constituants et des environnements, et des relations que l'on a avec eux : chaque niveau d'organisation "a deux faces orientées dans des directions opposées : la face tournée vers les échelons internes est celle d'un tout autonome, celle qui regarde vers l'extérieur appartient à une partie dépendante" (Arthur Koestler, "La quête de l'absolu"). Koestler disait "holons" pour "niveaux d'organisation"; communément, on les nomme aussi "systèmes".

La compréhension écologiste du monde serait incomplète sans la notion d'homéotélie (du grec *homoi*, le même, et *telos*, le but, la finalité). C'est Edouard Goldsmith qui a créé le terme car, nous dit-il, "il est significatif qu'il n'existe aucun mot qui exprime de manière explicite ce caractère essentiel de la coopération avec le tout dans le but de préserver son ordre spécifique", car il en va de l'intérêt de chaque partie. L'homéotélie exprime donc la coordination en interrelation à tous les niveaux d'organisation pour construire et maintenir un tout qui est nécessaire et agréable à chacun. Bien sûr, c'est une compréhension de l'ordre de la nature qui est très ancienne. En particulier, elle a, plus qu'en filigrane, inspiré la philosophie et la pratique anarchistes.

Il est plutôt méconnu que l'écologie, comme des approches plus anciennes de la connaissance, révèle que les différentes formes de l'association (commensalisme, entraide, coopération, mutualisme, symbiose...) sont les dynamiques essentielles de la construction de l'univers et, bien sûr, du vivant (1). Or trop peu d'écologistes, les victimes de l'oppression qui font vivre telle ou telle forme du mouvement social l'ignorent généralement et cela affaiblit leur révolte.

core trouvé le moyen d'inclure cette structure fermée ("l'individu") dans le plus grand ensemble dont la finalité serait aussi la sienne et celle de tous les autres". C'est surtout tout le malheur de ceux dont la sensibilité permettant l'ouverture au monde a été bridée par des conditionnements subliminaux. Même Henri Laborit, ce marginal de la recherche française (il a été très longtemps mis au ban de la "communauté scientifique") qui a

Egoïsme et évolution

Et pourtant Henri Laborit a été un des rares contemporains à mettre en lumière l'organisation de toute chose par niveaux d'organisation ou de complexité, chacun ayant la capacité de fonctionner de façon autonome : particules élémentaires, atomes, molécules, bactéries, cellules, organismes complexes, com-

(1) De ce fait, il serait abusif de réserver l'usage du vocable "écologie" à la seule approche "scientifique" du vivant. Je l'étend donc à toutes les connaissances sur le vivant, tant les connaissances occidentales anciennes que celles des bouddhistes, des Amazoniens ou des Papous.

Henri Laborit, lui aussi, aborde le lien homéotélique : "(...) c'est par le maintien de la structure globale de l'organisme que le maintien de la structure de chaque niveau d'organisation peut être réalisé" ("Dieu ne joue pas aux dés", 1987). Mais, quand il exprime cela, Henri Laborit n'étend pas la logique homéotélique aux ensembles organiques plus grands et plus complexes que le niveau de "l'individu". Il reste encore prisonnier de la prééminence accordée à celui-ci par la culture de la domination (la "culture impérialiste").

Contrairement au premier constat désabusé d'Henri Laborit, la culture écologiste (philosophies traditionnelles comprises) et, particulièrement, la connaissance holistique et homéotélique montrent que l'intérêt de chacun est indissociable de l'intérêt général. C'est-à-dire que l'existence et le bien-être de la partie dépend de l'homéostasie du tout, etc

Ce que Henri Laborit constate négativement au-delà du niveau de "l'individu", l'écologiste le lit positivement dans l'économie du vivant. Et il rejoint Robert Leclaire, le traducteur de "L'Unique et sa propriété" de Max Stirner en 1899 (Ed. Stock) qui, dans la préface évoque Nietzsche : "L'Unique est donc pour Stirner le moi *gedankelös* qui n'offre aucune prise à la pensée et s'épanouit en-deçà ou au-delà de la pensée logique; c'est le néant logique d'où sortent comme d'une source féconde mes pensées et mes volontés. -Traduisons, et poursuivant l'idée de Stirner un peu plus loin qu'il ne le fit, nous ajouterons : c'est ce moi profond et non rationnel dont un penseur magnifique et inconsistant a dit par la suite : "O mon frère, derrière tes sentiments et tes pensées se cache un maître puissant, un sage inconnu ; et il se nomme toi-même. Il habite ton corps, il est ton corps (...)" . Cet Unique où Stirner aborde sans reconnaître le sol nouveau où il posait le pied, croyant toucher le dernier terme de la critique et l'écueil où doit sombrer toute pensée, nous avons aujourd'hui appris à le connaître : Dans le moi non rationnel fait d'antiques expériences accumulées, gros d'instincts héréditaires et de passions (...), dans cet "Unique" du logicien, la science nous fait entrevoir le fond commun à tous sur lequel doivent se lever (...) une solidarité nouvelle (...)" . Depuis que des biologistes de la fin du XIXe (3) découvrirent que les ancêtres des

PARIS DAKAR : PAS D'ACCORD

Hors-série n°2 de la revue Silence

Au sommaire : Tous des masos (BD de Cabu). L'histoire d'une course. Les enjeux du Paris-Dakar. A vos marques. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Les concurrents. La contestation. Pari du cœur : une goutte d'hypocrisie dans le désert. Proposition de résolution du Parlement Européen. Le Collectif Pa'Dak. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ? Les campagnes Nord-Sud.

Rédaction : Michel Bernard en collaboration avec J.M. Fardeau et Bertrand Delpeuch. Nombreuses illustrations de Cabu, Plantu, Altho, Barrigue, Delambre, Stan. Photos de Joseph Marando.

36 pages 21 x 29,7 cm.

Bon de commande page 71.



organites constitutifs de la cellule ont été des bactéries autonomes, c'est-à-dire depuis que — comme en confirmation de nombreuses pensées traditionnelles — l'on peut vérifier que la vie a procédé par coopération, association et symbiose pour évoluer, je peux dire en effet : cet égoïsme que Stirner a débarrassé de tous les conditionnements qui le dénaturent, est l'expression de mon corps, l'expression de la mémoire-connaissance-logique structurelle des vies intimement associées pour le constituer et produire ce Plus holistique qui est moi. Ce que me souffle mon égoïsme est la quintessence de l'expérience de l'évolution depuis les premiers frémissements de la vie (et, peut-être, même avant) et c'est un message très différent de celui de sa caricature : "l'égoïsme" version judéo-chrétienne et néo-darwiniste (4), puisqu'il est tissé par la connaissance ineffable de l'homéotélie. Mon égoïsme — et, donc, ma compréhension de la liberté, cette idée si manipulée — me relie évidemment aux autres ; il comporte la conscience d'être partie intégrante d'un vaste ensemble communautaire : le vivant.

Henri Laborit, qui a tant cherché, ne pouvait pas ne pas le découvrir : "Le mot "Amour", si suspect (...), ne signifie-t-il pas simplement vivre, vivre avec tous les autres?" (conclusions de "Dieu ne joue pas aux dés").

Il s'agit, en effet, de vivre proche des autres vies pour qu'ensemble nous donnions vie à ces entités holistiques, ces "niveaux d'organisation" — communautés, écosys-

tèmes, biosphère — qui, en retour, créent les conditions nécessaires à notre vie. C'est ce lien vital de réciprocité, ce lien homéotélique, donc, qui est la source de la "sympathie naturelle" (Charles Darwin), de l'empathie, de "l'amour", de toutes les formes de "l'entraide" (Pierre Kropotkine) et de la convivialité.

De proche en proche, de sympathie en appui mutuel, d'entraide en agréments, de solidarités en symbiose... le vivant apparaît à l'écologiste européen, amérindien ou papou comme une communauté de communautés.

Le cheval de Troie

"(...) il y a une grande différence entre les sentiments ou les pensées que ce qui m'entoure éveille en moi, et les sentiments et les pensées qu'on me fournit tout faits. Dieu, immortalité, liberté, humanité, sont de ces derniers : on nous les inculque dès l'enfance et ils enfoncent en nous plus ou moins profondément leurs racines; (...)", Max Stirner, "L'Unique et sa propriété".

Le lien homéotélique entre l'ensemble et la partie ne devrait pas être quelque chose de bien difficile à comprendre. Jusqu'à la création du vocable spécifique par Edouard Goldsmith, les écologistes l'évoquaient en soulignant l'interdépendance et la complémentarité. Cela devrait donc être évident pour tous et, pourtant, c'est là-dessus que la plupart butent.

Ils butent parce qu'ils ne sont pas émancipés de l'influence de la culture de la domination dont les principaux constituants sont :

(2) On retrouve cette connaissance dans les traditions chinoise, bouddhiste et hébraïque. Les "niveaux d'organisation" ou "de complexité" ont été aussi nommés "holons" par Arthur Koestler, "systèmes" par Bertalanffy, Ashby et Weiss, et "orgs" par Ralph Gerard de l'école d'écologie de Chicago.
(3) Voir "L'univers bactériel" de Lynn Margulis et Dorian Sagan (Éditions Albin Michel, chapitre 7 : "Nouvelles cellules").
(4) néo-darwinisme que Charles Darwin rejetait.

- l'anthropocentrisme qui jette de haut un regard méprisant et utilitariste sur le vivant.

- le matérialisme et le mécanisme qui réduisent le monde (et les vivants!) à un stock sans intelligence d'objets dissociés (au mieux : des "mécaniques". C'est, avec l'individualisme, la pierre angulaire du capitalisme qui est collection de morts (les vies devenues "matières" premières, marchandises et profits) et de non-vies (les êtres autonomes devenus esclaves, consommateurs et assistés).

- l'individualisme qui conduit à focaliser sur le niveau prétendument individuel (déjà une construction symbiotique, pourtant) au détriment de la relation avec tous les autres niveaux d'organisation, tant avec les niveaux internes qu'avec les niveaux englobants; au détriment donc de la compréhension du sens de l'économie du vivant.

- et le néo-darwinisme qui a détourné l'idée de la sélection naturelle (que Charles Darwin concevait très largement, incluant parmi ses résultats la sympathie et la coopération) pour la mettre au service d'une justification de la lutte pour la domination.

Ce sont ces doctrines qui brouillent les messages de la vie. Quoique le matraquage idéologique soit souvent devenu plus subtil, il nous souffle encore que "la nature" — comprise comme une entité distincte de "l'Homme" — est synonyme de dangers, de passéisme sinon d'obscurantisme, de pénurie, de pauvreté voire d'inexistence intellectuelle, etc, et qu'en nous la nature (elle n'est plus, tout à coup, exactement distincte) est foncièrement mauvaise.

D'où toute la mythologie du progrès et d'une certaine culture, lesquels ne peuvent s'affirmer qu'en opposition à "la nature", ou, plus précisément, à l'économie du vivant. Cet impérialisme idéologique sur la culture a instillé dans les structures mentales "modernes" tout un fatras de sornettes, dont l'idée que la "loi naturelle" serait la foire d'empoigne, "la lutte de chacun contre tous", la compétition qui sélectionne les meilleurs dans l'intérêt de tous, la guerre contre la société et contre la nature, etc.

C'est ce venin qui fait oublier à tant et tant de gens que la vie et l'univers sont tissés d'interrelations complémentaires et que, de la bactérie à la biosphère, tous les êtres et tous les niveaux d'organisation sont des proches. C'est ce venin qui fait oublier que nous sommes au cœur d'un système où toutes les choses sont "enveloppées les unes des autres, cerveau à l'intérieur d'un cerveau, souffle au-dedans d'un autre souffle; ainsi emboîtés, l'un est l'écorce pour l'autre et ainsi de suite" (extrait de la Kabbale rapporté par Henri Laborit).

Nous avons fait le constat de l'échec des différentes composantes du mouvement social des années 60/70 et de l'apathie de la société (sauf en novembre et décembre 1995 en France, mais cela n'a pas duré). Les responsables sont reconnaissables; c'est en particulier le brouillage culturel impérialiste qui mine maintes volontés individuelles et le mouvement social. Entre ce qui fonde la motivation de tout soulèvement contre l'ordre inique : le sens de "la communauté des intérêts sociaux" (Rudolf Rocker) et les projets, les formes mêmes que croit

"se donner" le mouvement, s'intercale l'édit brouillage qui susurre que l'instinct et le bon sens génèrent des chimères. Ce brouillage est d'autant plus efficace qu'il est activement instillé dans le mouvement social par les structures politiciennes (de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, sans exception) qui s'y immergent pour mieux le saboter et en détourner l'image vidée de tout contenu. Mais, surtout, ce brouillage est un conditionnement dont peu de têtes ont été privées. En effet, qu'il s'agisse du militant, du sympathisant ou du mouvement social en son entier, l'ennemi n'est pas seulement l'entrisme, le manipulateur ou le corrupteur. L'ennemi est aussi cette culture qui prétend nous sauver de "la nature" et de notre nature; l'ennemi est aussi intérieur, et celui-ci est sans nul doute le plus redoutable.

Ainsi, même chez des militants insoupçonnables et intéressants par ailleurs, la culture impérialiste est souvent présente plus qu'à l'état de traces. C'est là que réside l'origine de la grande confusion qui fait que, le plus souvent, rien n'est possible, même quand aucun manipulateur ne pointe son museau.

Chez Rudolf Rocker (militant anarchiste très connu en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis, 1873-1958), au début de "De la doctrine à l'action. L'anarcho-syndicalisme des origines à nos jours", on ne trouve pas de ces traces de la culture impérialiste. Pourtant, la genèse de l'idéal libertaire semble attribuée à l'observation des tares de l'ordre dominant, après coup en quelque sorte; comme si le bien naissait du mal, la logique de l'aberration... La déduction après expérience malheureuse existe, bien sûr, et elle est souvent féconde. Mais elle ne devrait pas faire oublier que les pratiques d'ordre libertaire, tels les échanges réciproques et l'organisation des communaux (propriété commune des moyens de production), existaient bien avant les structures de domination et le capitalisme. Plus encore, la possibilité de cette démarche déductive ne doit pas faire oublier que la connaissance du sens, la révolte contre l'iniquité et l'idéal libertaire — je suis tenté de dire : la pulsion libertaire et conviviale — ne sont pas les produits d'une banale spéculation intellectuelle sur les méfaits du capitalisme. Ils sont, nous l'avons vu tout à l'heure, comme induits par l'héritage des vies qui nous ont précédés, par notre construction et par ses relations avec les systèmes vi-

Pour en finir avec le mythe de l'automobile un livre de Colin Ward

préface de René Dumont, postface de Robert Joumart,

Co-édition Silence et Atelier de Création Libertaire.

Au XIX^{ème} siècle, le rail connaît un développement fulgurant. Au XX^{ème} siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il développe ensuite les alternatives possibles.

144 pages format 14 x 21 cm.

Bon de commande page 71.



vants dans lesquels elle s'inclut. Ils sont aussi les fruits de l'observation de l'économie de la nature. C'est d'autant plus surprenant que Rudolf Rocker paraisse sous-estimer cela dans les premières pages, qu'il présente plus loin la réflexion lumineuse de Pierre Kropotkine prolongeant les travaux de Périer, de Spencer, de Darwin... et, en particulier, le constat que "l'instinct social" et l'entr'aide ont été sélectionnés par l'évolution.

Mais il y a, dans le mouvement libertaire même, des témoignages bien plus frappants de l'oubli, voire de l'occultation des origines vitales de l'élan libertaire et convivial, les racines mêmes du mouvement social. Des militants justement agacés par certaines formes dégénérées de l'écologisme (en particulier, l'électoralisme vert) ne croient-ils pas judicieux de s'en prendre à l'inspiration écologiste, cela en s'appuyant sur des bribes de la culture impérialiste, leur ennemi intérieur ?!

"Qui a le droit d'être libre, qui se sent le droit de réclamer à la société les conditions d'existence qui lui permettraient de se vouer, s'il le veut, au travail d'une libération intérieure, celui-ci a également le devoir d'exercer cette liberté car si l'esprit ne se mobilise pas contre l'inertie du langage au sein de sa propre parole, il est en risque de voir les stéréotypes verbaux pénétrer ses démarches les plus intimes, usurper ses motivations, décider pour lui — en bref, faire de lui une chose, ce qui mettrait fin à notre aventure sur cette terre" (Yves Bonnefoy, "Entretiens sur la poésie"). Car la volonté peut se mettre au service d'une mauvaise cause si la pensée est troublée ou impuissante à bien formuler le sentiment. Et, quand ce sentiment est masqué et défiguré non pas seulement par le langage mais par le conditionnement à la domination, toute une culture, alors le projet divorce du bon sens et l'illusion du conscient se perd dans l'irrationnel.

D'où la nécessité de relativiser l'importance de l'expérience dans la formation des idées et la détermination à agir. Nous avons fait à satiété l'expérience malheureuse de la gestion des affaires par les structures dominatrices et spéculatives. Nous avons sous le nez les preuves que la rationalité dont elles se réclament n'est qu'un objet idéologique, un mensonge pour mener le plus grand nombre contre son intérêt, et... les plus nombreux semblent tout autant incrédules devant les conclusions qu'ils devinent que devant ce qui affleure de

QUELLE ECOLOGIE RADICALE ?

Ecologie sociale ou écologie profonde en débat

Murray Bookchin et Dave Foreman

Préfaces de Jacques Grinevald et Alain-Claude Galtié

co-édition Atelier de Création Libertaire - Silence

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Cette recherche n'est pas sans soulever des polémiques.

Aux Etats-Unis, l'écologie sociale développée par Murray Bookchin s'appuie sur les luttes sociales pour essayer de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

A l'opposé, le mouvement Earth First auquel appartenait Dave Foreman part d'une sauvegarde systématique des espaces naturels pour ensuite aller vers une démarche sociale.

Ces deux méthodes sont-elles compatibles ?

164 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 71.



leur propre "instinct" — ou "égoïsme" — incrédules et tétanisés. C'est que l'expérience historique et même l'expérience personnelle ne suffisent pas ; encore faut-il se connaître et savoir quel est le sens de sa vie au sein du vivant. Encore faut-il pouvoir se protéger des propagandes et des habitudes qui conditionnent pour écouter sa nature (son corps, son égoïsme stimerien) et le monde auquel on appartient. Comment être fort et passer le cap de la velléité quand on n'ose comprendre le sens de sa révolte ? Comment choisir son projet quand il y a divorce entre la pulsion vitale et les commandements d'une culture que l'on croit sienne ? Ou comment dépasser le simulacre démocratique quand on voit son environnement comme il n'est pas et quand on croit avoir plus d'affinités avec les doctrines et les fonctionnements mortifères qu'avec les élans qui nous relient aux autres et à toute la vie ?

Par exemple, en étudiant l'économie holistique et homéotélique du vivant, on ne peut que remarquer que l'organisation sociale qui lui correspond le mieux est d'ordre vernaculaire et libertaire. On pense au fédéralisme, à l'autogestion, au partage des communaux... Pourtant, hors les groupes anarchistes et les écologistes libertaires, combien de structures politiques, de syndicats également, agissent dans ce sens ? Tous ont été si profondément formés et cimentés par la culture impérialiste que, même ceux qui ont le moins intérêt à la reproduction du système oligarchique, sont totalement incapables d'abandonner leur paradigme favori. C'est pourquoi il faut se tourner vers ceux qui ont été les moins contaminés, et tout particulière-

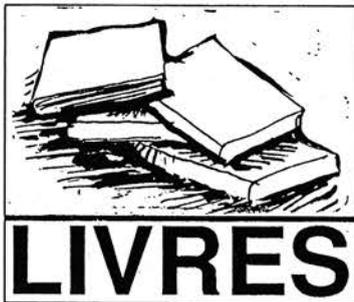
ment les militants des civilisations vernaculaires qui puisent leur force dans une connaissance immémoriale de l'économie du vivant, dans un vécu enraciné dans les écosystèmes et dans une résistance de plusieurs siècles.

L'ennemi intérieur débusqué, le lien homéotélique, ou, si l'on préfère : la communauté des intérêts de tous les vivants serait évidente pour tous. Alors les meilleures manipulations ne trouveraient pas dans le mouvement social de terrain favorable pour développer leur gangrène et leurs auteurs auraient bien du souci à se faire. Alors, beaucoup se détourneraient de toute idéologie autoritaire et dominatrice pour avoir compris qu'elle n'inspire que des pratiques destructrices; ils pencheraient consciemment vers l'association et la convivialité pour cultiver les dynamiques holistiques profitables à tous. Alors, la politique, qui est conquête et maintien de la domination aux dépens même de la plus modeste expression du mouvement social, céderait devant la restauration de la convivialité, de l'esprit citoyen et du **politique** (organisation de la cité, du vernaculaire au planétaire).

Alain-Claude GALTIE

Bibliographie

- Pierre Kropotkine : *L'entr'aide*.
- Edouard Goldsmith : *Le défi du XXIe siècle*, Ed. du Rocher
- Ivan Illich : *Dans le miroir du passé*, Ed. Descartes & cie.
- John Clark : *Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme*, Ed. Atelier de Création Libertaire
- Yves Bonnefoy : *Entretiens sur la poésie*, Ed. Mercure de France.
- Rudolf Rocker : *De la doctrine à l'action*, Ed. Atelier de Création Libertaire.



N'Y A-T-IL PAS D'AMOUR HEUREUX ?

de Guy Corneau
Ed. Robert Laffont
1997 - 296 p. - 139 F

Guy Corneau, psychanalyste, est l'initiateur des "Réseaux homme" dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises dans la revue. Ces réseaux s'intéressent tout particulièrement à la question de savoir comment évoluent les rapports hommes-femmes et constituent le côté masculin de la réflexion que pose le féminisme. Dans ce livre très dense, l'auteur essaie de montrer comment les sentiments présents entre un garçon et sa mère d'un côté, d'une fille avec son père de l'autre côté, sont des traces importantes dans les futures relations d'un couple. L'ignorance de ces traces ferait obstacle à la découverte de l'intimité et la psychanalyse n'a pas alors pour but "de faire un constat d'échec (mais) de créer quelque chose de neuf. Nous sommes devant un nouvel apprentissage" (p.16). Il s'agit de sortir de la société patriarcale qui a décidé que les hommes n'ont pas de sentiments et que les femmes ne pensent pas. Car ce type de société a conduit à une incommunicabilité entre les sexes qui donne des être frustrés dans leurs amours et ceci a des conséquences politiques palpables : "il est d'ailleurs étonnant de constater à quel point le besoin d'amour frustré se transforme presque invariablement en volonté de puissance (...) Cette terrible loi semble jouer tant chez les petits dictateurs domestiques que chez ceux qui tyrannisent leur pays" (p.43). "L'homme convaincu que son pénis est trop petit compense en achetant des bolides puissants. Il veut faire éclater sa puissance frustrée au grand jour" (p.44). Ceux qui n'arrivent pas à se révolter choisissent alors la passivité et suivent les leaders : "ils nient leur pouvoir personnel et l'abandonnent à qui aura la sagacité de l'utiliser. (...) A

ce petit jeu, on devient rapidement conformiste. (...) L'appartenance à une secte, à une bande de rue ou un club social peut ainsi servir à nous donner une identité sur mesure lorsque nous n'osons pas assumer notre pouvoir individuel" (p.45). Alors il ne faut pas avoir peur d'essayer, même si cela peut être douloureux : "il n'y a pas d'expérience négative. Tout sert en définitive à mieux se connaître et à s'orienter dans le vaste champ de la vie" (p.66). "La souffrance nous confronte aux questions essentielles de l'existence. Elle constitue sans doute un facteur fondamental de la vie puisque personne n'y échappe. C'est l'aiguillon qui tire les êtres vers une attitude juste" (p.67). Après avoir ainsi montré qu'il est possible d'évoluer, il développe deux grandes parties : les pères qui ne savent pas exprimer leurs sentiments restent silencieux envers leur fille ce qui les rendra plus tard sceptiques sur la possibilité des sentiments masculins ; les mères qui ont toujours peur de ne pas apporter assez d'amour à leur enfant rendront le fils peu confiant dans ses rapports avec les femmes car il aura peur de ne pouvoir satisfaire une femme qu'il sent exigeante en sentiment. Il en conclut qu'heureusement l'engagement féministe fait changer cela, mais que c'est un phénomène long tant le poids des générations passées est important : "les impasses du présent sont largement expliquées par celles du passé" (p.208). L'auteur s'appuie sur les nombreux travaux qui ont été menés sur les contes populaires, sur les témoignages qu'il a rencontrés et met ainsi en avant des solutions qui ont pu être trouvées. Il suggère par exemple de valoriser l'arrivée des premières règles chez une fille comme une étape positive de sa vie et d'en faire autant lors de l'arrivée du sperme chez le garçon. Il conseille de toujours essayer de communiquer, ce qui peut se faire

entre conjoints, dans un groupe de personnes en confiance, avec un psy...

Il souligne une difficulté actuelle liée au féminisme des années 60 : "de plus en plus de jeunes hommes accusent maintenant leurs partenaires du même âge d'être dures et intransigeantes (...) Alors qu'ils sont eux-mêmes les garçons des premières féministes, qu'ils ont une oreille plus attentive aux revendications des femmes (...) celles-ci ont justement appris des mêmes mères à ne plus se fier totalement à leur sentiment amoureux. Elles vont parfois trop loin dans l'exercice. Elles tuent la relation pour ne comprendre que plus tard l'aspect inconsistant du drame" (p.245).



Nous nous comportons actuellement "comme si nous trouvions que ça va mieux quand ça va mal. Peut-être tout simplement parce que dans le malheur nous avons la sensation d'exister (...) Notre idée du bonheur est très statique (...) Il nous manque la force de l'émotion et la créativité alors que nous sommes essentiellement émotion et créativité. Pour aller vers une félicité vivante, il nous faut (...) embrasser. l'idée d'un bonheur palpitant, curieux et aventureux" (p.261-262). Et justement "la véritable raison de partager sa vie avec quelqu'un semble être de se stimuler mutuellement pour faire exploser la créativité de chacun" (p.271). L'auteur en arrive à proposer de reprendre au niveau des relations de couples les processus de communication non violente mis au point par le psychologue américain Marshall Rosenberg : "observer sans juger, ressentir, identifier le besoin en souffrance et formuler une demande réaliste" (p.274). Un livre qui ne peut vous laisser insensible. FV.

FEMMES ET MEDIAS

sous la direction
d'Evelyne Serdjénian
Ed. L'Harmattan
1997 - 184p. - 95 F

"Lors d'un colloque qui s'est tenu sur ce sujet en janvier 1995, des femmes de 71 pays ont analysé dans leurs médias nationaux la représentation donnée des femmes. Plus de 15 500 articles furent examinés. Seulement 17 % des personnes interviewées étaient des femmes. Seulement 11 % des thèmes avaient trait au vécu des femmes" écrit Margaret Gallagher dans la préface. Alors que pourtant les femmes sont très présentes dans les écoles de journalisme et de communication, cela ne se traduit toujours pas par une présentation féminine de l'actualité. Dans une étude réalisée en 1993 pour l'Unesco, cette auteure a chiffré à 25 % les femmes travaillant dans les médias en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, 30 % dans la presse européenne et 36 % dans la radio et la télévision, mais seulement 14 % au niveau des cadres. Seules 3 % des organisations étudiées sont dirigées par des femmes.

De nombreuses intervenantes de ce colloque expriment dans ce livre la difficulté à faire évoluer les choses. Virginie Barré, présidente de l'association des femmes journalistes donne une explication à la présence des femmes sur les grands reportages : "les hommes journalistes sont plus souvent mariés que les hommes français (63 % contre 49 % en moyenne nationale), alors que les femmes journalistes sont majoritairement célibataires (37 % d'entre elles sont mariées contre une moyenne nationale de 46 %). Ce décalage est peut-être dû au fait qu'il est difficile pour une femme d'avoir un mari qui assure à la maison le quotidien qui est celui d'une "épouse" pendant qu'elle-même court le monde. Contrairement aux idées reçues, ce sont surtout les femmes qui travaillent pendant les vacances scolaires, tôt le matin, tard le soir et le week-end. Bref, pendant les horaires que les hommes refusent le plus souvent. C'est difficile pour une femme de dire non. Consciemment ou pas, elle doit éviter d'être soupçonnée de ne pas vouloir travailler comme un homme. De ne pas être un "vrai journaliste". Ce sont les vacances qui expliquent pour

quoi tant de femmes se sont retrouvées à traiter de la crise du Golfe (août 91). Le côté "mode" excessivement développé dans les magazines dits féminins s'explique simplement : la dépendance de ces revues à la manne publicitaire qui demande ce genre de reportages.

Benoîte Groult rappelle les étapes du débat sur la féminisation des mots, relevant dans le Petit Robert de 1995 : "sororité : solidarité entre les femmes qu'elles s'en voudraient d'appeler fraternité", remarque incroyable... mais le Larousse de la même année ignore encore le mot.

De nombreuses interventions portent sur les métiers dans les médias et finalement assez peu sur la raison de vivre de la presse féminine. Ce livre regorge de données statistiques intéressantes qui montrent, si besoin était, que le chemin de l'égalité sera encore long. FV.

TOLSTOI

la quête de vérité d'Alain Refalo

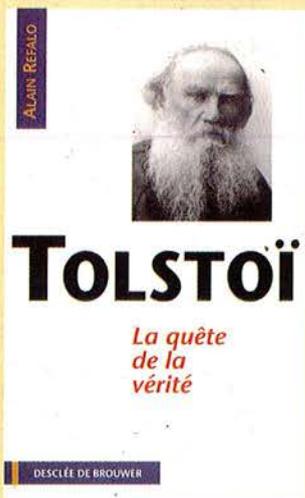
Ed. Desclée de Brouwer
1997 - 118 p. - 70 F

Cette maison d'édition a lancé une collection de petits livres qui présentent les grands auteurs de la non-violence de manière simple et attrayante. Ce livre sur Tolstoï est d'une très grande concision et présente les points forts de la pensée de celui qui, avant Gandhi, a mis en place les fondements de la non-violence par le refus de la coopération.

Né en 1828, Tolstoï, comte, après un court passage dans l'armée et un intérêt précoce pour la philosophie, commence à s'intéresser à la question de la légitimité de la violence, sujet autour duquel il tournera toute sa vie. "La vérité doit s'imposer sans violence" écrit-il en 1869 dans Guerre et Paix, le livre qui lui donnera une aura mondiale. S'interrogeant sur le sens de la vie, il écrit : "La vraie vie est celle qui ajoute quelque chose au bien accumulé par les générations passées, qui augmente cet héritage dans le présent pour les générations futures", découvrant là l'un des soucis majeurs de l'écologie. De même, il écrit dans une lettre à Romain Rolland, en 1887 : "Pour donner un sens raisonnable à notre existence, il faut exiger des autres le moins possible et leur donner le plus possible"; Idée que l'on retrouve aujourd'hui dans les volontés de reconquêtes d'autonomie et de simplicité volontaire. Chrétien, il s'opposera au pouvoir de l'Etat comme à celui de l'Eglise : "Le pouvoir est un moyen de forcer l'homme à agir contrairement à ses désirs" "C'est seulement par la violence physique, c'est-à-dire l'emprisonnement, la torture, la mutilation ou par la menace de ces châtimens qu'on peut forcer l'homme à faire ce qu'il ne veut pas" "L'Etat n'est qu'une organisation de la

violence n'ayant pour principe que l'arbitraire le plus grossier et profitant, pour la domination et pour l'oppression, de tous les perfectionnements que la science a créés pour la vie sociale pacifique des hommes libres et égaux" "Etre au pouvoir veut dire faire à autrui ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit".

Mais pour refuser le pouvoir,



il ne faut pas faire appel à la violence : "Ceux qui croient possible de s'affranchir par la violence ou même d'améliorer seulement cette situation en renversant un gouvernement pour le remplacer par un autre à qui l'oppression ne sera plus nécessaire sont dans l'erreur et leurs efforts en ce sens, loin d'améliorer la situation, ne font que l'aggraver. Leurs tentatives fournissent au gouvernement un prétexte pour augmenter son pouvoir et son despotisme". Et il appelle à la non-coopération avec le pouvoir : "Les hommes doivent comprendre que leur participation à l'activité criminelle des gouvernements, soit par l'argent, soit par le service mili-

taire, n'est pas un acte indifférent comme on le croit ordinairement ; mais, outre le tort que par cet acte ils font à leurs frères, ils participent ainsi aux crimes que font sans cesse tous les gouvernements, et à la préparation de nouveaux crimes à laquelle travaillent toujours les gouvernements qui entretiennent l'armée disciplinée". Et Tolstoï, bien souvent censurée dans la Russie d'alors, de dénoncer : "Le service militaire est le pilier essentiel de l'organisation de la violence du pouvoir. C'est le dernier degré de la violence nécessaire au maintien de l'organisation sociale, c'est la limite extrême que puisse atteindre la soumission des sujets ; c'est la clé de voûte dont la chute déterminera celle de l'édifice tout entier". Et encore : "La discipline, c'est la destruction de l'esprit et de la liberté de l'homme ; elle ne peut avoir d'autre but que la perpétration de crimes qu'un homme, dans son état normal, n'accomplirait jamais".

Il essaie à plusieurs reprises de mettre en place des écoles pour les plus pauvres. Alors que l'éducation se fait alors sous le régime de l'apprentissage par cœur et des punitions, il met en place une éducation sans notes, où les élèves choisissent eux-mêmes ce qu'ils veulent apprendre. Il multiplie les critiques envers l'Eglise, ce qui lui vaut en 1901, d'être excommunié, ce qui le laisse complètement indifférent.

Il est contacté en 1909 par un Hindou qui lui demande son soutien pour obtenir l'indépendance de l'Inde. Dans la réponse, il recommande la non-coopération plutôt que la violence : "non seulement des centaines d'individus ne pourront plus en asservir des millions, mais même des millions seront incapables d'asservir un seul individu". Cette lettre va être l'occasion pour Gandhi de prendre contact avec lui et des échanges fructueux vont en sortir : Gandhi mettra en application avec succès les principes de Tolstoï. Un livre passionnant. MB.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

ART, NATURE, SOCIÉTÉ

de John K. Grande
Ed. Ecosociété (Québec)
1997 - 268 p. - 95 FF (à Silence)

L'art n'est pas culturellement neutre. On y retrouve toutes les aspirations d'une société : l'exploitation des ressources ou le respect de la nature, l'opposition entre les valeurs masculines et féminines, le dilemme entre tradition et modernité. L'auteur, journaliste et critique d'art, montre à travers de nombreux exemples, comment l'art s'intègre dans les préoccupations de notre temps.

NE CRAIGNEZ RIEN DOCTEURS, JE NE VOUS FERAI AUCUN MAL

de Didier Weil
Ed. Synthélabo
1997 - 190 p. - 94 F

Les traitements par chimiothérapie et par psychanalyse n'ont aucune efficacité dans le cas de l'autisme. L'auteur, pédo-psychiatre explique sa démarche à travers deux exemples d'enfants autistes et élargit son analyse à l'ensemble de la profession.

BIEN QUE MON AMOUR SOIT FOU

de Benoît Dalle, Yves Edel,
Alejandro Fernandez
Ed. Synthélabo
1997 - 370 p. - 160 F

Peut-on devenir fou à la suite d'un amour déçu ? Apparemment oui, puisque de nombreuses personnes sont internées pour "érotomanie". Mais cet amour inguérissable n'est-il pas la manifestation d'une "paranoïa" ?

DICTIONNAIRE DU DROIT DE LA FAMILLE

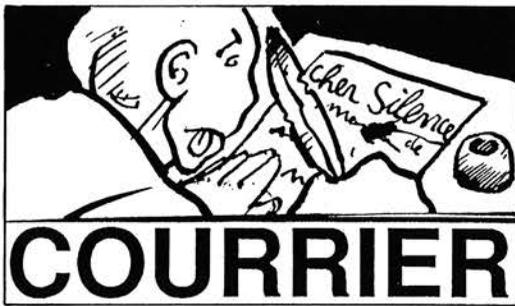
de Florence Fresnel
Ed. Synthélabo
1997 - 200 p. - 95 F

Le droit de la famille renferme de nombreux mots spécialisés totalement incompréhensibles en dehors du milieu juridique (ex : usus, fructus et abusus). Ce petit livre essaie de traduire en langage d'aujourd'hui ce que signifie ce vocabulaire spécialisé.

L'ÉTAT DU MONDE 1998

Ed. La Découverte
1997 - 705 p. - 159 F

Outre un point historique par pays, une douzaine d'articles sur les grands thèmes de l'année. A signaler la participation de Sophie Bessis : "Le refus politique des Etats de choisir un développement dirable". Egalement : "le travail des enfants" de Claire Bisset, "le traité d'interdiction des essais nucléaires" de Marc Schmitz. Et les dessins de Plantu.



ENERGIES ET EMPLOIS

J'ai quelques commentaires à faire concernant les propos de Joaquim Sainz Nieto auteur de l'article "rapprochement syndicats-écologistes" du n°222. Dédire du fait qu'1,3 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité, qu'il est nécessaire d'accroître leur consommation d'énergie me semble révélateur d'une position qui veut que l'on consume plus pour être mieux. Dire "satisfaire leurs besoins en énergie" m'aurait semblé plus juste et c'est peut-être ce qu'aurait pu vouloir dire l'auteur si une colonne plus loin on ne

lisait pas : "en tant que syndicat, nous avons aussi découvert que l'on génère plus d'emplois avec une politique d'économie d'énergie qu'en construisant de nouvelles centrales". La belle affaire ! Est-ce à dire que s'il n'y avait pas génération d'emplois, les énergies renouvelables auraient moins d'intérêt ? Faut-il le dire et le répéter encore : les créations d'emplois, on s'en fout ! on préfère travailler moins et si c'est là l'argument pour développer les énergies renouvelables, c'est bien triste et pauvre.

ADOLESCENCE ET ESPERANCE

Saluton, karaj legantoj de Silento !
Bonjour, chers lecteurs de Silence,

Je réagis ici aux affirmations de la lettre de M. Urlacher sur le "devoir des jeunes envers la société" (Silence n°224, novembre 97). M. Urlacher cite M. Verzele, qui explique en gros que les jeunes, s'ils sont malades ou désespérés par leurs problèmes, peuvent se donner la mort si bon leur semble, car bien bien sûr ils ne sont plus très utiles à la société, mais que des jeunes "surtout en bonne santé" dont l'éducation a coûté cher à la société, n'ont aucun droit de la gâcher si vite. Il serait en effet déloyal de détruire sa machine-corps au lieu de la mettre au profit de l'Etat. Comment peut-on réduire l'être humain à une machine dont la construction onéreuse lui fait avoir "une dette envers l'Etat" ? M. Urlacher, sur ce point, a bien raison de dire que "ceci est désolant". Mais voilà, il tente de prouver à M. Verzele le droit au suicide avec comme principal argument que "personne n'a choisi de vivre". Elle est bien bonne celle-là ! Bien évidemment que nous n'avons pas choisi de vivre, mais ça n'est en aucun cas une raison pour prétendre que nous possédons notre propre vie ! La vie est si précieuse ! Qui pourrait croire être plus fort qu'elle ? Qui pense être assez intelligent pour déclarer qu'elle ne vaut pas la peine d'être vécue ? Notre présence sur Terre est d'abord un présent de Dieu et/ou de nos parents, selon nos croyances, et un ca-

deau de cette valeur ça ne se refuse pas. De plus, j'ajouterais que je fais partie intégrante de la vie de chacun de mes amis, de chaque personne de mon entourage. Et il serait cruel et inhumain de décider de leur ôter cette partie d'eux-mêmes. Personne n'a le droit de quitter ce monde de sa propre volonté, c'est une question de bon sens. Qu'est-ce que le fait de rendre à la société le travail qu'elle a fourni pour nous éduquer a à voir avec cette chose infiniment précieuse et formidable qu'est la vie ? Bien sûr, on me dira que les personnes souffrant de graves problèmes de moral ou de santé ont une raison valable d'y mettre fin par le recours au suicide. Mais n'est-ce pas là un manque de courage pour les résoudre ? Les souffrances sont-elles vraiment si douloureuses et irrémédiables qu'elles fassent sombrer dans un désespoir total et fatal ? Je ne saurais pas tellement me prononcer sur ce dernier aspect du problème car je n'arrive pas à imaginer de telles souffrances de l'âme et du corps. Mais dans tous les cas, je voudrais que M. Verzele comprenne bien qu'on ne met pas en relation la soi-disant obligation de jouer le jeu du business, du profit, de la société de consommation, avec une merveille mystérieuse et divine. J'aimerais également que M. Urlacher sache que cette merveille est si précieuse qu'elle n'appartient à personne, pas même à soi-même. J'aimerais aussi parler de ce qui pourrait donner de l'espérance

DECOUVRIR LES VRAIES RICHESSES

Dans une longue lettre, Pierre Payen du Nord nous reproche d'avoir tronqué certaines idées du livre "Découvrir les vraies richesses" en publiant le dossier "Simplifier sa vie" dans le numéro de novembre. Il liste pour cela ce qui est dans le livre et qui n'est pas repris dans l'article... comme si c'était la rédaction de Silence qui avait essayé de résumer le livre. Mais il ne s'agit pas de cela : c'est l'auteur du livre qui, à notre demande, a réalisé un article pour Silence et il a lui-même choisi d'y mettre ce qu'il voulait sachant qu'il ne peut en 7 pages de la revue développer ce qui prend 250 pages dans son livre.

Constaté une fois de plus que le discours syndical est le même que celui des économistes patentés est affligeant surtout quand ce syndicat semble se tourner vers des causes plutôt dignes d'intérêt. Ceci d'autant plus que cet argument est réservé à deux reprises un peu plus loin comme si on n'avait pas bien compris. Il est vrai qu'il faut, pour que les permanents syndicaux gardent leur place, que des emplois soient créés, étant donné l'affaiblissement du taux de syndicalisation, pour continuer à générer des cotisations. Les vieilles habitudes sont tenaces.
Patrick URLACHER
Val-de-Marne.

BUCHES EN PAPIER

Pourriez-vous faire un article sur les "bûches en papier". J'utilise les kilos de papiers que je trouve dans ma boîte aux lettres (journaux d'annonces, publicités...) à faire des bûches de papiers que je brûle en hiver dans mon insert. C'est un "recyclage" comme un autre ! Mais il y a des inconvénients : ces bûches produisent dix fois plus de cendres que les vraies bûches en bois. Je répands ensuite ces cendres dans mon potager. Un ami me dit que les encres (en particulier les encres de couleur) dégageraient en brûlant des gaz toxiques et cancérigènes ; est-ce exact ? Je fais mes bûches tout simplement en les roulant et en les glissant dans des rouleaux vides de papier hygiénique. Quelqu'un que je connais les roule et les attache avec un petit morceau de fil de fer. J'espère que vous trouverez des infos à ce sujet.
Xavier
FETTER DELAFORGUE
Seine-et-Marne

Silence : il y a de multiples produits chimiques qui se dégagent. Si en insert, vous êtes protégé, les fumées se dispersent dans l'atmosphère et — surtout — les résidus concentrés se trouvent dans les cendres. Si vous ne le brûlez pas chez vous, cela risque de finir en incinérateur où des filtres limiteront en partie les dégâts... L'idéal serait de refaire du papier recyclé, ce qui est difficile à partir du papier glacé. Mettre les cendres dans votre jardin n'est pas forcément une bonne idée.

Damien LAURENT
Hérault

PEU D'INTERET ?

P etite réflexion que m'inspire votre rubrique "Livres" du n°224, "Femmes et militantismes" et que j'ose me permettre : vous me paraissez bien fiérots, vous, les jeunes, envers ces femmes et cette "plus jeune née en 1937". Quel ton dédaigneux vous utilisez : "le passé de vieilles militantes féminines", "un livre tournée vers un très vieux passé" et la chute sans appel "peu d'intérêt". Lorsque meurt un vieux, c'est une bibliothèque qui brûle. Quand je pense — une idée comme ça qui me passe par la tête — qu'au hasard de mes lectures, je vois qu'on découvre la sagesse des Vieux Indiens

d'Amérique, maintenant qu'on les a pratiquement exterminés, eux et leur culture... N'avez-vous pas l'impression de faire un peu comme les colons et de cracher dans la soupe. Je suis un produit d'avant-guerre et votre mépris à travers ces femmes, m'a blessée. Leur histoire, leur expérience vous semblent-elles donc si peu dignes d'intérêt ?
Evelyne RODIER
Marne

Silence : *A vouloir faire bref, nous avons fait cru. Mea culpa. Nous n'avons rien contre les "vieux" et ils sont nombreux dans l'équipe, restés jeunes d'esprit.*

SIMPLIFIONS

L'article signé Pierre Prader- vand a retenu toute mon attention. Je voudrais, ici, apporter mon témoignage qui ne se veut nullement une critique mais une invitation. Je voudrais inviter les lecteurs de Silence à suivre le chemin indiqué. C'est un bon chemin où l'on découvre la vraie richesse qui n'a rien à voir avec la possession de biens matériels, où l'on découvre une dimension nouvelle de l'humain, où, ayant découvert en même temps que la spiritualité naturelle, que nous sommes une parcelle infinitésimale mais totale de l'absolu universel vivant, en perpétuelle transmutation, depuis toujours, rien ni personne ne saurait faire que nous ne le soyons pas pour toujours. Ce que Pierre Prader- vand résume en disant simplement que nous sommes immortels.

A partir de cet instant, toute angoisse cesse. Nous participons à part entière à l'harmonie universelle de la vie. Nous entrons de plain-pied dans le "bonheur" qui consiste simplement à être à la "bonne heure" de l'univers. Mais je voudrais aussi inviter les lecteurs de Silence à ne pas s'arrêter en si bon chemin et à aller au delà, car un autre proverbe dit "qui croit être arrivé s'est seulement arrêté en chemin". Personnellement, après avoir tout quitté, j'ai cru, un moment, être arrivé, et puis, je me suis aperçu de deux choses : premièrement qu'étant parvenu à cet état de bonheur, j'étais rejeté par les autres, étant tellement différent

d'eux-mêmes qu'ils me tenaient comme "fou", même si ce vocable est proscrit du langage officiel. Secondement, que mon chemin ne serait jamais terminé aussi longtemps qu'outour de moi des gens, mes frères, mes sœurs, auraient faim, froid, se trouveraient en lutte perpétuelle pour assurer seulement les besoins élémentaires vitaux à défaut desquels la vie perd tout sens ; aussi longtemps que des enfants, des femmes, seraient violés ou seraient ravalés au rang d'objets de plaisir ou de moyen d'enrichissement matériel d'infâmes profiteurs de la faiblesse humaine. Aussi longtemps que des êtres humains seraient torturés et emprisonnés parce qu'ils osent penser autrement que le veulent ceux qui se sont arrogé le droit de dicter leur loi et de l'imposer par la force brutale. J'ai compris alors qu'être à la "bonne heure" de l'univers ne pouvait se satisfaire du malheur environnant et exigeait de travailler, chacun à sa mesure, à ce que la vie, qui nous est donnée à tous, dans le bonheur de l'amour, ne se transforme pas en cauchemar. C'est ce qu'à ma faible mesure, j'essaie de faire. Ne nous endormons pas, ayant trouvé le bonheur de vivre, sur notre couronne de laurier, confortable, mais égoïste ; essayons de semer la graine d'à venir de la vie, à la "bonne heure" de l'univers, ici et maintenant, dans le Silence.
Emile VAISSAIRE
Var

ITINERAIRE PERSONNEL

J'ai été heureux de découvrir ce journal et en m'abonnant, j'ai l'impression de me relier un petit peu à d'autres gens et de me mettre au courant. Par contre, je suis convaincu de l'énorme ampleur des dégâts pour notre société, et les problèmes écologiques n'en sont qu'un des aspects (auxquels je suis particulièrement sensible d'ailleurs). Je suis convaincu par conséquent que le plus important est une démarche personnelle profonde, qui permette de se situer dans une dimension plus vaste : la société, sorte de canard décapité, n'offre plus de repères ; nous sommes obligés d'en chercher de plus lointains, de plus vastes : le travail est colossal.

J'ai connu un petit peu le militantisme des années 70. Tout cela était souvent bien naïf et infantile. Je ne crois plus au gros mouvement collectif. Je crois à des gens décidés, courageux ayant à peu près dépassé le stade du ressentiment et de la révolte. Après avoir perdu pied dans des méandres personnels, si je retrouve aujourd'hui la dimension écologique, c'est parce que j'ai envie de la pratiquer, de la vivre, au delà sans doute de la rationalité ; trouver un autre rapport à l'environnement, retrouver une autre sensibilité, amorcer à mon niveau la désescalade puis être capable de le partager. J'associe ça à un itinéraire personnel global.
Nicolas PERRETTE
Haute-Garonne

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- 165 Yougoslavie
- 170 Racisme et environnement
- 171 Quelle écologie radicale ?
- 172 Après Rio : un monde à venir
- 173 Prolifération nucléaire (1)
- 174 Prolifération nucléaire (2)
- 175 Radios actifs
- 176 Superphénix : la marche en avant
- 177 Quelle écologie radicale ?
- 178 Comment démilitariser ?
- 181 Energies douces au Sud (1)
- 182 Energies douces au Sud (2)
- 183 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- 184 Prolifération nucléaire (1)
- 185 Prolifération nucléaire (2)
- 186 Autonomie toujours
- 187 Nicaragua face au marché mondial
- 188 Santé et autonomie (1)
- 189 Santé et autonomie (2)
- 190 Stop Essais
- 191 Canal Rhin-Vanunu
- 192 La défense par actions civiles (1)
- 193-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- 202 Soyons Réseau-nables
- 203 Sortir du nucléaire
- 204 G7 : l'argent d'abord
- 205 Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- 208 Pour des villes sans voitures
- 209 L'équivoque humanitaire
- 210 L'impasse nucléaire
- 211 Organismes génétiquement modifiés
- 212-213 Ecologie et Etat
- 214 Organismes génétiquement modifiés
- 215 Femmes et santé
- 216 L'impasse nucléaire
- 217 Alternatives en Alsace
- 218 Retrouver les forêts sauvages
- 219 Environnement et civilisation
- 220-221 Environnement au féminin
- 222 Réclamons la rue !
- 223 Simplifier sa vie
- 224 Gandhi aujourd'hui

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
 - Les carnets d'un militant 80 F
 - Pierre Kropotkine, prince anarchiste 110 F
 - Les affranchis de l'an 2000 110 F
 - L'exode urbain est-il pour demain ? 89 F
 - Les déchets dangereux 98 F
 - Le diable des bois 90 F
- Hors-série Silence**
 - Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F
 - La menace climatique 30 F
 - Radioactivité, les faibles doses 30 F
 - Energies renouvelables 30 F
 - Les métiers de l'écologie 70 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F
- Editions Silence**
 - Le soleil à votre table 89 F
 - Séphastoché, mon premier cuisinier 36 F
 - Un cuisinier solaire facile à faire 20 F
 - Construisez votre cuisinière solaire 30 F
 - Cuisiniers solaires pliés 20 F
 - Nucléaire ? Non merci 75 F
 - Le nucléaire détrôné 30 F
 - La liberté de circuler 70 F
 - Quelle écologie radicale ? 70 F
 - Où va le climat ? 40 F
- Diffusion Silence**
 - Ed. Lucien Somy (Limoges)
 - La dignité antinucléaire 50 F
 - Ed. Ecosociété (Montréal)
 - La belle vie 65 F
 - Parce que la paix n'est pas une utopie 65 F
 - Pour un pays sans armée 65 F
 - Pour que demain soit 65 F
 - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature 65 F
 - Moi, ma santé 65 F
 - Deux roues, un avenir 80 F
 - L'écologie politique 65 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés 95 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait 85 F
 - Des ruines du développement 65 F
 - Ed. Deleatur (Angers)
 - La dictature de la croissance 85 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
 - Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 35 F
 - Société à refaire : une écologie de la liberté 88 F
 - Philo écologie et politique de l'anarchisme 38 F
 - Sociobiologie ou écologie sociale 70 F
 - Le rêve au quotidien 25 F
 - Un goût d'air libre 35 F
 - Pensée sociale d'Elisée Reclus 70 F
 - Ed. Utovie (Londres)
 - La désobéissance civile 36 F
 - Nous sommes peut-être frères 36 F
 - L'homme qui plantait des arbres 36 F
 - Le petit train merveilleux 36 F
 - N'hésitez pas à le dire 36 F
 - La dernière chasse de Tim 36 F
 - Ed. Alternatives (Paris)
 - Le catalogue des ressources 180 F
 - Ed. Courrier du livre (Paris)
 - Le solaire pour tous 90 F
 - Ed. Jouvence (Genève)
 - Découvrez les vraies richesses 96 F
 - Dimension spirituelle de l'écologie politique 70 F
 - Ed. ICE (Paris)
 - Maîtrise de l'énergie pour un monde viable 120 F
 - Ed. WISE (Paris)
 - La France nucléaire : matières et sites 120 F
 - Ed. Georg (Lausanne)
 - Additifs alimentaires 98 F
 - Gestion des déchets 98 F
 - Les sols 98 F
 - L'eau 98 F
 - La radioactivité 98 F
 - L'alimentation 98 F
 - La diversité biologique 98 F
 - L'air 98 F
 - Le bruit 98 F
 - Ed. Ostal del libre (Catala)
 - Jouets de toujours 120 F
 - Jouets d'autrefois 120 F
 - Jouets rustiques 120 F
 - Jouets sonores 120 F
- Frais de port**
 - 1 ouvrage 15 F
 - 2 ouvrages 28 F
 - 3 ouvrages et plus 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE		BELGIQUE	
METROPOLITAINE		<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°..... 1740 FB
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°..... 240 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n°..... 2880 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°..... 480 FF	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°... 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°..... 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°..... 2520 FB
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°..... 420 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°..... 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°..... 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°..... 5700 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°..... 950 FF	AUTRES PAYS ET DOM-TOM	
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n°..... 190 FF	<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n°..... 290 FF

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

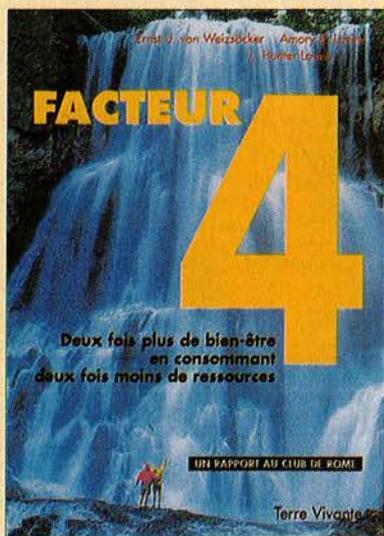
Code postal Ville

VIENT DE PARAITRE
AUX ÉDITIONS TERRE VIVANTE

FACTEUR 4

Deux fois plus de bien-être
en consommant deux fois moins
de ressources

Rapport au Club de Rome



par Ernst von Weizsäcker, Amory B. Lovins
et L. Hunter Lovins
320 pages, 118 F

Diviser par quatre notre consommation d'électricité, d'essence ou d'eau potable sans que notre qualité de vie en pâtisse. En multipliant par quatre l'efficacité écologique de nos techniques. Tel est le défi lancé par les auteurs de ce livre. Défi qu'ils relèvent en s'appuyant sur 50 exemples convaincants de mise en application du « Facteur quatre », dans des domaines aussi variés que la construction, l'équipement de la maison, les transports, l'agriculture, l'industrie automobile, etc.

Exemples qui mettent en œuvre des techniques opérationnelles dès aujourd'hui. Écrit par des personnalités qui font autorité dans leurs pays respectifs – Allemagne et Etats-Unis – *Facteur 4* connaît un énorme succès en Allemagne avec plus de 160 000 exemplaires vendus en deux ans.

Je commande le livre *Facteur 4*
(118 F + 15 F de frais de port) à
Terre Vivante, BP 20, 38711 Mens Cedex

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
.....

Les carnets d'un militant d'André Larivière

Les mille et une façon de manifester ses opinions et de les défendre ! Ce livre nous lance une véritable invitation à ne pas sombrer dans la passivité, dans ce qu'André Larivière nomme justement le réflexe Titanic — il n'y a rien d'autre à faire que danser tandis que le bateau chavire. Sur un ton tour à tour drôle, grave et poétique, l'auteur nous livre son expérience du militantisme toujours et avant tout fondé sur la non-violence.

Des exemples concrets, des anecdotes savoureuses de marcheurs pour la paix, des tranches de vie qui témoignent de l'engagement de

gens ordinaires qui ont décidé de réagir. André Larivière raconte ses combats : aussi bien ceux qui relèvent de l'urgence, du cri d'alarme, comme l'action contre les vols militaires à basse altitude, que ceux issus d'un travail de longue haleine fondé sur

la persévérance, la patience, qui visent à modifier lentement des mentalités, des comportements et des structures, comme faire enfin comprendre à tous les dangers et les absurdités de l'utilisation civile et militaire du nucléaire.

Né au Québec, André Larivière, membre des Brigades de paix internationales, des Européens contre Superphénix et de l'International Peace Bureau, est animateur de groupes dans divers réseaux culturels et militants. Il défend activement ce en quoi il croit : l'écologie, la paix et la non-violence.

Préface de Michel Bernard
Editions Ecosociété - En vente à Silence
1997 - 254 p - 80 F

André Larivière

Les carnets d'un militant

